

صلى الله عليه وسلم

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15931 - 7 F

MARDI 16 AVRIL 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Le premier ministre libanais réclame un cessez-le-feu entre Israël et le Hezbollah

Dans un entretien au « Monde », Rafic Hariri déclare compter sur la diplomatie française

A LA DEMANDE du Liban, la France se retrouve diplomatiquement en première ligne pour tenter de mettre fin à la guerre que se livrent une nouvelle fois le Hezbollah et Israël au pays du Cèdre. Jacques Chirac a décidé, dimanche 14 avril, après avoir reçu le premier ministre libanais, Rafic Hariri, d'envoyer dès lundi en mission en Israël, en Syrie et au Liban, le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, après avoir reçu des signaux encourageants de la part des différentes parties concernées par la crise libanaise. Toutefois, Itamar Rabinovitch, ambassadeur de l'Etat juif aux Etats-Unis, a déclaré lundi que « la situation n'est pas encore mûre pour une initiative diplomatique, car nous ne sommes pas parvenus à l'arrêt des tirs de roquettes katyoucha vers Israël ». Washington de son côté semblait toujours déçidé, lundi, à laisser l'armée israélienne poursuivre ses opérations.

L'Iran, qui exerce une influence certaine sur le Hezbollah libanais, s'est déclaré favorable à une « consultation » avec la France à propos du Liban. Le chef de la diplomatie iranienne a toutefois quel-



que peu interprété l'initiative française évoquant « une action commune avec la France », ce qui n'est pas du tout le cas. L'objectif de Paris est de prendre contact avec toutes les parties intéressées, c'est-à-dire, Israël, le Liban, la Syrie, les

Etats-Unis et l'Iran. Parallèlement, Paris a envoyé dès dimanche soir plus de trente tonnes d'aide humanitaire au Liban.

Dans un entretien au Monde, M. Hariri a réclamé un cessez-le-feu entre le Hezbollah et Israël, une

telle trêve étant, à ses yeux, l'unique solution « provisoire » au problème libanais, le règlement définitif ne pouvant être qu'un retrait des forces israéliennes de la partie du territoire libanais qu'elles occupent depuis 1978 le long des frontières de l'Etat juif.

L'aviation et l'artillerie israéliennes ont intensifié lundi leurs bombardements au Liban-sud où est fortement implanté le Hezbollah. Selon les derniers bilans, trente personnes - presque exclusivement des civils - ont été tuées et 128 autres ont été blessées depuis le déclenchement jeudi, par Israël, de l'opération « Les Raisins de la colère » destinée à neutraliser le Hezbollah. La formation intégriste a annoncé de son côté avoir tiré, dans la matinée, sept salves de roquettes katyoucha en direction du nord de l'Etat juif. La veille, elle avait revendiqué le tir de 400 roquettes alors que le général israélien Amram Lévine, responsable du front libanais, avait signalé la chute de 45 roquettes.

Lire pages 2 et 3, et la chronique d'Agathe Lecoq page 29

« 1996, l'année du temps de travail » : un cahier spécial de 36 pages

TOUT CONDUIT à faire de 1996 l'année du temps de travail. Dès la présentation de ses vœux aux Français, Jacques Chirac a formulé ce souhait. Les partenaires sociaux, qui ont conclu un accord le 31 octobre 1995, se sont depuis engagés dans une longue négociation par branche professionnelle. Pressé, le gouvernement leur demande d'aboutir d'ici à la fin du mois de juin et se déclare prêt à intervenir, sinon, par voie législative. Quant aux parlementaires, ils sont impatients, tout comme la plupart des syndicats, à commencer par la CFDT.

Ce brusque regain d'intérêt s'explique par la situation de l'emploi. Faute de remède miracle pour résorber le chômage, voici que reviennent en vogue des solutions telles que l'aménagement, la réduction et le partage du travail. Avec un supplément spécial de 36 pages, « Le Monde-Initiatives » tente aujourd'hui de faire un point complet de ce dossier.

Lendemain de massacres à Srebrenica

Sept experts dépêchés par le Tribunal international de La Haye ont enquêté pendant dix jours sur les lieux des massacres commis par l'armée serbe lors de la prise de Srebrenica en juillet 1995. p. 5

Vivre autrement à la campagne

Convincues que le chômage est moins difficile à supporter à la campagne, des personnes en difficulté quittent les villes à la recherche « d'autres valeurs que le travail et l'argent ». p. 9

La triste histoire du Crédit foncier

Étroitement mêlé à l'histoire de France, l'institution avait financé les travaux d'Haussmann, les écoles de Jules Ferry et les collectivités locales. La fin de l'encadrement du crédit et des aides au logement a précipité sa perte. p. 12

Un entretien avec Simone Veil

L'ancienne présidente du Parlement européen s'étonne que le gouvernement français ait « déroulé le tapis rouge » pour le premier ministre chinois et souligne l'importance de la symbolique dans les relations internationales. p. 14

Le nouveau disque de Françoise Hardy

L'auteur de Message personnel tourne la page. Après un silence de dix ans, son nouveau disque, *Le Danger*, marque son passage à un rock électrique et tranchant. p. 24

| | | | |
|------------------|----|---------------------|----|
| International | 2 | Agenda | 23 |
| France | 6 | Abonnements | 23 |
| Société | 9 | Lois, Lois sportifs | 23 |
| Horizons | 12 | Météorologie | 23 |
| Entreprises | 16 | Mots croisés | 23 |
| Finances/marchés | 18 | Culture | 24 |
| Cartes | 19 | Communication | 25 |
| Aujourd'hui | 20 | Radio-Télévision | 25 |

Coup d'envoi au débat public sur la réforme du service national

LE DÉBAT sur la réforme du service national est relancé, cette semaine, à la fois au Parlement et dans le public. A l'Assemblée nationale, la mission d'information, présidée par Philippe Séguin, continue ses auditions et prévoit des visites dans les unités. La première d'entre elles aura lieu jeudi 18 avril au 1^{er} régiment de tirailleurs d'Espinal, ville dont le président (RPR) de l'Assemblée nationale est le maire. M. Séguin se pose en partenaire privilégié de Jacques Chirac pour mener à bien la réforme.

Au Sénat, la commission de la défense entend à son tour, mardi 16 avril, d'entendre les experts. Sou tenu par une campagne d'affichage du ministère de la défense, le débat doit débiter, en même temps, dans le pays avec des rencontres organisées par les maires et les préfets sur la base d'un questionnaire largement diffusé au mois de mars.

Lire page 6

Nîmes en finale de la Coupe de football



ABDERRAMANE RAMDANE

SON BUT, à la neuvième minute de la demi-finale Nîmes-Montpellier, dimanche 14 avril, est à l'origine de l'un des plus grands exploits de l'histoire de la Coupe de France de football. Grâce à Abderramane Ramdane, le Nîmes Olympique est devenu le premier club de National 1, l'ancienne troisième division, à parvenir en finale, une finale qui aura lieu le 4 mai à Paris. Les Nîmois, pour arriver à l'apothéose du Parc des Princes, auront éliminé trois équipes de division 1. Ils rencontreront l'AJ Auxerre, qui s'est difficilement qualifiée au Stade-Vélodrome face à Marseille, qui évoluait pourtant une division en dessous. Comble de l'ironie après ce week-end qui a défilé toute la logique, Nîmes, qui se bat pour éviter la relégation en division inférieure, peut désormais caresser le rêve d'une place en Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe la saison prochaine.

Bordeaux entamera, mardi 16 avril, la semaine européenne des clubs français. Les Girondins rencontrent, en demi-finale retour de la Coupe UEFA, le Slavia Prague, et peuvent sérieusement envisager la finale.

Lire notre rubrique Sports pages 20 et 21

Abonnements : 3 DM ; Autriche, 9 F ; Belgique, 25 F ; Canada, 25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 DR ; Hongrie, 140 F ; Italie, 200 L ; Luxembourg, 48 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 220 PTE ; Roumanie, 9 F ; Suède, 50 F SFA ; Suisse, 5 CHF ; Tchécoslovaquie, 200 Kčs ; Tunisie, 1 Din ; USA, 20 \$; USA (postes), 20 \$.

M 0147-0416-7.00 F

L'amertume d'un agent double venu du froid

PRAGUE

de notre correspondant

Frantisek Vojtasek, soixante-six ans, est amer. Lorsque, attaché militaire à l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris, il proposa ses services au Sdece français (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage), deux jours après l'invasion de son pays par les troupes du bloc soviétique, il était conscient des risques encourus. Mais il ne pensait pas que la France serait si peu reconnaissante à son égard lorsqu'il ne serait plus « utilisable ». Après avoir été maltraité et humilié pendant treize années dans les geôles les plus sordides de la Tchécoslovaquie communiste, il apprécierait un geste, en remerciement de sa lutte contre les agents du pacte de Varsovie, brutalement interrompue par la trahison d'une taupe soviétique infiltrée dans les « services » français.

Frantisek Vojtasek a commencé sa carrière d'espion militaire tchécoslovaque en 1958 au

terme d'un cours spécial à l'Ecole supérieure des armées à Prague. Après avoir servi dans les régions frontalières de l'Ouest et à la centrale pragoise, il suit en 1966-1967, à Moscou, un cours d'espionnage pour les agents des pays du pacte de Varsovie. Il arrive le 31 juillet 1968 à Paris sous couvert d'un emploi diplomatique. L'intervention soviétique déclenchée contre le « printemps de Prague », qui le révoque, l'incite à changer de camp. Jusqu'en juin 1972, date de son retour à Prague, il dénonce au Sdece les réseaux tchécoslovaques et soviétiques en France, en RFA et aux Etats-Unis. Dans la capitale tchécoslovaque, il continue de collaborer avec les services français, rencontrant ses deux agents de liaison à Vienne.

En 1976, un troisième agent français lui est présenté : à compter de cette date l'état communiste commence à se réformer sur lui. Après un bref passage à l'ambassade tchécoslovaque à Paris à l'automne 1976, il est rappelé à

Prague et soumis à rude épreuve par le contre-espionnage tchécoslovaque. Le piège se referme sur lui le 3 février 1978 avec son arrestation par la police politique. La presse pragoise du 5 juillet publie un entrefilet annonçant l'arrestation de l'espion Frantisek Vojtasek et, en novembre, il est condamné à vingt-cinq ans d'emprisonnement. Il sera libéré en mars 1990 en application de l'amnistie voulue par le président Václav Havel.

Depuis sa sortie de prison, Frantisek Vojtasek a multiplié les démarches auprès des autorités françaises. Si la présidence de la République lui a toujours répondu avec courtoisie, les services susceptibles de lui reconnaître une dette ou une indemnisation quelconque observent un silence blessant. A l'image de la justice tchèque qui refuse de revenir sur le jugement de 1978 et de le réhabiliter...

Martin Plichta

La Corée minée par les jeux politiques

SÉOUL

de notre envoyé spécial

Les élections « sans vainqueur » du 11 avril, dont le parti gouvernemental et la principale formation d'opposition sortent endoloris, n'ont pas dissipé le sentiment de malaise qui pèse sur la Corée. Le succès de livres de chamanes, ou « voyantes », dont *L'Elue des Dieux* de Shim Jin-song, la femme qui avait prédit la mort en 1994 du lea-

der du Nord, Kim Il-sung, puis la sortie dans la même veine, en février, de *L'Homme qui a choisi les Dieux* par un de ses homologues masculins témoignent d'une inquiétude latente dans un pays dont la croissance économique devrait pourtant inciter à un certain optimisme. Pratique immémoriale, le chamanisme reste enraciné dans les moeurs populaires de la Corée moderne où officient quelque cent

mille « voyants ». Mais la publication de livres de prédiction est un phénomène nouveau que le journaliste Ku Bon-hee, qui a consacré un ouvrage à la vie de cinq chamanes célèbres, attribue à l'inquiétude diffuse ressentie par beaucoup.

La montée de fièvre sur le 38^e parallèle qui sépare les deux Corées, provoquée par le refus de Pyongyang d'honorer les termes de l'armistice de 1953, a contribué à limiter

le recul du parti gouvernemental. Une réaction qui témoigne de la nervosité d'une partie de l'électorat. La rencontre, mardi 16 avril à Cheju, de Kim Il-sung et le président Kim Young-sam ne devrait guère faire retomber la tension : refusant de se plier au chantage nord-coréen, Washington n'entend pas négocier un traité de paix avec Pyongyang par-dessus la tête de son allié sud-coréen. Quant à M. Kim, dont le parti a perdu la majorité absolue, il doit démontrer qu'il est toujours aux commandes et adoptera vraisemblablement une attitude plus dure vis-à-vis de Pyongyang. Les Coréens du Nord, de leur côté, ne peuvent guère faire marche arrière.

Au risque d'un dérapage dans la gestulation militaro-diplomatique de Pyongyang s'ajoute la crainte que la scène politique intérieure au sud soit dominée au cours de la seconde partie du mandat du président Kim Young-sam, qui s'achève en décembre 1997, par une âpre bataille de succession qui pourrait rejeter au second plan les réformes.

Le parti gouvernemental pourra sans difficulté compenser les onze sièges qui lui manquent pour reconstituer sa majorité par le ralliement d'indépendants. Les électeurs sont cependant loin d'avoir exprimé un soutien sans réserve au président Kim.

Philippe Pons

Lire la suite page 15

JEAN-MARIE COLOMBANI

DE LA FRANCE EN GÉNÉRAL ET DE SES DIRIGEANTS EN PARTICULIER

PLON

“Succulent”

“Jean-Marie Colombani donne une leçon de journalisme aux politiques... une leçon de politique aux journalistes.”

JEAN D'ORMESSON de l'Académie française.

LE MONDE

“Quand le patron du «Monde» se lance dans le portrait facétieux. Succulent.”

FRANZ-OLIVIER GIESBERT. LE FIGARO

252 P 98 F

PLON

PROCHE-ORIENT Après un entretien, dimanche 14 avril, avec Jacques Chirac, le premier ministre libanais, Rafic Hariri, a réclamé un cessez-le-feu entre Israël et le Hez-

bollah au Liban, sur la base de l'« arrangement » conclu en 1993 par l'intermédiaire des États-Unis, selon lequel les populations civiles doivent être épargnées.

● M. CHIRAC a décidé d'envoyer « immédiatement » dans la région le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, pour tenter de parvenir à un cessez-le-feu « dans

les plus brefs délais ». ● ISRAËL, qui bénéficie du soutien total de Washington, entend continuer l'opération baptisée « les Raisins de la colère », qui a déjà poussé sur

les routes de l'exode près de 300 000 Libanais. A la demande du Liban, le Conseil de sécurité de l'ONU devait se réunir lundi 15 avril dans la soirée.

Rafic Hariri réclame un cessez-le-feu entre le Hezbollah et Israël

Après avoir reçu le premier ministre libanais, Jacques Chirac a décidé d'envoyer aussitôt au Proche-Orient le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette. Il s'inquiète des « risques graves pour le processus de paix »

Le premier ministre libanais a répondu aux questions du Monde à l'issue de son entretien avec M. Chirac dimanche soir.

« Avez-vous formulé des demandes précises à M. Chirac ?

« Je lui ai demandé que la France use de son prestige pour obtenir un cessez-le-feu. A mon avis, la manière dont Israël se comporte n'aboutira à rien. Les Israéliens ont essayé la manière forte depuis 1978. Sans résultats. A terme, la solution est le retrait d'Israël du territoire libanais. C'est alors que le Liban sera responsable de la sécurité dans la partie de son territoire irakienne d'Israël. Les Israéliens nous demandent aujourd'hui de désarmer le Hezbollah parce qu'il les dérange, alors qu'il est continué pour leur part à occuper notre territoire. C'est comme si on avait demandé à de Gaulle de désarmer la résistance.

« Avant de recourir à la France, avez-vous sollicité les États-Unis ?

« L'attitude des États-Unis est claire. Ils soutiennent tout ce que fait Israël. J'ai eu une conversation à ce sujet avec leur ambassadeur au Liban et la réponse fut : faites arrêter les tirs de roquettes Katioucha. Cela étant, la réaction des Israéliens est démesurée par rapport aux actions de la résistance. Les Israéliens font de l'excess de zèle, pour des raisons électorales. Et le bombardement [de la centrale électrique] de Jamhour montre qu'ils veulent détruire l'infrastructure du Liban, au moment où ce pays a amorcé sa reconstruction, pratiquement à la sueur de son front, puisqu'il n'a pas eu droit à l'assistance économique promise, par exemple, à la Bosnie. Il n'y a pas plus de Hezbollah à Jamhour qu'à Tyr.

« Alors quel est leur objectif ?

« Ils veulent faire pression sur nous pour que nous désarmions le Hezbollah. Ce que nous ne ferons pas. Je veux être pratique et

clair : si le Hezbollah pose un problème, la solution n'est pas dans le recours à la force. Israël a pu vérifier depuis près de vingt ans que cette méthode n'est pas la bonne. Essayons donc autre chose. L'Etat libanais existe aujourd'hui et dispose d'une armée. Le peuple libanais a vécu une guerre et aspire à vivre en paix. Qu'Israël se retire [du Liban sud] et nous nous chargerons de la sécurité à nos frontières. Si le Hezbollah ne plie pas, nous le forçons à le faire. Il n'aura plus de raison de résister à l'occupation.

« Je vous rappelle que le Hezbollah est opposé au gouvernement. Leurs députés sont dans l'opposition. Je ne cherche donc pas à les défendre, mais nous ne pouvons rien faire aujourd'hui car, aux yeux de la population, nous passerions pour des traîtres.

« Mais Israël ne va pas se retirer du Liban sud du jour au lendemain !

« Il existe un accord officiel,

conclu en 1993 [par l'intermédiaire des États-Unis], qui n'a été respecté ni par Israël ni par le Hezbollah. Nous devons revenir à cet accord ; il n'y a pas d'autre solution, étant entendu que le règlement définitif est le départ des forces israéliennes du Liban.

« Le Liban et la Syrie ont-ils les moyens de contraindre le Hezbollah à appliquer cet accord ?

« Cet accord est une reconnaissance implicite [par Israël] qu'après longtemps que perdurerait l'occupation il y aura une résistance [libanaise], à condition que les deux parties ne frappent pas les populations civiles. Il y a eu des abus de part et d'autre. Israël et le Hezbollah doivent veiller à respecter cet accord et chacun [y compris l'Etat libanais] doit s'employer à le faire respecter.

« Avez-vous demandé à la Syrie et à l'Iran d'user de leur influence auprès du Hezbollah ?

« J'ai pour règle de ne pas parler avec les Iraniens de questions

relatives au Liban. C'est ma position. Si les Syriens veulent le faire, c'est leur affaire. Nous avons demandé à l'Etat syrien [d'user de son influence auprès du Hezbollah] et, d'après les informations dont je dispose, il le fera si Israël respecte l'accord.

« La Syrie et le Liban sont liés depuis 1991 par un traité en vertu duquel chacun des deux pays voterait au secours de l'autre, si sa sécurité était menacée. Pourquoi les Syriens ne réagissent-ils pas ?

« Vous suggérez là qu'il faut qu'il y ait une guerre en bonne et due forme entre le Liban et la Syrie d'une part, Israël de l'autre. Comme l'armée libanaise, les soldats syriens [déployés au Liban] ont riposté aux tirs. Mais il y a une gradation dans les hostilités. Nul n'a intérêt à entrer dans une véritable guerre et Israël partage cet avis. En dépit de la gravité de la situation actuelle, nous ne pouvons pas entraîner la région dans une guerre. » Le Liban n'a

rien demandé à la Syrie pas davantage qu'à sa propre armée. Nous savons que les troupes libanaises ne font pas le poids face à l'armée israélienne. Nous n'avons jamais prétendu qu'Israël était un Etat faible. Son armée est au contraire capable de détruire notre pays et de jeter la population sur les routes. C'est d'ailleurs ce à quoi nous assistons aujourd'hui, avec entre 300 000 et 400 000 personnes déplacées.

« Avez-vous l'intention de solliciter l'intervention d'autres pays ?

« J'ai déjà rencontré [dimanche] le président égyptien Hosni Moubarak et je me rendrai [lundi] auprès du roi Hassan II du Maroc puis en Arabie saoudite et au Koweït. Israël doit savoir qu'il ne jouit pas d'une totale impunité et que le Liban n'est pas abandonné à son sort. »

Propos recueillis par Mouna Naïm

« Que les Israéliens en soient conscients, cette guerre ne finira jamais »

TYR
de notre envoyée spéciale
Entassés sur des remorques tirées par des tracteurs, à quinze dans des voitures surchargées, les habitants du Liban sud fuient vers le nord. Tyr, cent mille habitants en temps normal - mais dont le nombre s'est accru depuis trois jours de celui des réfugiés des villages environnants -, se vide, ce dimanche 14 avril, rejetant sur les routes des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants.

« Nous sommes en pleine panique », avoue Hassan Youssef, directeur du Conseil du Sud. Plus de deux cent mille personnes ont quitté leurs villages. Nous avons une trentaine de martyrs et une centaine de blessés et un budget beaucoup trop modeste pour répondre à l'urgence. A Saïda, chef-lieu du Liban sud, plus au nord, des réfugiés envahissent les écoles, les immeubles en construction, les garages. Hussein, venu de Kefleh, à une quinzaine de kilomètres au sud de Tyr, avec ses voisins, occupe l'appartement d'un immeuble fini mais encore inhabité. Dans chaque pièce des familles entières s'installent, un mince matelas de mousse servant de couche à plusieurs personnes. Dans leur fuite, ces réfugiés encore apeurés n'ont pratiquement rien emporté et beaucoup se demandent ce qu'ils vont manger et

combien de temps ils vont pouvoir tenir. Aucun secours ne leur est encore apporté et Hassan Youssef réclame l'aide des organisations humanitaires internationales.

UNE FUITE DIFFICILE

Hussein a toutefois bien fait de quitter Kefleh. Sévèrement bombardée, la rue principale est coupée par des débris et des câbles, la localité est, ce dimanche, un village fantôme. Pas âme qui vive dans les rues. Dans leur fuite, beaucoup d'habitants ont laissé ouverte la porte de leur maison. A quelques kilomètres du village, deux miliciens du Hezbollah, en treillis noir et sans armes, expliquent qu'ils n'occupent le village que la nuit pour être prêts à répondre à toute incursion terrestre israélienne. Agés d'à peine vingt ans, ils sont déjà de vieux routiers de la résistance ; ils la mènent depuis plusieurs années et affirment ne rien craindre de cette nouvelle opération israélienne.

Avec eux, deux femmes âgées, qui ont marché 5 kilomètres pour venir chercher leurs provisions. L'une porte avec précaution un bébé rempli d'œufs posés sur des fèves, alors que l'autre prend soin d'un grand pot de yaourt. Elles descendent sur la route côtière pour tenter de trouver un véhicule. Car fuir nécessite d'abord

un moyen de transport et, dans ces villages, beaucoup n'en ont pas. « C'est pour cela que les ambulances font des navettes entre les villages et les villes de Tyr ou de Saïda », explique Ahmad Saad, directeur adjoint de l'hôpital du Sud à Nabatieh.

Autre problème que soulève M. Saad, le manque d'argent. « Nous sommes maintenant près du temps des récoltes. L'argent de l'année passée a été dépensé et les réserves sont presque épuisées. » « De plus, ajoute-t-il, c'est l'époque des semailles pour les cultures d'été, et les paysans répentent à tout abandonner. » Enfin, dans cette région essentiellement chiite, beaucoup ont de la famille dans la banlieue sud de Beyrouth mais, celle-ci n'étant pas non plus épargnée, vers où pourraient-ils fuir ?

Signe des temps, l'hôpital du Sud, géré jusqu'en 1993 par le Secours populaire, est maintenant sous la responsabilité de la Société islamique de santé. Quatre blessés, atteints dans leur maison ou sur les routes, y sont gratuitement soignés. Autre signe des temps, les critiques contre la résistance ou le Hezbollah sont aujourd'hui très rares. « Nous en avons marre mais qu'est-ce qu'on peut faire ? » Montaha, réfugiée chez sa sœur à Saïda, affirme : « On est dans le pétrin mais au moins, cette fois, le Hezbollah ré-

pond. Et si nous sommes dans les abris, eux aussi [les Israéliens] y sont. » « Nous, on est habitués, renchérit sa voisine. Mais eux, comment vont-ils réagir ? Je suis contente quand je sais que le Hezbollah a tiré des roquettes Katioucha, car je suis sûre que l'effet des bombardements est plus important pour les Israéliens que pour nous. »

A l'hôpital Najem, à la sortie sud de Tyr, lamentations et pleurs accueillent l'arrivée des ambulances. Abou Ali y découvre avec horreur un de ses voisins, Hussein, 5 ans, gravement blessé. Il hurle sa colère : « Nous nous vengerons. Nous les tuons comme ils

Tirer sur une ambulance

Surchargée de femmes et d'enfants, l'ambulance ralentit à peine pour traverser le barrage déserté de la Finul (Force intérieure des Nations Unies au Liban) sur la route côtière Tyr-Nakoura. Une minute plus tard, deux coups retentissent. Un homme crie : « Allah ! Allah ! », pour réclamer des secours. Le ronronnement de l'hélicoptère israélien qui s'est éloigné vers la mer, ses deux missiles tirés, accroît la terreur. Atteinte de plein fouet, l'ambulance s'est immobilisée en contrebasse de la route. Deux cadavres, celui d'une femme et d'une fillette, gisent, alors que deux autres fillettes, le visage en sang, hurlent. Les autres blessés attendent les secours. Un homme et deux enfants mourront plus tard à l'hôpital. Clairement identifiable avec son gyrophare et son croissant rouge, l'ambulance, qui appartenait à une association islamique des habitants de Mansouri, ne transportait pas « de terroristes d'une position à une autre », comme l'a affirmé le général Amnon Shabak, chef d'état-major de l'armée israélienne. Il n'y avait à bord que deux familles terrorisées par l'ultimatum des Israéliens, recommandant l'évacuation de leur village.

nous tuent, quand on le décide. Cet enfant, qu'avait-il fait ? Que les Israéliens en soient bien conscients, cette guerre ne finira jamais. »

Par rapport aux années précédentes, le Hezbollah, grâce à son très important travail social, a gagné en sympathie. Le thème de la résistance à l'occupation est devenu plus crédible. Au fil du temps, d'autre part, le Hezbollah « pro-iranien » s'est quasiment libanisé et est donc mieux accepté. De plus, en se professionnalisant, la résistance atteint des résultats militaires qui sont davantage compris par beaucoup de gens. Enfin, et c'est sans doute l'argument le plus fort, la violence des ripostes israéliennes jette de plus en plus les habitants du Sud dans les bras de la résistance islamique, même si certains préféreraient voir agir l'armée libanaise.

S'il est sûr que la paix est le vœu le plus cher de tous les habitants du Liban sud, il est non moins certain que, compte tenu des souffrances subies lors des opérations israéliennes de 1978, 1982, 1993, bien peu aujourd'hui la veulent au prix de l'occupation persistante de la zone frontalière.

Françoise Chitpaux

Près de trois cent mille personnes jetées sur les routes de l'exode

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale
Chaque heure qui passe aggrave la situation au Liban dont pratiquement aucune partie - le Sud, Beyrouth et sa banlieue, la plaine orientale de la Bekaa - n'a été épargnée par les bombardements israéliens. En étendant jusqu'au fleuve Litani, à 40 kilomètres de la frontière, sa zone d'opération au Liban sud, Israël a contraint à l'exode, dans une pagaille indescriptible, près de 300 000 personnes, pour lesquelles les secours

femmes et d'enfants. Le 16 février, à l'occasion de la journée de Jérusalem, le Hezbollah avait fait défilé à Baalbek 300 jeunes se déclarant prêts au martyre. Dimanche soir, la télévision du « Parti de Dieu » en a montré 70, en tenue de camouflage, le visage barbouillé de noir, le front ceint d'un bandeau vert et munis d'une ceinture d'explosifs. Ils ont prêté serment sur le Coran et juré « par le sang de leurs enfants de faire exploser leurs corps pour ébranler le sol sous les pieds de leurs ennemis, Israël et l'Amérique ».

COUTURES D'ÉLECTRICITÉ

Les habitants de Beyrouth, qui regardaient jusque-là d'un peu loin cette nouvelle guerre du Sud ont été, dimanche, brusquement ramenés à la réalité du conflit par de brutales coupures d'électricité, dues au bombardement aux missiles de la station électrique de Jamhour, dans la banlieue chrétienne de Beyrouth. La réparation de la station, gravement endommagée, devrait, selon un fonctionnaire du ministère des ressources électriques, durer environ trois mois. Ce bombardement d'une infrastructure civile, située de surcroît en zone chrétienne, a réussi à unifier quelque peu les Libanais. Même les chrétiens estiment que la guerre que mène Israël n'est pas seulement dirigée contre le Hezbollah chiite.

Beyrouth a aussi été secouée à cinq ou six reprises par les tirs nourris de DCA des armées libanaise et syrienne, qui ont tenté en vain de repousser les attaques des hélicoptères israéliens. La capitale, qui finissait à peine de régler le problème des personnes déplacées par quinze années de guerre, se retrouve sous la menace d'une nouvelle occupation sauvage d'appartements vides. L'ouverture des écoles, insuffisantes pour accueillir tous les réfugiés, a déjà contraint le gouvernement libanais à prolonger d'une semaine les congés scolaires de Pâques.

Face à cette situation, le gouvernement a obtenu une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU prévue lundi soir. « Nous ne nous faisons pas trop d'illusions sur nos démarches auprès du Conseil de sécurité, a toutefois déclaré le ministre des affaires étrangères, Parès Boutéiz, en raison de l'attitude partielle des États-Unis et de leur soutien sans équivoque à Israël. » Beyrouth a aussi obtenu, sans illusions non plus, une réunion du conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe, qui devrait se tenir mercredi au Caire.

Fr. C.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES OU UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES

Débutants ou première expérience en informatique de gestion

Votre carrière dans
un groupe mondial
qui continue de grandir

Rendez-vous dans la rubrique Secteurs de Pointe du
Monde Initiative du 15 Avril 1996

Le groupe CGI
est un des leaders
mondiaux du Conseil et
de l'Ingénierie Informatique



● 4000 personnes
● C.A. : 2 milliards de francs
● 50 implantations en
Europe et en Amérique du Nord

An IBM Company

CGI Informatique - 30, rue du Château-des-Reintiers - 75640 Paris Cedex 13

les routes de l'exode... 300 000 Libanais. A la demande du Conseil de sécurité, l'ONU devait se réunir le 15 avril dans la soirée.

le Hezbollah et Israël

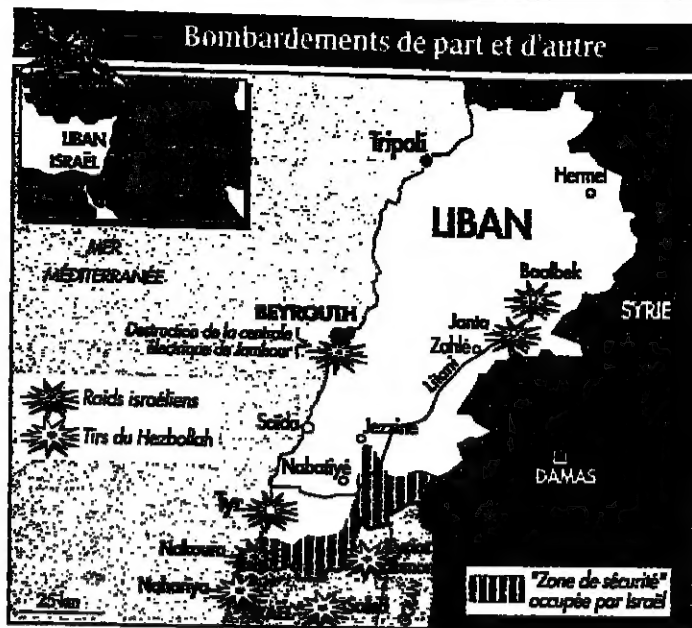
vers aussitôt au Proche-Orient: graves pour le processus de paix

Le Hezbollah et Israël ont été impliqués dans une série d'attaques et de représailles. Le Hezbollah a lancé des roquettes contre Israël, tandis qu'Israël a bombardé des cibles dans le sud du Liban. Ces actions ont entraîné la mort de civils des deux côtés et ont compromis le processus de paix.

Près de trois cent mille personnes jetées sur les routes de l'exode

Des milliers de réfugiés libanais ont été déplacés de force de leur pays d'origine vers des camps de réfugiés en Jordanie, en Syrie et en Irak. Cette situation est le résultat de la violence et des tensions au Liban.

La situation humanitaire est préoccupante. Les réfugiés manquent de nourriture, de vêtements et de soins médicaux. Les autorités internationales appellent à une intervention urgente pour soulager la souffrance.



La recherche d'un nouveau compromis se dessine à Jérusalem

JÉRUSALEM. La recherche d'un nouveau compromis se dessine à Jérusalem. Les négociations entre Israël et le Hezbollah sont en cours, mais elles sont compliquées par les tensions et les attaques récentes.

Les deux parties cherchent à trouver un terrain d'entente pour mettre fin à la violence. Cependant, les positions sont très éloignées, et il faudra beaucoup de temps pour parvenir à un accord.

La communauté internationale surveille de près l'évolution de la situation. Elle appelle à une solution pacifique et à la protection des civils.

Airbus veut coopérer à « long terme » avec la Chine

TOULOUSE. Airbus a annoncé qu'il veut coopérer à long terme avec la Chine. L'entreprise française a signé un accord avec le gouvernement chinois pour développer la production d'avions dans le pays.

Cette coopération vise à renforcer les liens économiques entre la France et la Chine, et à promouvoir le développement de l'industrie aéronautique.

Paris a pris contact avec les capitales concernées pour apporter sa contribution à un apaisement

Une solution est recherchée sur la base de l'« arrangement » de 1993

JACQUES CHIRAC n'avait sans doute pas prévu qu'il serait pris si vite au mot, qu'il serait mis à l'épreuve dans des circonstances aussi difficiles. Sollicité par le Liban, dès le début de l'opération « Raisons de la colère », lancée par Israël au pays du Cédre, le président de la République a décidé d'envoyer, dès lundi 15 avril, le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, en mission d'apaisement au Proche-Orient.

« La France s'engage résolument à vos côtés », avait-il solennellement déclaré devant les députés libanais, lors de sa visite du 4 au 6 avril à Beyrouth, ajoutant que Paris « n'aura de cesse de militer pour une paix juste et globale » qui restaure le Liban dans toute sa souveraineté.

Le président de la République était entré en contact, dès vendredi, avec Bill Clinton et avec le premier ministre israélien, Shimon Pérès. M. de Charette avait été chargé, le même jour, de prendre le pouls de Damas et de Téhéran - qui exercent toutes deux une influence sur le Hezbollah. Jusqu'à l'entrevue de M. Chirac avec le premier ministre libanais, Rafic

Hariri, dimanche soir à l'Elysée, Paris, a-t-on appris de bonne source, s'est employé à imaginer plusieurs hypothèses de solution. L'idée générale est de parvenir à un cessez-le-feu « dans les plus brefs délais », sur la base de l'« arrangement » tacite conclu en 1993 entre Israël et le Hezbollah, par l'intermédiaire des Etats-Unis et de la Syrie, et qui prévoit de circonscrire le conflit à la « zone de sécurité » occupée par l'Etat juif au Liban-sud. Pour Beyrouth, la seule solution « provisoire » à la situation actuelle, est l'application de cet accord. Pour l'heure, Israël ne veut plus de cet accord, ou alors d'une nouvelle version nettement plus restrictive pour le Hezbollah.

Les premiers contacts qui ont été pris semblent avoir encouragé le président de la République à envoyer sur place le ministre des affaires étrangères, toutes les parties se disant disposées à faire baisser la tension... à condition que le vis-à-vis s'engage à en faire autant. M. de Charette, qui a reçu dimanche séparément les ambassadeurs d'Israël, d'Iran et de Syrie, s'est aussi entretenu au téléphone avec l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris et le secrétaire d'Etat, Warren Christopher.

Sa mission le conduira en Israël, en Syrie et au Liban. Il ne s'agit pas pour lui de se substituer à son ho-

mologue américain, artisan de l'« arrangement » de 1993, mais d'apporter la contribution de la France là où elle le peut. Et singulièrement auprès de la Syrie et de l'Iran, les Etats-Unis n'ayant aucune sorte de lien avec Téhéran, qu'ils veulent au contraire mettre en quarantaine.

DÉSTABILISATION. Pour l'heure, la parole reste au canon mais on peut se demander si tous les moyens sont justifiés pour combattre le Hezbollah et affirmer, comme l'a fait M. Christopher, que l'opération lancée par Israël relève de « droits d'un pays à répondre lorsque ses citoyens sont attaqués » ?

Les militants du Hezbollah sont certes loin d'être des enfants de chœur. Lorsqu'il affirme que ses premiers tirs contre la Galilée, la semaine dernière, visaient à venger la mort d'un adolescent libanais, le « pont de Dieu » ne dit vraisemblablement pas toute la vérité. Hostile, comme toutes les organisations islamistes arabes, au processus de paix en cours entre l'Etat juif et ses voisins arabes, le Hezbollah cherche sans doute à déstabiliser le premier ministre israélien, à quelques semaines des élections du 29 mai. Dans la mesure où M. Pérès est un partisan résolu de la paix, ce serait celle-ci

qui serait ainsi fragilisée. Le déchaînement de l'artillerie et de l'aviation israéliennes ne règlera pas pour autant le problème. Non seulement le Hezbollah a continué de tirer des dizaines de roquettes contre le nord de l'Etat juif, mais deux organisations islamistes palestiniennes, le Mouvement de la résistance islamique, Hamas, et le Jihad islamique, ont annoncé que « leurs combattants héroïques frappent à l'intérieur du territoire israélien », pour venger « les populations innocentes et désarmées du Liban ».

L'opération « Les raisons de la colère » correspond à une lecture purement sécuritaire des résultats du récent sommet des « Bâtisseurs de la paix » de Charm el Cheikh. Sommet que les efforts conjugués de l'Union européenne et des pays arabes avaient pourtant remis sur le bon rail en rappelant qu'il fallait lutter contre le terrorisme certes, mais trouver des solutions aux situations qui l'engendrent. Et ce n'est pas un hasard si aujourd'hui, comme en février à Charm el Cheikh, on retrouve les Etats-Unis et Israël - partisans de la manière forte - d'une part, les Européens et les pays arabes de l'autre, appelant à la « retenue » et au sens des responsabilités.

Mouna Naim

Washington laisse Israël exploiter la situation avant de l'inviter à la « retenue »

WASHINGTON. De notre correspondant. Ce n'est pas Bill Clinton, dont chaque décision est pesée à l'aune de son impact sur le scrutin présidentiel de novembre, qui pourrait reprocher à Shimon Pérès d'orienter la politique de sécurité d'Israël en fonction de ses répercussions sur les élections parlementaires du 29 mai. D'autant que, s'agissant de cette échéance, les intérêts du premier ministre israélien et du chef de la Maison Blanche sont liés : l'administration américaine est convaincue qu'une défaite du Parti travailliste porterait un coup terrible à la situation de paix au Proche-Orient, dont M. Clinton a fait une de ses priorités diplomatiques : un échec électoral de M. Pérès constituerait de facto un revers politique pour M. Clinton.

En plannant les positions du Hezbollah pro-tran dans le sud du Liban, l'Etat juif effectue, d'autre part, un « sale boulot » visant indirectement le régime de Téhéran, ce qui ne peut qu'aller dans le sens de la politique américaine. Les Etats-Unis, qui sont peu suivis par leurs alliés occidentaux dans leur stratégie destinée à asphyxier économiquement et diplomatiquement l'Iran, ont pris à plusieurs reprises (mais avec de médiocres résultats), des dispositions pour annihiler les réseaux bancaires dont profitent le Hezbollah et les organisations extrémistes palestiniennes comme Hamas. Dans l'immédiat, les représailles israéliennes ne gênent pas Washington, au contraire.

IMAGES NÉGATIVES. C'est ce qui explique le soutien tacite manifesté par l'administration Clinton, qui a fait retomber l'entière responsabilité de l'escalade militaire en cours sur le « parti de Dieu ». Il est donc probable que, lors du débat qui se déroulera, lundi 15 avril, à la demande du Liban, au Conseil de sécurité des Nations unies, les Etats-Unis menaceront de faire usage de leur veto pour s'opposer aux demandes de Beyrouth. Le gouvernement libanais veut en effet obtenir une condamnation de l'offensive israélienne, ainsi qu'une stricte application de la résolution 425, qui prévoit un retrait inconditionnel d'Israël de la bande de territoire située dans le sud du Liban, que Jérusalem considère comme sa « zone de sécurité ».

Mais cette logique d'un soutien américain quasi inconditionnel à l'Etat juif a ses limites. Les images négatives de l'exode humain provoqué au Liban par les attaques israéliennes émeuvent la communauté internationale. Les Etats-Unis, comme ils l'avaient fait en 1993, retardent donc le plus possible leur intervention, afin de laisser à Jérusalem le temps de porter des coups sévères au Hezbollah, mais ils savent qu'ils vont devoir inviter les dirigeants de l'Etat hébreu à faire preuve au moins de « retenue ». De son côté, Shimon Pérès n'ignore pas que, dans cette course à l'escalade, il doit exploiter rapidement son avantage.

D'ores et déjà, les gouvernements libanais et syriens subissent le contrecoup de la situation en étant confrontés à la désorganisation et aux problèmes humanitaires engendrés par cette masse de réfugiés. Le but commun des Américains et des Israéliens est d'inciter le président syrien Hafez el Assad à prendre des mesures pour restreindre les activités militaires du Hezbollah à partir du Liban. A Washington, comme à Damas, on fait preuve de réalisme :

les négociations syro-israéliennes qui se déroulaient dans la banlieue de Washington et qui ont été suspendues sine die à la suite de la campagne de terrorisme menée au cœur d'Israël par Hamas, ne reprendront pas de sitôt : les échéances électorales, au moins en Israël, vont geler pour plusieurs mois le processus de paix.

Dans ces conditions, les Etats-Unis estiment qu'ils n'ont rien à perdre à laisser à la bride sur le cou « des dirigeants israéliens, du moins tant que les retombées de la politique plutôt « musclée » de Jérusalem ne nuisent pas à leur propre image de marque. Mais une telle escalade militaire est potentiellement dangereuse, notamment lorsque l'armée israélienne frappe non loin de la frontière syrienne, dans la plaine de la Bekaa, risquant ainsi de provoquer une riposte de Damas. En 1993, les Etats-Unis avaient pratiqué une telle politique du « laissez-faire » avant d'écarter en faveur d'un cessez-le-feu. Telle est manifestement la stratégie qu'ils poursuivent aujourd'hui encore. Avec les risques de « dérapages » que celle-ci implique.

Laurent Zecchini

Un ancien dauphin de M. Mandela quitte la scène politique sud-africaine

JOHANNESBURG. De notre correspondant. Le président Nelson Mandela a annoncé, samedi 13 avril, que Cyril Ramaphosa, secrétaire général du Congrès national africain (ANC) et président de l'Assemblée constituante, démissionnera de son poste de député après l'adoption de la nouvelle Constitution sud-africaine, le 8 mai prochain. M. Ramaphosa devrait ensuite quitter la direction de l'ANC pour se consacrer à la vice-présidence de NAIL (New Africa Investment Limited), le premier groupe d'affaires noir du pays.

La décision de Cyril Ramaphosa met « provisoirement au moins » un terme à la lutte pour la succession de M. Mandela, dans la mesure où elle consacre son rival, Thabo Mbeki, vice-président du gouvernement. La victoire de l'ANC aux prochaines élections présidentielles et législatives - prévues en 1999 - ne fait aucun doute. Mais les milieux d'affaires sont très préoccupés par l'identité du futur président, comme le montrent les accès de faiblesse du rand que provoquent les rumeurs sur l'état de santé de M. Mandela. Cyril Ramaphosa semblait pourtant capable de perpétuer la ri-

gueur et l'orthodoxie financière du gouvernement Mandela. Ancien dirigeant du syndicat des mineurs sous l'apartheid, il en a gardé une grande popularité dans les townships, ce qui ne l'avait pas empêché de s'imposer comme un bon négociateur lors de la mise en place du processus électoral d'avril 1994.

Mais Nelson Mandela a depuis clairement marqué sa préférence pour Thabo Mbeki, qui avait acquis, au sein de la direction en exil de l'ANC, une image de « modéré ». Après les élections, le président l'avait nommé vice-président du gouvernement d'Union nationale, et Cyril Ramaphosa avait préféré la présidence de l'Assemblée à un ministère placé sous l'autorité de son rival. Depuis, le chef de l'Etat n'a cessé d'accroître le rôle de M. Mbeki. Mais combien de temps durera la retraite de M. Ramaphosa, qui n'a que quarante-quatre ans ? Son engagement dans le monde des affaires au service de l'accroissement du pouvoir économique noir pourrait le servir, d'autant que les responsabilités de M. Mbeki exposent ce dernier à toutes les critiques.

Frédéric Chambon

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

IUA

SAN FRANCISCO

The Link Between Continents Since 1980

114 Sansome Street ■ San Francisco, CA 94104 U.S.A.

Université à San Francisco

MBA Master of Business Administration for International Management

- Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational.
- Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

Autres programmes de l'université : BACHELOR, DOCTORATE of Business Administration

European Information Center : 143, rue de Grenelle 75007 Paris Tél.: (1) 45-51-52-53 - Fax: (1) 45-51-09-08 - 114 Sansome St. San Francisco, CA 94104 Tél.: (415) 397-2000 - Fax: (415) 397-2052 E-Mail: IUA@IUA.EDU

Accalmie dans les combats entre factions libériennes

MONROVIA. Les soldats de la force ouest-africaine d'interposition (Ecomog) ont pu se déployer, samedi 13 et dimanche 14 avril, dans plusieurs quartiers de la capitale du Libéria. Mais les pillages, perpétrés par de très jeunes combattants, se poursuivent, et le ravitaillement des dizaines de milliers de personnes déplacées par les combats de la semaine passée reste très difficile. Sur le plan politique, Charles Taylor, le chef du Front national patriotique du Libéria (NPFL), a maintenu une position intransigeante, exigeant l'arrestation de son rival Roosevelt Johnson. Ce dernier refuse toujours de se rendre et reste retranché dans une caserne de Monrovia, où il détient des centaines d'otages. — (AFR, AP, Reuters.)

Washington pourrait reconsidérer son dispositif militaire en Asie

TOKYO. Les Etats-Unis réviseraient à la baisse le nombre de leurs troupes en Asie « en cas de réunification pacifique de la péninsule coréenne », a déclaré, lundi 15 avril à Tokyo, le secrétaire à la défense américain William Perry. Les Etats-Unis maintiennent près de 100 000 hommes en Asie, dont 60 000 au Japon et 37 000 en Corée du Sud. M. Perry venait d'assister à la signature d'un accord bilatéral sur la fourniture mutuelle de services entre forces armées en temps de paix. En vertu de ce texte, ces ravitaillements seront possibles lorsque les deux pays prendront part à des exercices conjoints, à des missions de maintien de la paix de l'ONU ou dans le cadre d'opérations humanitaires. Des responsables des deux pays ont aussi annoncé lundi un accord pour la restitution à moyen terme de six bases américaines sur l'île d'Okinawa. Ce projet vise, outre l'aéroport de Futenma, dont la restitution était connue depuis vendredi, les stations de communication de Sobe et Senah, le port de Naha, l'aéroport de Yomitan, ainsi que l'hôpital de Camp Kurae. Ces installations seront transférées sur d'autres sites déjà utilisés sur l'île ou ailleurs au Japon. — (AFP.)

EUROPE

■ **SUISSE :** dix personnes arrêtées, samedi 13 avril à Zurich, à la suite d'une manifestation non autorisée de deux cents personnes qui a dégénéré et fait trois blessés, seront poursuivies pour émeute, a indiqué dimanche la police zurichoise. Au cours des heurts, en divers lieux de la ville, la police a fait usage de balles en caoutchouc. — (AFP.)

■ **IRLANDE DU NORD :** des paramilitaires protestants sont très vraisemblablement responsables du hold-up avec prise d'otages perpétré samedi à Belfast par un gang qui s'était pourtant réclamé de l'IRA (nationaliste), a indiqué dimanche la police nord-irlandaise. L'opération aurait rapporté à ses auteurs un butin de plus de 1 million de livres (7 millions de francs) en liquide. — (AFP.)

■ **AZERBAÏDJAN :** deux opposants au président Gueidar Aliev, réfugiés à Moscou, ont été arrêtés ce week-end par la police russe. L'ancien président Ayaz Moutalibov et l'ex-ministre de la Défense, Rakhim Gaziev, accusés par Bakou d'avoir fomenté plusieurs rébellions, encourrent la peine de mort. Leur extradition ferait l'objet d'un marchandage entre la Russie et l'Azerbaïdjan, une des seules Républiques de la CEI à ne pas posséder de bases russes sur son territoire. — (AFP.)

AFRIQUE

■ **TCHAD :** la victoire du « oui » au référendum constitutionnel du 31 mars a été confirmée samedi 15 avril par la cour d'appel de N'Djamena. Commentant ces résultats dimanche matin, le président Idriss Déby a mis en cause les partisans du « non », qui ont recueilli 36,5 % des suffrages, surtout dans le sud du pays, essentiellement chrétien ou animiste. Evoquant la couleur des bulletins de vote — blanc pour le « oui » et rouge pour le « non » —, M. Déby a affirmé que « des partisans du « non » ont affirmé que le bulletin rouge, [c'était] le sang de Jésus ». — (AFP.)

MAGHREB

■ **ALGÉRIE :** les enseignants et le personnel administratif des trente universités du pays se sont mis en grève illimitée, samedi 13 avril, pour réclamer de meilleures conditions de travail et de logement. Selon l'agence officielle Algérie Presse Service (APS), qui cite un responsable syndical, le mouvement est suivi à 90 %. — (AFP.)

■ **TUNISIE :** le ministre français délégué aux anciens combattants et victimes de guerre, Pierre Fassinelli, est arrivé, dimanche 14 avril, à Tunis pour une visite de deux jours. M. Fassinelli évoquera notamment avec ses interlocuteurs tunisiens la situation des quelque 15 000 anciens combattants tunisiens de l'armée française, a-t-on appris de source diplomatique française. — (AFP.)

ÉCONOMIE

■ **EURO :** la future monnaie unique européenne pourrait se matérialiser sous la forme d'un billet bleu, selon des propositions faites en marge du conseil économique et financier de Vienne. « Il faut que la monnaie unique soit liée à des symboles », a estimé le commissaire aux affaires monétaires Yves Thibault de Silguy. « On doit dire aux gens que, tout comme les Américains ont leur billet vert, les Européens auront leur billet bleu, qui sera accordé partout dans le monde », a-t-il ajouté.

■ **ALLEMAGNE :** Bernhard Jagoda, président de l'Office du travail, compte sur une moyenne de 3,8 millions de chômeurs en 1996, dans un entretien au quotidien Bild am Sonntag. Selon M. Jagoda, l'Office a établi son budget sur la base de 3,54 millions de chômeurs. « Ce n'est pas encore la catastrophe, mais, pour l'assurance-chômage, le surcoût pourrait être de 5 milliards de deutschemarks », a-t-il souligné. — (AFP.)

Les pays européens hors Union monétaire devront stabiliser leurs monnaies vis-à-vis de l'euro

Seule la Grande-Bretagne refuse un nouveau SME

A Vienne, les ministres des finances des quinze pays de l'Union européenne sont tombés d'accord pour créer un nouveau SME (système mo-

étaire européen) qui, à partir de 1999, aura pour rôle de stabiliser le cours des monnaies qui ne feront pas partie immédiatement de l'Union

monétaire. Seule la Grande-Bretagne ne s'est pas associée à ce projet (lire aussi notre éditorial page 15).

VÉRONE
de notre envoyé spécial

Au moins au niveau de l'engagement politique, la marche vers l'Union monétaire européenne progresse maintenant vite. A la mi-décembre 1995 à Madrid, les Quinze s'étaient mis d'accord sur le scénario de passage à la monnaie unique. Réunis samedi 13 avril à Vérone, leurs ministres des finances ont presque été unanimes à approuver les lignes directrices d'un nouveau dispositif chargé d'assurer, à partir de 1999, la stabilité des changes entre les pays qui feront partie de l'Union monétaire et ceux qui resteront provisoirement dehors. Ses modalités en seront précisées lors du Conseil européen de Dublin en décembre.

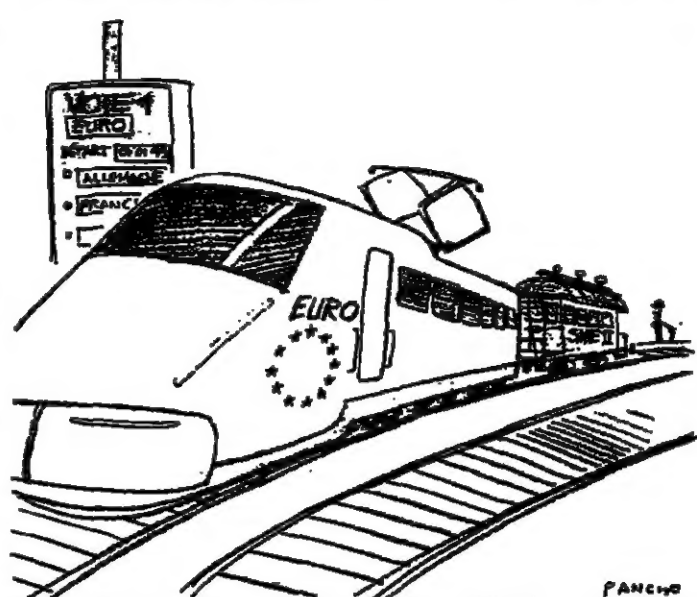
Les Anglais se montrent allergiques à l'idée de participer au nouveau mécanisme de change. Ils ne seront pas forcés d'y adhérer mais, comme l'a souligné Lamberto Dini, le président du conseil italien, qui conduisait les débats, ils ne pourront pas empêcher les autres d'aller de l'avant. Plusieurs Etats membres ont rappelé, de surcroît, que l'appartenance pendant au moins deux ans au mécanisme de change du SME constituait un des critères exigés par le traité de Maastricht pour être en mesure de participer à la monnaie unique. Se prenant les pieds dans la politique d'obstruction à la monnaie unique qu'ils pratiquent depuis 1988, les Anglais ont donné l'impression de se retrouver dans une impasse. Et de s'y retrouver seuls, sans même les Suédois.

Le marché unique, fondement de l'Union, a besoin de stabilité monétaire. Le meilleur moyen de l'assurer, nul ne le conteste, est de renforcer la convergence des politiques économiques. Ce sera un des volets, encore à préciser, du pacte monétaire à passer entre la zone euro et chacun des pays restés en dehors de l'Union monétaire. L'idée est que chacun de ces derniers se dote, pour la période 1999-2002, d'un nouveau programme de

convergence incluant, en particulier, des efforts accrus en matière d'assainissement budgétaire et précisant quelles mesures de correction seraient prises en cas de dérapages.

Jacques Santer, le président de la Commission de Bruxelles, parle de plans de convergence « plus visibles, plus concrets », ajoutant qu'« idéalement » les engagements à prendre, ainsi que les mesures

nécessaires mais pas suffisantes car les marchés peuvent prendre en considération d'autres facteurs que les fondamentaux de l'économie (par exemple politiques), il faut donc la compléter par une solidarité monétaire active », explique le commissaire européen Yves-Thibault de Silguy. Le nouveau mécanisme de change s'inspirera de l'actuel SME, en tenant compte de la création de l'euro à compter du 1^{er} janvier 1999



correctives à envisager, dans l'hypothèse de contre-performance, « devraient être discutés au niveau communautaire avant d'être approuvés au plan national ».

« Chaque Etat membre gardera sa souveraineté mais il ne sera pas question de se laisser aller à des pratiques douteuses », a résumé Jean Arthuis, le ministre français. Il reste à savoir jusqu'à quel point les pays concernés (par exemple l'Italie, l'Espagne, la Suède) acceptent un tel encadrement communautaire.

« La convergence renforcée pour les « pré-in » constitue une condi-

tion nécessaire mais pas suffisante pour assurer la stabilité des changes. Mais comment se prémunir contre d'éventuels errements, en particulier de la part de pays qui n'y participeraient pas ? M. Arthuis a suggéré, sans grand succès, que les versements qui leur seront accordés au titre du budget européen soient partiellement imputés ou, ce qui reviendrait au même, opérés dans la monnaie nationale dévaluée.

Comme le souhaite Bonn, les pays faisant partie de l'Union monétaire « concluront un pacte de stabilité », autrement dit s'engageront à poursuivre une politique visant à un quasi-équilibre budgétaire au-delà de 1999 et du démarrage de la monnaie unique. A leur tour en difficulté pour réduire leur déficit budgétaire, les Allemands ont mis de l'eau dans leur vin. Theo Waigel, leur ministre des finances, a admis qu'il ne s'agissait en aucun cas d'imposer des exigences dépassant celles prévues par le traité de Maastricht.

Philippe Lemaître

L'ETA libère un patron basque séquestré depuis près d'un an

MADRID

de notre correspondant

Le mouvement séparatiste basque ETA a mis fin, dimanche 14 avril, au plus long rapt de son histoire en rendant la liberté à José María Aldaya après 341 jours de séquestration. L'industriel basque de Hondarribia (près de la frontière française), enlevé le 8 mai 1995, a été relâché dans la nuit du samedi 13 au dimanche 14 avril, à une cinquantaine de kilomètres au sud-ouest de San Sebastian. Ce dirigeant d'une petite entreprise de transports, âgé de cinquante-cinq ans, est apparu fatigué, vieillit et amaigri de vingt-deux kilos. « J'ai vécu dans un trou de trois mètres de long, de un mètre de large et dont la hauteur était de 1,90 mètre. Là dedans, je marchais chaque jour. J'ai dû faire près de 30 000 kilomètres », a expliqué la victime.

José María Aldaya, durant sa longue captivité, n'a pu lire que les pages sportives du journal Egin, proche des milieux indépendantistes ainsi qu'un manuel de basque. Il a compté les jours afin de ne pas perdre la notion du temps,

et beaucoup prié, bien que n'étant pas particulièrement croyant. Un Ave Maria lui permettait de faire dix fois le tour de sa cellule.

Une rançon chiffrée entre 100 et 125 millions de pesetas (4 à 5 millions de francs) a sans doute été payée en deux versements. Il n'est pas impossible qu'une autre somme puisse être enlevée par la suite. Depuis 1970, José María Aldaya aura été la soixante-quatrième personne enlevée par l'organisation terroriste basque qui détient encore un gardien de prison, José Antonio Ortega, kidnappé le 17 janvier à Burgos (que l'ETA cherche sans doute à utiliser pour obtenir du gouvernement le regroupement des quelque cinq cents prisonniers éparpillés à travers le pays). Dans le cas de José María Aldaya, l'objectif était surtout de renforcer les caisses de l'organisation. On estime qu'au moyen de ces rapt, l'ETA a pu ainsi se procurer, en vingt-cinq ans, quatre milliards de pesetas (160 millions de francs).

L'enlèvement de José María Aldaya qui, une fois de plus, a mis au jour l'impuissance de la

police, est incontestablement un succès pour l'ETA. Il a permis de récupérer de l'argent, de relancer la propagande et de défier ouvertement l'Etat. Les chefs d'entreprise récalcitrants savent maintenant ce qu'il en coûte de refuser de payer l'«impôt révolutionnaire». La mouvance séparatiste aura aussi utilisé cet enlèvement pour remobiliser ses troupes et reprendre possession de la rue. Le vaste courant pacifiste, symbolisé par le port du nouba bleu, qui s'était levé lors du précédent rapt, celui de Julio Iglesias Zamora, détenu pendant 117 jours de juillet à octobre 1993, s'est poursuivi sans relâche dans tout le Pays basque. Mais les partisans de la paix ont été la cible de menaces, de provocations et d'agressions. A chaque rassemblement, les militants de Herri Batasuna (HB, bras politique de l'ETA) opposaient une contre-manifestation. Cet affrontement a considérablement accentué la fracture au Pays basque.

Michel Bole-Richard

Le pape, lors de sa visite en Tunisie, relance le dialogue avec les pays d'islam modéré

TUNIS

de notre envoyé spécial

Il y a loin de Casablanca à Tunis. Pour accueillir Jean Paul II au Maroc, le 19 août 1985, le roi Hassan II avait rempli le plus grand stade du pays. Dans un contexte arabo-musulman qui a beaucoup changé depuis onze ans, la Tunisie a reçu plus modestement, dimanche 14 avril, un pape qui paraissait physiquement exténué, obligé surtout, à 130 kilomètres de la frontière algérienne, de mesurer chaque geste, de peser chaque mot. Aucune rencontre populaire n'était au programme. Mais, malgré sa brèveté, cette visite du pape à Tunis fut plus chargée de signification politique que l'étape de Casablanca.

Son apparent bénéficiaire fut le président Zine El Abidine Ben Ali, faisant de cette halte du chef de l'Eglise catholique dans son pays une habile opération de promotion pour la « Tunisie de l'ère nouvelle », élevée au rang de « nou-

veau phare de l'islam », de « pôle de référence privilégié de la culture de tolérance ». Il n'eut pas les prudences du pape pour condamner les intégristes. Jean Paul II le fit aussi, mais en s'appuyant sur la situation en Algérie, s'adressant, surtout, à l'ensemble des pays du pourtour méditerranéen pour plaider la lutte contre l'extrémisme à son vrai niveau social et politique.

De l'enlèvement des sept moines de Tibhirine, Jean Paul II a tiré une condamnation on ne peut plus claire de l'extrémisme religieux : « Nul ne peut tuer au nom de Dieu, nul ne peut accepter de donner la mort à son frère », a-t-il martelé, en présence des évêques d'Afrique du Nord, invités à être, « là où sévissent la violence et la discorde, des messagers de paix ». Mais il s'est refusé à aller plus loin pour ne pas les exposer davantage au danger. Il a surtout élargi son propos, rappelant, dans le hameau palais de Carthage, devant un parterre de res-

ponsables politiques et religieux musulmans, les ferments de l'intégrisme — l'injustice sociale, les désordres, les guerres — et leurs conséquences « dévastatrices ».

« Sans une solution équitable aux problèmes de cette région, qui pourrait raisonnablement parler de développement et de prospérité ? », a-t-il lancé devant le président tunisien. Autrement dit, les politiques répressives ne règlent pas tout. La violence entraîne la violence. Une plus juste répartition de la croissance économique, un devoir de justice et d'estime réciproques, entre les pays riverains de la Méditerranée, sont des conditions au moins aussi efficaces pour désarmer les intégrismes. Certains auraient toutefois souhaité une allusion plus explicite aux atteintes aux droits de l'homme en Tunisie.

Loin d'être dépassé, le dialogue islamo-chrétien est plus nécessaire que jamais. C'est la deuxième conviction forte que le pape a vou-

lu exprimer à Tunis, comme il y a onze ans à Casablanca, s'attachant cette fois à la dimension sociale et culturelle de ce dialogue, plus qu'à son aspect religieux. L'esprit, toutefois, reste le même : cette coopération islamo-chrétienne doit reposer sur « le juste respect des différences ». Déjà à Casablanca, en 1985, il avait parlé de « devoir de réciprocité » pour les pays musulmans à l'égard de leurs minorités chrétiennes.

C'est précisément aux chrétiens d'Afrique du Nord que s'adresse son troisième appel. Jean Paul II l'a lancé dans la cathédrale de Tunis et devant les évêques d'Algérie, du Maroc, de Libye et de Tunisie. Les épreuves du moment, a-t-il souligné, ne sont pas une raison pour renoncer : « Malgré les difficultés et l'incompréhension, allez à la rencontre de vos frères et sœurs, sans distinction d'origine, ni de religion ». Il les a invités à poursuivre leurs tâches sociales, éducatives, « sans

discrimination et avec désintéressement ». Elargissant une fois de plus son discours, il a parlé de cette minorité catholique du Maghreb comme d'une charnière entre l'islam et le christianisme, entre le Nord et le Sud, l'Orient et l'Occident. A ce « petit troupeau fragile », il a apporté la caution de l'Eglise universelle. Et, rassurant toutefois ses interlocuteurs musulmans du palais de Carthage : la petite Eglise de Tunisie (Le Monde date 14-15 avril) ne veut que servir les Tunisiens et demeurer « à la place qui est la sienne ». Et, joignant le symbole à son propos, le pape a clos cette journée en allant se recueillir à l'amphithéâtre romain de Carthage, lieu du martyre de nombreux chrétiens. Soit une manière de rappeler qu'avant les invasions arabes l'Afrique du Nord comptait parmi les plus belles pages de l'histoire de l'Eglise.

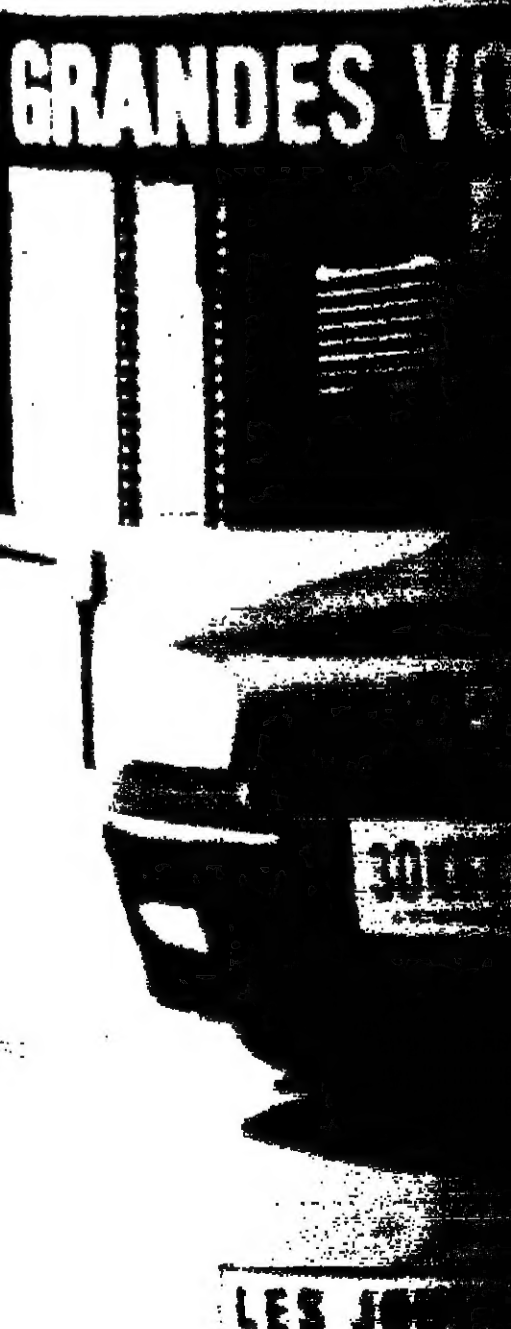
Henri Tincq

Un appel

à la libération des sept moines d'Algérie

A la fin de la messe célébrée, dimanche 14 avril, en la cathédrale de Tunis, le pape a lancé un appel à la libération des sept moines trappistes enlevés dans la nuit du 26 au 27 mars à Tibhirine, près de Médéa, au sud d'Alger. Pour ces moines qui « veulent être généreusement les témoins de l'absolu de Dieu au milieu de leurs frères », Jean Paul II a demandé que « Dieu leur permette de voir enfin arriver le terme de leur épreuve par leur libération ». Le pape a aussi prié Dieu pour qu'il soutienne « l'espérance de l'Eglise dans ce pays et conduise le peuple algérien sur la recherche de la paix et de la sécurité ».

NOUVELLE C
LES GRANDES VO

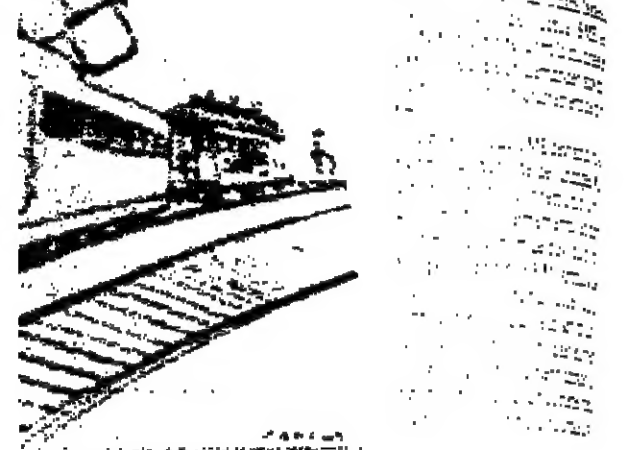


rs Union monétaire
nnaies vis-à-vis de l'euro
refuse un nouveau SME

Sept experts dépêchés par le Tribunal international de La Haye ont enquêté pendant dix jours sur les lieux des massacres commis par l'armée

Sept experts dépêchés par le Tribunal international de La Haye ont enquêté pendant dix jours sur les lieux des massacres commis par l'armée

Sept experts dépêchés par le Tribunal international de La Haye ont enquêté pendant dix jours sur les lieux des massacres commis par l'armée



Sept experts dépêchés par le Tribunal international de La Haye ont enquêté pendant dix jours sur les lieux des massacres commis par l'armée

Sept experts dépêchés par le Tribunal international de La Haye ont enquêté pendant dix jours sur les lieux des massacres commis par l'armée

Sept experts dépêchés par le Tribunal international de La Haye ont enquêté pendant dix jours sur les lieux des massacres commis par l'armée

Des enquêteurs internationaux ont inspecté des sites de massacres en Bosnie orientale

Dans un entrepôt, des centaines d'hommes ont été abattus à la mitrailleuse

Sept experts dépêchés par le Tribunal international de La Haye ont enquêté pendant dix jours sur les lieux des massacres commis par l'armée

serbe lors de la prise de Srebrenica en juillet 1995. En mai commencent les opérations d'humiliation des cadavres enfouis dans plusieurs

chamiers de cette région. Les sites ne sont pas protégés par les militaires de l'IFOR. Au moins un charnier a été récemment « nettoyé ».

SREBRENICA

de notre envoyé spécial

Les enquêteurs du Tribunal pénal international (TPI) de La Haye ont achevé, samedi 13 avril, l'inspection d'une quinzaine de sites de la région de Srebrenica, en Bosnie orientale, où l'armée serbe a exécuté et enterré des musulmans bosniaques capturés lors de la prise de l'enclave en juillet 1995. Les résultats de cette enquête seront versés au dossier du TPI, qui a déjà inculpé Radovan Karadzic et Ratko Mladic, les chefs politiques et militaires des Serbes de Bosnie, de « génocide » et de « crimes de guerre » pour les massacres commis autour de Srebrenica.

Vendredi, les experts ont inspecté un entrepôt à Kravica, où plusieurs centaines d'hommes ont été abattus à la mitrailleuse lourde et à la grenade, avant d'être enterrés dans des champs de la région. Ces prisonniers, désarmés, avaient reçu la promesse du général Mladic d'être correctement traités. Au total, entre 6 000 et 10 000 hommes ont disparu après la conquête de Srebrenica, et de nombreux témoignages font état de la présence de Ratko Mladic sur les lieux des massacres.

Les méthodes utilisées par les enquêteurs du TPI appartiennent à celles des officiers de police judiciaire européens. Ils relèvent les empreintes de balles sur les murs, les traces de sang séché, notent la position des douilles sur le sol. A Kravica, une ouverture béante dans la façade de l'entrepôt confirmait le récit d'un rescapé, qui avait raconté qu'un bulldozer avait percé le mur afin de pouvoir ramasser les corps, trop nombreux pour être évacués par la porte. Les enquêteurs prennent des photographies du moindre recoin et enregistrent un film vidéo des lieux. Lorsqu'ils inspectent un charnier, ils analysent les ossements et les lambeaux de vêtements. Ils enfoncent des tiges d'acier dans la terre, puis ils en sentent la pointe afin de déceler l'odeur de chair humaine.

Leurs recherches sont essentiellement menées à partir des témoignages recueillis auprès de réfugiés qui ont parfois assisté à des tueries et surtout de certains rescapés, qui, lors d'exécutions massives, avaient été protégés par les corps de leurs camarades et avaient ensuite réussi à s'enfuir. Ils utilisent également les informations divulguées par les Etats-Unis, à partir de photographies prises par les satellites et ne négligent pas les reportages des journalistes ayant découvert des charniers. Les enquêteurs doivent également établir si les Serbes cherchent à masquer les preuves des crimes commis l'an dernier. D'après les constatations de journalistes qui les accompagnaient, au moins un

site de charnier semblait avoir été « nettoyé » avant leur visite, la semaine dernière, mais les enquêteurs y ont trouvé des morceaux de cadavres mêlés à la terre fraîchement retournée.

LA POSITION DE L'IFOR

De plus en plus, les observateurs s'interrogent sur l'attitude de la force multinationale (IFOR), qui refuse résolument de garder les sites de charniers présumés. L'amiral Leighton Smith, commandant de l'IFOR, avait annoncé que les sites seraient surveillés par les avions de l'OTAN, qui détecteraient immédiatement d'éventuelles tentatives de déterrer les corps enfouis. Aucun rapport de l'OTAN n'a pourtant signalé le cas du charnier inspecté par les enquêteurs du TPI ou, selon les traces parfaitement visibles au bord du champ, les cadavres ont été déterrés à l'aide d'engins de chantier. « La position de l'IFOR n'a pas changé », déclare un porte-parole. Nos troupes n'assurent pas la sécurité des fosses communes. Par

contre, elles veillent à la sécurité des enquêteurs.

Les sept envoyés du TPI circulent effectivement sous escorte de l'IFOR et sont accueillis dans les bases américaines de la région. Leurs déplacements demeurent secrets jusqu'au dernier moment, afin de prévenir les risques d'attentats. Toutefois, ils sont livrés à eux-mêmes lorsqu'ils inspectent les sites d'exécutions ou de fosses communes, sans protection rapprochée. Ils sont également seuls lorsqu'ils visitent des champs et des collines qui pourraient être minés. « Les Américains veulent éviter des incidents avec les Serbes », Bill Clinton ne peut pas se le permettre, avant l'élection présidentielle, analyse un officier européen. Ils réussent donc à dispenser leurs soldats en leur faisant garder les charniers, ce qui rendrait à les exposer, jour et nuit.

La prochaine mission du TPI doit avoir lieu au mois de mai. Les enquêteurs, munis de matériel lourd, devraient exhumer les corps des fosses communes de la région de Srebrenica. Il sera probablement impossible d'établir une liste exhaustive des personnes disparues car les fuyards de l'enclave ont été abattus et enterrés en d'innombrables endroits. Cette opération aura cependant le mérite de prouver incontestablement l'ampleur du massacre, notamment au peuple serbe, assailli de propagande par les régimes de Pale et de Belgrade, où règnent encore les chefs de guerre qui ont commandité les opérations de « purification ethnique » en Bosnie-Herzégovine.

Rémy Ourdan

Le président de Panama souhaite associer Paris à l'avenir du canal

Les pourparlers avec Washington dans l'impasse

INVITÉ à déjeuner, lundi 15 avril à l'Élysée par Jacques Chirac, Ernesto Perez Balladarez, président de Panama, devait proposer à son hôte la coprésidence (au côté de Bill Clinton) du Congrès universel du canal de Panama qui doit avoir lieu en septembre 1997.

« Jacques Chirac a déjà donné son accord de principe », déclare au Monde Ernesto Perez Balladarez, en visite de travail en France pour trois jours. « Il est naturel, ajoute-t-il, que la France soit associée à cet événement pour des raisons historiques évidentes. A ce congrès de Panama, il s'agira d'informer la communauté internationale de ce que nous faisons pour assumer la totale responsabilité du canal interocéanique. Nous souhaitons associer les usagers de la voie d'eau ».

C'est le 31 décembre 1999, selon les accords Torrijos-Carter signés en 1977, que Panama doit assumer la totalité de l'administration et du fonctionnement du canal. « Le canal, dit le président panaméen, reste essentiel, en particulier pour les nations d'Amérique latine. Mais il faut réviser en fonction des nouvelles technologies les plans qui avaient été envisagés pour l'horizon 2025. Ce sera aussi la tâche du Congrès universel. De toute façon, je peux assurer qu'il n'y aura pas de rupture ».

La presse américaine a récemment fait état de « la suspension de pourparlers engagés avec Panama sur l'éventualité d'un maintien des forces militaires des Etats-Unis au-delà de l'an 2000 ». En ajoutant que « Washington n'accepterait pas de verser une compensation financière en échange de ce maintien

eventuel ». Le président panaméen corrige cette version. « Je suis en faveur, dit-il, d'un respect des traités Torrijos-Carter (qui prévoient le retrait au 31 décembre 1999 de quelque 7 000 militaires américains encore présents dans la zone du canal). Je n'ai pas varié. A Washington, en septembre dernier, lorsque le président Clinton a évoqué devant moi cette question, j'ai répondu qu'il ne pouvait y avoir de discussions sans certitude d'un bénéfice économique direct pour Panama. Il n'y a pas eu de pourparlers, encore moins de négociations ».

Né en 1946, membre cofondateur du Parti révolutionnaire démocratique (PRD), social-démocrate, banquier (il a appartenu à la Citibank), économiste formé dans les milieux universitaires nord-américains, ancien ministre des finances, Ernesto Perez Balladarez, au pouvoir depuis le 1er septembre 1994, souhaite favoriser les investissements étrangers. Un thème qu'il devait développer à l'occasion d'entretiens, lundi et mardi, avec des personnalités du patronat français. Mercredi 17 avril, au siège parisien de la BNP, il signera le plan de restructuration de la dette commerciale de son pays, portant sur un montant de 3,5 milliards de dollars (17 milliards de francs). Un accord qui implique une réduction de 31 % du montant de cette dette, et qui est qualifié par William R. Rhodes, vice-président de la Citibank à New York, de « pas très important pour Panama, lui permettant un retour sur le marché international des capitaux ».

Marcel Niedergang

NOUVELLE CLIO A PARTIR DE 51 600 F.*

LES GRANDES VONT SE FAIRE TOUTES PETITES.



LES JOURS DE FÊTE CLIO DU 11 AU 24 AVRIL.

30K6T5

*51 600 F. prix conseillé du 11 au 24 avril 96. A.M. 96 pour une Clio RL 1.2, 3 portes, déduction faite de la Prime Qualité Automobile et de l'offre Renault de 8 000 F.

Modèle présenté Clio RL 1.2, 5 portes au prix conseillé de 79 680 F. peinture métal, vitres teintées et projecteurs additionnels compris.



RENAULT
LES VOITURES
A VIVRE

Les socialistes s'en prennent à la politique d'éducation de François Bayrou

Lionel Jospin dénonce la « fracture scolaire »

LES SOCIALISTES ont concentré leurs attaques pendant le week-end sur le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, et les propositions de la commission présidée par Roger Fauroux, ancien ministre de Michel Rocard, sur la réforme du système éducatif. Samedi 13 avril, à Ecofaut, près d'Angers (Maine-et-Loire), Lionel Jospin s'en est pris vivement à l'un de ses successeurs à ce poste : « Quand on est ministre de l'éducation nationale, on doit faire des changements, on doit faire des réformes. (...) On ne doit pas s'arrêter chaque jour pour savoir si telle mesure, telle réforme menacent sa future carrière présidentielle, voire même simplement si cette présidence est au niveau de l'UDE ».

Le premier secrétaire du PS a ajouté, devant près de six cents militants socialistes, que, depuis trois ans qu'il est ministre de l'éducation nationale, M. Bayrou « ne fait rien ». Il a dénoncé les propositions de la commission Fauroux, jugeant que « c'est la sélection partout et dès le début », ainsi que « la précarisation du statut des enseignants ». Tel qu'il est posé par le gouvernement, le débat sur l'école, selon M. Jospin, c'est « le choix entre l'ankylose façon Bayrou et la fracture scolaire façon Chirac ».

Jack Lang, qui avait succédé à M. Jospin à l'éducation nationale en 1992, a relayé ces attaques, dimanche 14 avril, au « Grand jury RTL-Le Monde », en accusant plus M. Bayrou que M. Fauroux. « Je ne comprends pas très bien que le ministre prenne des airs de vierge effarouchée lorsqu'il découvre le texte de M. Fauroux puisque, avant 1993, lorsque nous étions au gouvernement, l'opposition - lui et ses amis - préconisait des solutions beaucoup plus meurtrières : il fallait couper en morceaux les universités, donner aux chefs d'établissement le pouvoir d'engagement des maîtres et le choix des élèves », a-t-il déclaré. « Il faut se garder de deux réécifs : « être trop brutal », comme la commission Fauroux, à qui il reconnaît le mérite de trancher « avec les discours sirupeux ».

ou s'en tenir, comme le fait le gouvernement selon lui, à « l'immobilisme ».

Les socialistes ont aussi évoqué la perspective d'une alternance lors des élections législatives de 1998. Pour M. Jospin, à cette date, les Français seront confrontés à « un véritable choix », entre « une droite qui sera au pouvoir depuis cinq ans et une gauche renouvelée qui aura ses propositions ». Dimanche, à « 7sur7 » sur TF1, Jacques Delors a noté, que « la prochaine fois », en 1998, les Français « pourraient bien (...) vouloir changer d'auberge ». Samedi, à l'émission « Témoins France 3-Le Monde », Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, a souligné qu'avec le PCE, « il faut arriver à un véritable programme de gouvernement ». « Si l'on veut que la gauche soit rassemblée pour gagner, c'est aussi pour gouverner », a déclaré M. Estier, en reconnaissant : « Nous n'en sommes pas encore là ».

Le PS aura-t-il, d'ici à 1998, mené à bien la rénovation de ses idées, comme M. Jospin s'y est engagé ? Laurent Fabius a semblé éprouver des doutes, ou du moins des interrogations, samedi, au Sénat, où il recevait le prix 1996 du livre politique. « Nous avons perdu la route du pays des idées », a déclaré le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, faisant allusion à une séquence des « Guignols », sur Canal Plus. Pour l'ancien premier ministre, « il est temps de réhabiliter le rôle des partis, à condition qu'ils y mettent du leur ».

Chef d'orchestre de la prochaine convention du PS sur la démocratie, fin juin, M. Lang, qui s'est rapproché de M. Jospin tout en demeurant proche de M. Fabius, s'est dit « travaillé » par « un parti qu'il définit comme « une ruée à l'idée ». Dimanche, il s'est prononcé, à titre personnel, pour « l'interdiction » de tout cumul entre « mandats électifs » et « fonctions exécutives », et en faveur d'une durée de cinq ans pour « l'ensemble des mandats électifs ».

Michel Noblecourt

Les écologistes de « gauche » amorcent leur rassemblement

PLUS D'UNE CENTAINE d'élus écologistes, venus en majorité des Verts, mais aussi du mouvement Convergences Ecologie solidarité (CES) de Noël Mamère et André Buchmann, de l'Alternative rouge et verte (AREV) et de PERLES, le mouvement d'Yves Pietrasanta, se sont retrouvés, samedi 13 avril, à Paris, pour lancer la Fédération des élus locaux pour une alternative écologiste, solidaire et citoyenne. Le conseil d'administration de cette fédération, qui compte déjà deux cent soixante signatures, devra porter à sa tête, le 11 mai, la présidente du conseil régional Nord-Pas-de-Calais, Marie-Christine Blandin.

Dans un « appel » lancé il y a quelques semaines, la fédération écologiste explique qu'elle veut pallier les « difficultés » rencontrées « pour inscrire [les] valeurs [écologiques] dans les politiques des institutions locales ». « Trop souvent, nous nous heurtons à l'inertie des structures locales et à la personnalisation du pouvoir, qui empêchent le débat et la décision collective », expliquent les signataires.

Cette fédération marque une étape dans le processus de rassemblement des écologistes, dont le principe avait été adopté lors de l'assemblée fédérale des Verts, en novembre 1995 (Le Monde du 14 novembre 1995). Selon une motion adoptée par les Verts en janvier, ce processus doit s'achever avant la fin de l'année par « des assemblées nationales qui marqueront la constitution de la nouvelle organisation », qui devra tenter de « s'imposer comme un partenaire incontournable d'une coalition

majoritaire d'alternative », sans que les accords avec les partis de gauche aient, pour autant, un « caractère automatique ».

Des négociations ont été entamées depuis quelques mois avec CES, l'AREV, PERLES et Alliance pour l'écologie et la démocratie, sans donner pour l'instant, à l'échelle nationale, de résultat tangible. Avec la nouvelle fédération, en revanche, c'est bien un « pôle » écologiste de gauche qui se constitue à l'échelon local. L'initiative n'est pas sans signification, si l'on sait que les écologistes revendiquent, en tout, plus de mille cinq cents élus.

Cette fédération pourrait en outre permettre à terme de jeter des ponts, explique-t-on au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, avec un autre regroupement d'élus, le REAL (Rencontres d'élus et d'acteurs locaux). Créé à l'initiative des communistes refondateurs de Fubus, REAL, qui tiendra son congrès fondateur à Marseille, les 1^{er} et 2^e juin, regroupe des élus du Mouvement des citoyens, de Jean-Pierre Chevènement, de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), des Verts, de CES, de l'AREV, et de la Convention pour une alternative progressiste (CAP) de Charles Fiterman.

Samedi 13 avril, lors de sa coordination nationale, la CAP a décidé, en outre, de créer un « comité de liaison » pour « impulser le débat, prendre des positions communes, élaborer une plateforme en commun pour les prochaines échéances électorales ». La CAP attend la réponse... des Verts.

Ariane Chemin

M. Le Pen se déchaîne contre les « politiciens » qu'il invite à « partir pacifiquement »

Le Front national a célébré à sa façon le 1500^e anniversaire du baptême de Clovis

A travers une association « amie », le Comité Clovis, animé par Bernard Antony, chef de file des catholiques traditionalistes au sein du Front

national, le parti de Jean-Marie Le Pen a célébré, samedi 13 avril à la Mutualité à Paris, le 1500^e anniversaire du baptême de Clovis. M. Le Pen s'est

déchaîné contre les « députés et politiciens » qu'il a invités à « partir pacifiquement tant qu'il en est encore temps ».

LA MANIFESTATION du Front national, samedi 13 avril à la Mutualité, à Paris, pour le 1500^e anniversaire du baptême de Clovis, a été l'occasion pour le parti d'extrême droite d'exprimer son rejet des francs-maçons, des communistes et des immigrés. Ces immigrants qui, pour Jean-Marie Le Pen, sont « non désirés » ou « indésirables », « coûtent des fortunes », « ruinent la Sécurité sociale, paralysent l'enseignement, colonisent nos villes et nos villages » et « encombrant les prisons, violent, tuent... ».

Le président du Front national a aussi exprimé son rejet des responsables politiques actuels, en estimant qu'on est passé d'« une France des héros et des martyrs à celle des copains et des coquins ». « La pente est bien celle de la plus navrante des décadences », a-t-il ajouté.

Dans un discours teinté de menaces, distillé devant un public d'environ mille cinq cents personnes, M. Le Pen a invité « députés et politiciens » à partir « pacifiquement tant qu'il est encore

temps ». « Je ne suis pas certain, a-t-il ajouté, que, en des temps futurs, ils en auront le loisir tant la colère légitime du peuple sera exigeante ».

« Jusqu'à quand, a lancé M. Le Pen, allez-vous abuser de notre peuple, que vous traitez en citoyens à demi-part, en citoyens de deuxième zone, en parias civiques. Relevez-vous, imbéciles impuissants qui êtes courbés devant le veau d'or et votre nouvelle déesse : la vache folle. »

MANICHÉISME

Les représentants du FN ont aussi suivi leur lecture de l'Histoire, notamment à travers un film intitulé : « De Clovis jusqu'à nous, la France ». Une version manichéenne dans laquelle « avant 1789, les choses n'allaient pas si mal dans notre pays », où la révolution a été « avant tout anticléricalisme » et concocée par les « sociétés maçonniques ». Selon les frontistes, la « vraie liberté » était défendue par les Chouans, « la droite catholique » étant « à la pointe du progrès social ».

Samedi, cette droite catholique était représentée par des tradi-

tionnaires, militants acharnés de l'abrogation de la législation sur l'interruption volontaire de grossesse et de la défense de ceux qui s'y opposent matériellement. Parmi eux, Xavier Dor, sous le coup de plusieurs condamnations à la suite de participations à des opérations de commandos anti-IVG, que Bernard Antony, membre du bureau politique du FN et député européen, a assuré de son « total soutien » et de « l'entraînement de toutes les forces militantes derrière lui ».

La « vache folle », dans le film, de Philippe Pétain, « qui s'est efforcé de rassembler et protéger les Français », a déclenché un enthousiasme que seule celle de l'écrivain collaborateur Robert Brasillach a pu concurrencer. Dans le hall de la Mutualité, où le public pouvait faire ses emplettes, se cotoyaient des ouvrages religieux, des livres sur le saint Suaire, des ouvrages interdits comme La France juive d'Edouard Drumont ou Bagatelles pour un massacre de Céline, et des cassettes sur la vie de Pétain ra-

Christianne Chombeau

Fatigué de jouer, piocher, tirer, découper, coller et décoller... ?

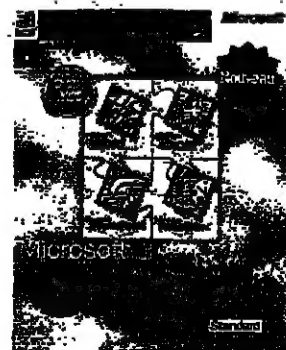


Avec Microsoft, gagnez 500 F ou 250 F à coup sûr et sans craquer.

DU 15 AVRIL AU 30 JUIN 1996

500 F REMBOURSÉS

pour tout achat entre le 15 avril et le 30 juin 1996, d'un produit complet Microsoft® Office, Office Professional, Word, Excel, PowerPoint ou Access™.



250 F REMBOURSÉS

pour tout achat entre le 15 avril et le 30 juin 1996, d'une Mise à Jour ou d'une Mise en Maintenance 1ère année en Licence OPEN™ d'un logiciel Microsoft® Office, Office Professional, Word, Excel, PowerPoint ou Access™.

Microsoft
115500 00 1017 0007

Pour en savoir plus sur cette opération

et connaître les lieux de remboursement : 2010 MICROSOFT (1,20 F TTC/mn)

E-mail : help://www.microsoft.com/fr

* Les modalités de remboursement sont indiquées sur les boîtes ou dans les Licences des différents produits concernés.

** A l'exclusion des Licences Open Education et tarif Education en Licences Média, Licences Select, produits en association conjoints.

*** Mise en Maintenance 2ème année : 125 francs remboursés.

Alain Juppé a mis à profit sa visite aux Antilles pour améliorer son image

Le premier ministre ne bénéficie pas dans les DOM de la même popularité que M. Chirac

Alain Juppé devait quitter les Antilles, lundi 15 avril en fin d'après-midi (heure locale), après une visite de cinq jours en Guyane, en Marti-

nique et en Guadeloupe. Le premier ministre a, notamment, exhorté les patrons des PME locales à intensifier la coopération régionale et à mon-

trer un « esprit de conquête » qui permettra aux DOM d'Amérique de devenir « des terres de progrès social et de prospérité économique ».

POINTE-À-PITRE

Après une ultime rencontre avec des étudiants antillais sur le campus de Foutilole à Pointe-à-Pitre, le premier ministre devait quitter la Guadeloupe lundi 15 avril peu avant minuit, heure de Paris. « J'appréhends beaucoup plus ici qu'en restant dans mon bureau à Matignon », avait confié Alain Juppé deux jours auparavant au Morne-Rouge, en Martinique, avant d'ajouter prudemment, tout aussitôt après : « Mais il ne faut pas que j'abuse... »

M. Juppé a tout lieu d'être satisfait de cette tournée de cinq jours dans les trois départements français d'Amérique. Il l'a lui-même reconnu : de Paris, on lui a téléphoné que « les images sont bonnes ». De la capitale, en effet, on a vu un premier ministre d'ordinaire si pressé prendre le temps de descendre en pirogue quelques kilomètres du fleuve Maroni (Le Monde daté 14-15 avril). On l'a vu, aussi, apprendre en Martinique à couper un régime de bananes ; partout serrer des mains, avec autant de déconcentration que possible, bavarder avec des enfants et évoquer, dans chacune de ses interventions, la présence de son épouse, Isabelle, à ses côtés.

A son arrivée à Cayenne, comme un journal local, *Guyane hebdo*, annonçait sa venue en termes flatteurs : « Juppé le magnifique », on l'a même vu venir plaisanter avec l'escouade de journalistes parisiens qui suivaient sa visite. « Eux, au moins, ils savent tirer », a-t-il lancé en souriant. Bref, bien que resté en liaison permanente avec Paris, en raison notamment de la crise au Proche-Orient, M. Juppé a profité de son éloignement de la capitale pour remodeler son image. « C'est plus facile pour lui sous les tropiques, et nous, nous lui servons de décor », observe un élu guadeloupéen.

Pour autant, la tournée du chef du gouvernement outremer s'est accompagnée d'une assez grande

indifférence. Le premier jour, dans l'après-midi, hormis les invités officiels, il n'y avait qu'une dizaine de badauds devant la mairie de Cayenne. Quelques heures plus tard, à la préfecture, l'immense périmètre de sécurité dessiné par des barrières métalliques paraissait désolé, tant le curieux était rare.

Alors qu'il y a un mois, à la Réunion, le président de la République avait inquiété ses services de sécurité en multipliant les bains de foule, le premier ministre, également président du RPR, a sans doute dû mesurer le chemin qui lui restait à parcourir pour se faire un nom : outremer, n'est pas Chirac qui veut. Il a fallu attendre l'avant-dernier jour en Guadeloupe pour qu'à l'invitation de Lucette Michaux-Chevry, présidente (RPR) du conseil régional, quelques centaines de personnes viennent di-

manche saluer M. Juppé lors de l'inauguration officielle du nouvel aéroport international du Raizet, aux cris de « Juppé ! Lucette ! Juppé ! Lucette ! ».

LES ENTREPRISES EN VEDETTE

La veille, près de trois cents personnes l'attendaient aussi à la mairie de Fort-de-France, mais pour manifester cette fois contre son « plan Sécu ». Venu rendre hommage à son illustre ancien de l'Ecole normale supérieure, Aimé Césaire, maire de la ville et président fondateur du Parti progressiste martiniquais, M. Juppé a donné à cette occasion une nouvelle illustration de sa difficulté à exister sous le contrôle permanent des médias. Constatant d'assister assis, sur un canapé assez bas, à une longue et malicieuse péroraison du vieux poète martiniquais, il est ap-

paru enfin libéré, après le départ des caméras, pour écouter, attentif, les revendications présentées par différents adjoints au maire. Il s'est moqué de l'un d'eux, Camille Darsières, député (app. PS), avocat de profession et donc un peu bavard, puis il a accordé 5 millions de crédits complémentaires pour la réhabilitation d'un quartier déshérité. Et comme la dameur des manifestants se faisait de plus en plus distincte - « Juppé, l'argent de ton logement, mets-le dans l'enseignement ! », M. Juppé a eu cette formule : « J'en tends, mais je ne comprends pas... »

« Si les syndicats avaient demandé à me rencontrer autrement que par mégaphone, je les aurais reçus, confiera-t-il plus tard. Mais ils hurlaient mon nom, ce qui n'est d'ailleurs pas forcément désagréable. » Hormis les visites sur le terrain organisées à sa demande et les réunions, quelque peu mondaines, convoquées par ses propres amis politiques, le premier ministre n'a pas rencontré les organisations syndicales pendant son séjour aux Antilles et en Guyane. Soucieux de recevoir, dans chacun des trois départements d'outremer, le président du conseil régional et celui du conseil général, il n'a pas souhaité davantage s'entretenir avec les assemblées politiques représentatives.

Il a fait la part belle, en revanche, aux représentants du monde économique, jusqu'à se faire souffler le rôle principal par Lucien Reboullet, président de la CGPME, lors d'un dîner-débat organisé samedi par la chambre de commerce et d'industrie de la Martinique. M. Juppé a pu ainsi témoigner de sa « confiance » et de son « optimisme » et exalter les atouts des DOM, sans jamais devoir préciser quand ni comment ceux-ci pourraient sortir un jour d'un état encore voisin du sous-développement.

J.-L. S.

Jean-Louis Saux

Cantonale : le Front national progresse en Meurthe-et-Moselle

L'UDF a perdu le canton de Lunéville-Nord, en Meurthe-et-Moselle, où avait lieu, dimanche 14 avril, une élection partielle après le décès du conseiller général, André Morel (UDF-PR). Son candidat, Olivier Ricard, soutenu par le RPR, est arrivé en troisième position et ne peut pas se maintenir au second tour. M. Ricard est devancé par le divers droite Alain Verdenal, et par Jean-Claude de Sars, candidat du Front national.

Grâce à une progression de plus de 9 points par rapport aux élections de 1992, M. de Sars talonne M. Verdenal. Contrairement à M. Ricard, basé à Nancy, MM. Verdenal et de Sars sont tous deux enracinés dans ce canton majoritairement rural, même s'il comprend une partie de Lunéville. Le candidat d'extrême droite arrive en tête dans la partie urbaine du canton. Au premier tour de l'élection présidentielle, Jean-Marie Le Pen avait obtenu 21 % des voix dans ce canton. Jean Becker (PS), dont le parti avait élevé Lunéville aux élections municipales de juin 1995, n'arrive qu'en quatrième position et ne peut se maintenir au second tour.

(Corresp.)

L. 9135 ; V. 3603 ; A. 60,53 % ; E. 3501.

Alain Verdenal, div. d., m. d'Évinville-au-Jard, 974 (27,82 %) ; Jean-Claude de Sars, FN, 932 (26,62 %) ; Olivier Ricard, UDF sout. RPR, c. r., 667 (19,05 %) ; Jean Becker, PS, 575 (16,42 %) ; Jean-Pierre Guérin, PC, 242 (6,91 %) ; Pascal L'Huillier, div. d., 111 (3,15 %).

BALLOTAGE. [22 mars 1992 : L. 9178 ; V. 5971 ; A. 34,94 % ; E. 3547 ; André Morel, UDF-PR, 2352 (45,64 %) ; Jean-Claude de Sars, FN, c. m. de Lunéville, 963 (17,36 %) ; Gérard Legrand, PS, 921 (5,87 %) ; Pascal Kanitzer, Verts, 805 (14,51 %) ; Jean-Luc Mignon, PC, 326 (5,87 %).]

Réforme de la Sécurité sociale :

M. Barre critique les médecins

ANCIEN PREMIER MINISTRE et maire (UDF) de Lyon, Raymond Barre a défendu, dimanche 14 avril, sur France 3, la réforme de la Sécurité sociale engagée par le gouvernement. Il a déclaré ne « pas comprendre comment les médecins peuvent ne pas se rendre compte qu'ils sont en train de jouer la dernière carte de la médecine libérale », ajoutant qu'il faut « aider le gouvernement sur ce point ». « La médecine libérale, a dit M. Barre, cela ne veut pas dire augmenter constamment les honoraires au fur et à mesure que les jours passent. »

L'ancien premier ministre souhaite que le gouvernement donne « aussi rapidement que possible un signe caractéristique de l'étape de la réforme fiscale » annoncée. « Ce n'est pas possible de vivre avec l'idée que les Français attendront cinq ans pour voir quelle sera la réforme fiscale. Il faut qu'ils sachent, avec des commencements de preuve par écrit, par non-paiement d'impôts, que la situation a changé », a-t-il déclaré, avant de plaider pour une « cure d'austérité ».

SOCIAL

■ EMPLOI : Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, a déclaré, dimanche 14 avril à l'émission « 7 sur 7 » sur TF 1, que le gouvernement d'Alain Juppé a « échoué » sur le plan de l'emploi. M. Delors estime que cet échec est dû à deux raisons : « La première, c'est qu'il a multiplié les plans et les mesures d'aide », en créant « un véritable maquis », M. Delors déplore le montant des prélèvements des impôts, des cotisations sociales. « C'est comme si le médecin de Moïse », a-t-il dit, soignait un malade en lui demandant d'« aller courir les Jeux olympiques ».

■ SYNDICALISME : Jean-Pierre Sueur, maire (PS) d'Orléans, a inauguré une rue Robert-Bothereau, samedi 13 avril, en présence de Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière. M. Sueur a voulu ainsi marquer la reconnaissance d'Orléans envers le premier secrétaire général de FO, né à Beaugency en 1901 et décédé en 1985, qui milita dans le Loiret.

■ CFDT : la fédération des services de santé et des services sociaux de la CFDT, dirigée par François Chérèque, qui est la première fédération en taille au sein de la CFDT, a annoncé qu'avec 73 800 adhérents en 1995, soit 6 800 adhérents nouveaux, elle avait dépassé son chiffre le plus élevé qui remontait à 1977. Ce résultat traduit une progression de plus de 10 % de 1995 sur 1994.

DÉPÊCHES

■ CORSE : les locaux d'une loge du Grand-Orient de France à Bastia ont été complètement détruits, samedi 13 avril, par un incendie qui n'a pas fait de victime, a-t-on appris dimanche de sources concordantes. Une fenêtre ayant été fracturée, les enquêteurs penchent pour la thèse de l'incendie criminel. L'Étoile de Cyrnos avait déjà été la cible, l'an dernier, d'un attentat à l'explosif qui avait endommagé la porte d'entrée. Dans la nuit du 12 au 13 avril, à Paris, trois cocktails Molotov avaient été jetés contre la façade de la Grande Loge de France.

■ SNCF : Anne-Marie Idrac, secrétaire d'État aux transports, a déclaré, dimanche 14 avril, au « Club de la presse d'Europe 1 », qu'elle s'en tient à la présomption d'innocence dans le cas du président de la SNCF, Loïc Le Floch-Prigent, cité dans une affaire de justice lorsqu'il était président d'Elf Aquitaine. « Une personne mise en examen est présumée innocente. Alors, quelqu'un qui n'est pas mis en examen est encore au moins plus innocent, a-t-elle dit. M. Le Floch-Prigent a pris en main, avec un bon état d'esprit, l'état d'esprit client, l'avenir de la SNCF et il doit continuer. »

■ DROITS DE L'HOMME : président du groupe PS de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius a critiqué, dimanche 14 avril, les déclarations faites en Egypte par Jacques Chirac sur les droits de l'homme. Soulignant leur « valeur universelle », M. Fabius a souligné : « C'est même la spécificité et l'histoire de la France. (...) Quand on entre dans le relativisme culturel à propos des droits de l'homme, on introduit une faille extrêmement dangereuse. »

« Stratégie commune » Etat-région pour l'eau en Ile-de-France

LA PRÉFECTURE de la région Ile-de-France a annoncé, dimanche 14 avril, que le conseil régional et les organismes responsables de l'eau vont définir une « stratégie commune » d'assainissement, pour améliorer la qualité des eaux de la Seine et réduire les nuisances supportées par les riverains des stations d'épuration en Ile-de-France. Une étude concernant « la collecte et le traitement des eaux usées domestiques de l'agglomération centrale de l'Ile-de-France » vient d'être lancée par l'Etat, le conseil régional, l'Agence de l'eau Seine-Normandie et le Syndicat interdépartemental de l'agglomération parisienne (Siaap). « Elle devra notamment proposer un schéma de maîtrise des rejets par temps sec et temps de pluie », indique la préfecture.

Le communiste Paul Vergès élu sénateur de la Réunion

Grâce à son alliance avec le PS, le fondateur du PCR enlève un siège à la droite

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION

Le soutien officiel du premier ministre, Alain Juppé, et du secrétaire d'Etat à la francophonie, Margie Sudre, n'auront pas suffi au candidat du RPR, Fred K'bidy, pour conserver à la majorité le siège de sénateur de la Réunion d'Eric Boyer (div.d.), déchu de son mandat à la suite d'une condamnation dans une affaire de corruption. Son adversaire du Parti communiste réunionnais (PCR), Paul Vergès, soutenu par le PS, a été élu dès le premier tour, dimanche 14 avril, avec plus de cent dix voix d'avance, dont un bon nombre provenant de la majorité. La performance de M. Vergès est d'autant plus remarquable qu'un candidat dissident de la gauche, Jean-Max Nativel, brigait lui aussi les suffrages des grands électeurs.

Alors qu'elle est majoritaire sur le papier, avec un peu plus de cinq

cents des grands électeurs que compte l'île, la droite locale n'a pas pu surmonter ses profondes divisions. Avant même le jour du scrutin, on savait sur l'île que la tâche de M. K'bidy serait compliquée, en dépit de l'union de façade affichée par les états-majors du RPR et de l'UDF. Certains élus ne lui ont notamment pas pardonné une alliance avec le PCR au conseil général, en 1992, pour renverser la majorité conduite alors par M. Boyer.

A gauche, à l'inverse, on se félicite de la dynamique de l'union qui avait déjà fait ses preuves en avril 1994, quand le socialiste Christophe Payet avait conquis la présidence du conseil général. Cette fois, en effet, Paul Vergès avait choisi pour suppléant Michel Tamaya (PS), maire de Saint-Denis. A l'égard de son allié de gauche, le PCR a fait oublier le souvenir de son attitude lors des sénatoriales de

1992, au cours desquelles il avait fait battre le sénateur sortant socialiste, Albert Ramassamy. Il est vrai qu'alors, il avait déjà joué sur les divisions de la droite, en contribuant à la défaite d'un autre sortant, le centriste Louis Virapoullet et en laissant élire, outre M. Boyer, deux candidats de droite, Pierre Lagourges (div.d.) et Paul Moreau (RPR).

L'élection de M. Vergès au Sénat aura pour conséquence l'organisation prochaine d'une élection législative dans la seconde circonscription de l'île, où le président du PCR avait été élu député en mars 1993. La gauche a donc espoir de conserver ce siège, dans la mesure où son principal adversaire à droite, Joseph Sinimalé (RPR), maire de Saint-Paul, doit affronter la grogne de ses administrés pour d'importantes hausses de la fiscalité locale jugées excessives. M. Sinimalé a également

maillé à partir avec la justice pour des dossiers portant sur sa gestion municipale.

Alix Dijoux

14 avril 1996 : L. 977 ; 1^{er} tour : V. 970 ; B. et N. 28 ; E. 942 ; Paul Vergès, PCR sout. PS, 489... ELU : Fred K'bidy, RPR, m. de Saint-Joseph, 377 ; Jean-Max Nativel, div. g., 44 ; Danielle Hoarau, div. d., 24 ; Emile Chane-Tou-Ry, div. d.

[27 septembre 1992 : L. 937 ; Premier tour : V. 930 ; E. 916 ; Isabelle : Eric Boyer, div. d., 420 ; Louis Virapoullet, UDF-CDS, 376 ; Albert Ramassamy, PS, 353 ; Paul Moreau, RPR, 163 ; Pierre Lagourges, div. d., 163 ; Gabrielle Fontaine, div. d., 129 ; José Pina, RPR, 75 ; Auguste Lagros, div. d., 49 ; Yvette Charnard, div. g., 39 ; Paul Hoarau, div. g., 38 ; Henri-Paul Hoarau, div. d., 34 ; Jean-Pierre Dambreville, div. g., 33 ; Bernard Law-Wal, div. d., 33 ; Jean Chane-Tou-Ry, div. d., 9 ; Emile Chane-Tou-Ry, div. d., 8 ; PCR : Paul Vergès, 285 ; Elle Hoarau, 213 ; René Payet, 203.

Second tour : V. 929 ; E. 904 ; Eric Boyer, div. d., 412 ; ELU : Pierre Lagourges, div. d., 404 ; ELU : Paul Moreau, RPR, 388 ; RÉSUL : Louis Virapoullet, UDF-CDS, 382 ; Albert Ramassamy, PS, 378 ; Paul Vergès, PCR, 297 ; Yvette Charnard, div. d., 44 ; José Pina, RPR, 57 ; Bernard Law-Wal, div. d., 20 ; Gabrielle Fontaine, div. d., 9 ; Elle Hoarau, PCR, 5 ; René Payet, PCR, 5.]

De « l'autonomie » à « l'égalité sociale »

IL N'Y A PAS grand rapport entre Paul Vergès, qui affrontait, vainement, voilà trente-trois ans, Michel Debré dans une élection législative partielle, en mettant en avant la question de l'autonomie de la Réunion, et Paul Vergès élu sénateur, dimanche 14 avril, en bénéficiant de quelques voix de droite. Dans sa longue carrière politique, Paul Vergès, frère jumeau de Jacques, l'avocat, a collectionné titres et mandats, mais celui-là lui manquait encore. Il a combié ce manque en prenant, depuis plusieurs années, un large rassemblement.



Portrait

Fondateur du Parti communiste réunionnais en 1959, il a donné sa démission, en 1993, du poste de secrétaire général pour en devenir président. Il s'est, dès lors, assigné la tâche de regrouper les représentants de tous les courants politiques.

Fils de Raymond Vergès, député de la Réunion et l'un des pères de la départementalisation, né le 5 mars 1925, à Oubone (Siam), entré en politique en 1955 en décrochant son premier mandat de conseiller général - il devra l'abandonner pour entrer au Sénat -, M. Vergès a été conseiller régional, député, député européen et maire du Port.

Avec l'arrivée de la gauche en 1981, il met un terme à son combat pour l'autonomie, considérant que

la loi de décentralisation de 1982 est un « cadre acceptable ». Depuis 1959, il était opposant résolu aux départementalistes, ce qui lui valut d'être arrêté en 1962 et emprisonné pour atteinte à la sûreté de l'Etat. Devenu un apôtre du « rassemblement » des Réunionnais « au-delà des clivages politiques », M. Vergès est accusé d'opportunisme par ses adversaires.

Jacques Chirac faisant lui-même campagne contre la « fracture sociale » et pour « l'égalité sociale » entre les DOM et la métropole, il a trouvé une oreille attentive chez M. Vergès, qui, aujourd'hui, touche les dividendes sénatoriaux de cet intérêt.

Olivier Biffaud

Le Guide du Pouvoir

Biographies & photos

- 990 F -

Editions Jean-François Doumic

T^h (1) 42 46 58 10

1996 : 10^e édition, 3 volumes

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MARDI 16 AVRIL 1996

Cantonale : le Front national progresse en Meurthe-et-Moselle

Le Front national a obtenu 15,3 % des voix lors des élections cantonales de Meurthe-et-Moselle. Ce résultat, qui constitue un record pour ce parti dans ce département, s'explique par une stratégie de terrain et une campagne de proximité.

Reforme de la Sécurité sociale

M. Barre critique les medecins

Le ministre de la Santé, Michel Barre, a critiqué les médecins pour leur rôle dans la réforme de la Sécurité sociale. Il a souligné les difficultés de la profession et l'impact de la réforme sur les patients.

Michel Barre a déclaré que les médecins jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre de la réforme. Cependant, il a souligné que certains aspects de la réforme pourraient être améliorés pour mieux répondre aux besoins des patients.

Le ministre a également souligné l'importance de la coopération entre les différents acteurs du système de santé pour assurer la réussite de la réforme.

Il a conclu en affirmant que la réforme de la Sécurité sociale est une priorité pour le gouvernement et qu'il s'engage à accompagner les professionnels de santé tout au long de ce processus.

La réforme de la Sécurité sociale vise à améliorer l'accès aux soins et à réduire les inégalités de santé. Elle implique des changements importants dans l'organisation du système de santé.

Le ministre a souligné que la réussite de la réforme dépendra de la capacité des différents acteurs à travailler ensemble pour atteindre les objectifs fixés.

Il a également souligné l'importance de la transparence et de la communication avec les citoyens pour expliquer les raisons de la réforme et recueillir leurs avis.

CHOIX DE VIE

Sous l'effet de la crise de l'emploi, un nombre croissant de personnes en difficulté choisissent de quitter les villes et de s'installer en milieu rural. Le phénomène touche des classes moyennes et des diplômés sans travail mais aussi des cadres en quête de dépaysement.

Le phénomène de migration vers le milieu rural s'accroît. Les personnes en difficulté cherchent à trouver un cadre de vie plus agréable et moins coûteux. Elles sont attirées par la campagne et la possibilité de créer une activité.

Cette migration est motivée par la recherche d'un meilleur cadre de vie et d'opportunités professionnelles. Elle s'inscrit dans une stratégie de survie pour de nombreuses personnes.

Le phénomène touche des classes moyennes et des diplômés sans travail mais aussi des cadres en quête de dépaysement. Ils cherchent à fuir la pression urbaine et à retrouver un mode de vie plus simple.

Cette migration est motivée par la recherche d'un meilleur cadre de vie et d'opportunités professionnelles. Elle s'inscrit dans une stratégie de survie pour de nombreuses personnes.

Le phénomène touche des classes moyennes et des diplômés sans travail mais aussi des cadres en quête de dépaysement. Ils cherchent à fuir la pression urbaine et à retrouver un mode de vie plus simple.

Cette migration est motivée par la recherche d'un meilleur cadre de vie et d'opportunités professionnelles. Elle s'inscrit dans une stratégie de survie pour de nombreuses personnes.

Le phénomène touche des classes moyennes et des diplômés sans travail mais aussi des cadres en quête de dépaysement. Ils cherchent à fuir la pression urbaine et à retrouver un mode de vie plus simple.

Cette migration est motivée par la recherche d'un meilleur cadre de vie et d'opportunités professionnelles. Elle s'inscrit dans une stratégie de survie pour de nombreuses personnes.

Le phénomène touche des classes moyennes et des diplômés sans travail mais aussi des cadres en quête de dépaysement. Ils cherchent à fuir la pression urbaine et à retrouver un mode de vie plus simple.

Cette migration est motivée par la recherche d'un meilleur cadre de vie et d'opportunités professionnelles. Elle s'inscrit dans une stratégie de survie pour de nombreuses personnes.

La crise de l'emploi alimente une migration vers le milieu rural

Convaincus que le chômage est moins dur à supporter à la campagne, des personnes en difficulté quittent les villes. Le Sud est une région de prédilection pour cette recherche « d'autres valeurs que le travail et l'argent ».



Elle faisait des petits boulots. Une semaine de vacances-repérage les a amenés par hasard à Thoard, 580 habitants, un jour de pluie. Deux mois plus tard, ils étaient installés dans ce grand deux pièces, loué 1200 francs. Leur rêve ? Une maison avec un potager et quelques bêtes pour leurs propres besoins.

Michel, vingt-sept ans, Olga, vingt-huit ans, et leur fille de trois ans habitent à quelques mètres de là, au-dessus de la boulangerie. Ils sont arrivés de Levallois-Perret, en banlieue parisienne, en juillet. Lui faisait les saisons en montagne, travaillait en intérim comme magasinier ou plongeur.

Maguy Armand, l'assistante sociale qui couvre le secteur de Thoard, suit trente-cinq dossiers de RMIstes. « Sept sur dix viennent d'un département extérieur, et sur les sept il y a six hommes », estime-t-elle. Les nouveaux arrivants sont généralement des personnes qui faisaient les villes à la suite d'une rupture professionnelle ou familiale.

Leur projet est très terre à terre : « Avoir un petit logement, se construire sa petite vie, sans faire de vagues, sans se différencier de la population locale. » La plupart acceptent des contrats emploi-solidarité (CES) et sont donc prêts à faire, par exemple, le ménage à l'école ou le jardinage pour la mairie. Leur volonté d'insertion les distingue des RMIstes installés dans les petites villes. Reste qu'en 1995, il cent cinquante RMIstes des Alpes de Haute-Provence venaient de l'extérieur, deux cents ont, parallèlement, quitté le département. Le taux départemental de RMIstes atteint 14,1 % contre un taux national de 14,6 %.

deux inconvénients de la situation (l'éloignement de la famille et des amis, et le manque de dynamisme commercial de la région). « C'est dur », avoue Philippe Devray, qui est installé à son compte. La qualité de la vie a attiré quelques chefs d'entreprise dans la région. Mais lorsqu'on demande aux organismes officiels d'en dresser la liste, l'inventaire est rapide. Principal frein : l'enclavement des Alpes du Sud, certes au cœur d'un marché potentiel considérable, puisque au centre du triangle Lyon-Marseille-Turin, mais desservi depuis Marseille par une autoroute qui se termine en cul de sac, le tronçon Sisteron-Grenoble étant loin d'être réalisé. « Honnêtement, si on avait dû monter une boîte de toutes pièces, on ne serait pas venus ici », reconnaissent les deux chefs d'entreprise qui ont repris l'usine de transformation de fruits secs.

« Regardez l'annuaire ! C'est significatif », s'exclame Claude Morel en tendant une mince publication, qui contient à elle seule pages blanches et pages jaunes. En tant que responsable d'un centre de formation, ADF Formation, Claude Morel sait que les emplois sont rares, les postes à responsabilité encore plus. Il a vu passer à Manosque beaucoup de candidats à l'immigration. Certains ont échoué, notamment ceux, venus uniquement pendant les vacances, qui avaient « l'impression qu'on vit toute l'année en short ». Car si la qualité de vie est ici supérieure à la moyenne, tout n'est pas rose pour autant. Hormis les loyers, la vie est aussi chère qu'ailleurs, alors que les salaires sont inférieurs. « Il ne faut surtout pas venir sur un coup de tête, prévient Claude Morel, la seule solution c'est de créer son emploi, de venir avec une place qui n'existe pas jusque-là. »

À quel prix ? Telles sont les questions posées, avec en toile de fond l'idée d'un travail autonome, dont on comprend le sens. Ces néoruraux sont pratiquement de nouveaux aventuriers, mais au profil bas. Quitter la ville pour s'installer à la campagne, lorsqu'on est en difficulté, est une solution de repli ? C'est un repli, mais un repli positif. S'installer à la campagne, c'est faire un choix, et donc échapper à une situation imposée, refuser une stigmatisation. C'est une manière d'enjoindre la solution de repli, de s'offrir le sentiment d'une certaine liberté, même si elle est illusoire. Est-ce que toutes les régions rurales connaissent ce phénomène ? Le sud de la France est bien sûr

France - apparaît comme la meilleure « solution de repli ». CES IMMIGRANTS qui cherchent un nouvel enracinement veulent découvrir « d'autres relations avec les gens » mais se distinguent des adeptes du « retour à la terre » des années 70. « Nous sommes plus réalistes ; on sait qu'on ne refait pas le monde », dit l'un d'eux.

Car comme dit Pierre, un Genevois lui aussi installé à Thoard, « ici, les seules ambitions qu'on peut avoir, c'est un logement convenable, une ferme avec un jardin, des poules, et une petite activité qu'on se crée ». « J'ai réussi à me faire une petite vie qui me satisfait », conclut Pierre, qui vit avec 2 600 francs par mois d'un contrat emploi-solidarité (CES) pour la Confédération paysanne.

« Une petite vie. » C'est exactement ce que s'est construit Marie, quarante-trois ans, qui parle avec délectation de son nouveau quotidien. Elle était secrétaire à Tourcoing, dans le Nord. En 1993, un « ras-le-bol général », une « envie de respirer », la poussent à tout lâcher. Elle démissionne, vend sa petite maison, débarque par hasard à Forcalquier, où elle n'était jamais venue, ne connaissant personne. Trois ans plus tard, Marie travaille vingt heures par semaine dans un club de tennis, où elle est employée en CES. « J'ai appris à faire petit », dit-elle. Sa ligne de téléphone ne lui sert qu'à se faire appeler ; elle n'a pas la télévision, ne lit pas les journaux.

Certains mois sont difficiles lorsqu'on vit avec 2 500 francs. Mais pas question de travailler plus. « Le mi-temps est un choix de vie, je veux garder des heures pour moi », explique Marie qui ne

Nathalie Gaucher, l'assistante sociale qui suit les dossiers des RMIstes dans le secteur de Forcalquier, constate qu'« il y a un mouvement perpétuel ». Mais les nouveaux arrivants ne ressemblent pas à leurs prédécesseurs des années 70. « Pour eux, c'est d'abord l'agriculture biologique avant de devenir tisserande. » « Nous, on est arrivés en force, eux sont moins nombreux, ce sont des gens plus égarés, plus victimes », Tchacka, qui « déballe » sur le marché de Forcalquier, connaît beaucoup de monde. D'après elle, les plus récemment installés sont « surtout des jeunes, qui viennent de milieux défavorisés et qui recherchent une meilleure qualité de vie ».

« Hors de question de retourner dans cette chose grouillante et nauséabonde », dit Gérard en parlant de la ville. Valérie, elle, a été « terrifiée » par son dernier séjour à Paris, en novembre : « Je me demande comment on peut y vivre. » Elle a vingt-neuf ans, un niveau doctoral, et depuis trois ans elle fait des remplacements à travers tout le département dans des élevages de brebis. Elle travaille trois fois plus qu'autrefois, vit avec deux fois moins que lorsqu'elle percevait une allocation de recherche pour sa thèse de phonétique. Mais depuis qu'elle est là, elle « s'est rendu compte de plein de choses... les saisons, la pleine lune... ». Malgré le revers de la médaille - les kilomètres qu'il faut faire pour aller travailler, la maison avec jardin introuvable -, pour rien au monde elle ne retournerait vivre à Marseille, où elle a passé ses vingt-cinq premières années. Et tant pis pour ses sept années d'études.

Plus concerné, mais on constate ce mouvement partout, même dans une région comme celle de Saint-Lô, dans la Manche, qui n'est pas du tout prédisposée. Il y a des milieux ruraux plus touchés, le Lubéron par exemple ; en général, il s'agit des milieux traditionnels d'accueil des ex-soixante-huitards, mais le phénomène se diffuse au-delà, jusqu'aux campagnes « banales ».

« Peut-on faire un parallèle avec le retour à la terre des années 70 ? » Il y a une articulation entre ces deux vagues de « retour à la terre » mais leurs motivations sont complètement différentes, de même que leur origine sociale. Aujourd'hui, ce sont des gens issus de la classe ouvrière, ou des diplômés d'origine modeste, alors que, dans les années 70, il s'agissait des en-

« Arriver à vivre avec 2 000 balles par mois, c'est une discipline »

Les cadres « exilés », enthousiastes mais réalistes

des bonheurs qu'ils vivent depuis qu'ils ont quitté la région parisienne. Associés, ils dirigeaient une entreprise d'information en banlieue. Ils l'ont revendue et ont repris une usine de transformation de fruits secs dans la région de Manosque. Aujourd'hui, lorsqu'ils vont voir des clients à Paris, ils « se demandent comment [ils ont] pu supporter ça ».

Chômeurs et RMIstes ne sont pas les seuls à être attirés par la qualité de vie de cette région à mi-chemin entre la mer et la montagne. Philippe Devray, publicitaire, avait une maison en banlieue, dans le Val-de-Marne. Il était très bien logé et aurait pu rester en région parisienne, en dépit de la restructuration du groupe pour lequel il travaillait. Installé depuis 1991 à Manosque, il ne regrette qu'une chose : ne pas avoir franchi le pas plus tôt, malgré les

deux inconvénients de la situation (l'éloignement de la famille et des amis, et le manque de dynamisme commercial de la région). « C'est dur », avoue Philippe Devray, qui est installé à son compte. La qualité de la vie a attiré quelques chefs d'entreprise dans la région. Mais lorsqu'on demande aux organismes officiels d'en dresser la liste, l'inventaire est rapide. Principal frein : l'enclavement des Alpes du Sud, certes au cœur d'un marché potentiel considérable, puisque au centre du triangle Lyon-Marseille-Turin, mais desservi depuis Marseille par une autoroute qui se termine en cul de sac, le tronçon Sisteron-Grenoble étant loin d'être réalisé. « Honnêtement, si on avait dû monter une boîte de toutes pièces, on ne serait pas venus ici », reconnaissent les deux chefs d'entreprise qui ont repris l'usine de transformation de fruits secs.

« Regardez l'annuaire ! C'est significatif », s'exclame Claude Morel en tendant une mince publication, qui contient à elle seule pages blanches et pages jaunes. En tant que responsable d'un centre de formation, ADF Formation, Claude Morel sait que les emplois sont rares, les postes à responsabilité encore plus. Il a vu passer à Manosque beaucoup de candidats à l'immigration. Certains ont échoué, notamment ceux, venus uniquement pendant les vacances, qui avaient « l'impression qu'on vit toute l'année en short ». Car si la qualité de vie est ici supérieure à la moyenne, tout n'est pas rose pour autant. Hormis les loyers, la vie est aussi chère qu'ailleurs, alors que les salaires sont inférieurs. « Il ne faut surtout pas venir sur un coup de tête, prévient Claude Morel, la seule solution c'est de créer son emploi, de venir avec une place qui n'existe pas jusque-là. »

À quel prix ? Telles sont les questions posées, avec en toile de fond l'idée d'un travail autonome, dont on comprend le sens. Ces néoruraux sont pratiquement de nouveaux aventuriers, mais au profil bas. Quitter la ville pour s'installer à la campagne, lorsqu'on est en difficulté, est une solution de repli ? C'est un repli, mais un repli positif. S'installer à la campagne, c'est faire un choix, et donc échapper à une situation imposée, refuser une stigmatisation. C'est une manière d'enjoindre la solution de repli, de s'offrir le sentiment d'une certaine liberté, même si elle est illusoire. Est-ce que toutes les régions rurales connaissent ce phénomène ? Le sud de la France est bien sûr

Nicole Mathieu, chercheur à l'Institut de géographie

« La campagne renvoie à la solidarité et à une image de dignité »

Directeur de recherches au CNRS, au laboratoire Stratégies territoriales et dynamiques des espaces (Strates), à l'Institut de géographie, à Paris, Nicole Mathieu réalise une étude sur l'exclusion en milieu rural pour le Commissariat général au Plan. Spécialiste de la ruralité et de ses transformations, elle constate depuis quelques années l'arrivée à la campagne d'une nouvelle vague d'immigration en provenance des villes.

« L'installation de personnes en difficulté en milieu rural correspond-elle à un réel phénomène et, dans l'affirmative, quelle est la population concernée ? » Le phénomène date de la fin des années 80, mais il y a en ce moment une accélération. Ce sont les missions locales rurales, chargées d'aider les moins de vingt-

ans, qui l'ont repéré. Pour autant, ce mouvement ne concerne pas seulement les jeunes et les moins qualifiés, mais aussi les classes moyennes et les diplômés qui se retrouvent sans emploi. Ce sont des gens qui ont besoin d'avoir une image d'eux-mêmes qui ne soit pas une image de dégradation. La campagne renvoie à des notions comme la convivialité, la solidarité, et à une image de dignité.

« Ce mouvement est-il quantifiable ? » Malheureusement non. Pour le quantifier, il faudrait se donner les moyens. Le fait est qu'il prend de l'ampleur. Certaines collectivités locales, comme les mairies et les missions locales, sont perturbées face à l'arrivée de cette population. Il y a le début d'une crainte de ne pas pouvoir faire face à ce

qui serait de la mendicité en ville mais prend des formes beaucoup plus complexes à la campagne. Pour ce qui est d'une éventuelle quantification du phénomène, ce serait d'autant plus difficile à réaliser qu'il faudrait distinguer entre les migrations classiques et celles-ci, qui est le résultat de la crise.

« Le lien avec la crise de l'emploi vous semble-t-il primordial ? » Ce phénomène prend en effet son sens avec la crise de l'emploi, qui crée des besoins de stabilité. Cette stabilité passe par l'idée de vivre à la campagne, comme si le rapport à des paysages, à des lieux, compensait les incertitudes. D'ailleurs, la question du travail est au cœur des préoccupations de cette nouvelle génération de ruraux - alors que les soixante-huitards avaient des préoccupations beaucoup plus larges. Faut-il travailler ?

plus concerné, mais on constate ce mouvement partout, même dans une région comme celle de Saint-Lô, dans la Manche, qui n'est pas du tout prédisposée. Il y a des milieux ruraux plus touchés, le Lubéron par exemple ; en général, il s'agit des milieux traditionnels d'accueil des ex-soixante-huitards, mais le phénomène se diffuse au-delà, jusqu'aux campagnes « banales ».

« Peut-on faire un parallèle avec le retour à la terre des années 70 ? » Il y a une articulation entre ces deux vagues de « retour à la terre » mais leurs motivations sont complètement différentes, de même que leur origine sociale. Aujourd'hui, ce sont des gens issus de la classe ouvrière, ou des diplômés d'origine modeste, alors que, dans les années 70, il s'agissait des en-

fants des intellectuels. Mais les uns et les autres se constituent en réseaux, les premiers arrivés accueillant les derniers.

Propos recueillis par Marie-Pierre Subtil

ISMIC

Les Métiers de la Culture et de l'audiovisuel
Formation d'Assistant en 2 ans
Recrutement BAC + 2

ISMIC - 6, rue de Braque
75003 PARIS - Tél : 44.54.52.82 ou 44.54.52.93 - Télécopie : 44.54.52.81
ISMIC - Etablissement d'Enseignement Supérieur Technique privé

Manifestation pour les Bretons hôtes de militants basques

DRAPEAUX BRETONS ET BASQUES en tête, plusieurs centaines de personnes ont manifesté en musique et chansons, samedi 13 avril, à Pontivy (Morbihan) pour demander l'arrêt des poursuites contre les Bretons soupçonnés d'avoir hébergé des militants basques. A cette occasion, une pétition réclamant la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les activités en France des Groupes antiterroristes de libération (GAL) a été lancée. La demande d'une commission d'enquête parlementaire a déjà été présentée par un groupe de députés communistes.

Les GAL sont accusés d'avoir assassiné vingt-neuf personnes, dont nombre de militants basques espagnols, au Pays basque français, entre 1983 et 1987. Depuis 1992, plus de deux cents Bretons convaincus d'avoir hébergé des Basques espagnols en situation irrégulière ont été interpellés et souvent incarcérés (*Le Monde* daté 3-4 mars). Vingt-huit ont été condamnés lors du procès qui s'est tenu à Paris, en décembre 1995. Quatorze autres ont été mis en examen depuis le début de l'année.

DÉPÊCHES

■ **SÉCURITÉ** : plusieurs milliers de motards ont défilé, samedi 13 avril, à Paris et dans une vingtaine de villes contre « les infrastructures routières inadéquates ». A l'origine de cette manifestation, la Fédération française des motards en colère demande que les glissières de sécurité, véritables « guillottes » en cas de chute ou de glissade, soient aménagées avec « un écran inférieur masquant les piquets des rails ». Elle souhaite également que les ralentisseurs soient mis aux normes avec des peintures spéciales homologuées.

■ **DÉLINQUANCE** : sept policiers ont été blessés à Nice (Alpes-Maritimes), dimanche 14 avril, lors d'une course-poursuite avec un taxi volé par deux jeunes gens. Grâce à un équipement assurant la localisation du véhicule par satellite, le taxi a rapidement été repéré et pris en chasse. Au cours de la poursuite, plusieurs véhicules en stationnement ont été endommagés et quatre voitures de police ont été embouties. Les deux voleurs, âgés de dix-huit et vingt et un ans et connus pour des faits relevant de la petite délinquance dans le département du Nord, ont été interpellés.

■ **ACCIDENT** : un jeune homme a fait une chute mortelle, samedi 13 avril, à Venelles, près d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), après avoir été emporté dans les airs par le cerf-volant géant qu'il avait confectionné. Bricolé à partir d'un parapente, l'engin, d'une envergure de six mètres, s'est brutalement élevé sous le coup d'une forte rafale de mistral, entraînant à sept mètres de hauteur les deux étudiants qui tentaient de le contrôler. L'un d'eux s'est écrasé au sol tandis que le second est parvenu à se poser sans dommage.

■ **ZONES FRANCHES** : le ministre délégué à la ville, Eric Raoult, a affirmé samedi 13 avril à Washington, que « l'interventionnisme social a montré ses limites » en France, et qu'il faut tenter une « approche économique » pour résoudre les problèmes des quartiers sensibles. Le ministre effectue une visite des « Empowerment zones », version américaine des « zones franches » qui doivent être créées en France. Eric Raoult a tiré un coup de chapeau aux entreprises privées américaines qui n'hésitent pas à investir dans les quartiers sensibles, voire à y détacher des cadres.

■ **MÉDECINE** : le mouvement de grève des stages hospitaliers lancé par les étudiants de médecine de Saint-Etienne et de Bordeaux affecte les hôpitaux de Nantes, Brest, Grenoble et Rennes. Les étudiants protestent contre la poursuite de la réforme des études médicales. Elle concerne essentiellement ceux de quatrième année, dont la durée de stage non rémunérée a été étendue aux mois d'été. Ils demandent également une revalorisation de l'indemnité de garde pour les étudiants de cinquième et de sixième année, qui n'a pas changé depuis 1986.

■ **JUSTICE** : la cour d'assises du Finistère a condamné Maryvonne Corre, quarante-six ans, à une peine de dix ans de réclusion criminelle ainsi qu'à la privation de ses droits civiques et familiaux pour l'assassinat de son fils de vingt ans et de sa fille de douze ans. L'avocat général avait requis une peine de douze ans de réclusion.

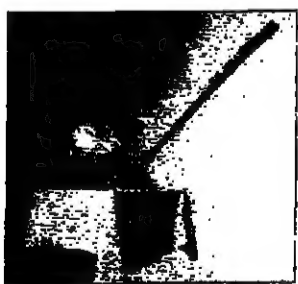
■ **PRÉSERVATIFS** : une nouvelle norme européenne sur les préservatifs, particulièrement contraignante, a pris effet à la fin du mois de mars en France et devrait être rapidement mise en application dans dix-huit pays – ceux de l'Union européenne, ainsi que l'Islande, la Norvège et la Suisse. Le marquage CE sera progressivement apposé sur tous les préservatifs circulant au sein de l'Union européenne.

ESPRIT

Avril
1996

Le choc des cultures à l'heure de la mondialisation

Jean-François Bayart, Christophe Jaffrelot, Abdelwahab Meddeb, Olivier Mongin, Annie Montaut, Olivier Roy, Daryush Shayegan, Patrick Weil



Réconcilier l'économie et la société
Égalité et inégalité, le clivage décisif
Norberto Bobbio

La réforme du service national

Le numéro : 82 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 560 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 Paris - ☎ 48 04 08 33

Dans l'affaire de la Josacine, M. Deperrois pourrait être renvoyé devant les assises

Une nouvelle demande de mise en liberté vient d'être rejetée

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Rouen a rejeté une nouvelle demande de mise en liberté de Jean-Marc Deperrois, incarcéré depuis

vingt mois et mis en examen pour « empoisonnement avec préméditation ». Il est soupçonné d'avoir versé du cyanure dans un flacon de Josacine

prescrit à une fillette décédée en juin 1994. Le dossier d'instruction est clos. M. Deperrois pourrait être renvoyé devant la cour d'assises.

ROUEN

de notre correspondant

Pour la septième fois, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rouen vient de rejeter la demande de mise en liberté de Jean-Marc Deperrois, quarante-cinq ans, le chef d'entreprise de Gruchet-le-Valasse (Seine-Maritime) incarcéré depuis maintenant vingt mois à la maison d'arrêt du Havre et mis en examen pour empoisonnement avec préméditation. La conviction affichée en privé par les magistrats de la cour d'appel de Rouen, qui a statué sur les demandes déposées par les avocats de Jean-Marc Deperrois, Charles Libman et Marie-Thérèse Trinité-Confiant, ne laisse que peu d'espoir à Jean-Marc Deperrois d'échapper à la cour d'assises. « Si nous le maintenons en détention, c'est que nous avons de sérieuses présomptions », entendait-on dans les couloirs du palais de justice de Rouen, mercredi 3 avril, jour de l'audience de la chambre d'accusation.

Par ailleurs, selon *Le Figaro* du 15 avril, un témoin-clé revient sur ses premières déclarations. Ami d'enfance de M. Deperrois, Jean-Michel Tocqueville avait toujours soutenu celui-ci. Aujourd'hui,

dans une déclaration au quotidien, il estime que le chef d'entreprise normand « n'est pas innocent ». Jean-Michel Tocqueville explique : « J'étais visé. Cela ne fait aucun doute. En mars 1994, nous avons eu un différend (...). Beaucoup de charges pèsent sur lui. »

« Si nous le maintenons en détention, c'est que nous avons de sérieuses présomptions »

Plus d'un an et demi après le drame qui avait secoué la vallée du Commerce, région mi-rurale, mi-industrielle du pays de Caux, les craintes se vérifient. Saura-t-on un jour qui, et pour quelles raisons, a versé du cyanure dans le flacon de Josacine de la petite Emilie Tenay, alors âgée de neuf ans, qui était en garde chez Sylvie Tocqueville, à Gruchet-le-Val-

lasse, le 11 juin 1994 ? Emilie avait été confiée par ses parents aux époux Tocqueville pour qu'elle participe à une fête à Gruchet-le-Valasse. Dans la soirée, la petite fille devait prendre une cuillère de Josacine, un antibiotique d'usage commun pour les enfants. Mais, deux heures après l'absorption, Emilie décédait, foudroyée.

L'autopsie révélait qu'elle avait ingéré du cyanure. L'enquête, confiée à la gendarmerie, était conduite dans la plus parfaite discrétion jusqu'à la révélation spectaculaire de la mise en examen et de l'incarcération d'un voisin des Tocqueville, Jean-Marc Deperrois, maire adjoint (div.d.) de Gruchet-le-Valasse. Patron d'une PME spécialisée dans l'imagerie industrielle, il détenait du cyanure pour les besoins de son entreprise. M. Deperrois avait eu une aventure avec Sylvie Tocqueville. Le mobile du crime était là : l'amant avait voulu se débarrasser du mari gênant. Pendant la fête de Gruchet-le-Valasse, il se serait introduit, selon des témoins, dans la maison des Tocqueville et aurait versé par erreur le cyanure dans la Josacine destinée à Emilie au lieu de la mélan-

ger à un médicament que prenait habituellement son « rival ».

Les multiples expertises du cyanure ingéré par Emilie comparé aux différentes livraisons de ce produit utilisé par M. Deperrois dans son entreprise n'ont apporté aucune preuve formelle de la culpabilité du notable. En revanche, les débats successifs devant la chambre d'accusation – que M. Libman souhaiterait publics – n'ont pas permis à Jean-Marc Deperrois de justifier un geste qui l'accuse : quelques jours après le décès d'Emilie, il a jeté un lot de cyanure dans la Seine.

Pour M. Charles Libman, ce comportement, motivé par la panique, ne justifie pas pour autant le maintien en détention. Le juge d'instruction du Havre, Christian Balyn, vient de clore son dossier et de le transmettre à la chambre d'accusation de Rouen, qui pourrait rendre un arrêt avant l'été. Non-lieu ou cour d'assises. M. Libman se dit convaincu que la situation de son client, lors d'un éventuel procès, sera déterminante. « S'il comparait détenu, il sera déjà coupable », tonne M. Libman.

Etienne Banzet

L'engrenage contraint de deux « paumés », rue Joseph-Dijon

DERRIÈRE l'église et la mairie du 18^e arrondissement de Paris, à deux pas du square Clignancourt et de ses immeubles bourgeois, la rue Joseph-Dijon n'a pas vraiment mauvaise réputation. Des constructions médiocres, quelques commerces miteux : c'est une de ces rues sans charme dont rien ne semble jamais pouvoir troubler la banalité. Pourtant, lorsque, la semaine dernière, la police a arrêté une bande de dealers qui s'étaient incrustés au domicile de deux retraités, personne ne s'est étonné. « Tout le quartier savait ce qui se passait au 12 ; on s'étonnait seulement que la police n'intervienne pas », commente simplement la gérante d'une laverie voisine.

Tout le monde savait que ce petit immeuble décadent était devenu une plaque tournante du trafic d'héroïne. Tout le monde connaissait même la « planque » : le coffrage électrique de l'entrée. Tout le monde, enfin, croyait connaître les responsables de ce capharnaüm : Denise et Claude, deux retraités dont le logement servait d'asile à des repris de justice. Aussi, lorsqu'on apprit, par la presse, que ceux qui ne le scandale arrivait étaient en fait des victimes, battues et dépouillées depuis un an par deux voyous, que Denise était à l'hôpital dans un sale état, les deux malfrats arrêtés, et qu'une information avait été ouverte pour « extorsion de fonds et violences sur des personnes vulnérables », l'incrédulité s'empara.

Rien n'est jamais simple. Denise et Claude sont de « pauvres gens », un peu simples d'esprit, « à la limite de la débilité », assurent les voisins. Des proies idéales, vulnérables à souhait. Mais ils ne sont pas non plus des enfants de chœur. Plutôt des « délinquants séniles »,

mi-SDF, mi-pochards et, à coup sûr, marginaux. Denise, raconte un voisin, était mariée à un repris de justice, « correct comme les voyous peuvent l'être », qui lui envoyait ses amis sortant de prison. Claude vivait avec eux, déjà paumés, déjà incohérents. Tant que le mari était là, il « tenait le bateau », assurent les témoins. Mais, il y a quelques années, il disparut mystérieusement et ce fut le début de la décadence. Dans le petit deux-pièces sur cour, bagarres et beuveries se succédaient. « C'était très bruyant. Il y avait des disputes épouvantables, des cris, des bruits de coups mais aussi des rires », raconte une voisine.

AUTORITÉS ALERTÉES

Voilà trois ans, le vieux couple recueilli un égaré de trop. Un jeune délinquant, fils d'une amie, attire une nouvelle « clientèle ». Peu à peu, la drogue remplace l'alcool. Les voisins, jusque-là agacés mais tolérants, se mobilisent, d'autant que Denise doit plusieurs années de charges à la copropriété. Au printemps 1994, plusieurs lettres alertèrent la préfecture, le commissariat et même le député du 18^e, Alain Juppé, qui informe par lettre les copropriétaires que « l'immeuble fera l'objet d'une surveillance particulière ».

Rien n'y fait. « Les policiers », raconte un commerçant, nous disaient : « On ne peut rien faire, ils sont propriétaires, ils ne se plaignent pas ; on ne peut pas forcer les gens. » La situation empira à l'été 1995, lorsque arrivèrent Mohammed Méroué et Mamhoud Benchala, tout juste sortis de prison. « Jusque-là, c'étaient des gens d'âge mûr, bruyants mais qui nous laissaient tranquilles. Là, c'étaient des drogués qui se fixaient à la fenêtre ou dans les couloirs », raconte une voisine. Nul n'imaginait

pourtant que Denise et Claude sont tombés sous la coupe des voyous. On les plaint, on leur donne quelques francs ou un timbre, mais, l'habitude jouant, il y a beau temps qu'on ne s'inquiète plus des cris et des bagarres.

Pour des représailles ? Résignation ? Denise et Claude ne font rien pour arrêter l'empire. Contrairement à ce qu'on a trop vite dit, ils ne sont pas « séquestrés » chez eux. « Je l'ai vue il y a trois semaines, raconte un commerçant. Elle m'a dit : « Ils me piquent mon fric. » Elle avait un œil au beurre noir. Je lui ai dit d'aller à la police. Elle m'a répondu : « Bof, ça me fait de la compagnie... » » Début avril, une voisine alerte les pompiers. Elle a entendu des rires. Denise est hospitalisée d'urgence à Bichat, dans un état d'« extrême faiblesse ».

C'est pourtant une autre enquête, menée par la police judiciaire de Seine-Saint-Denis, qui remonte la piste d'un trafic de drogue, conduit la police au 12 de la rue Joseph-Dijon. Les deux malfrats sont arrêtés. Pour Denise et Claude, le calvaire est terminé. Est-ce bien sûr ? « Ils n'étaient pas deux voyous, mais une vingtaine », assurent les témoins. Les autres courent encore. Ce petit bout de quartier, admet à mots couverts la police du 18^e, est devenu depuis peu le refuge des dealers chassés de Stalingrad, de Belleville et de Châteauroge. Denise va sortir bientôt de l'hôpital. Qui la protégera ? Claude en est bien incapable. « Ce sont des gens paumés, ils ont besoin d'un tuteur, explique l'ami commerçant. J'ai téléphoné à l'hôpital, l'assistance sociale n'était même pas au courant. Si elle revient dans les mêmes conditions, ça recommencera... »

Véronique Maurus

Un rapport des Nations unies critique les « lois-cadenas » sur l'immigration

GENÈVE

de notre correspondante

Un rapport des Nations unies sur le racisme, la xénophobie et l'intolérance établi par le rapporteur spécial de l'ONU, Maurice Gélé-Ahanhanzo (Bénin), a été présenté en séance plénière à la commission des droits de l'homme de l'organisation, qui siège au Palais des Nations du 18 mars au 26 avril. Cette étude est sévère à l'égard de certains aspects de la politique française.

En effet, selon cet expert ouaisien, la xénophobie d'aujourd'hui « s'inspire » des « lois Pasqua ». Il dénonce notamment les « lois-cadenas » sur l'immigration, les atteintes au droit d'asile et s'élève contre le rapatriement *manu militari* de ceux qui sont considérés comme des « illégaux ». M. Gélé estime que les « lois Pasqua » sont « d'application difficile et d'interprétation fort malaisée » et pointe la situation paradoxale d'enfants dont un des parents est français et l'autre ne l'est pas, qui risquent d'être ainsi expulsés et séparés de leur famille. Le rapporteur s'insurge également contre la diffi-

culté d'obtention de visas et indique que, pour obtenir la nationalité française, il faut accomplir « un véritable parcours du combattant ».

M. Gélé regrette les difficultés d'obtention de visas pour les personnes gravement malades, même si celles-ci fournissent les preuves qu'elles peuvent assumer les frais d'hospitalisation, de séjour et de retour dans leur pays d'origine. Le rapporteur dénonce les pratiques

discriminatoires qui sévissent dans les domaines de l'emploi et du logement. Il se dit également très préoccupé par le problème des centres de rétention dans les aéroports, les ports maritimes ainsi que dans certaines grandes villes. L'expert ouaisien reconnaît que de nombreuses voix en France, dont celles des autorités, s'élèvent contre toutes ces formes de discrimination.

M. Gélé invite, en conséquence,

Manifestation contre le « délit d'entraide »

Plus de 80 associations appellent à manifester, lundi 15 avril à Paris, pour protester contre des dispositions visant, selon elles, à créer « un délit d'entraide et de solidarité ». Elles réclament le retrait du projet de loi Toubon relatif au terrorisme, auquel elles reprochent de durcir les « lois Pasqua » sur l'immigration. Ce texte, qui devrait être discuté en seconde lecture à l'Assemblée nationale jeudi 18 avril, introduit dans la législation antiterroriste la notion d'aide au séjour irrégulier d'un étranger.

Les associations jugent également « trop limité » l'engagement pris par le garde des sceaux de faire rectifier l'article 21 de l'ordonnance de 1945 sur les étrangers, afin d'exempter de poursuites pénales certains membres de la famille d'un étranger en situation irrégulière. Parmi les organisations figurent le MRAP, la Ligue des droits de l'homme, ATD-Quart monde, la Cimade, le DAL, le GISTI, le Syndicat de la magistrature, SOS-Racisme.

les autorités françaises : 1) à réaménager les « lois Pasqua » pour les rendre plus humaines et plus conformes aux conventions internationales sur les droits de la personne ; 2) à se montrer plus généreuses en ce qui concerne l'octroi de visas d'entrée pour les « gens du Sud » ; 3) à faire accélérer la procédure d'examen des dossiers des personnes détenues dans des centres de rétention et à veiller à en améliorer les conditions d'existence ; 4) à étudier la possibilité d'élaborer et de diffuser un programme d'enseignement des droits de l'homme.

Le ministère français des affaires étrangères s'est refusé à toute polémique avec l'auteur du rapport, se contentant d'« en prendre bonne note ». Vendredi 12 avril, le porte-parole du Quai d'Orsay, Jacques Rummelhardt, a seulement souligné que M. Gélé avait aussi « noté que, du côté du gouvernement et des organisations non gouvernementales, des mesures avaient été prises pour lutter contre le racisme ».

Isabelle Vichniev

Deux nouveaux centres
de la Croix-Rouge
expliquent le fermier

CORRESPONDANCE

Une lettre de la Banque d'Alger à l'Institut

Le 15 avril 1996, l'Institut de la Banque d'Alger a reçu une lettre de la Banque d'Alger, datée du 14 avril 1996, relative à la mise en œuvre de la loi n° 95-12 du 10 janvier 1995 relative à la lutte contre le terrorisme. Cette lettre, adressée à l'Institut de la Banque d'Alger, a pour objet de lui faire connaître les dispositions de la loi susvisée et de lui demander de lui faire connaître les mesures prises par la Banque d'Alger pour assurer l'application de cette loi. L'Institut de la Banque d'Alger a répondu à cette lettre le 15 avril 1996, en lui faisant connaître les mesures prises par la Banque d'Alger pour assurer l'application de la loi n° 95-12 du 10 janvier 1995 relative à la lutte contre le terrorisme.

vacine, M. Deperrois
é devant les assises

Deux nouveaux centres de la Croix-Rouge risquent de fermer

Usagers et médecins se mobilisent

DES USAGERS du centre de santé de la Croix-Rouge de Bagnollet (Seine-Saint-Denis) devaient manifester, lundi 15 avril, devant le siège de l'organisation humanitaire, place Henri-Dumont à Paris, pour empêcher la fermeture de leur établissement. Une centaine de personnes s'étaient déjà rassemblées le 14 février dernier. Mercredi 17 avril, les usagers du dispensaire Saint-Charles, au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), défileront également, animés de la même crainte.

Depuis 1986, la Croix-Rouge française a fermé huit centres médico-sociaux, au motif qu'ils perdaient de l'argent ou que des structures municipales similaires les rendaient superflus. Aujourd'hui, l'association humanitaire ne dispose plus que de onze « dispensaires » (deux en province, deux à Paris, trois dans les Hauts-de-Seine et quatre en Seine-Saint-Denis), où une clientèle locale, bénéficiant de la couverture sociale mais démunie, ne s'acquiesce que du « tiers-payant ».

A Bagnollet, le déficit cumulé du dispensaire a atteint, en 1994, 1,4 million de francs. Malgré une activité en hausse, l'année 1995 n'a guère permis à l'établissement de remonter la pente. Les praticiens du centre mettent en cause la gestion de l'actuelle direction. Alexandre Sactou, un médecin généraliste du dispensaire, s'est proposé, avec sa collègue Bénédicte Piletty, pour reprendre bénévolement la direction de la structure. « On nous a répondu que cela n'était pas possible », dit-il. Patrick Hermange, directeur général de la Croix-Rouge, assure pour sa part qu'« un groupe d'experts est en train d'examiner de près la crédibilité des propositions avancées ».

Au Blanc-Mesnil, pour résorber une partie des 800 000 francs de déficit, cinq praticiens se sont vu proposer une baisse de leurs rémunérations. Deux généralistes, Patricia Jollivet et René Gentils, ont voulu s'assurer au préalable de la pérennité de leur activité. En effet, les propriétaires des murs souhaitent les céder dès la fin du contrat d'occupation, qui expire à l'automne. Les deux médecins demandent que la direction de la Croix-Rouge dise rapidement si elle décide de se porter acquéreur; auquel cas l'établissement pourrait continuer à fonctionner.

Mercredi, le conseil d'administration de la Croix-Rouge se réunira pour décider des « orientations » à suivre sur ce dernier dossier.

« Parallèlement, sont prévues des réunions avec la mairie du Blanc-Mesnil, pour voir dans quelle mesure elle peut nous aider, sous forme de subvention d'investissement, par exemple », ajoute M. Hermange. Toutefois, pour la municipalité, officiellement « le centre n'est pas menacé ».

A la mairie (PCF) de Bagnollet, on estime que la Croix-Rouge doit « mailler sa chemise ». On trouve même « choquant » qu'une organisation humanitaire cherche à se désengager d'une structure déficiente, alors que « la population s'appauvrit de plus en plus ». Bagnollet et Le Blanc-Mesnil disposent déjà d'un centre de santé municipal, tous deux « débordés » et dont le budget s'avère difficile à équilibrer. Le financement provient en effet des caisses d'assurance-maladie, qui leur versent le montant des actes réalisés, sans prendre en compte le coût des charges de fonctionnement.

POTENTIALITÉS DE DÉCROIT

La Croix-Rouge se retranche derrière cet argument. Membre du Regroupement des organisations gestionnaires des centres de santé (RNOGCS), elle réclame une révision du mode de financement des centres médico-sociaux, « potentialités de déficit ». Cependant, l'association ne nie pas accorder désormais la priorité à la lutte contre l'exclusion et à l'action humanitaire internationale. « Les besoins ont évolué, estime Patrick Hermange; nous ne gardons que ce qui fonctionne bien et répond à un vrai besoin. Les assurés sociaux disposent de toute l'offre de soins qu'ils veulent. Le problème se pose désormais pour ceux qui ne connaissent pas leurs droits et qui ne viennent pas vers nous ».

En remplacement des dispensaires, la Croix-Rouge se satisferait de plus petites structures, subventionnées, fonctionnant avec des bénévoles. Cette nouvelle orientation est critiquée par les médecins du Blanc-Mesnil. « La Croix-Rouge ne fait plus du social, elle fait de la gestion », lâche le docteur Jollivet. Il espère que le centre Saint-Charles ne connaîtra pas le sort de celui de Levallois-Perret, fermé en 1992, ou de l'ancien dispensaire Charcot, dans le treizième arrondissement de Paris. Fermé en 1990, il est depuis six ans occupé par une poignée d'irréductibles qui accueillent bénévolement les patients ne pouvant avancer l'argent des soins.

Aude Dassonville

CORRESPONDANCE

Une lettre de la Banque Lazard Frères

A la suite de l'article publié dans Le Monde du 13 avril sous le titre « Perquisition à la Banque Lazard », nous avons reçu la lettre suivante :

En 1989, la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF), aux côtés de plus de trente grands investisseurs français et étrangers, dont Lazard Frères et Cie, a acquis des parts du FCPR Partenaires, dont l'objet est principalement d'effectuer des opérations de rachat d'entreprises avec effet de levier (LBO).

Après avoir opéré un certain nombre d'investissements, Fonds Partenaires a racheté, en janvier 1992, les activités de traitement de courrier de la société Alcatel Alsthom, constituant ainsi le groupe Neopost, leader français et numéro deux mondial de ce secteur. A cette occasion, la FNMF a directement investi dans cette société aux côtés de Fonds Partenaires et d'autres investisseurs. A ce double titre, la FNMF s'est vu appliquer le même traitement que tout autre porteur de parts de Fonds Partenaires ou investisseurs à ses côtés. Cette acquisition, qui constitue la plus grosse opération française de rachat d'entreprise avec effet de levier, a rencontré un plein succès industriel et financier.

Fin 1993, la FNMF ne s'est pas trouvée en mesure de respecter

ses engagements financiers à l'égard de Fonds Partenaires. Elle a de ce fait demandé que lui soit racheté son investissement dans le fonds. Ce qui a été fait par les autres porteurs de parts. A la suite d'une nouvelle défaillance de la FNMF concernant son investissement direct dans Neopost, elle a demandé, fin 1994, que lui soit racheté son investissement direct dans cette société. Ce qui a été accepté par les autres actionnaires.

La presse s'est fait l'écho d'une enquête sur des détournements de fonds dont la FNMF affirme avoir été victime entre 1989 et 1992. Dans le cadre de cette enquête, la brigade financière s'est rendue, le 10 avril, au siège de la société Fonds Partenaires Gestion, société de gestion du Fonds Partenaires et filiale de Lazard Frères et Cie, pour y recueillir des informations et documents en relation avec les opérations d'investissement effectuées par la FNMF dans Fonds Partenaires et la société Neopost en 1989 et 1992.

Les informations et documents demandés lui ont été fournis.

[Les modalités de l'enquête de la FNMF dans le capital de Fonds Partenaires Gestion sont examinées par la justice, qui aura à dire si oui ou non des irrégularités ont été commises. Le texte de la Banque Lazard confirme les informations publiées par « Le Monde ». H. G.]

La distribution d'iode près des centrales nucléaires est jugée insuffisante par la Cri-rad

Ces experts indépendants souhaitent que cette mesure soit étendue à l'ensemble de la population

L'annonce par Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé, que plusieurs milliers de Français vivant à proximité des centrales nucléaires vont

recevoir des comprimés d'iode a relancé la controverse sur la politique préventive qu'il convient de mettre en œuvre dans l'hypothèse

d'un accident nucléaire. Pour l'heure, le gouvernement ne souhaite pas distribuer d'iode à toute la population française.

DANS LES SEMAINES ou les mois qui viennent, plusieurs milliers – ou dizaines de milliers – de Français vivant à proximité des centrales nucléaires recevront, à leur domicile, des comprimés d'iode dit « stable ». Cette mesure, annoncée par Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé, jeudi 11 avril (Le Monde du 12 avril), relance la controverse sur la politique préventive qui doit être mise en œuvre dans l'hypothèse d'un accident nucléaire. La décision annoncée par M. Gaymard, au moment du dixième anniversaire de l'accident de Tchernobyl, laisse en suspens une série de questions d'ordre pratique.

Pourquoi de l'iode ? Cette substance est destinée à empêcher, en cas d'accident nucléaire, l'absorption par l'organisme de l'iode radioactif présent dans les émanations gazeuses. L'iode « stable » parvient en effet à saturer la glande thyroïde où l'iode radioactif ne peut plus se fixer. On prévient de la sorte l'apparition ultérieure des cancers de la thyroïde fréquemment observés, notamment chez les enfants, dans les populations exposées aux émanations radioactives. La question de la distribution de comprimés d'iode à des fins préventives est posée depuis le début de la

construction des centrales nucléaires. Elle n'avait jamais reçu, en France, de réponse claire, le dispositif français en la matière ayant longtemps été considéré par les autorités comme devant rester confidentiel. Les temps, donc, changent.

« L'accident de Tchernobyl constitue l'accident le plus grave imaginable pour un réacteur nucléaire par rapport aux populations exposées autour du site de l'installation. Cet accident apporte deux enseignements majeurs, peut-on lire dans le document rendu public le 11 avril par M. Gaymard. Le premier, c'est que seuls des plans particuliers d'intervention régulièrement testés et mis à jour au cours d'exercices répétés peuvent permettre de réduire au mieux les conséquences d'un accident d'envergure. Le second enseignement réside dans la flambée de cancers de la thyroïde, en particulier chez les enfants nés avant 1986 et peut-être aussi chez les adultes (mais les faits ressortent moins nettement). Ces cancers, qui sont apparus plus précocement que prévu, confirment tragiquement que le risque sanitaire principal d'un accident de ce type est représenté par le rejet d'isotopes radioactifs de l'iode. Ainsi se trouve de même coup confirmé le bien-fondé de la distribution précoce d'iode stable en pa-

reil cas. A cet égard, la distribution préalable d'iode stable auprès des populations situées à proximité immédiate des installations nucléaires s'avère indispensable et sera mise en œuvre prochainement en France. »

DIFFICULTÉS PRATIQUES

On souligne, dans l'entourage de M. Gaymard, que cette disposition sera mise en œuvre « selon des modalités sur lesquelles les services du secrétariat d'Etat à la santé travaillent en liaison directe avec la direction de la sécurité civile ». « Il s'agit de tout mettre en œuvre pour qu'en cas d'accident on ne reproduise pas ce qui s'est passé en Ukraine, où il a fallu quatre jours pour que de l'iode soit distribué, ce qui n'avait plus aucune utilité, confie-t-on. Depuis l'accident de Tchernobyl des stocks existaient dans les départements où se trouvent des installations nucléaires et nous pouvons distribuer très rapidement ces comprimés aux populations exposées. »

Certains spécialistes mettent en avant les difficultés pratiques de la future distribution de ces comprimés au domicile des personnes vivant dans un rayon de 5 ou 10 kilomètres. Ils font valoir que si cette distribution apparaît comme une mesure de bon sens, de nombreuses questions restent en sus-

pens (où mettre l'iode ? comment ne pas inquiéter les populations concernées ? à quel rythme renouveler ces distributions compte tenu de la faible durée de vie de cette substance ?) qui font que l'efficacité de l'opération n'est nullement garantie.

D'autres font déjà une lecture critique de cette mesure préventive. Ainsi, les responsables de la Commission de recherches et d'information indépendante sur la radioactivité (Cri-rad) estiment-ils que l'annonce de M. Gaymard est « l'aveu qu'un accident nucléaire est possible en France ». « C'est une évolution des mentalités, estiment-ils. Jusqu'à présent on estimait qu'un accident nucléaire n'était pas possible dans notre pays. Mais cette mesure est beaucoup trop restrictive. Les vents dominants ne s'arrêtent pas aux limites fixées par l'administration. » Les responsables de la Cri-rad estiment qu'il faudrait, comme en Suisse ou en Allemagne, organiser la distribution préventive de comprimés d'iode à l'ensemble de la population. Pour l'heure les autorités françaises ne semblent pas favorables à une telle mesure, celle-ci pouvant jeter un certain doute sur la fiabilité du parc nucléaire français.

Jean-Yves Nau

RHÔNE-POULENC INFORME SES ACTIONNAIRES

Compte-rendu d'Assemblée

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de Rhône-Poulenc S.A. s'est tenue le 10 avril 1996, en présence d'un millier de participants, avec un quorum de 38,6 %. Elle a adopté les 7 résolutions présentées.

PRINCIPALES RÉSOLUTIONS

• Approbation des comptes sociaux de l'exercice 1995 et de l'affectation du résultat - fixation du dividende.

• Imputation sur le poste « prime d'émission » du prix d'acquisition (F 9.705.150) de 924.300 certificats de droit de vote relatifs à 924.300 certificats d'investissement privilégiés reconstitués en actions privilégiées « B » en 1995 et rachetés en application des dispositions de l'article de la loi du 6 août 1986.

• Autorisation d'opérer en bourse sur les actions ordinaires « A » de la société pour en régulariser le cours.

DEUX PRIORITÉS : RENTABILITÉ ET DESENETTEMENT

Après des années de renforcement du portefeuille d'activités et d'efforts d'innovation, le Groupe s'est fixé deux priorités devant

Dividendes : détachement du coupon le 3 juin 1996

– par action ordinaire « A » : dividende de 3 F plus un avoir fiscal de 1,50 F, soit un revenu global de 4,50 F (+7,1 %).

– par action privilégiée « B » : dividende de 4,25 F plus un avoir fiscal de 2,125 F, soit un revenu global de 6,375 F.



Option de paiement du dividende en actions

Du 3 au 21 juin 1996, les titulaires d'actions ordinaires « A » et d'actions privilégiées « B » peuvent opter pour un paiement en actions ordinaires « A » sur la base d'un prix de 112 F par action émise.

contribuer à une meilleure valorisation du titre :

• Amélioration de la rentabilité qui se base sur la croissance interne et devrait profiter des efforts constants :

– d'innovation, avec la mise sur le marché de nombreux produits nouveaux ;

– de concentration et de consolidation du portefeuille d'activités ;

– de développement dans les zones à croissance rapide (Asie, Amérique du Sud).

• La réduction de l'endettement qui se fonde sur une amélioration des résultats et sur un programme de cessions d'activités non stratégiques de 10 milliards de francs sur 1996-1997, dont la moitié concerne la Santé.

Pour toute information complémentaire :

Relations Actionnaires,
Rhône-Poulenc,
25, quai Paul Doumer,
92408 Courbevoie cedex
Tél. (1) 47.68.00.97

N°VERT 06.40.53.43

Minitel
3616 CLIFF Rhône-Poulenc
Internet
<http://www.rhone-poulenc.com>

 RHÔNE-POULENC

Sous les ruines du Crédit foncier

LE Crédit foncier a toujours été une « entreprise efficace et rentable ». Cette phrase, extraite de la préface d'un livre paru à l'automne 1994 et retraçant l'histoire de la prestigieuse institution, est signée François Mitterrand. Il fallait un président de la République pour célébrer la fin du troisième et dernier mandat du gouverneur Georges Bonin, qui aura régné douze ans au 19 de la place Vendôme, dans le magnifique hôtel d'Evreux construit au XVIII^e siècle. L'autre hôtel d'Evreux, est d'ailleurs... l'Elysée.

Rentable ? L'institution devait avoir 150 ans au tournant du siècle. Las !, la célébration n'aura pas lieu. Les fonctionnaires du Trésor sont en train de rédiger les termes de son acte de décès avec une épithète qui pourrait être : Crédit foncier de France, né en 1852, mort en 1996, faute de soins. La maison qui fut étroitement mêlée à l'histoire de France, à l'évolution de son économie, se meurt. Ces dix dernières années lui auront été fatales.

C'est par un décret du 28 février 1852 que sont instituées les sociétés de crédit foncier. L'époque est aux idées saint-simoniennes. Le nouveau régime nourrit d'ambitieux projets de modernisation du pays, en particulier dans l'agriculture, qui occupe les trois quarts d'une population évaluée à près de 27 millions d'habitants. Louis Napoléon Bonaparte doit son éléction à la présidence de la II^e République, le 10 décembre 1848, au vote des campagnes et il veut apporter une solution au problème de l'endettement du monde rural. L'organisation du crédit foncier fait partie de ses priorités. La principale richesse d'alors, ce sont les terres. On va donc prêter en gageant ces dernières.

S'ouvre un premier âge d'or du Crédit foncier dont le premier gouverneur est le comte Charles de Germiny, ancien ministre des finances, receveur général du département de la Seine-Inférieure. Cette nomination sera la première d'une longue lignée d'inspecteurs des finances dont le Crédit foncier est resté le débouché naturel. Le « gouvernement » de l'institution, composé du gouverneur et des deux sous-gouverneurs, est nommé par l'Etat. Un secrétaire général y joue les maître Jacques.

Pendant cette période, le Crédit foncier financera les travaux du baron Haussmann, les écoles de Jules Ferry, puis, à partir de 1860, assurera celui des collectivités locales. Son patrimoine immobilier ne cessera de s'étendre. Il possède déjà la majeure partie de la place Vendôme. En 1917, il contribue au placement des emprunts de la défense nationale émis par les pouvoirs publics. Pendant la seconde guerre mondiale, son activité se réduit. Mais, dès 1945, il repart, au premier rang de l'effort de reconstruction du pays.

Le deuxième âge d'or débute en 1950, avec l'avènement du « tout-logement » et la mise en place des prêts bonifiés, système qui traversera tranquillement les différentes présidences du conseil. L'institution s'écrit alors une vaste population de « vendeurs assis ». Quand on distribue des subventions, pas besoin de s'installer à chaque carrefour. Le personnel est recruté par concours d'entrée comme à la Banque de France et bénéficie d'un statut encore plus avantageux.

Au fil des ans, le Crédit foncier développe une vie parallèle. Les employés se marient entre eux, acquièrent leur logement grâce aux prêts du Crédit foncier, y placent leurs économies. Ce monde autogéré s'auto-reproduit dans le confort des avantages acquis, sur le modèle d'une très riche administration. Au Crédit foncier, Courteline n'est pas mort. Les chefs de service sont tous rémunérés de la même façon, qu'ils soient prestataires du courrier ou du commercial. Les intitulés des services et des fonctions sont inspirés de ceux de leur autorité de tutelle.



Etroitement mêlée à l'Histoire de France, l'institution avait financé les travaux d'Haussmann, les écoles de Jules Ferry et les collectivités locales. La fin de l'encadrement du crédit et des aides au logement a précipité sa perte

Le personnel est promu à l'ancienneté. La maison est totalement protégée par la rente de situation que lui verse l'Etat. Elle vit convenablement sans grand effort.

Au sommet les membres du « gouvernement » viennent tout droit du pouvoir politique et continuent de le fréquenter. Le gouverneur, figure patrimoniale, presque vénérée, évolue dans un espace luxueux et aseptisé et ne se « commet » pas. Roger Goetz est nommé gouverneur en 1967 et le restera dix ans. Avant d'entrer comme sous-gouverneur en 1957, il a travaillé aux côtés de Pierre Mendès France en 1944, est devenu directeur du budget puis a intégré le cabinet du général de Gaulle, dont il était un des proches. Lui succède Robert Blot, qui, inspecteur des finances également, a suivi Edgar Faure comme directeur de cabinet au gré des maroquins qui sont confiés à ce dernier de 1949 à 1955.

PROMU directeur général des impôts, il entre en 1961 dans l'auguste maison comme sous-gouverneur puis devient gouverneur en 1978. Max Laxan, un autre intime du Général, prend possession ensuite du « cabinet » du gouverneur. C'est aussi un habitué des allées du pouvoir : collaborateur de Giscard d'Estaing (lorsque celui-ci était secrétaire d'Etat aux finances), puis directeur général des impôts de 1961 à 1967.

A l'issue de leurs mandats, tous vont continuer de siéger au

conseil d'administration de ce qui est considéré comme l'un des plus beaux « fromages » de la République. La plupart des titulaires sont tombés dans l'oubli. La maison n'est pas propice aux ambitions tapageuses. La carrière de chacun roulotte paisiblement : bon salaire, bonne retraite, protection maximale et, en prime, les ors et les lambris de la République.

Jusqu'aux années 70, un dévoué gris se rend chaque semaine des bureaux gris du ministère des finances jusqu'aux somptueux bureaux du Crédit foncier de France. C'est le chef du bureau B 3, responsable du financement du logement au Trésor. C'est lui qui distribue lors du comité de crédit hebdomadaire la garantie de l'Etat. C'est lui qui transmet les consignes du gouvernement, décide du nombre de prêts consentis et du montant de la bonification, donc la marge qui revient au CFF. C'est lui le vrai patron.

Le cours de cette vie paisible est troublé en 1977 avec la fin de l'encadrement du crédit. Cette décision donne le signal de la concurrence entre les banques. La « désintermédiation bancaire », c'est-à-dire la possibilité donnée aux entreprises de faire appel aux marchés sans passer par des établissements financiers, accentue les rivalités. Confinées dans un marché de plus en plus étroit, les banques cherchent de nouveaux débouchés et se lancent dans les crédits logements, empiétant sans

vergogne sur les terres jusque-là méthodiquement labourées par le CFF. C'est dans cet environnement moins protégé que, le 26 mai 1982, Georges Bonin prend possession du célèbre « cabinet », avec « sa cheminée de style Empire aux bronzes incrustés, ses magnifiques dessus de porte ornés de toiles peintes aux motifs floraux, sa frise dorée, ses sculptures d'angle, son plafond peint ». Il a quitté l'ad-

ministration à trente-cinq ans, juste après avoir fait sa « tournée » d'inspection, pour rejoindre le groupe immobilière construction de Paris (SICP). En 1976, il devient directeur général du Crédit foncier, dans lequel le Crédit foncier a une forte participation. Puis rentre tout naturellement au CFF, comme sous-gouverneur. Il a pour lui une expérience certaine des financements du logement.

Proche de François Mitterrand, il bénéficie aussi de solides appuis à l'intérieur de la maison grâce à un personnage qui aura un rôle central pendant ses trois mandats : Marcel Gontard, inspecteur des impôts, recruté par l'ancien

gouverneur Blot. Maçon notable et socialiste convaincu, M. Gontard est nommé par Georges Bonin au poste stratégique de secrétaire général. Jusqu'alors, cette fonction est dévolue à un fonctionnaire en fin de carrière. Laurent Fabius a beau faire pression pour caser un membre de son cabinet, Georges Bonin décide de privilégier cette promotion interne. Il lui doit, dit-on, son poste.

Pour beaucoup d'observateurs, Marcel Gontard sera jusqu'en 1989 « le Mazarin » du gouvernement. L'année 1989 est également celle d'un discours mémorable lorsque, par une fin d'après-midi d'octobre, Pierre Bérégovoy a décidé de reprendre une vieille antienne du Trésor. Devant le gratin de la finance rassemblé boulevard Sébastopol, au siège d'une des filiales du CFF, le ministre des finances annonce de façon solennelle... la fin programmée des aides publiques au logement.

L'histoire du Crédit foncier bascule. Privée par Pierre Bérégovoy de sa nourriture séculaire, la

vieille maison va entreprendre de se diversifier. Hélas, « le cœur de ce type d'institution est un bloc. Si on veut développer de nouveaux métiers, on ne peut pas partir de l'intérieur. Il faut passer par la périphérie. Les filiales qui sont alors créées ne valent que la valeur des barons qui s'en occupent », observe un actionnaire. Deux d'entre eux choisis par Georges Bonin héritent de « fiets sur mesure » : Marcel Gontard, qui obtient la présidence d'immobilière foncière Madeleine, le pôle immobilier du groupe ; Patrice Chevallier, ancien chef du bureau B 3, proche de Paul Quilès, dont il est le directeur de cabinet après avoir travaillé avec Roger Quilliot, qui hérite de la Compagnie foncière de crédit, chargée de la promotion et des marchands de biens.

Les deux barons vont se lancer sans guère de contrôle dans des opérations qui s'avèreront désastreuses. Le retour au marché immobilier s'amorce et se transforme en crise majeure. Pourquoi le gouverneur Bonin, « qui n'a rien d'un aventurier », « a-t-il laissé faire ? Mystère. « Le Crédit foncier n'a pas été une bonne mère porteuse », se contente-t-il de dire. Ils ont joué Main basse sur la ville, déclare d'un air narquois un proche du CFF.

ET puis le sort s'en mêle : l'opération de la ZAC de Bercy - le fameux Zeus -, où l'on retrouve tous les grands noms de la place, se transforme en gouffre. Pris dans le collimateur de quelques écologistes scandalisés par l'abattage d'une quinzaine d'arbres sur le site prévu, le chantier est retardé de deux ans.

Pas de comptes consolidés pour les 170 filiales qui se sont développées à la fin des années 80. Tableaux de bord rudimentaires destinés à suivre essentiellement l'évolution des frais généraux. Prises de décisions souvent discrétionnaires. Conseils d'administration formels et mondains. Y siègent les anciens gouverneurs, des représentants de l'Etat et quelques figures du monde financier. On s'y raconte son dernier « coup ». La maison fonctionne sans aucune corde de rappel.

Le Crédit foncier entame une lente descente aux enfers. Personne ne semble s'en apercevoir. Puis le coup de grâce est porté un jour de septembre 1995. Sans préavis, le gouvernement juppé annonce la fin des prêts aidés au logement (le PAP) et leur remplacement par le prêt « à taux zéro », que toutes les banques peuvent distribuer. Le Crédit foncier a perdu tout rôle particulier. Brutale-ment, la longue hume de miel avec l'Etat se termine. Le « gouvernement » de l'institution n'y peut rien.

Empêtré dans des luttes d'influence contradictoires, le Trésor tutélaire est sans plan de rechange. Faire disparaître purement et simplement le Crédit foncier ? Impossible. Deuxième emprunteur après l'Etat sur le marché obligataire avec 270 milliards de francs éparpillés dans le monde, sa disparition ébranlerait l'ensemble de la place. Vendre ? Mais qui prendrait en charge les milliards nécessaires pour renflouer l'institution banalisée ? Séparer les activités immobilières « compromises » du portefeuille des PAP dont la gestion continue de devoir être assurée ? Bercy cherche la solution miracle.

Le ministère des finances a jusqu'au 29 avril, jour du conseil d'administration, pour trouver une réponse. Trois mille cinq cents emplois sont en jeu.

Georges Bonin, lui, a bouclé la boucle. Il est retourné dans la société de ses débuts, la SICP, maison mère de la société de promotion immobilière Sofap-Helvin, et en assure la présidence. Il avait fait racheter fin 1993 par le Crédit foncier. Lorsqu'il a annoncé ce renforcement dans l'immobilier à un moment où personne ne pouvait plus ignorer l'effondrement du marché, « le conseil n'a pas motif », se souvient un de ses membres.

Babette Stern
Dessin : Tudor Barjot

Les raisons d'une folie

A

À l'heure de
OU C'EST
Avec :

À l'heure de
OU C'EST
Avec :

**POUR QUE LA CHINE
S'ouvre**
A l'heure de
OU C'EST
Avec :

Crédit foncier



E



ce, l'institution s'écoles de Jules à l'encadrement écipité sa perte

Le Crédit foncier de France, l'institution qui a financé pendant des décennies le logement social en France, a vu sa mission s'effriter. L'État, qui en était le garant, a décidé de le privatiser. Cette décision a été accueillie avec une certaine hostilité par les syndicats et les associations de locataires, qui craignent une dégradation des conditions de logement. Le Crédit foncier de France, qui a financé pendant des décennies le logement social en France, a vu sa mission s'effriter. L'État, qui en était le garant, a décidé de le privatiser. Cette décision a été accueillie avec une certaine hostilité par les syndicats et les associations de locataires, qui craignent une dégradation des conditions de logement.

rien entre eux,
ment grâce aux prêts
placent leurs économies.
L'auto-reproduit
avantages acquis

Le Crédit foncier de France, l'institution qui a financé pendant des décennies le logement social en France, a vu sa mission s'effriter. L'État, qui en était le garant, a décidé de le privatiser. Cette décision a été accueillie avec une certaine hostilité par les syndicats et les associations de locataires, qui craignent une dégradation des conditions de logement. Le Crédit foncier de France, qui a financé pendant des décennies le logement social en France, a vu sa mission s'effriter. L'État, qui en était le garant, a décidé de le privatiser. Cette décision a été accueillie avec une certaine hostilité par les syndicats et les associations de locataires, qui craignent une dégradation des conditions de logement.

Les raisons d'une folie

par Michel Beaud

AUJOURD'HUI, la « maladie de la vache folle » et ses conséquences, sur la santé humaine. Hier, le sang contaminé. Avant-hier, la maladie de Minamata. Demain, d'autres maux ou menaces aux frontières imprécises, dont nous avons déjà semé les germes, parfois avec les meilleures intentions (CFC, chlorofluorocarbures, amiante), parfois par facilité mercantile (rejets et pollutions chimiques), par sous-estimation de nos limites (nucléaire) ou par entraînement dans une modernisation à courte vue (effet de serre).

Et puis ce seront encore d'autres menaces : nées d'usages non maîtrisés du génie génétique ou d'autres novations dont nous aurons hâte la mise en œuvre, sans prendre le temps d'en évaluer l'ensemble des retombées.

Est-il permis de parler de tout cela sans se faire accuser d'anti-scientisme rétrograde ? Est-il possible de réfléchir sur les causes communes de ces « pandémies des temps nouveaux », pour tenter de les endiguer avant qu'elles ne provoquent de puissants et dangereux déferlements d'angoisse collective ? Car elles ont des origines communes : chacune d'entre elles naît d'un « mégasystème technologique », axé sur une finalité socioéconomique, dominé par un segment de la technoscience, piloté par quelques oligopoles techno-industriels mus par les deux logiques fondamentales du pouvoir et de l'argent : le marché permettant d'assurer la souplesse et les adaptations nécessaires, notamment dans les relations avec le consommateur final.

Aller contre la nature ou coévoluer avec elle

La technoscience apporte une réponse à un problème du temps : pour produire plus de viande et à un moindre coût, substituer à l'élevage et aux fourrages traditionnels des farines justement dosées – fussent-elles produites à partir de cadavres d'animaux.

Quelques oligopoles la mettent en œuvre, proposent – imposent – aux éleveurs nouveaux équipements et nouvelle alimentation du bétail. Très vite se constitue un « méga système technologique » qui va intégrer toute une chaîne d'acteurs : éleveurs, abattoirs, producteurs de viande de boucherie (et de ses déchets) à un bout ; concepteurs-réalisateurs d'installations d'élevage industriel, vétérinaires, éleveurs à l'autre.

Pris dans la double contrainte de ne pas gêner l'activité (le progrès, l'emploi) et de respecter le marché, les administrations, nationales ou européennes, laissent faire dans le cadre de normes plus précises ici, plus laxistes là.

Et lorsque le problème éclate, c'est l'ensemble d'un système qui

est mis en cause. Les frontières ne sont pas nationales. Elles passent entre deux conceptions de la modernité : celle qui s'asservit la nature jusqu'à aller contre elle, et celle qui recherche une coopération et une coévolution avec elle.

Il appartient aux générations du XXI^e siècle de nouer et de tracer la voie. Considérant l'immense apport des humanismes qui se sont épanouis dans les vingt-cinq derniers siècles, nous pensons qu'il existe bien des voies périlleuses, parmi lesquelles le fatalisme, le catastrophisme et la fuite en avant « scientotechnologique ».

Il n'est pas temps de proposer « la » solution ; mais il est possible de préconiser quelques pistes qui peuvent contribuer soit à la préparation, soit à en sauvegarder la possibilité :

- face à l'irresponsabilité qui naît du couple marché/mégasystème technologique, instaurer de nouvelles responsabilités pluri-décennales pour les dirigeants qui auront occupé des postes de responsabilité (politique, administrative, industrielle, technique et scientifique) et qui auront été à l'origine des « pandémies technologiques » ou d'autres désastres environnementaux à venir ;

- face à l'extension des « méga-systèmes technologiques », favoriser, chaque fois que possible, des solutions plus décentralisées, locales, où puisse resnaître une proximité des producteurs et des consommateurs ;

- mettre un terme aux absurdes processus destructeurs des biens essentiels : sols, eaux, équilibres du vivant et équilibres de la planète, car les détruire aujourd'hui, c'est accroître les risques que, pour y suppléer, s'imposent demain de nouveaux « méga-systèmes technologiques », qui provoqueront après-demain de nouveaux désastres ;

- soumettre tous les « méga-systèmes technologiques » existants à des formes démocratiques de surveillance, à inventer, cas par cas, tant sont les plus souvent désaimées, en face d'eux, les instances démocratiques traditionnelles, locales, nationales ou internationales ;

- appeler la collectivité scientifique dans son ensemble à s'engager dans la voie ouverte par un petit nombre de ses membres : assumer, d'une manière explicite et claire pour les non-scientifiques, le fait qu'elle contribue, *volens nolens*, d'une manière croissante, non seulement à la production des marchandises, mais à la reproduction de l'humain, des sociétés humaines et de l'ensemble de notre planète ;

- face à la culture de l'urgence et du court terme, développer une culture de la patience et de la vision longue ; et ne s'engager à large échelle sur les nouvelles voies « sciento-technologiques » qu'après avoir sérieusement vérifié leur acceptabilité et leur innocuité.

Michel Beaud est économiste, professeur à l'université Paris-VII.

pourrait. Le conseiller a ouvert, avec prudence, quelques espoirs d'évolutions positives. Ces évolutions porteraient en particulier sur les droits des enfants et des droits de la défense des justiciables. La délégation a décidé de respecter la confidentialité souhaitée en précisant sa volonté de vérifier régulièrement si la méthode choisie par le président et le gouvernement porte ses fruits.

En conclusion notre délégation est revenue sur deux questions majeures : la nécessité d'une expression publique des autorités françaises sur les droits de l'homme en Chine afin d'envoyer aux opinions publiques des deux pays des messages clairs et la nécessité de la réaffirmation par la France que la prise en compte des particularismes chinois ne devait, en aucun cas, masquer l'attachement de la France au caractère universel des droits de l'homme.

Enfin proposition a été faite, et acceptée de part et d'autre, d'organiser de nouvelles rencontres pour suivre l'évolution de ce dossier. Pierre-Henri Cros, Olivier Duhamel, Jacques Lévy, Claude Llabres, Antoine Spire, Gaston Viens.

Le conseiller diplomatique du président nous a ensuite donné une série d'informations dont il a souhaité la confidentialité. Ces informations portent sur des points du dialogue engagé à Bangkok entre Jacques Chirac et Li Peng. Dialogue qui se

Armement : les mirages du « tout-libéral »

par Jean-Paul Hébert

LES ORIENTATIONS nouvelles de la politique de défense telles que le président de la République les a présentées ont légitimement suscité un certain nombre d'interrogations quant à la logique « expéditionnaire » qui inspire la priorité donnée à la projection de forces et à la « privatisation » du service national. En revanche, les choix relatifs à l'industrie d'armement, donc à la politique d'armement, sont restés dans l'ombre. Est-ce à dire que ces choix sont indiscutables ?

Les difficultés actuelles sont en gestation depuis le milieu des années 80. C'est en 1982 que, d'après le ministère de la défense, les emplois directs dans l'armement sont passés par un sommet de 310 000 personnes. Depuis, la décroissance est continue. En 1996, ces emplois sont passés sous le seuil des 200 000.

La mutation qu'est en train de subir l'industrie française d'armement est beaucoup plus radicale qu'une simple contraction conjoncturelle des marchés. Nous sommes en train d'assister à un bouleversement d'ensemble du système français de production d'armement.

Ce système dont l'équilibre s'était forgé dans les années d'après-guerre reposait sur un certain nombre de « compromis institutionnalisés », pour reprendre l'analyse de Robert Delorme et Christine André à propos des dépenses publiques françaises : compromis politique avec les forces de gauche, spécialement le Parti communiste, dont la puissance ne pouvait être ignorée, et avec les forces de droite dont une partie n'a jamais cessé d'être fascinée par l'atlantisme ; compromis stratégique pour régler le débat entre les partisans de la force de dissuasion nucléaire et ceux de la focalisation sur les guerres d'outre-mer conduisant à privilégier les armements classiques ; compromis industriels pour assigner des « territoires » à chacune des firmes et favoriser l'émergence de « champions nationaux » par segments de production ; compromis européens pour faire coexister une ouverture européenne très vite mise en œuvre à travers la CECA et la dimension nationale de la production d'armement ; compromis social de type fordiste, favorisé par le rythme de croissance économique des « trente glorieuses ».

La gestion de ces contradictions par le pouvoir politique s'est organisée dans un système basé sur le triangle : pouvoir politique, délégation générale pour l'armement et firmes. Le fonctionnement de ce système ressortissait plus à une régulation administrative qu'à une régulation concurrentielle.

La compétence technique de la DGA, sa pérennité, ses moyens de contrôle, fondaient la cohérence du système et garantissaient au pouvoir politique une maîtrise globale. Les industriels y trouvaient leur compte par les marges assurées dont ils bénéficiaient. Le système était techniquement défini par l'existence de la DGA, stratégiquement par la priorité du nucléaire, politiquement par l'omniprésence de l'État, contrôleur, client, producteur et dispensateur des crédits.

L'ensemble de cette architecture vacille aujourd'hui. L'efficacité de ce système s'étant peu à peu grippée. En témoigne la dérive des prix des matériels d'armement, devenue aujourd'hui insupportable. Le coût de revient d'un char Leclerc est celui d'un bombardier stratégique d'il y a une génération. Pour le coût de quatre avions de surveillance Atlantique-2 on pouvait avoir il y a vingt ans un SNLE...

La non-maîtrise de cette dérive ne tient pas seulement à la « culture de la performance technologique » des ingénieurs. Elle est tirée de l'extérieur par les formes de la course à la qualité imposée dans le domaine des armements par le producteur mondial dominant qu'est toujours été les États-Unis. Elle a été permise aussi par le désintérêt qu'a porté le pouvoir politique en France aux conditions économiques de réalisation des programmes d'armement classiques. Ni les gouvernements successifs ni les Assemblées n'ont véritablement exercé leur rôle de tutelle politique de la DGA. Ce

« vide » laissant en tête à tête la DGA et les firmes a empêché que s'exerce une contrainte suffisante à la maîtrise des coûts. Il en résulte le blocage d'aujourd'hui.

Le monde a changé et la disparition du face-à-face nucléaire bipolaire rend aujourd'hui le nucléaire discutable tant dans son importance que dans ses formes. Or la priorité au nucléaire entraînerait également la déflation des priorités quant aux programmes classiques. C'est donc l'ensemble de cet ordonnancement qui redevient objet de débat, et donc objet de stratégies entre les firmes pour se placer au mieux en fonction de ce que sera la nouvelle donne de la politique d'armement.

La priorité donnée aux dépenses d'équipement par rapport aux dépenses de fonctionnement est inversée. Le rapport des firmes à l'État change substantiellement. Dans le fonctionnement classique

progrès civils. La priorité fondamentale doit être la diminution du coût des programmes. Le programme Rafale, sur la base des données publiées dans les rapports parlementaires et qui date déjà de 1994, peut être estimé à plus de 280 milliards de francs courants (et non pas 200, comme cela s'écrit si souvent). C'est l'exemple le plus visible parce que le plus énorme, mais les autres programmes ont subi des progressions de coûts semblables. Ce mouvement de hausse est tout simplement en train de rendre impossible l'approvisionnement en moyens de défense. Il faut donc l'inverser.

La DGA a commencé une telle inversion, avec une série de mesures dont certaines ont rencontré une hostilité marquée de plusieurs sociétés. Sans doute n'aurait-il pas été inopportun de soutenir publiquement cette orientation. A

de l'électronique de défense, dont on sait l'importance stratégique majeure aujourd'hui, qui va basculer du secteur public au secteur privé. En privatisant Thomson, le gouvernement va se priver d'une capacité d'orientation de ce secteur.

C'est dans le même sens que va la décision de constituer un grand pôle aéronautique en rapprochant Dassault aviation et Aérospatiale. Ce rapprochement est évidemment de nature à faciliter la réalisation d'accords européens, souvent ralentis, entre autres, par des concurrences franco-françaises. Ces accords sont nécessaires, face à la volonté d'hégémonie américaine. Ils ne seront possibles que si la constitution du pôle aéronautique français évite la tentation de l'affrontement national avec nos partenaires allemands et britanniques. Il est clair que ce rapprochement est lui aussi inscrit dans une logique de privatisation du « pôle aéronautique ».

Après l'électronique de défense, c'est donc l'aéronautique et le spatial qui verraient leur centre de gravité passer du public au privé. Un désengagement aussi massif de l'État est-il justifié ? Ne devrait-il pas être débattu largement ?

La privatisation à tout va de l'industrie d'armement risque fort de conduire à une démission politique dans un domaine qui, par excellence, ne peut dépendre de la seule logique des intérêts privés. Le système français de production d'armement a besoin d'une rénovation fondamentale. Il ne peut plus tout produire tout seul, ni soutenir toutes les firmes, quels que soient les coûts. Mais le décalage n'est pas insurmontable. Cette lecture pourrait être renforcée par les décisions industrielles annoncées. La privatisation de Thomson paraît en effet plus dictée par une conception libérale de l'économie que véritablement par une perspective de politique d'armement.

Le seul avantage que puisse procurer cette privatisation à l'État sera de le décharger dans l'avenir de la capitalisation du groupe. Mais cet avantage n'est pas immédiat, car, avant de privatiser, il faudra vraisemblablement recapitaliser. En tout cas, avec cette privatisation, c'est tout le centre de gravité

Jean-Paul Hébert est membre du Groupe de sociologie de la défense (École des hautes études en sciences sociales).

Les nouveaux amateurs de Bourgogne



Retrouvez
le temps de vivre

Quelques jours en bateau

Bienvenue à bord ! en famille ou entre amis, pour une semaine ou un week-end, les nouveaux amateurs partent en embaire sur près de 1.200 kilomètres de rivières et de canaux.

Certainement la meilleure manière de découvrir la Bourgogne côté jardin, au rythme du courant paisible de la Saône, de la Seille ou de l'Yonne, du Canal du Nivernais, du Canal de Bourgogne ou du Canal du Centre. A deux pas de Paris ou de Lyon, à l'écart de la foule, devenez capitaine d'un bateau confortable. Pour larguer les amarres, un simple appel suffit.

LA BOURGOGNE

Tél. : (03) 80 42 23 42 / Fax : (03) 80 42 23 41



Simone Veil, ancien ministre des affaires sociales

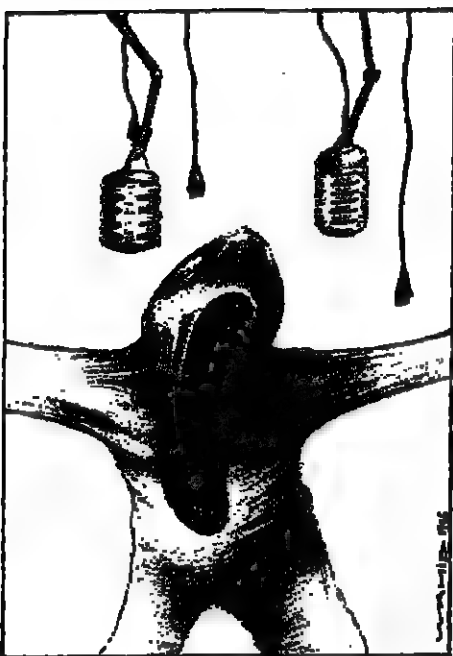
Il faut sanctionner les pays qui violent les droits de l'homme

L'ancienne présidente du Parlement européen s'étonne que le gouvernement français ait « déroulé le tapis rouge » pour le premier ministre chinois. Elle souligne l'importance de la symbolique dans les relations internationales

SIMONE VEIL était l'invitée, dimanche 14 avril, sur France-Culture, du « Rendez-vous des politiques », émission mensuelle organisée en association avec *Le Monde*, avec la participation d'Alain Finkelkraut, philosophe, Michel Winock, historien, et Alain-Gérard Slama, chroniqueur, historien des idées.

« LE MONDE ». — Avant de recevoir le premier ministre chinois Li Peng, Jacques Chirac a soutenu, dans un discours prononcé au Calre, que la fidélité de la France aux droits de l'homme ne doit pas empêcher de reconnaître que « ces valeurs peuvent s'exprimer sous des formes différentes », cautionnant ainsi la position de Pékin, qui refuse la démocratie au nom de « conceptions différentes » des droits de l'homme selon les pays. Que pensez-vous de cette apparente négation de l'universalisme des droits de l'homme ?

— Il faut distinguer deux questions : celle de la visite de Li Peng, qui soulève, à travers ce cas d'espèce, le problème des relations entre les pays démocratiques et ceux — la grande majorité — qui violent les droits de l'homme ; et celle qui pose la phrase de Jacques Chirac, qui paraît s'appliquer non seulement à la Chine, mais aussi à l'Égypte, et peut-être à la présence syrienne au Liban. Sur ce second



« Il faut rappeler qu'il existe une Déclaration universelle, dont on a fêté l'an dernier le cinquantième et que tous les pays du monde ont ratifiée »

point, je suis étonnée, et même choquée, par cette position relativiste. Autant on peut comprendre que, sur certaines questions — par exemple, celles de l'excision ou de l'avortement — on accepte, tout en prenant en compte le malheur des femmes, les valeurs culturelles des différents pays, comme l'a fait la Conférence du Caire sur la population il y a deux ans, autant, sur les droits de l'homme, il faut rappeler qu'il existe une Déclaration universelle, dont on a fêté l'an dernier le cinquantième, et que tous les pays du monde ont ratifiée. Je sais bien qu'il y a beaucoup d'hypocrisie à ce sujet et qu'un très grand nombre de pays signataires n'appliquent pas ces droits, mais au moins prétendent-ils le faire. Ils ne disent pas que ceux-ci sont sans valeur. Il faut donc continuer à exercer une pression sur ces pays, voire les soumettre à des sanctions, dont on a vu, en Afrique du Sud, qu'elles pouvaient être efficaces dès lors que tous les pays se mettaient d'accord pour les mettre en œuvre.

— On s'est longtemps accommodé des violations des droits de l'homme en Union soviétique, à l'égard desquelles l'Occident s'est montré prudent et même — le mot est faible — timoré. Il faut se souvenir de la guerre en Afghanistan et de la position prise par la France à l'égard du boycottage des Jeux olympiques de Moscou. On a évacué le problème en se disant que l'équilibre international était à ce prix et qu'il fallait maintenir la paix, fût-ce au mépris des libertés.

— La situation de la Chine n'est pas meilleure que l'était celle de l'URSS, même s'il y a moins de gens dans les camps en proportion de la population ; mais il y en a beaucoup, et ils y sont simplement parce qu'ils refusent de suivre la ligne. Il y a eu Tiananmen, il y a l'exploitation des enfants, la situation du Tibet, et surtout un durcissement du système.

— ALAIN FINKELKRAUT. — Vous venez de rappeler, à propos de l'Union soviétique, la période de la guerre froide. N'y a-t-il pas aujourd'hui un autre risque, celui de l'angélisme ? Si on refuse de juger les responsables au seul nom de la morale de conviction, que peut-on faire, par exemple, pour le Tibet, qui est aujourd'hui un pays colonisé ?

— Depuis la seconde guerre mondiale, on a vu des gens prendre parti pour les droits de l'homme, mais en choisissant leur camp. Les uns dénonçaient l'oppression en Amérique latine, mais s'accommodaient de ce qui se passait à Cuba ou en Europe de l'Est, les autres adoptaient l'attitude inverse. Pour ma part, je me suis efforcée de dénoncer les atteintes

guer la diplomatie officielle et l'action d'autres organismes, comme Amnesty International ou comme les Parlements, qui ne sont pas tenus par les mêmes contraintes diplomatiques ou par les mêmes réalités économiques et qui peuvent jouer un rôle très important. Le Congrès américain, le Parlement européen, le Conseil de l'Europe ont montré l'exemple. C'est pourquoi l'attitude conciliante du Conseil de l'Europe à l'égard de la Russie, malgré les événements de Tchétchénie n'a beaucoup chagriné : en l'occurrence, il s'est comporté comme un exécutif, ce qui est d'autant plus choquant que le respect de la démocratie est fondamentalement une des conditions de l'adhésion à cette institution. Enfin, il y a les initiatives officieuses. Beaucoup de ces individus sont régés sans que personne ne le sache. En agissant avec discrétion, on peut être tout aussi efficace que des organismes qui font beaucoup de bruit, parce qu'on évite à certains pays de perdre la face.

— Pour le Tibet, qui est, comme vous l'avez dit, un pays colonisé, je pense que c'est aux Nations unies d'intervenir en application de leur programme de décolonisation ; mais il est vrai qu'on est toujours beaucoup plus rigoureux à l'égard des petits pays qu'à l'égard des grands et qu'on s'attache plus facilement à la Birmanie qu'à la Chine ou à la Russie.

MICHEL WINOCK. — Vous proposez une sorte de division du travail : un pouvoir exécutif d'assumer l'indispensable réalisme politique, aux Parlements, aux associations et aux autres organismes de défendre les droits de l'homme. Mais le pouvoir exécutif lui-même ne doit-il pas respecter certains

seuils, certains interdits ? Je pense à des actes symboliques, comme de donner un baiser à Fidel Castro.

— Ou une poignée de mains à Pol Pot, ainsi que l'a fait Claude Cheysson. Dans les relations internationales, je crois en effet que la symbolique est essentielle et que les conditions dans lesquelles on reçoit un premier ministre, le lieu où on le reçoit, les personnalités qui le reçoivent ne sont pas négligeables. Dans le cas de Li Peng, il semble bien qu'on ait déroulé le tapis rouge. Peut-être l'aurait-il exigé lui-même pour venir. Il faut donc faire très attention à la manière dont on peut être utilisé, dont on peut donner un poids supplémentaire à certains dirigeants — comme on le fait en Russie à l'égard de M. Eltsine, sans doute avec raison, parce qu'il vaut mieux qu'il soit dû plutôt que M. Jirnovski — et, à l'inverse, désespérer les opposants. Il y a un équilibre difficile à tenir, parce que, en même temps, si on n'entretient aucune relation avec la Chine, elle n'évolue jamais.

ALAIN-GÉRARD SLAMA. — Si l'on rapproche les déclarations de Jacques Chirac citées au début de notre entretien de celles qu'il a faites à propos de Vichy où il évoquait la « communauté des Juifs de France » et de ses références à la France « fille aînée de l'Église », ne peut-on y lire une rupture avec l'indivisibilité universaliste républicain et la défense d'un certain communautarisme ?

— De ces deux dernières références, celle qui concerne la communauté juive me choque beaucoup, l'autre moins. Je n'ai pas le sentiment d'un retour vers le communautarisme. Cette tendance a été très forte dans les an-

nées 70, avec l'accent mis sur les langues régionales, la volonté d'accepter toutes les différences. Aujourd'hui, au contraire, on n'a jamais autant parlé du pacte républicain. Ce qu'exprime Jacques Chirac, c'est plutôt une volonté de reconnaître les cultures. Il a beaucoup voyagé, s'est beaucoup intéressé aux cultures asiatiques ainsi qu'aux cultures dites « primitives ». Il entend montrer qu'il n'a pas de mépris pour les autres cultures, qu'il ne considère pas la culture occidentale comme supérieure, qu'il respecte en particulier la vieille civilisation chinoise. Là où il est allé trop loin, c'est en passant de la notion de culture à celle de droits de l'homme.

« LE MONDE ». — Pour les petits pays de l'ex-Yougoslavie qui sortent de la guerre, l'accession à la démocratie est très difficile : passer de l'Union sacrée à cette dissolution de l'unité dans la pluralité que représente partout la démocratie n'est pas chose aisée. Pensez-vous que le Conseil de l'Europe ou d'autres instances de l'Union européenne pourront exercer les pressions nécessaires pour favoriser cette évolution ?

— Je ne suis pas très optimiste pour l'avenir de l'ex-Yougoslavie. Mais ce qui est sûr, c'est que la démocratie est la condition principale du progrès. On peut regretter de n'avoir pas mis en place, avant de reconnaître l'indépendance de ces pays, des mécanismes pour protéger les minorités. Si l'intégration européenne fonctionne aujourd'hui, c'est parce que les pays membres respectent une charte, la convention européenne des droits de l'homme, qui a permis de régler démocratiquement les problèmes de minorités. Mais la démocratie n'existe dans aucun des pays de l'ex-Yougoslavie. Comment la favoriser ? C'est notamment la responsabilité de ceux qui sont sur le terrain. Si les Américains et les Européens parlaient, comme ils le disent, avant la fin de l'année, ce serait dramatique. En tout cas, le retour de la paix et celui des réfugiés ne sera pas possible si on ne progresse pas vers la démocratie.

M. W. — On a le sentiment que l'Europe piétine. Certains affirment que son élargissement se fait au détriment de son approfondissement. Comment résoudre cette contradiction ?

— Je pense que l'Europe a beaucoup piétiné entre 1970 et 1983-1984. Elle était même dans une situation très dangereuse. On n'arrivait plus à se mettre d'accord sur rien. Avec l'Acte unique, l'Europe a retrouvé un nouvel élan, tout en restant dans le cadre du traité de Rome. C'est avec le traité de Maastricht qu'a repris la marche vers une entité politique. La malchance a voulu que l'Europe soit victime d'un mauvais calendrier. Il aurait fallu que Maastricht soit signé cinq ans plus tôt, ou que le mur de Berlin tombe cinq ans plus tard, ce que je me refuse à dire parce qu'il n'était que temps. Les deux événements se sont court-circuités. La question de l'élargissement s'est posée beaucoup trop vite. Aujourd'hui la priorité est à l'union politique, mais on ne sait pas trop comment y parvenir. On

n'est plus du tout dans l'épreuve de l'Europe telle que l'avait conçue Jean Monnet. La difficulté est d'inventer une Europe qui ne soit plus celle de la guerre froide et de trouver une autre motivation.

A. F. — Que pensez-vous de l'idée d'un « noyau dur » de l'Union européenne ?

— L'Europe ne peut pas se construire sans un accord entre la France et l'Allemagne, mais on ne doit pas oublier que l'Europe se fait à quinze : il ne faut pas donner l'impression que les petits pays ne comptent pour rien et qu'ils n'ont qu'à suivre. La démocratie impose que l'on tienne compte de la diversité de l'Europe et qu'aucun pays ne se sente victime de la loi du plus fort.

« LE MONDE ». — Jacques Chirac peut-il être l'homme qui donnera à l'Europe une impulsion décisive ?

— Peut-être. Les choses ne viennent pas toujours de ceux dont on les attend. Même si je n'aime pas les cocoricos, je pense que la France a toujours eu un rôle particulier à jouer, ce que tout le monde reconnaît, alors que sur l'Allemagne pèse toujours, d'une certaine façon, le péché originel des événements de 1940-1945. C'est la France qui resta l'inventeur et le moteur de l'Europe.

A. F. — Il existe aujourd'hui

« Il y a un équilibre difficile à tenir parce que, si on n'entretient aucune relation avec la Chine, elle n'évolue jamais »

un certain scepticisme à l'égard de l'Europe, mais aussi à l'égard de la politique, qui semble extérieure aux mouvements de la société. L'affaire des « vaches folles », qui pose de nombreux problèmes politiques et philosophiques, comme l'étendue de nos droits sur les animaux ou la validité de l'élevage intensif, n'est-elle pas une occasion de rendre à la politique le champ qu'elle est en train de perdre ?

— Je crois qu'elle est au contraire en train de le regagner. Il y a maintenant des réglementations beaucoup plus strictes sur l'alimentation des animaux, et l'Europe y contribue, sous l'influence de l'Allemagne, des Pays-Bas, des pays scandinaves. En matière d'environnement, de fortes pressions s'exercent. Pour avoir siégé au Parlement européen, je trouvais même quelquefois qu'elles devenaient très lourdes. Aujourd'hui on se plaint qu'elles ne le soient pas assez. Mais de temps en temps les décisions prises à Bruxelles suscitent des protestations, elles sont jugées trop contraignantes.

« L'affaire des « vaches folles » pose un autre problème, beaucoup plus grave. Je suis soulagée de n'être plus ministre de la santé. Car il existe aujourd'hui tant de phénomènes sur lesquels on ne sait rien. Avec les prisons, par exemple, cette anomalie qui simule chez les animaux et développe des maladies, voilà quelque chose qu'on ne sait pas prévoir ni même détecter au moment où les gens meurent.

— On ignore quel est le risque, si on peut le prendre et, au cas où on refuse de le prendre, quel est le coût de la décision. On prend des décisions parce qu'on a peur des poursuites judiciaires, comme dans l'affaire des transfusions sanguines. Quand on voit la situation des pays en développement, est-il justifié de sacrifier des sommes aussi considérables pour un risque que l'on est incapable de mesurer ? Ce sont des responsabilités terribles. Mais a-t-on le droit de parler d'argent quand on parle de santé ? »

Propos recueillis par Thomas Ferençik

Libérale, sociale et européenne



SIMONE VEIL

DEPUIS qu'elle est entrée en politique, il y a un peu plus de vingt ans, par la grande porte du premier gouvernement de Jacques Chirac, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, Simone Veil a construit son image en assurant la maîtrise de deux dossiers complexes : la santé et l'Europe.

La santé, cette ancienne magistrate en fut chargée de 1974 à 1979 sous l'autorité de deux premiers ministres successifs, Jacques Chirac et Raymond Barre, avant de la retrouver, en 1993, comme ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, dans le cabinet d'Edouard Balladur.

De son action en ce domaine on a retenu principalement son rude combat pour la dépenalisation de l'avortement, qui lui valut les critiques souvent insultantes d'une droite déchaînée et l'appui parfois encombrant d'une gauche complice : elle fit la preuve, en cette circonstance, de sa détermination et de sa force de caractère. Elle se révéla aussi une gestionnaire compétente de son département ministériel. Elle fut moins heureuse sous l'autorité de M. Balladur où, chargée de contrebalancer le poids de Charles Pasqua, elle devint, à son corps défendant, la caution libérale et muette du gouvernement.

Quant à l'Europe, Simone Veil en a fait le lieu de son engagement quotidien après avoir conduit plusieurs campagnes pour les élections européennes et occupé pendant trois ans, de 1979 à 1982, la présidence du Parlement de Strasbourg. Il est vrai que l'ancienne députée à Birkenau et Bergen-Belsen, dont une partie de la famille a péri dans les camps nazis, qui avait assez

souffert de la barbarie qui a déchiré le continent, ne pouvait pas ne pas souhaiter la réconciliation des nations européennes, seul moyen d'éviter le retour de l'indolite horreur.

Au nom de la défense des droits de l'homme, elle ne cessa de dénoncer les totalitarismes et mit en garde, parmi les premières, contre les dangers de guerre dans l'ex-Yougoslavie. Toujours au service de l'Europe, elle vient d'être chargée par Jacques Santer, président de la Commission de Bruxelles, de présider un groupe de travail appelé à se pencher, explicitement, « sur tous les problèmes concrets qui empêchent aujourd'hui la libre circulation des personnes ».

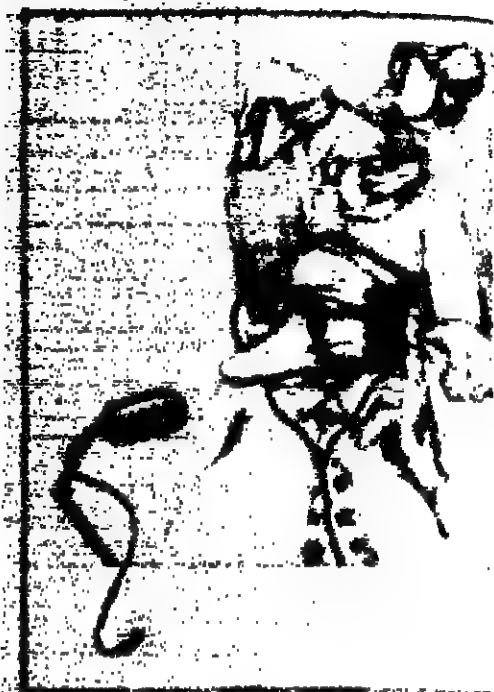
Libérale, sociale et européenne, adversaire déclarée du Front national, Simone Veil se situe au point de jonction de la gauche modérée et de la droite éclairée. Le Club Vauban, qu'anime son époux, Antoine Veil, est le rendez-vous de tous ceux qui préfèrent le consensus au conflit.

Elle aurait pu appartenir au gouvernement de Michel Rocard si l'ouverture avait été mieux conduite. Elle a été, avec François Léotard, dont elle est proche au point de désigner désormais à la direction de l'UDF, l'un des principaux soutiens d'Edouard Balladur. Elle se dit, avec passion, « à gauche pour certaines questions, à droite pour d'autres », ce qui fait d'elle, affirment les uns, la seule vraie centriste sur l'échiquier politique ou, prétendent les autres, le contraire d'une centriste.

T. F.

les droits de l'homme

déroule le tapis rouge pour le premier ministre international



Le monde est devenu un vaste théâtre où se jouent des drames humains. Les droits de l'homme, ce concept abstrait, se concrétise dans la souffrance de millions de personnes. C'est pourquoi il est essentiel de s'en préoccuper, de le défendre, de le promouvoir. C'est le rôle du premier ministre international, un poste qui n'est pas seulement une fonction, mais une mission. Une mission qui exige courage, conviction et une profonde connaissance de la situation mondiale. Car les droits de l'homme ne sont pas une simple affaire de principes, ils sont une affaire de vie et de mort. Ils sont la base d'une civilisation digne de ce nom. Ils sont la garantie d'un avenir meilleur pour tous. C'est pourquoi le premier ministre international doit être un homme d'action, un homme qui ne se contente pas de parler, mais qui agit. Un homme qui est prêt à tout pour défendre les droits de l'homme, pour lutter contre l'oppression, pour libérer les peuples. C'est le rôle du premier ministre international, un rôle qui est à la fois noble et difficile. Un rôle qui exige une grande responsabilité. Une responsabilité qui ne peut être assumée que par un homme d'exception. Un homme qui a le courage de dire la vérité, même quand elle est impopulaire. Un homme qui a la force de la conviction, qui ne se laisse pas ébranler par les critiques, par les menaces, par les tentatives de corruption. C'est le rôle du premier ministre international, un rôle qui est à la fois un honneur et une charge. Une charge qui ne peut être supportée que par un homme d'exception. Un homme qui a le courage de dire la vérité, même quand elle est impopulaire. Un homme qui a la force de la conviction, qui ne se laisse pas ébranler par les critiques, par les menaces, par les tentatives de corruption.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration, directeur de la publication :
Jean-Marie Colombani
Directeurs : Jean-Marie Colombani, Dominique Auzan, directeur général ;
Hubert Benoit, directeur adjoint ;
Directeur de la rédaction : Rémy Pélissier
Directeurs adjoints de la rédaction :
Thierry Fournier, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Besset, Bruno de Crous, Pierre Gascar, Laurent Gaudier, Danielle Heymann,
Bernard Le Goff, Jean-Pierre Lhote, Marcel Luchet, Luc Luchet
Directeur artistique : Dominique Bonnaud
Rédacteur en chef technique : Jean-Louis
Secrétaire général de la rédaction : Alain Roussel
Directeur technique : Eric Pélissier, directeur délégué : Anne Chastagnier
Conseiller de la rédaction : Alain Roussel ; directeur des relations internationales : Daniel Vermet
Médiateur : André Laurens
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Miffard, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Benoit-Méy (1944-1969), Jacques Foccart (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lecaillon (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Capital social : 555 000 F, Actions : 555 000, Société anonyme des lecteurs du Monde
Associés : Hubert Benoit-Méy, Société anonyme des lecteurs du Monde
Le Monde Entreprises : Le Monde Investissement, Le Monde Finance, Le Monde Prévisions
RÉDACTION ET SERVICE SOCIAL : 15, RUE FAUGUET 75001 PARIS CEDEX 10
TEL : (01) 46-45-25-25 Télécopieur : (01) 46-45-25-29 FAX : 205 505 10
ADMINISTRATIF : 15, RUE FAUGUET 75001 PARIS CEDEX 10
TEL : (01) 46-45-25-25 Télécopieur : (01) 46-45-25-29 FAX : 205 505 10

La Corée minée par les jeux politiques

Suite de la première page

Bien que le président Kim ait déclaré que les résultats des élections l'encourageaient à poursuivre les réformes, on peut se demander jusqu'où il ira sur les trois fronts qu'il a ouverts : lutte anticorruption, liquidation des erreurs passées (coup d'Etat et massacre de la population civile de Kwangju en mai 1980) et libéralisation de l'économie. Le jeu politique le détermine-t-il de ces tâches en confirmant l'impression dominante que le « grand nettoyage » auquel il s'est attaché avait surtout des motivations politiques ?

Aux termes de la Constitution, M. Kim ne peut briguer un second mandat et la mise en place d'un successeur sera l'une des priorités. Au souci légitime d'un président de préserver son héritage s'ajoute, dans son cas, une autre préoccupation : éviter le sort que connaissent ses deux prédécesseurs, Roh Tae-woo et Chun Doo-hwan, qu'il a fait arrêter. Or, des doutes planent sur le financement de la campagne présidentielle en 1992 et M. Kim, qui reste d'une sensibilité d'écoué aux critiques, a intérêt à ce que le pouvoir reste entre les mains d'une personne de confiance.

La défaite du parti de Kim Dae-jung aux élections a rassuré les milieux d'affaires qui craignaient d'être l'objet d'enquêtes pour corruption. Le climat est désormais meilleur pour une reprise modérée de l'investissement

L'humiliante défaite électorale de son rival Kim Dae-jung ne l'a qu'à moitié rassuré : n'ayant pas obtenu un tiers des sièges pour son parti, Kim Dae-jung ne peut lancer une enquête parlementaire sur l'élection présidentielle de 1992 ; en outre, son ambition de succéder au président semble compromise. Mais le « vieux lion » de la politique a rebondi plus d'une fois.

A la faveur des élections, le clan du président au sein du parti gouvernemental s'est renforcé, mais la rébellion de l'un des fiefs du parti, la province de Kyongsang du nord, témoigne de l'hostilité de la « mafia TK » (Taegu, principale ville de la région, et Kyongsang) composée des fidèles des généraux-présidents arrêtés : la province a basculé dans le camp de l'Union libérale démocrate de Kim Jong-pil, ancien bras droit d'un autre enfant du Kyongsang : Park Chung-hee, général-président de 1961 à 1979. Une alliance entre Kim Jong-pil et Kim Dae-jung, certes contre-nature (en 1973, le premier fit enlever le second qui faillit être assassiné par les services secrets du régime) placerait le président Kim le dos au mur. Dans ce contexte incertain du jeu politique, le

président Kim Young-sam poursuivra-t-il la libéralisation de l'économie ? La Corée a franchi le seuil des 10 000 dollars (50 000 francs) en revenu par habitant en 1995 et son économie est en train d'opérer un « stérilisation en douceur » après une période de surchauffe provoquée par le dynamisme de l'investissement (+18 %) et des exportations (+30,4 %), qui s'est traduit en 1995 par une forte croissance (9,3 %), mais aussi un accroissement du déficit des paiements courants (8,8 milliards de dollars, 44 milliards de francs).

Si la Corée est devenue la douzième puissance exportatrice du monde, elle reste fortement dépendante des approvisionnements en matières premières et en biens d'équipement et les importations ont progressé plus rapidement que les exportations. En 1996, la croissance se poursuivra à un rythme plus modéré mais soutenu (7 %).

La défaite du parti de Kim Dae-jung aux élections a rassuré les milieux d'affaires qui craignaient d'être l'objet d'enquêtes pour corruption (à la suite des scandales des deux ex-présidents, on avait pu assister à une chute des investissements de 14 %). Le climat est désormais meilleur pour une reprise modérée de l'investissement. Plusieurs problèmes structurels ne s'en posent pas moins.

On assiste à une accentuation de la polarisation de l'appareil productif entre les groupes géants et les petites et moyennes entreprises. Le secteur des PME a enregistré en 1995 un nombre record de faillites qui pourrait encore augmenter cette année. La plupart des entreprises frappées travaillaient dans le secteur textile et des services : elles ont été ébranlées par l'augmentation des coûts salariaux, des importations et ont été victimes de la politique anticorruption qui a provoqué une rétraction des crédits bancaires. Le programme gouvernemental destiné à renforcer la compétitivité des PME aura une portée limitée face à un renforcement des conglomérats (*chaebols*) qui étendent leurs activités à de nouveaux secteurs, notamment les télécommunications.

Emplois familiaux, les trente premiers *chaebols* contrôlent 40 % de l'économie nationale. Les gouvernements successifs ont tous promis de réduire leur poids et tous ont fait marche arrière. Le proche de neuf des magnats de l'industrie impliqués dans le scandale de pots-de-vin de l'ex-président Roh Tae-woo a été un « coup de semonce », mais il semble que le président Kim ne souhaite pas faire preuve de davantage de fermeté à leur égard.

Dans le domaine de la libéralisation de l'économie, des progrès ont été accomplis en matière d'accès au marché coréen et de protection de la propriété intellectuelle. Ces réformes sont néanmoins insuffisantes pour permettre à la Corée de briser une place à l'OCDE. La déréglementation du secteur financier est en cours, mais elle reste prudente (si la libéralisation des taux d'intérêt est presque réalisée, des entraves pèsent encore sur l'activité de prêt bancaire et les activités de change). Le gouvernement est attaché au contrôle des mouvements de capitaux par crainte d'un afflux en provenance du Japon qui déstabiliserait l'économie, mais aussi afin de conserver un moyen de pression sur les *chaebols*. Ces derniers, en transformant leur structure centralisée en un réseau dispersé à l'étranger, tendent à s'affranchir de la tutelle de la bureaucratie. Ainsi le jeu politique du président pour préparer sa sortie pourrait ralentir la déréglementation de l'économie.

Philippe Pons



Le Moteur

EDITORIAL

Le moteur franco-allemand de l'Union

L'EUROPE économique et monétaire a franchi, samedi 13 avril à Vérone (Italie), un nouveau pas. La réunion des grands argentiers des Quatre, bien qu'informelle et technique, a été marquée par de nouveaux progrès, importants, pour la monnaie unique. Les Britanniques ont certes poursuivi leur politique d'obstruction systématique. C'est une méthode à laquelle les militants de la cause européenne sont désormais habitués. Mais le couple franco-allemand a réussi, une fois de plus, à faire avancer le lourd convoi.

Préparée notamment lors de la réunion du conseil économique et financier franco-allemand de Laval, fin mars, la réunion de Vérone a conduit à l'adoption de deux grands principes. Le premier est d'origine allemande. Il porte sur les relations entre les pays du premier cercle, ceux qui adopteront, dès le 1^{er} janvier 1999, la monnaie unique. Theo Waigel avait proposé que ces pays contractent entre eux un « pacte de stabilité ». Les Allemands veulent s'assurer que les pays de l'euro continueront à mener, après leur examen de passage, des politiques économiques rigoureuses.

Le second des principes adoptés est d'inspiration française. C'est la création d'un

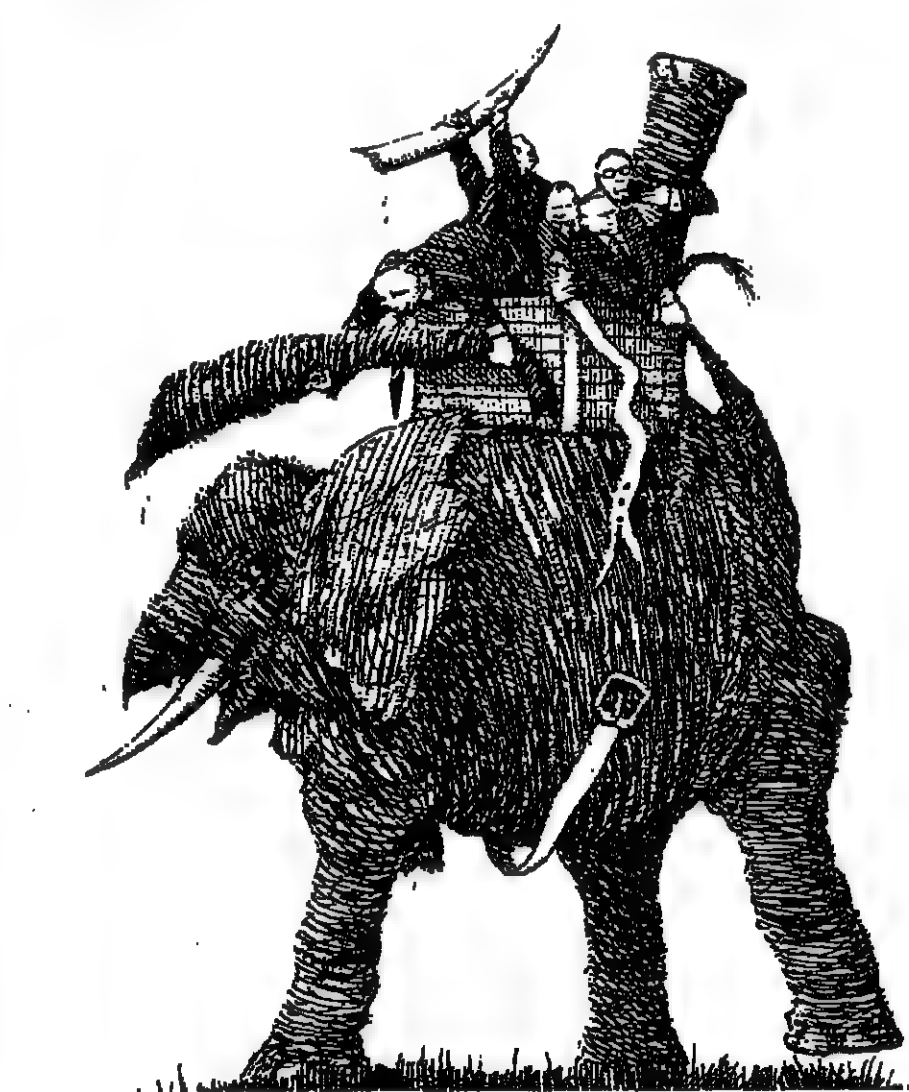
« super-SME », c'est-à-dire l'organisation autour de l'euro d'un nouveau système monétaire européen. Mis en avant par Paris, ce projet vise à préserver les acquis du marché unique. Le gouvernement français proposait que les pays qui ne pourront pas faire partie du premier cercle - l'Espagne et l'Italie notamment - puissent néanmoins être attirés à l'ensemble. Afin d'éviter toute tentation de dévaluation compétitive, leurs monnaies seront liées à la monnaie unique et défendues, dans certaines conditions, par la banque centrale européenne. Ces pays devront néanmoins s'engager sur des programmes de convergence très stricts.

Ayant chacun écouté et entendu l'autre, la

France et l'Allemagne ont convaincu leurs partenaires de la nécessité de ces deux principes - à l'exception naturelle de la perfide Albion. Il reste à en définir les modalités d'application. Ce ne sera pas facile. Derrière les questions techniques, les enjeux sont politiques : ils portent sur les transferts de souveraineté en matière de politique économique et sur le partage des responsabilités entre les autorités européennes - la future banque centrale notamment - et les gouvernements nationaux.

Ainsi clarifiée, la voie vers la monnaie unique n'en est pas pour autant totalement dégagee. Entre la France et l'Allemagne, un certain nombre de divergences, discrètes mais réelles, subsistent. La plus importante porte, à l'évidence, sur la politique de change que devra mener la banque centrale européenne, sur la relation entre l'euro et le dollar en particulier. Pour l'instant cependant, les gouvernements des deux pays ont une même priorité : la réduction de leurs déficits publics. C'est une condition *sine qua non* pour que l'un et l'autre puissent satisfaire aux critères de Maastricht. Malgré les efforts engagés des deux côtés du Rhin, les deux pays moteurs de l'Europe en sont loin. Pour Paris et Bonn, la bataille est aussi intérieure.

Cornacs par Leiter



L'Europe des villes et des régions

MAIS QUEL BESOIN ont donc les collectivités locales de chercher à jouer des coudes sur l'échiquier européen ? Comme s'il n'était pas assez compliqué comme cela de construire une Union - provisoirement - de quinze États, où représentations nationales et institutions communautaires veillent jalousement à leurs prérogatives. Voilà que les villes, régions, districts, départements et autres comités frappent, eux aussi, à la porte de la conférence intergouvernementale qui vient de commencer à l'Union.

L'émergence d'organisations locales fortes - prônant le « micro-développement » et s'appuyant sur des solidarités régionales à l'identité plus marquée - serait, selon certains chercheurs, un inévitable corollaire à la mondialisation des échanges. Certains y verront un repère sur soi, d'autres un progrès démocratique, en notant les avancées de la décentralisation, en particulier dans les pays d'Europe centrale. De toute façon, les collectivités locales ne veulent pas se laisser ravir cette évolution par leurs gouvernements respectifs. Elles semblent avoir choisi de faire front commun à l'échelon européen. Les Eurocités, les associations de régions, les réseaux de villes ou de départements, à l'initiative récente des Français, y fleurissent.

Progressivement, discrètement - surtout dans l'Hexagone, - les

collectivités locales s'émanicipent. Déjà, aux frontières, elles vivent leur vie avec leur voisins d'outre-Rhin ou de l'autre versant des Pyrénées. La Commission suit le mouvement, puisqu'elle vient d'augmenter sensiblement les crédits destinés à cette coopération interrégionale. L'Etat français, longtemps hostile, tente de reprendre l'allure, préparant décrets et traités transnationaux, pour mettre sa législation en accord avec la réalité. Les villes se sont engouffrées dans le vieux appel d'air des jumelages pour proposer leur savoir-faire à Sarajevo ou à Gaza. Les régions pointent leur nez jusqu'au Vietnam, les préoccupations humanitaires rejoignent les espoirs de *business*. C'est une des dimensions que les collectivités territoriales voudraient voir reconnues.

DÉFICIT DÉMOCRATIQUE

En outre, selon les élus locaux, la difficile ratification du traité de Maastricht a montré que l'Union souffrait d'un certain déficit démocratique, d'un manque de « proximité ». Alors, maires et présidents de région n'en démordent pas : ce travers ne peut être corrigé que par leurs soins. Ils réclament donc haut et fort que leur soit appliqué le principe de subsidiarité, limité jusqu'à présent aux seuls États et à la Commission de Bruxelles.

La prochaine révision du traité ne peut que renforcer leur désir

de se faire reconnaître. Car l'accord de Maastricht avait décidé, contre toute attente, la création, en 1994, d'un comité des régions, de leur comité. Mal nommé, puisqu'il représente l'ensemble des pouvoirs locaux européens - le maire de Sancerre, dans le Cher (800 habitants), y siège à côté des ministres-présidents des Länder allemands, - cet organe consultatif entend profiter de l'aggiornamento européen pour asseoir sa jeune légitimité.

LE COMITÉ COMME TRIBUNE

En deux ans d'existence, il a émis une soixantaine d'avis sur les politiques communautaires. Une partie d'entre elles relèvent directement de ses compétences : développement économique régional, éducation, culture, santé, agriculture... Dans l'ensemble, la Commission, le conseil des ministres, voire le Parlement ont tenu compte de son point de vue. Pour le reste, les représentants des pouvoirs locaux ne se sont pas privés de donner leur opinion lorsque nul ne le leur demandait : sur la politique sociale, les grands projets d'aménagement du territoire et, bien sûr, sur la révision du traité de Maastricht. Ils ont même inscrit la monnaie unique sur leur calendrier de printemps.

L'Union des quinze compte sur ces élus pour jouer, auprès de leurs électeurs, les ambassadeurs d'une Europe moins technocratique. En fait, certains se servent d'abord du comité comme d'une

DANS LA PRESSE

RTL Philippe Alexandre

Il y a plus de trente ans que la France, au nom de l'Histoire, tente de jouer un rôle au Proche-Orient, une région du monde où la guerre n'a pas cessé un seul jour. Mais tout ce qu'elle y a gagné, c'est d'être à son tour broyée par le mécanisme de la guerre, (...) Jacques Chirac se trouve aujourd'hui confronté à une réalité douloureuse. La France seule ne peut pas avoir de grande politique arabe et l'Europe est tout aussi impuissante face au conflit du Proche-Orient qu'elle le fut dans l'ex-Yugoslavie.

EUROPE 1 Alain Duhamel

Malgré le paradoxe de la situation actuelle est que, pour que le processus de paix, actuellement interrompu, puisse reprendre, il faut que Shimon Pérès demeure au pouvoir mais que, pour qu'il reste premier ministre, il lui faut prouver qu'il peut être aussi, en cas de besoin, un chef de guerre.

FRANCE-INTER Bernard Guetta

Le risque est grand lorsqu'un pays comme la France se mêle d'envoyer son ministre des affaires étrangères tenter de jouer, d'une capitale à l'autre, les bons offices au Proche-Orient (...). Une grande puissance, la France, se prend la pour le super-Grand. Ce peut bluffer, mais que les résultats ne soient pas au rendez-vous et l'on aura tôt fait d'entendre que la grenouille s'est prise pour le boeur.

tribune à l'adresse de leur gouvernement. Infatigable défenseur de l'autonomie des régions, et avant tout de la sienne, Jordi Pujol, président de Catalogne, ne vient jamais à Bruxelles sans une nuée de caméras de télévision. Or, le récent vainqueur des élections espagnoles, José María Aznar, ne pourra gouverner sans son appui ou celui de son homologue basque. De même est-il difficile de ne pas prendre au sérieux les dirigeants des régions belges et ceux des puissants Länder allemands. Le maire socialiste de Lisbonne, Jorge Sampaio, était lui-même membre du comité des régions avant d'accéder à la plus haute fonction du Portugal.

Le président de la région Languedoc-Roussillon, Jacques Blanc, proche du PPE (qui rassemble les partis démocrates-chrétiens et conservateurs européens), vient de céder sa place au maire socialiste de Barcelone, Pasqual Maragall, dans la plus pure tradition de l'alternance à l'européenne. Le 20 mars, le Catalan a pris la tête de cet aéroplane où se côtoient, sans protocole, modestes maires et représentants de collectivités territoriales dont les budgets excèdent ceux de certains États membres. L'ensemble ne constitue certes pas une force politique homogène, mais pour le moins un puissant lobby.

Martine Valo

AVIATION Les toutes récentes commandes de trente Airbus par la Chine ont mis en lumière le développement du trafic aérien de la zone Asie-Pacifique. En 2010, un passager

sur deux dans le monde prendra l'avion au départ, à destination, ou à l'intérieur de la zone Asie-Pacifique, selon les prévisions de l'Association du transport aérien international. Ces

400 millions de passagers voyageront à 70 % à l'intérieur de la zone et sur les compagnies locales. ● CATHAY PACIFIC, filiale du très britannique groupe Swire, va perdre son monopole, vieux

de cinquante ans, sur Hongkong. ● UNITED AIRLINES, qui constitue le plus important rachat d'entreprise par ses salariés (RES) jamais réalisé aux États-Unis est aujourd'hui montré en

exemple partout. ● SWISSAIR a décidé de priver Genève de la quasi-totalité de ses vols long courrier et de concentrer ses liaisons intercontinentales à l'aéroport de Zurich.

Les compagnies asiatiques domineront le ciel à l'aube du XXI^e siècle

Les récentes commandes de trente Airbus par la Chine ont mis en lumière le développement du trafic de la zone Asie-Pacifique. Singapour Airlines détient le plus beau bilan de la profession avec 3,6 milliards de francs pour 1995

HONGKONG

Elles ont fait rêver leurs passagers avec le sourire légendaire de leurs hôtesses. Puis leurs concurrents avec les plus fortes rentabilités au monde. Aujourd'hui, elles sont encore petites, mais elles font vivre les constructeurs aéronautiques américains et européens : depuis un an, les plus grosses commandes d'avions ont été passées par Singapour Airlines, Malaysian Airlines, et Philippines Airlines.

Les toutes récentes commandes de trente Airbus par la Chine ont mis en lumière le développement du trafic aérien de la zone Asie-Pacifique. A l'aube du XXI^e siècle, les compagnies asiatiques domineront le transport aérien mondial : en 2010, un passager sur deux dans le monde prendra l'avion au départ, à destination, ou à l'intérieur de la zone Asie-Pacifique, si l'on en croit les prévisions de l'Association du transport aérien international. Ces 400 millions de passagers voyageront à 70 % à l'intérieur de la zone et sur les compagnies locales. « Les compagnies asiatiques n'ont pas fini de gagner des parts de marché au dé-

triment des compagnies européennes et américaines », expliquait en mars, Richard Stirland, directeur général de leur organisation professionnelle, l'Oriental Airlines Association (OAAA).

Entre 1990 et 1994, années pourtant difficiles où les marges nettes de Singapour Airlines ou de Cathay Pacific ont été divisées par deux, elles ont gagné 30 milliards de francs, dont 8,5 milliards pour la seule année 1994. Pendant ce temps, les principales compagnies européennes et américaines accumulaient des pertes abyssales : respectivement 38 et 58 milliards de francs.

L'année 1995 devrait être marquée par un retour de la croissance des profits à deux chiffres pour la plupart des compagnies asiatiques, aidée par une remontée des taux de remplissage des avions passagers et un prix du fioul encore modéré. Cathay a déjà annoncé un bénéfice de 1,9 milliard de francs pour 1995. Singapour Airlines, la compagnie la plus profitable au monde, devrait afficher un bénéfice de près de 3,6 milliards de francs pour l'exercice 1995

(clos fin mars) et détient le plus beau bilan de la profession. Même les grandes compagnies japonaises, Japan Airlines et All Nippon Airways, qui souffrent de coûts élevés et d'un marché devenu plus concurrentiel, sont sur la voie du redressement.

« Après quatre années difficiles, marquées par une augmentation des capacités supérieure à la croissance du trafic passager qui a entraîné un durcissement de la concurrence sur certaines lignes, les compagnies asiatiques ont pu à nouveau augmenter leurs tarifs », explique Murray Bailey, directeur de la recherche chez Travel Business Analyst, à Hongkong. Tout se passe comme si la relative dépression des années 1990 à 1994 n'était plus qu'un mauvais souvenir.

Ces compagnies bénéficient d'abord de conditions d'exploitation particulièrement favorables, à commencer par la croissance économique la plus soutenue au monde et reposant largement sur les échanges à l'intérieur de la zone, la quasi-impossibilité de se déplacer par la terre entre ses différents pays, et l'assouplissement des restrictions

légalles de voyager en dehors des frontières en Corée et à Taïwan. Autant d'éléments qui ont fait progresser le trafic de 10 % l'an entre 1985 et 1994, soit deux fois le rythme observé dans le reste du monde.

Croissance et marché protégé ont constitué un fantastique effet de levier

Une croissance d'autant plus portuse que l'accès au marché est encore bien contrôlé en Asie, même si la dérégulation avance à petits pas : « A l'exception de Singapour, les gouvernements de la zone n'accordent de nouveaux vols que si les taux de remplissage des lignes existantes atteignent un certain seuil, particulièrement élevé », explique le spécialiste du transport aérien, Murray Bailey. Un verrouillage du ciel a permis aux compagnies locales de pratiquer des

niveaux de prix élevés sans craindre pour leurs parts de marché.

Les compagnies américaines telles que United Airlines et Northwest Airlines sont, certes, venues quelques peu perturber cette harmonie orientale, en lançant une guerre des prix sur les lignes trans-pacifique. Mais, pour l'instant, seules quelques lignes ont été touchées, en particulier au tour du Japon, et le phénomène ne s'est finalement pas étendu sur l'ensemble de la zone. Les lignes Hongkong-Taïwan, qui dégageaient les rendements les plus élevés de la zone, ont notamment été préservées.

Croissance et marché protégé ont donc constitué un fantastique levier pour les compagnies asiatiques, elles ont su exploiter cette situation privilégiée. D'abord, en développant leurs vols essentiellement sur des destinations d'affaires, évitant les lourds inconvénients des lignes touristiques, tels que saisonnalité des vols, guerre des promotions, absence de fret sur les zones touristiques. Ensuite, en luttant vigoureusement contre l'inflation locale. Contrairement à ce que le bon sens pourrait suggérer, les compagnies telles que Singapour Airlines et Ca-

thy ne bénéficient pas de coûts salariaux particulièrement bas. « Les pilotes et les équipages de ces compagnies touchent les mêmes salaires que dans les compagnies américaines », explique Richard Stirland de l'OAAA.

Depuis deux ans, tout est prétexte à réduire les coûts. Les achats massifs de nouveaux avions visent à économiser des frais de maintenance et du fioul. L'âge moyen de la flotte de Singapour Airlines est de seulement cinq ans et sept mois, la plus jeune de la profession. La délocalisation de certaines fonctions, comme le centre informatique de Cathay vers l'Australie ou le centre de réparation des avions de Singapour Airlines en Chine, mais aussi les alliances avec des compagnies concurrentes, pour constituer des centrales d'achat, offrir des programmes de fidélisation, ont toujours pour objectif de réduire les charges. Contraintes tôt ou tard à affronter un univers de plus en plus ouvert à la concurrence, elles se donnent aujourd'hui les meilleures armes pour défendre leur morceau de ciel.

Valérie Brunswig

Swissair inflige un camouflet à la Suisse francophone

BERNE

A commencer par les Genevois, les Suisses francophones n'ont guère apprécié le cadeau de Pâques que leur a offert la compagnie aérienne Swissair. N'en finissant pas de se restructurer pour réduire ses coûts, la société nationale d'aviation avait déjà suscité des craintes parmi son personnel en annonçant dernièrement la suppression de 2 800 emplois d'ici à fin 1997. C'est maintenant au tour de l'aéroport de Genève-Cointrin de faire les frais de ces mesures de rationalisation : la direction de Swissair a décidé de priver la ville de Calvin de la quasi-totalité de ses vols long-courriers et de concentrer ses liaisons intercontinentales à l'aéroport de Zurich-Kloten.

A la mesure de l'indignation ressentie, l'annonce de cette nouvelle a provoqué une levée de boucliers en Suisse romande. Premier à réagir, le représentant du gouvernement du canton de Genève au conseil d'administration de Swissair, Jean-Philippe Maître, a démissionné en signe de protestation. Pour lui, les intérêts de la compagnie sont désormais incompatibles avec ceux de l'aéroport de Cointrin, dont il préside le conseil d'administration. Plus amer encore, un autre membre du gouvernement genevois, Guy-Olivier Segond, a lancé tout de go :

« Swissair n'est plus une compagnie nationale, c'est une compagnie suisse allemande. »

UNE DÉCISION « IRRESPONSABLE »

En cette période de récession qui affecte plus durement les régions francophones, cette décision perçue comme un camouflet ne pouvait tomber plus mal. Elle a ravivé le sentiment que, pour les décideurs de Zurich, la Suisse romande était quantifiée négligeable. Nombre de commentateurs n'ont pas manqué de relever que Swissair pouvait être considérée comme l'un des rares symboles de l'identité nationale helvétique et que la cohésion du pays ne sortirait pas renforcée. Ces mouvements d'humeur ont trouvé un écho jusqu'à Zurich où le quotidien Tages-Anzeiger a qualifié cette décision de « politiquement irresponsable », qu'elle qu'en soient les motivations économiques. Et son éditorialiste de constater : « Swissair n'est plus un lien entre les Suisses, elle est un objet de controverse. »

Si ces mesures sont appliquées, à partir de l'automne Swissair supprimerait treize vols long-courriers au départ de Cointrin, n'assurant plus que New York et Washington en liaison directe. En contrepartie, la compagnie a promis d'améliorer le service de navette entre Genève et Zurich, appelée à devenir l'unique

plaque tournante helvétique du trafic intercontinental. En guise d'explication le nouveau patron de Swissair, Philippe Bruggisser, a déclaré : « Nos actionnaires nous demandent de gagner de l'argent. » Rappelant que 20 % à peine des titres de la compagnie étaient détenus par les collectivités publiques, il a fait valoir que Swissair ne pouvait pas se permettre de « subventionner » des vols long-courriers non rentables.

Ces arguments n'ont pas convaincu les autorités genevoises, qui préparent une riposte pour ne pas voir Cointrin relégué au rang d'aéroport régional. D'autres compagnies desservent déjà une trentaine de destinations lointaines au départ de Genève et des contacts ont été pris pour développer les droits d'atterrissage. Il en va du statut d'une ville internationale comme Genève dont le rayonnement va bien au-delà et concerne aussi la France voisine.

Sortant de sa réserve, le gouvernement helvétique a fait savoir vendredi 12 avril, par la voix du chef du département fédéral des transports, Moritz Leuenberger, qu'il déplorait la décision de Swissair et qu'il comprenait les craintes exprimées en Suisse romande.

Jean-Claude Buhner

Le rachat d'United Airlines par ses salariés a permis 5 000 embauches

Des pilotes d'Air France ont rencontré leurs homologues américains pour s'inspirer de cette expérience

CHICAGO

Le commandant de bord Kevin J. Dohm est un homme heureux : le cours des actions United Airlines qu'il s'est vu attribuer en juillet 1994 en échange d'une baisse de 15,7 % de son salaire a presque triplé, passant de 88 à près de 220 dollars aujourd'hui (1100 francs). Wall Street a salué les bons résultats affichés par la première compagnie aérienne américaine depuis que ses salariés en sont devenus propriétaires avec 55 % du capital.

United Airlines, qui perdait 50 millions de dollars en 1993 pour un chiffre d'affaires de 13,3 milliards de dollars, a gagné en 1995 349 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 14,9 milliards de dollars. Le plus important rachat d'entreprise par ses salariés (RES) jamais réalisé aux États-Unis est aujourd'hui montré en exemple partout. Certains pilotes d'Air France ont même rencontré leurs homologues américains pour s'inspirer de leur expérience...

Près de deux ans après le RES, les salariés de United Airlines se sont séparés de leur badge « I Am The Owner », mais n'en affichent pas moins un enthousiasme pour certains intarissable. Pilotes, cadres et personnel de piste assis à

la même table pour réfléchir aux économies : une équipe a travaillé sur l'absentéisme des employés, recommandant une plus grande flexibilité dans l'emploi du temps du personnel navigant et des réductions de salaire pour les plus assidus. Les absences ont baissé de 17 %.

Seule ombre apparente au tableau, le refus des quelques 20 000 hôtesses et stewards (83 000 employés chez United) de prendre part au RES. En juillet 1994, ils n'étaient pas prêts à consentir à des efforts salariaux. Aujourd'hui, le prix de l'action est trop élevé pour qu'ils envisagent de revenir sur leur décision.

MAÎTRISE DES COÛTS

Le salaire net d'une hôtesse de l'air qui a moins de cinq ans de travail est inférieur à 8 000 francs. Le 9 avril, les hôtesses et stewards ont rejeté la proposition de la direction dans le cadre de la renégociation de leur contrat, qui a expiré le 1^{er} mars. Ils n'acceptent pas le rôle croissant des bases étrangères (Londres, Paris, Santiago, Taipei, Singapour, Bangkok et Hongkong bientôt), où sont employés 2 000 des leurs. Ils refusent de voir l'ensemble de leurs revenus stagner. Enfin, ils exigent de dormir dans un hôtel en centre-ville quand ils ont volé plus de onze heures. Tout

comme les pilotes. « Une mesure qui coûterait 25 millions de dollars », commente M. Greenwald.

Le président de la compagnie aérienne affiche, malgré tout, un optimisme sans borne pour l'avenir. « Notre objectif est de décaler la marge la plus élevée du secteur aérien mondial : 10 % au lieu de 7,5 % aujourd'hui. » Pour cela, United Airlines va concentrer ses efforts sur les clients à haute contribution - ceux qui voyagent en classe affaire et en première. L'amélioration du quotidien en avion, tout particulièrement pour l'homme d'affaires, représentera 70 millions de dollars en 1996 contre 50 millions en 1995. « Un passager en voyage d'affaires rapporte en termes de profit trois fois plus qu'un touriste ordinaire », précise M. Greenwald.

L'international, qui représente 36 % du chiffre d'affaires et 45 % du résultat de la compagnie, est également au cœur de cette politique, avec une priorité sur la zone Pacifique. La compagnie américaine compte sur sa politique d'alliance (Air Canada, SAS, Lufthansa, Thai, British Midland...) pour développer son réseau mondial et réaliser 50 % de ses ventes à l'extérieur des États-Unis d'ici sept ans.

Au programme, enfin, la maîtrise des coûts. « Le coût d'exploita-

tion des sièges doit théoriquement augmenter de 2 % par an. Nous souhaitons ramener ce pourcentage à 1,5 % », explique Jake Brace. Le RES a déjà permis à la compagnie d'économiser en termes de masse salariale 543 millions de francs. United en a donc profité pour embaucher environ 5 000 personnes : ses charges salariales restent inférieures de plus de 300 millions à ce qu'elles étaient avant le RES. Les économies à venir - évaluées à 350 millions de dollars d'ici à 1999 - ne se feront plus au niveau du coût du travail. Mais plutôt des frais financiers (remboursement anticipé de dette), ou encore des frais de distribution. En 1995, United a déjà économisé 90 millions de dollars, notamment en diminuant fortement ses commissions aux agences de voyages. L'extension du billet électronique, entre autres, devrait lui faire économiser 100 millions de dollars supplémentaires. De même que le renouvellement de cent avions.

Avec l'ensemble de ces mesures, Gerald Greenwald espère bien offrir à ses actionnaires une des vingt-cinq meilleures rentabilités de Wall Street.

Virginie Malingre

Une gestion judicieuse des flottes

Les compagnies asiatiques gonflent, chacune à sa façon, leurs bénéfices par une gestion spécifique de leurs avions. Cathay Pacific amortit, depuis 1995, ses avions sur vingt ans, réduisant fortement la charge annuelle d'entretien.

Singapour Airlines, qui a contrario amortit les siens sur dix ans, les revend au bout de cinq à six ans, à des prix atteignant près de 60 % de leur valeur d'acquisition. Cela lui permet de réaliser des plus-values non négligeables : en 1994-1995 (exercice clos le 31 mars), elles ont atteint plus de 20 % de ses bénéfices nets.

La rentabilité est aussi aidée par la structure des lignes. Les compagnies asiatiques n'exploitent, pour l'essentiel, que des gros porteurs. Elles ont la plus grosse flotte de Boeing 747 à quatre cents places, sur de long-courriers, réduisant ainsi fortement leurs coûts unitaires. Les compagnies européennes doivent gérer des avions plus petits, sur des vols plus courts.

En raison de l'étrénesse de leur territoire, les compagnies comme Cathay et Singapour Airlines n'ont pas à desservir de lignes domestiques, souvent non rentables, comme c'est le cas pour Philippines Airlines.

Cathay Pacific va devoir abandonner son monopole

HONGKONG

Malgré les efforts pour se concilier les faveurs de Pékin, Cathay Pacific va perdre son monopole sur Hongkong. Une nouvelle compagnie, la China National Aviation Corp (CNAC), émanation de Pékin, va bientôt voir le jour et attend une licence du gouvernement du territoire. Dans un premier temps, la CNAC ne pourra que lancer quelques charters sur la Chine. Cette première étape clôturera quelque cinquante années de monopole de fait et marquera un sérieux tournant dans la fulgurante histoire de Cathay Pacific, une des plus belles compagnies aériennes mondiales.

La CNAC est contrôlée par la direction de l'aviation civile chinoise, c'est-à-dire par le futur régulateur du ciel de Hongkong, celui qui in fine attribuera les lignes aériennes, et fixera les règles du jeu. En somme, Cathay va devoir jouer contre l'arbitre. Or Cathay, filiale du très britannique groupe Swire, a toujours grandi sous la protection attentive de la couronne, œuvrant fort efficacement pour la défense de son territoire : avec sa filiale à 30 % Dragonair (43 %, si l'on y ajoute les 13 % détenus par Swire), qui exploite quatorze lignes sur la Chine, elle est aujourd'hui la seule compagnie de vols réguliers ayant son siège à Hongkong.

Le gâteau est appétissant : avec l'ouverture de la Chine et l'accélération des réformes, Hongkong devient la porte d'entrée de la Chine du Sud, puis la voie incontournable entre celle-ci et Taïwan, et connaît une croissance moyenne de son trafic de 12 % l'an depuis dix ans. Point de passage

obligé des hommes d'affaires et destination touristique en plein essor, Hongkong devient un point incontournable en Asie : avec seulement 6,3 millions d'habitants, le territoire a vu passer en 1995 plus de 27 millions de passagers dans son aéroport, soit la moitié du trafic des aéroports de Paris. Cette situation de monopole sur un des points les plus stratégiques d'Asie fait de Cathay Pacific une des compagnies les plus rentables du monde.

MAINTIENIR LE CONTRÔLE

Pour pouvoir maintenir ce statut privilégié et conserver le contrôle de ce joyau au-delà de la récession, le 1^{er} juillet 1997, son actionnaire majoritaire avait pourtant tout fait pour se concilier les faveurs de Pékin : en 1987, Swire fait entrer le groupe chinois Citic Pacific à hauteur de 12,5 % dans le capital de Cathay et rachète avec lui la compagnie régionale Dragonair en 1990. En 1992, Swire fait entrer la compagnie chinoise CNAC au capital de Cathay à hauteur de 5 %. Puis en 1995, il offre encore à la CNAC de lui vendre 10 % du capital de Dragonair.

Prévu pour constituer une assurance politique à toute épreuve, les liens se distendent pourtant les uns après les autres. Le groupe Citic a réduit il y a peu sa participation à 10 %. Les actionnaires ne s'entendent plus : au lendemain de la publication de résultats en hausse de 25 % pour 1995, en mars, les deux administrateurs de Citic quittent bruyamment le conseil d'administration de Cathay. Aujourd'hui, les rumeurs annoncent un retrait de la CNAC du capital de Cathay.

V. B.

Les aides gouvernementales soumises à un accord

Swissair inflige un camouflet à la Suisse francophone

Le mystère Drac

ELF

Le Conseil d'administration de l'Elf a voté le 12 avril 1996 la suppression de 2 800 emplois d'ici à fin 1997.

Elf a annoncé la suppression de 2 800 emplois d'ici à fin 1997. Les salariés de l'entreprise ont réagi avec colère. Ils ont organisé une manifestation devant le siège de l'entreprise à Paris.

Les aides gouvernementales au textile seront soumises à un accord entre partenaires sociaux

Les syndicats dénoncent la « dilapidation des fonds publics »

L'exonération des charges sociales patronales sur les bas salaires annoncée le 5 mars n'est pas encore effective. Alors que le texte de loi reste

ambigu, les pouvoirs publics lient désormais cette aide sectorielle à la conclusion d'accords de branche sur le temps de travail. Les négociations n'avancent pas. Les syndicats réclament le passage aux trente-cinq heures et appellent à des débrayages le 16 avril.

De son côté, le patronat refuse de lier les aides promises à un accord avec les syndicats. « Cette condition a été ajoutée à la dernière minute. Ce n'est qu'un favoritisme la compétitivité des entreprises que l'on aide l'emploi. Tout retard dans la mise en place du dispositif est préjudiciable. Dans ce pays, les négociations sociales durent plusieurs mois », commente Henri Weil, président de l'Union des fédérations de l'industrie de l'habillement. Alors que les partenaires sociaux de ce secteur se retrouvent à nouveau le 17 avril et ceux du textile le 29 avril, Henri Weil estime que les pouvoirs publics devront seulement « prendre acte de la bonne volonté » du patronat.

Les pouvoirs publics ne l'entendent pourtant pas ainsi. Le texte de la loi sur les allègements de charges sociales — dont la publication au Journal officiel est imminente — indiquait que l'Etat accorderait ceux-ci en « tenant compte des résultats des négociations ». En privé, les responsables ministériels sont moins ambigus. « Il faut que les négociations aboutissent. C'est dans l'esprit du texte, et le premier ministre souhaite une signature », affirme l'entourage de Franck Borotra. C'est pour cette raison que l'Etat refuse de signer les conventions-cadre avec les fédérations patronales concernées. Avant d'être effectives, les aides gouvernementales restent donc soumises à la publication de la loi, puis des décrets d'application, à l'aboutissement des négociations, à la signature des conventions-cadre, sans oublier les conventions entre le ministère du travail et chacune des entreprises de plus de cinquante salariés concernées. Les services de Jacques Barrot n'ayant pas l'intention de « ridiculiser l'administration » en acceptant par avance des réductions d'effectifs, cette dernière étape risque de ne pas être la moins délicate.

Frédéric Lemaître

L'agence Moody's abaisse la note de la banque Paribas

L'AGENCE DE NOTATION financière américaine, qui avait placé en février les notations de la banque Paribas sous surveillance avec implication négative, est passée à l'acte. Tout en estimant que la perspective d'évolution des notations reste négative, Moody's a revu à la baisse, de A 2 à A 1, les notations à long terme de la Banque Paribas. « Au-delà des vicissitudes que la banque a connues en 1995 sur ses activités de trading et de gestion privée, relève Moody's, des incertitudes continuent à peser sur la capacité de la banque à dégager un niveau de résultat récurrent satisfaisant... » L'agence fait aussi valoir que la prise de contrôle de la Navigation mixte va dans l'immédiat provoquer une augmentation de l'endettement de la Compagnie financière.

DÉPÊCHES

■ **UBS** : l'union de banques suisses, qui a rejeté la semaine dernière une proposition de fusion du Crédit suisse, préférera un rapprochement avec la Société de banque suisse (SBS), troisième établissement helvétique. Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire suisse *Sonntags Blick*, le président de l'UBS, Nikolaus Senn, estime que « la Société de banque suisse serait plus compatible avec nous que le Crédit suisse ». Mais il précise qu'un tel rapprochement n'est pour l'instant ni socialement, ni politiquement gérable.

■ **SUISSE** : les compagnies d'assurances-vie suisses pourraient disposer d'avoirs déposés par des juifs avant le génocide nazi, écrit dimanche 14 avril l'hebdomadaire de Zurich *Sonntags-Zeitung*, ajoutant un nouveau chapitre à une polémique qui s'est développée depuis plusieurs mois sur l'importance des sommes déposées dans les années 30 par des juifs dans des banques suisses.

■ **COMPTOIR DES ENTREPRENEURS** : l'institution financière spécialisée dans le financement de l'immobilier a annoncé lundi 15 avril ses comptes pour l'exercice 1995. Il se traduit par une perte de 560,4 millions de francs après un déficit de 1,024 milliard de francs en 1994. Le résultat 1995 prend en compte une provision exceptionnelle de 300 millions de francs pour redéploiement stratégique.

■ **YAHOO** : l'action de la société spécialisée dans les logiciels de recherche sur le réseau Internet a vu son cours s'envoler, vendredi 12 avril, lors de sa première cotation sur le marché boursier électronique américain Nasdaq. Introduit à 13 dollars, le titre s'est inscrit en clôture à 33 dollars après avoir atteint 45 dollars en cours de séance. La capitalisation boursière de Yahoo!, créée il y a deux ans par deux étudiants de l'université de Stanford, dépasse 1 milliard de dollars (5 milliards de francs).

■ **MOTOROLA** : le groupe spécialisé dans l'électronique a annoncé, samedi 13 avril, son intention de retarder d'un an la construction d'une nouvelle unité de production de semi-conducteurs à Richmond (État-Unis) en raison du ralentissement de la croissance du marché des micro-ordinateurs.

■ **FRANCE TÉLÉCOM** : le syndicat FO-PTT a demandé à être reçu cette semaine par le premier ministre, Alain Juppé, afin de se faire entendre « les intentions réelles du gouvernement » sur le dossier France Télécom. FO redoute « une loi sans discussion » sur le changement de statut.

■ **SCHNEIDER** : la valeur du groupe en cas d'OPA (offre publique d'achat) serait de l'ordre de 70 milliards de francs, ce qui « rend difficile une telle opération », estime Didier Pineau-Valencienne, président de Schneider, dans un entretien au *Journal des finances* paru samedi 13 avril.

■ **TEXAS INSTRUMENTS** : le groupe américain a enregistré une baisse de 29 % de ses bénéfices au cours du premier trimestre 1996 en raison de la chute des prix de certaines catégories de semi-conducteurs (les mémoires).

■ **ELF-ATOCHEM** : la filiale chimique d'Elf Aquitaine, et PCAS ont annoncé vendredi 12 avril la création d'une société commune pour fabriquer des dérivés de l'acroléine.

Jean-Baptiste Naudet

Surenchères préelectorales en Russie autour des compagnies pétrolières

MOSCOU

Coup de théâtre ou manœuvre préelectorale ? Alexandre Kazakov, responsable des privatisations en Russie, a réussi à semer l'émotion dans les milieux politiques, à défaut du monde économique. Vice-premier ministre et chef du comité de la propriété d'Etat, M. Kazakov a déclaré début avril que l'Etat russe « devrait avant tout décider des moyens pour racheter les paquets d'actions » de cinq grandes compagnies pétrolières, cédées en échange de prêts au cours de l'hiver 1995 à des banques privées, lors d'enchères très controversées. Le gouvernement a jusqu'en septembre pour rembourser ces emprunts et reprendre le contrôle de ces sociétés. Mais rien n'a été prévu dans le budget à cet effet.

La banque Menatep a acquis 78 % (dont 45 % lors des enchères) de Loukos, numéro deux du pétrole russe (35 millions de tonnes de brut an) pour 309 millions de dollars. Autre banque proche du pouvoir, Otkritbank a pris le contrôle, via sa Compagnie financière internationale, de 51 % de Skidank, quatrième société pétrolière russe, contre un prêt de 130 millions de dollars. La banque Imperial, liée au géant du gaz Gazprom, proche du premier ministre Viktor Tchernomyrdine, a acheté 5 % des actions de la première compagnie russe Lukoil (plus de 400 millions de barils par an et 15 milliards de barils de réserve) pour 35 millions de dollars.

VELLÉTÉS DE RENATIONALISATION

Les prix, jugés ridiculement bas par les experts, et la mise à l'écart des autres participants aux enchères, ont fait scandale. Une chambre des comptes mise en place par la Douma, la Chambre basse du

Parlement, sous contrôle communiste (opposition), a estimé début avril que « les privatisations n'ont pas été conformes aux intérêts du pays ». Elle a jugé nécessaire de faire « coexister des privatisations, en relevant leur conception, et des nationalisations, au besoin par la confiscation ». Alexandre Kazakov a déclaré qu'il considérerait « avec le plus grand sérieux les remarques de la Chambre » qui « reflétaient la réalité » avant d'annoncer ses vellétés de renationalisation. Brandissant le « droit sacré à la propriété », Evgueni Iassine, ministre de l'économie, a déclaré le 10 avril : « Je ne comprends pas la déclaration de M. Kazakov, selon laquelle le résultat des enchères pris contre actions sera revu. » Les sociétés concernées sont restées étrangement calmes : « Il est très improbable, estime un expert, que l'Etat rachète les actions. » Il n'a pas

d'argent pour le faire. « On n'est pas du tout inquiet », confie en privé un responsable d'une des grandes banques concernées.

Les responsables des entreprises pétrolières et des banques semblent plus craintifs de l'arrivée au Kremlin d'un communiste, qui menace de « renationaliser » l'énergie, que la rhétorique préelectorale du pouvoir, destinée à couper l'herbe sous les pieds communistes. Les dirigeants des principales compagnies pétrolières ont déjà déclaré leur soutien au président Eltsine. Elles ont été rejointes le 10 avril par le président de Gazprom, Rem Viakhirev, qui a déclaré : « Il est nécessaire de bien travailler et Eltsine sera président. »

Jean-Baptiste Naudet

Le mystère Drucker

PETER DRUCKER est un cas unique parmi les penseurs du management contemporain. Viennois né en 1909, émigré aux États-Unis, recordman du nombre d'articles

parus dans la *Harvard Business Review*, conseiller de grandes entreprises, manager d'équipes de base-ball, Peter Drucker publie son vingt-sixième livre, *Structures et Changements*. Son premier ouvrage remonte à 1937.

Structures et Changements est une collection de chroniques publiées, entre autres, dans *The Wall Street Journal* depuis 1992, ou d'essais qui ont reçu un retentissement mondial, comme celui intitulé *Un siècle de transformation sociale*, paru dans le magazine américain de la bourgeoisie libérale *The Atlantic* en 1994. *The Economist*, d'ordinaire peu amène dans ses jugements sur les ouvrages de gestion, écrivait dans

son édition du 16 mars à propos de *Structures et Changements* : « Il est difficile de trouver une meilleure introduction à la théorie du management moderne. »

Peter Drucker sait écrire et va à l'essentiel. En quelques chapitres, le lecteur découvre les révolutions comptables en cours ou à venir dans les entreprises, les exigences des organisations fondées sur l'information. L'auteur séduit par sa sagesse. Le management, rappelle-t-il, n'est pas une science, tout s'en fait, mais un art. A le lire, on est en rien ennuyé, mais un patchwork de principes de bon sens.

CINQ PÉCHÉS CAPITAUX

Peter Drucker prend plaisir à rassembler des évidences de la « bonne logique d'entreprise ». Avec humour, l'auteur « dénombre en affaires non pas sept, mais cinq péchés capitaux » : s'ennuyer sur des marges et des prix élevés ; fixer le prix d'un nouveau produit à la limite de ce que le marché peut sup-

porter ; fixer les prix en fonction des coûts ; sacrifier l'opportunité de demain sur l'autel des impératifs d'hier ; se donner à fond pour résoudre les problèmes mais délaissier les opportunités.

Peter Drucker jouit de deux avantages sur ses concurrents cabinets conseils et des *business schools*. L'ancien professeur de philosophie politique possède une culture et un sens de l'histoire. Les modes managériales comme le *reengineering*, l'évolution du rôle des dirigeants et de la nature des firmes, sont mises en perspective. C'est aussi un esprit cosmopolite découvrant avec sympathie une « nouvelle grande puissance, la diaspora chinoise », et sachant s'interroger sur l'avenir du Japon.

D'aucuns verront dans cet ouvrage un manifeste intelligent de la « pensée unique » managériale et anglo-saxonne. A tort. Peter Drucker n'apprécie guère les excès du keynésianisme, ni les brayades nostalgiques des néolibéraux.

Ses propos sur la réforme de l'Etat ne manquent pas de hardiesse : « déconstruire » les belles intentions du *welfare state* (Etat-providence) et les remplacer par des impératifs de résultats, par exemple dans le système de santé ; réduire les avantages acquis du troisième âge au profit des jeunes générations ; bousculer le système d'éducation et le soumettre à des exigences de qualité pour tous... Peter Drucker se fait l'avocat, à côté de l'entreprise et de l'Etat, d'un troisième secteur, non lucratif et concurrentiel, permettant aux citoyens de prendre en mains l'école, l'hôpital et les services collectifs de proximité.

Jean-Gustave Padiou

★ *Structures et Changements*, Babel pour un monde différent, de Peter Drucker, Paris, Village mondial, 320 p., 148 F.

elf gabon

Le Conseil d'Administration de la Société Elf Gabon s'est réuni le 11 avril 1996 et a arrêté les comptes définitifs de l'exercice 1995.

Elf Gabon a enregistré un résultat bénéficiaire de 84,325 millions de Dollars US contre 54,436 millions de Dollars US en 1994. Cette hausse résulte de l'amélioration des prix de vente du brut et de la bonne maîtrise des coûts.

Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des Actionnaires convoquée le 6 juin 1996 de distribuer un dividende de 16,50 Dollars US par action au titre de l'exercice 1995 contre 11,50 Dollars US pour l'exercice précédent, payable en Francs Français (ou contre-valeur Francs CFA) sur la base du cours du Dollar US au jour de l'Assemblée Générale Ordinaire.

el à l'aube du XXI^e siècle

Le trafic de la zone Asie-Pacifique... milliards de francs pour 1995

Le trafic de la zone Asie-Pacifique... milliards de francs pour 1995

Une gestion judicieuse des fonds

Une gestion judicieuse des fonds... milliards de francs pour 1995

Cathay Pacific va devoir abandonner son modèle

Cathay Pacific va devoir abandonner son modèle... milliards de francs pour 1995

Journal de l'ESD

DISPARITIONS

■ **ANDREA CARUSO**, premier directeur général d'EntelSat, est mort le 5 avril à Rome, à l'âge de soixante-dix ans. Né le 2 février 1926 à Rome, Andrea Caruso a d'abord occupé différents postes au ministère des PTT à Rome de 1949 à 1964, puis à l'Union internationale des télécommunications à Genève jusqu'en 1968, et à l'EntelSat, société des télécommunications spatiales de l'Italie. Avant de rejoindre EntelSat, organisation européenne de télécommunications par satellite, en 1981, d'abord en qualité de secrétaire général, puis de directeur général, il avait été directeur général adjoint d'EntelSat, organisation internationale de communications par satellite. Après huit années passées à la tête d'EntelSat, dont il avait été l'un des pères fondateurs, Andrea Caruso avait pris sa retraite en décembre 1989.

■ **DAN WOLF**, cofondateur de l'hébdomadaire culturel new-yorkais *The Village Voice*, est mort jeudi 11 avril, à New York. Il était âgé de quatre-vingts ans. Ce par New-Yorkais était né le 25 mai 1915 dans le quartier de l'Upper West Side, où son père était antiquaire. Il sert dans l'US Air Force pendant la deuxième guerre mondiale, puis étudie dans un centre de recherche social de Greenwich Village, où il rencontre le psychologue Ed Fancher et le romancier Norman Mailer. Avec le journaliste John Wilcock, le quatuor fonde le 26 octobre 1955 le *Village Voice*, hebdomadaire qui devint le miroir du dynamisme new-yorkais. Lancé avec 10 000 dollars, il offre des informations pratiques mais aussi des reportages sur les Black Panthers, les mouvements féministe et homosexuel, puis prend position pour le mouvement pour les droits civiques et contre la guerre du Vietnam, défend le Living Theatre et Andy Warhol. Dan Wolf et Ed Fancher vendirent l'hébdomadaire à la fin des années 70. Dan Wolf devint alors conseiller d'Ed Koch, élu à la mairie de New York en 1977. Il conserva cette fonction au-delà de 1990 quand Ed Koch perdit la mairie.

■ **NADIR YATA**, journaliste marocain, rédacteur en chef du quotidien d'opposition *Al Bayane*, est mort vendredi 12 avril à Casablanca, à l'âge de quarante-trois ans. Nadir Yata, qui souffrait d'un cancer du poumon, était le fils d'Ali Yata, secrétaire général du Parti du progrès et du socialisme (PPS).

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du vendredi 12 avril sont publiés :
● **Médiation** : un décret modifiant le code de procédure pénale et relatif à la médiation pénale.
● **Tourisme** : un décret et un arrêté relatifs au Conseil national du tourisme.
● **Pompier** : une circulaire relative aux relations entre le service départemental d'incendie et de secours et les établissements publics hospitaliers dans les interventions relevant de la gestion quotidienne des secours.
● **Consommation** : un décret pris pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services en ce qui concerne les denrées alimentaires.
● **CNES** : un décret relatif au Centre national d'études spatiales.

AU CARNET DU MONDE

Naissances

Le capitaine et M^{re} **Étienne RENOUARD**, Adrien et France ont la joie de faire part de la naissance de

Marie,

le 28 mars 1996, à Dijon.
63, rue de Varenne,
75007 Paris.
SP 85016
00814 Armées.

Mariages

Marie-Laure et Eric

se sont mariés le samedi 13 avril 1996, à la mairie de Fals.

17, allée des Tillands,
31280 Mons.
Jean-Blanc
47220 Fals.

Décès

Le Bailli prince Guy de Polignac, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.
La marquise de Bagnoux, née princesse Anne-Marie de Polignac, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Le prince et la princesse Edmond de Polignac, leurs enfants et petits-enfants.
La princesse Thérèse de Polignac, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.
S.A.S. le prince Rainer de Monaco, ses enfants et petits-enfants.
S.A.S. la princesse Amélie de Monaco, ses enfants et petits-enfants.
M. le duc de Polignac.

font part du rappel à Dieu, le jeudi 11 avril 1996, en l'église de Monaco, de

Louis, Marie, Charles, Henri
prince de POLIGNAC,

né le 10 novembre 1909.

Officier de l'ordre national de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite.
Bailli grand-croix d'honneur et de dévouement au mérite de l'ordre souverain de Malte, grand-croix de l'ordre de la Couronne de Belgique, grand-officier de l'ordre de Saint-Charles, grand-croix de l'ordre Constantinien de Saint-Georges, président d'honneur de la Société des baillis de l'ordre de Malte, vice-président de la Fondation Singer-Polignac, membre du conseil d'administration de la Fondation Prince Pierre-de-Monaco, président de l'Association monégasque de l'ordre souverain de Malte, président de la Société d'entraide des membres de la Légion d'honneur de la principauté de Monaco, ancien vice-président de la S.A. Champagne Pommery et Grano à Reims, ancien administrateur de Janssen-Lavrin Cochin, ancien président du Syndicat des sports de Reims.

Les obsèques auront lieu en la cathédrale de Monaco, le jeudi 18 avril, à 16 heures, et l'inhumation, ultérieurement, à Kerbastic-en-Gueld (Morbihan). Des messes, annoncées par voie de presse, seront successivement dites à Antibes, Polignac (Haute-Loire), Reims, Paris, Saint-du-Croisne et Guédel.

(Tenue : uniforme avec décoration ou civil de l'ordre souverain de Malte.)

Le président,
Les membres du conseil d'administration,
Le directeur général,
Et l'ensemble du personnel de la Société des baillis de l'ordre de Malte, ont la tristesse de faire part du décès de leur président d'honneur, le

Prince **LOUIS DE POLIGNAC**,

surné le 11 avril 1996, en principauté de Monaco.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 18 avril, à 16 heures, en la cathédrale de Monaco.

M^{re} Sophie Blumstein-Blanchet, M. et M^{re} Robert Badier et leurs enfants,
M^{re} Michèle Blumstein-Blanchet et ses enfants,
M. Nicolas Rachline, M. et M^{re} Claude Dalac et leurs enfants,
ont l'immeuble de faire part du décès de

M. Marcel
BLEUSTEIN-BLANCHET,

leur époux, père, grand-père et arrière-grand-père, surné en son domicile, le jeudi 11 avril 1996, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 12 avril.

23, rue Albéric-Magnard,
75016 Paris.

Les membres du conseil de surveillance de Publicis,
Et tous les collaborateurs du groupe, ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel
BLEUSTEIN-BLANCHET,
président fondateur de Publicis.

surné en son domicile, le jeudi 11 avril 1996, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 12 avril.

Publicis,
133, avenue des Champs-Élysées,
75008 Paris.

La Fondation Marcel-Bleustein-Blanchet pour la vocation, ses mille lauréats,
Ses jurets,
Ses dévoués,
Et tous ses bienfaiteurs,

ont l'immeuble de faire part de la disparition de

M. Marcel
BLEUSTEIN-BLANCHET,
président fondateur.

60, avenue Victor-Hugo,
75018 Paris.

Les bédés de la crèche Marcel-Bleustein-Blanchet,
ont le chagrin d'annoncer la disparition du président fondateur de leur crèche.

Marcel
BLEUSTEIN-BLANCHET,

et s'associent au deuil de sa famille.

20, rue du Chevalier-de-la-Barre,
75018 Paris.

Les membres du conseil d'administration,
La directrice et le personnel du Centre français de Monaco,
ont le regret de faire part du décès de leur président, surné le 11 avril 1996.

Marcel
BLEUSTEIN-BLANCHET,

et présentent leurs condoléances profondément émus à sa famille.

16, rue Lamack,
75018 Paris.
(Le Monde du 13 avril.)

L'Association psychanalytique de France
meurt avec une très profonde émotion la disparition du professeur

André **BOURGUIGNON**,

surné le 9 avril 1996.

Le professeur Bourguignon était membre honoraire de l'APF. Il dirigeait la traduction des œuvres complètes de Sigmund Freud avec une rigueur et un talent dont la communauté analytique et scientifique lui rendra redoutable.

Que M^{re} André Bourguignon et sa famille soient assurés de notre sympathie unanime.

M^{re} Nadjine Ben Mebarek, M. Marwan Ben Mebarek, ses enfants,
M. Mohammed Ben Mebarek, son compagne, Charlotte, Dominique et Isabelle Le Millon, ses frères et sœurs,
Et toute la famille,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

M^{re} Chantal
LE MILLON-BEN MEBAREK,

surné le vendredi 22 mars 1996, à l'âge de cinquante-sept ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le lundi 25 mars, après des obsèques dans le caveau familial, au cimetière de Neuilly (Seine-et-Oise).

7, place de Rungis,
75013 Paris.

Mont-Saint-Aignan (Seine-Maritime), Rouen (Seine-Maritime).

M^{re} Dorval, archevêque de Rouen, Les vicaires généraux, Le clergé, Et la famille Maurice, font part du décès de

M. l'abbé **Marc MAURICE**,

surné à Chambéry (Savoie), le 10 avril 1996.

La célébration religieuse aura lieu le mardi 16 avril, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-de-Miséricorde de Mont-Saint-Aignan (Seine-Maritime).

M^{re} Souffrant, née Moine,
son épouse,
Catherine Goussier, Magali Richier, ses filles,
et leurs époux Jean-François Comon et Georges Richier,
Muriel, Dorcas, Marguerite, ses petites-enfants,
Jeanne,
sa sœur,
et son époux Jean Goussier,
ont la douleur de faire part du décès de

Docteur **Jacques SOULLARD**,

le 13 avril 1996.

La cérémonie religieuse aura lieu dans la plus stricte intimité.

M^{re} Lida Terras,
son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Pierre-Marie **TERRAS**,
directeur honoraire

des Hôpitaux psychiatriques autonomes, surné le 16 avril 1996, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Une bénédiction sera donnée le mardi 16 avril, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, rue Raymond-Poincaré, Paris-16^e.

84, rue Laffitte,
75018 Paris.

M^{re} Jean Willerval,
son épouse,
Ses enfants, petits-enfants,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean **WILLERVAL**,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier des Arts et Lettres,
Grand Prix national d'architecture.

La cérémonie religieuse sera célébrée à 15 h 30, le mercredi 17 avril 1996, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Soaux, 1, rue du Docteur-Berger.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue Paul-Coudré,
92330 Soaux.

Remerciements

Profondément touchés, lors de la mort de

Claude **MAURIAU**,

par tant de témoignages reçus d'amis connus et inconnus,

Marie-Claude,
sa femme,
les remercie du fond du cœur.

Messes anniversaires

Colette **LANGIGNON**,
psychanalyste.

surné au cimetière d'Étigny-Murcel, à la Maison verte, aux Ponts catholiques et, jadis, aux Carottes.

Elle est morte le 24 avril 1992.

Son souvenir est vivant et nous nous réunissons pour une messe en sa mémoire.

Le mercredi 24 avril 1996, à 12 h 15, en l'église Saint-Laurent.

68, boulevard de Strasbourg,
près de la gare de l'Est (Paris).

Anniversaires de décès

Pour

Pierre-Frank **NAUDET**,

que ceux qui l'ont connu et aimé pensent à lui, encore et toujours.

L. Lisane.

Il y a vingt-cinq ans.

Il y a dix ans aujourd'hui.

Docteur et Robert **MARJOLIN**.

Ils nous accompagnent.

Le 16 avril 1990, est mort

Brian de **MARTINOIR**.

Francine,
sa femme,
demande à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pour lui.

49, rue Lamack,
75018 Paris.

Communications diverses

Les Journées de la mémoire.

Mercredi 17 avril 1996, à 20 h 30. Table ronde : « Shoah : les Alliés, l'Église, la Croix-Rouge : entre silence et courage ». Avec Arno Karfeld, Isabelle Vishniac, Alain Didier-Weill, Benjamin Duvshani et Philippe Boukara. P.A.F. Centre communautaire de Paris. Tél. : 49-95-95-92, 5, rue de Rochechouart, 75009 Paris. Métro Cadet.

SÉMINAIRE : « Mille ans d'histoire juive en Pologne ». Mercredis 17 et 24 avril et jeudi 2 mai 1996 à 18 h 30. Avec Henri Mincares, professeur. P.A.F. Centre communautaire de Paris. Tél. : 49-95-95-92, 5, rue de Rochechouart, 75009 Paris. Métro Cadet.

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

« Séminaires. Anar Bosniak : « Les temporalités de la forme musicale : Adorno et Bergson », 7 mai, 18 h 30-20 h 30, mairie du quartier du Vieux Lille, 17, place L.-de-Bettignies, Lille.

« L'événement anthropologique et les problèmes de la reformation », intervention de Dominique Janicaud : « Qu'est-ce qu'un événement ? », 26 avril, 16 heures-18 heures, salle de la bibliothèque universitaire, faculté des lettres de Nice.

Danièle Cohen-Lévinas : « Quant à la négativité : genèse et génétique des manuscrits musicaux », 23 avril, 28 mai, 18 heures-20 heures, salle de débats A, Carré des sciences, 1, rue Descartes, 75005 Paris.

Sandra Salomon : « Une politique de l'avenir », 2, 9 mai, 18 heures-20 heures, amphithéâtre B, Carré des sciences, 1, rue Descartes, 75005 Paris.

Stéphane Argüelles : « La psychologie et la noétique spéculatives du bouddhisme tardif », 24 avril, 22 et 29 mai, 18 heures-20 heures, amphithéâtre B, Carré des sciences, 1, rue Descartes, 75005 Paris.

« Du visage », sous la responsabilité de D. Diderik-Lyotard et Patrick Wald Laouaki avec M. Arouin, F. Bonnet, G. Breteau-Skima, C. Buci-Glucksmann, A. Busine, G. Farnese, J. Gausson, R. Wald Laouaki, J.-P. Lyotard, J.-M. Raymond, P. Siza, P. Turlur, 6 et 7 mai, 10 heures-19 heures, université du Littoral, 21, quai de la Citadelle, Dunkerque.

Toutes les activités du Collège international de philosophie sont libres et gratuites.

Renseignements sur salles, réponse : 44-41-46-83. - Autres renseignements : 44-41-46-83.

Anniversaires

l'IAE de PARIS

à soulever ses 40 bougies.

Pierre Joly, son président, Jean-Pierre Heller, le directeur de l'Institut, remercient toutes celles et tous ceux qui ont participé à cet événement.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Le Monde DE L'ÉDUCATION

Mensuel n° 236 avril 1996

ÉCRITURE, LECTURE, URGES

28 F

1925-1995 : les leçons du « certifié » dérangeant
La télé à l'école : pour et contre

Hongrie : l'université Soros
L'insertion par l'art
L'orientation des filles

Le Monde en ligne

LE MONDE est sur la toile :

consultez sur Internet la « une » du journal, le supplément multimedia, des pages spéciales.

Adresse du serveur WEB sur INTERNET
<http://www.lemonde.fr>

World Wide Web en Web on envoie la Toile
comme l'appelle les Québécois
est un sous-ensemble d'Internet.

en partenariat avec

THOMSON

Pour se connecter sur Internet, il faut disposer d'un ordinateur doté d'un modem et souscrire un abonnement auprès d'un fournisseur d'accès.

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT
3615 LEMONDE

AUJOURD'HUI

SPORTS

COUPE DE FRANCE Le Nîmes olympique (National 1) a réussi l'un des plus grands exploits de l'histoire de la Coupe de France en éliminant Montpellier (D1), 1-0, dimanche

14 avril, en demi-finale. Pour la première fois un club issu de l'ancienne division 3 participera à la finale de cette compétition. ● AU PARC DES PRINCES, samedi 4 mai, les Nîmois

joueront contre l'AJ Auxerre (D1), qui a éliminé d'extrême justesse l'OM (D2) à Marseille, samedi 13 avril, 1-1 (3 tirs au but à 1). ● LES GIRONDINS DE BORDEAUX ouvriront

mardi 16 avril, la semaine des demi-finales retour de coupes d'Europe en rencontrant le Slavia Prague, en Coupe de l'UEFA. Avant Nantes en Coupe de l'UEFA. Avant Nantes en Coupe de l'UEFA. Avant Nantes en Coupe de l'UEFA.

Coupe des coupes, les Bordelais compteront notamment sur le Néerlandais Richard Witschge pour préserver l'avantage acquis à Prague (1-0).

Nîmes chamboule la hiérarchie pour accéder en finale de la Coupe de France

Vainqueur de Montpellier (D1), le club est le premier de National 1, l'ancienne troisième division, à gagner une place au Parc des Princes. Il rencontrera le 4 mai l'AJ Auxerre (D1), qui a éliminé l'OM (D2) aux tirs au but

NÎMES
de notre correspondant
Les larmes des Crocodiles nîmois ont changé de raison d'être, dimanche 14 avril. En quatre-vingt-dix minutes, les supporters du Nîmes Olympique ont retrouvé leur football et la « Rome française » un peu de sa fierté. Les joueurs de Pierre Barlaguet n'avaient jusqu'à qu'une unique préoccupation : se maintenir en National 1 après leur excellent parcours en Coupe de France. Depuis dimanche et leur victoire sur Montpellier, ils voient désormais s'ouvrir les portes du Parc des Princes et, pourquoi pas, celles d'une Coupe européenne.

C'est la première fois dans l'histoire de la Coupe de France qu'un club de troisième division, devenu récemment le National 1, accède à la finale. Autre pied de nez à la hiérarchie, les footballeurs gardiens pourraient, la saison prochaine, jouer la Coupe des vainqueurs de coupes. Même en cas de défaite, le 4 mai à Paris. Il faudrait pour cela qu'Auxerre, l'autre finaliste, vain-

queur, samedi 14 avril, de l'Olympique de Marseille aux tirs au but, remporte le championnat de France. La jeune équipe nîmoise se retrouverait alors dans une situation totalement incongrue, qui lui ferait rencontrer un jour des semi-professionnels ou des amateurs et le lendemain des géants du football européen.

Au stade des Costières, les rouges et les blancs n'ont pas usé leur victoire, la troisième consécutive, après Saint-Etienne et Strasbourg, obtenue face à un club de première division. Devant vingt mille spectateurs survoltés par ce derby sudiste, ils ont su tenir en respect une formation qui, au fil du match, a accumulé les erreurs de jeu. Le but de la victoire a été inscrit dès la neuvième minute par l'avant-centre Abder Ramdane. « C'était le scénario idéal », commentait, dimanche dans la nuit, l'ancien international Christian Perez, qui venait de quitter ses crampons pour les fourreaux de sa pizzeria. Là, au milieu des supporters, seul le gardien de but Philippe Sence signe des autographes. « Les autres, s'excuse-t-il, je ne sais pas où ils sont. Pour tout dire, on n'avait rien prévu de spécial pour ce soir. »

On avait une toute petite chance,

on l'a jouée à fond, explique encore le gardien des Crocodiles. Les Montpellierains ont eu le monopole du jeu. Nous avons tenu de façon exemplaire, puis en seconde mi-temps, nous avons rectifié en étant plus présents au marquage et en jouant plus haut, ce qui a donné quelques contres intéressants. » La Coupe, c'est avant tout une question d'engagement physique, les joueurs de Louis Nicollin ont voulu jouer trop technique et se sont mis la pression, résume pour sa part le président du club des supporters nîmois.

AMBIANCE DE FERIA
A Nîmes, personne ne croyait vraiment à la victoire des Marx, Prejet, Zugna et Turon, parfaits inconnus pour le grand public. Ou personne ne voulait y croire. Les commerçants n'avaient pas installé de vitrines particulières, pas plus que la municipalité, dirigée par le communiste Alain Clary. Nîmes est trop souvent tombée de haut. Sans revenir à l'époque du « chaudron » du stade Jean-Bouin, dans les années 50, le Nîmes Olympique comptait, il y a encore cinq ans, dans son effectif des joueurs comme Laurent Blanc, Philippe Vercruysse ou Eric Cantona.

L'argent et la politique, ajoutés à des erreurs de recrutement et une valse des entraîneurs, de Michel Méry à Josip Skoblar, en passant par René Girard, ont précipité la dégringolade jusqu'au fin fond du National 1. Dimanche, le coup de sifflet final a effacé ces années d'humiliation. Nîmes, qui jusqu'ici jouait les indifférentes, s'est subitement embrasée. Klaxons, fumigènes, concerts improvisés dans une ambiance de fêria. Cette victoire a sonné comme une libération. « C'est une bouffée d'oxygène », lance un supporter. D'autres veulent voir dans l'exploit de leur équipe une certaine morale : « Aujourd'hui, on a décroché ce que ni l'argent ni les vedettes ne nous ont jamais donné lorsqu'on était en première division. » Dans les bars, le long des boulevards, les plus anciens, qui se souviennent encore de la finale perdue en 1961, face à Sedan, en avaient presque les larmes aux yeux.

Au pied des arènes, un nom est la cible de toutes les attaques, celui de Louis Nicollin. Jouant sur le registre de la rivalité ancestrale entre les deux cités distantes de 40 kilomètres, le président du Montpellier-Hérault a trop parlé. L'histoire de ses joueurs qui, en cas de dé-

faite, rentreraient à pied à Montpellier encadrés de chevaux camarguais, « pour qu'aucun ne sorte du rang », a été vécue comme une nouvelle vexation, un signe de caractère montpelliérain que l'on déteste tant ici, de l'autre côté du Vidoire. « Autant Nîmes a un passé prestigieux, a toujours été une ville de football, autant Montpellier est un jeune club qui, au plan régional, a pourtant réussi à nous supplanter. Cette demi-finale est peut-être symbolique d'un retournement de situation », commente un dirigeant. Yves Lacombe, le président de l'entente des supporters du Nîmes Olympique, se tient un peu en retrait. Comment comprendre ces milliers d'aficionados ? Ils parcourent la ville en chantant les louanges du club qui, le plus souvent, jouent devant à peine cinq cents spectateurs. « La Coupe et le championnat, ce n'est pas la même pression. En championnat, on pense toujours se rattraper le match d'après et on accumule les défaites », répond Philippe Sence. Yves Lacombe, comme l'entraîneur Pierre Barlaguet, espère que la victoire face à Montpellier va créer le déclic tant attendu et permettre au club de se maintenir en National 1. Pour renforcer l'effectif et jouer

l'an prochain la montée en Division 2, cette Coupe de France 1996, qui s'accompagne d'entrées financières providentielles, représente une chance inespérée. C'est peut-être aussi la dernière.

Richard Benguigui

COMMENTAIRE DÉRAISON

Le drapeau noir flotte sur le football français. Un vent d'anarchie, sur les terrains en tout cas, secoue le sport le plus populaire du pays. La victoire de Nîmes (National 1) face à Montpellier (Division 1), pour époustouflante qu'elle soit, n'est pas la seule anomalie de ce week-end. L'A.J. Auxerre, actuellement en tête du championnat de France de Division 1, s'est fait malmené, samedi 13 avril, par Marseille, redus en Division 2. Les Bourguignons n'ont dû qu'aux exploits de leur gardien, Lionel Charbonnier, d'arracher lors de la séance des tirs au but leur billet pour le Parc des Princes. La finale de la Coupe de France opposera donc Auxerre à Nîmes. Au vu des performances du terrain, les deux demi-finales auraient pu accoucher d'un Marseille-Nîmes, et opposer une équipe de Division 2 à une autre de National 1 au bord de la relégation !

Autre lieu, autre logique bafouée. En match en retard du championnat de France, le FC Metz, meilleure défense en lice, s'est fait ébrécher en son stade Saint-Symphorien par l'AS Monaco alors que les Lorrains se voyaient déjà en tête du classement provisoire. Ils ont peut-être perdu le titre quand ils pensaient le gagner.

Serait-ce donc qu'il n'y a plus de petites équipes ou qu'il n'en existe plus de grandes ? Ou, plus simplement, que le football, malgré toutes les velléités d'en faire une matière quantifiable et planifiable, échappera toujours à la raison. Ce week-end un peu fou aura au moins doué les prétentions de ceux qui entendent imposer à ce sport des certitudes économiques.

B. E.

Avec Bordeaux, Richard Witschge veut rattraper le temps perdu

BORDEAUX
de notre envoyé spécial
Une bonne centaine de mètres sépare le terrain d'entraînement des escaliers qui descendent aux douches sous le château du Haillan, le coiffeur des Girondins. Le jeu, une sorte de golf-ballon, consiste à botter la sphère dans ce « trou », en évitant les arbres et les voitures posés sur le parcours. Richard Witschge arme son pied gauche. Deux coups de patte successifs et le ballon vient mourir dans les escaliers. « Deux frappes, on ne peut pas faire mieux », s'écrit-il, tout heureux.

Richard Witschge a des raisons de sourire cette saison. Il n'a jamais aussi bien joué depuis son arrivée en Gironde, il y a trois ans. C'est au bout de l'une de ses ouvertures en profondeur que Christophe Dugarry a inscrit le but de la victoire au match aller à Prague, plaçant les Bordelais en position idéale pour recevoir le Slavia, mardi 16 avril, en demi-finale retour de la Coupe d'Europe. Dans le quotidien du championnat de France, le milieu de terrain néerlandais sait également être définitif. Avec sept buts, il est le meilleur réalisateur d'une équipe qui lutte pour éviter la relégation en deuxième division.

Au sein d'un effectif longtemps sujet aux états d'âme, il s'est aussi révélé précieux par son caractère. Derrière son doux visage lunaire, Richard Witschge dissimule une bête en train. « C'est le genre de type indispensable dans un groupe, explique son coéquipier Laurent Croci. Il a toujours le mot pour rire, surtout cette saison. » Il pimente souvent les longs déplacements d'une bonne blague de potache. A l'Ajax, l'amuseur coupait les cravates des dirigeants pendant leur sommeil. A Bordeaux, il leur scote les pieds.

ENFANT GÂTÉ
« Il sait tout faire avec un ballon, dit de lui Gernot Rohr, son entraîneur. Il donne le tempo de toutes nos actions offensives. C'est aussi un combattant exemplaire dans le pressing. Je ne sais pas vraiment pourquoi il a mis tant de temps à démontrer sa vraie valeur. » Witschge, c'est l'histoire malicieuse contée du jeune prodige trop vite gâché. Titulaire à l'Ajax Amsterdam à dix-sept ans, international à dix-neuf, il joue aux côtés de Frank Rijkaard et Marco Van Basten. Comme eux, il se laisse séduire par les sirènes de l'immigration dans les clubs prestigieux du continent. Lui rejoint Johan

Cruyff à Barcelone. Il a vingt et un ans, une gueule d'ange, de l'argent et aucun doute sur son talent. En Catalogne, il découvre les boîtes, la plage et le banc de touche. Le Barça regorge de stars, la concurrence est rude. Il joue par intermittence. Il évoque les problèmes d'adaptation de l'étranger livré à lui-même, et Cruyff qui n'est pas le compatriote-tuteur dont il aurait tant besoin. Richard Witschge doit grandir seul. La guigne s'en mêle parfois, quand une violaine blessure le prive d'une finale de Coupe d'Europe, puis de l'Euro 92 avec l'équipe nationale.

Il signe à Bordeaux pour se relancer, pour jouer surtout. A l'entraînement, sa douceur et son pied précis forcent l'admiration de ses nouveaux coéquipiers, mais ses pâles prestations en match ne convainquent pas Roland Courbis, l'entraîneur de l'époque, ni le public du parc Lescur. qui commence à râler sa nonchalance. On lui reproche d'être en balade, au ralenti au milieu du terrain. « C'est normal d'être critiqué, j'ai coté cher au club » (18 millions de francs), concède-t-il sans pour autant douter de ses qualités. Avec Courbis et encore plus avec son successeur Toul, le courant passe mal. « L'année der-

nière, même quand j'étais bon, Toni me sortait de l'équipe. J'avais perdu le rythme et la confiance, et puis j'avais d'autres problèmes. Je voulais partir... » On lui ressort le coup de l'enfant gâté à la vie trop facile. « Jalouxie », rétorque-t-il. Pendant des mois, le blond Néerlandais traîne sa morgue au Haillan. Il devient un footballeur trop ordinaire. Seule la promesse de l'arrivée d'un nouvel entraîneur cette saison et d'un rôle plus offensif et plus libre le retient en Gironde.

Avec Slavia Muhl, puis Gernot Rohr, il a retrouvé une âme et un plaisir tout neuf. « La différence, c'est que je joue, donc je me sens bien. Avec Zidane, Dugarry et Lizarazu, nous avons acquis des automatismes. Alors, quand on est au complet, on forme une grande équipe comme contre Milan ou à Prague. » A 26 ans, Richard Witschge veut rattraper le temps perdu et étoffer un palmarès en berne depuis trois ans. Gagner la Coupe d'Europe avec Bordeaux, briller avec les Pays-Bas à l'Euro en Angleterre et - pourquoi pas ? - retourner à l'Ajax qui, dit-on, s'intéresse à lui. « Surtout, je veux jouer, jouer et jouer encore. »

Stéphane Joby

L'équipe Mapei désigne Johan Museeuw vainqueur de Paris-Roubaix

Le Belge a remporté l'édition du centenaire devant deux équipiers

ROUBAIX
de notre envoyé spécial
La victoire s'est décidée à 20 kilomètres de l'arrivée. Parmi les trois hommes échappés depuis des kilomètres, l'un avait déjà l'air heureux. Pourtant, Johan Museeuw ne venait pas de s'envoler dans une accélération, une ultime échappée. Le Belge a continué de rouler aux côtés de ses coéquipiers Gianluca Bortolami et Andrea Tafi. Tout était dit lorsqu'à 6 kilomètres de l'arrivée, au comble du suspense à venir, Museeuw a relevé. Alors, les deux Italiens ont relevé la tête, ils l'ont attendu. Ils auraient pu s'enfuir, mais ils n'en avaient plus le droit. Leur effort avait été muselé par la décision de leur directeur sportif Patrick Lefèvre.

Les trois hommes de la Mapei n'ont laissé entrevoir qu'une grosse colère. On s'engueulait ferme dans le trio, avec force gestes de main virulents. Tafi était tancé pour n'avoir pas relayé ; Bortolami subissait les gros yeux

d'un Museeuw hors de lui. Le stress de fin d'effort, sans doute.

A la houle humaine du vélodrome, les trois coureurs n'offrent pas de sprint, mais une image : Bortolami à l'ombre, Tafi une roue en retrait, les Italiens laissent gagner le Belge en le saluant. A trente ans, Johan Museeuw, l'un des plus solides protagonistes des classiques, rêvait de Paris-Roubaix. La « reine » lui échappait depuis le début des années 90. Il prenait chaque année ses débâtes comme une gifle, lui que l'on considère, dans le peloton, comme le dernier coureur belge d'une souche d'hommes forts, Eddy Merckx ou Roger de Vlaeminck, durs à l'effort, durs au froid.

L'histoire est ironique pour Johan Museeuw. L'homme honoré dimanche par son équipe n'avait jamais gagné Paris-Roubaix à cause d'elle. A chaque fois qu'il se trouvait en position d'entrevoir la victoire, il fut contraint, comme Franco Ballerini, cette fois, de jouer le chien de garde de l'avance de l'un de ses coéquipiers. « J'ai pris la décision logique, explique Patrick Lefèvre. Nous ne voulions pas d'un règlement au sprint. J'ai

choisi de respecter le classement Coupe du monde des trois coureurs. J'ai aussi désigné Johan comme vainqueur parce qu'il est la clef de cette équipe. Il gagne des courses et il en fait gagner à ses coéquipiers. Il méritait sa victoire. » Dimanche, il a également pris la tête du classement général de la Coupe du monde.

POINT CRITIQUE
Le grand perdant du jour était Franco Ballerini. Echappé avec ses équipiers vainqueurs, l'Italien, vainqueur de l'édition 1995, a crevé, à une troisième fois, une de trop, à 84 kilomètres de l'arrivée et il a vu les autres disparaître dans la poussière. Pendant deux heures, Ballerini a joué l'équipier modèle, rongeant son frein, mais contenant les attaques de Stefano Zanini - coureur d'une équipe adverse - pour revenir en tête. « Même avec Ballerini avec eux, j'aurais désigné Museeuw », lâche Lefèvre. Avec trois coureurs sur le podium, l'équipe italienne signe un exploit, plus beau que celui de 1995, où elle s'était tout entière attachée à la victoire de Ballerini (Le Monde du mardi 11 avril). Dès le matin, les hommes de la Mapei se

relayaient en puissance à la tête du peloton, imprimant un rythme fou. Le parcours a été avalé à 43,31 km/h quand les organisateurs avaient prévu la cadence entre 39 et 41 km/h. Il faisait un temps superbe et les routes étaient sèches, privilégiant une course d'équipe dans laquelle Mapei s'est lancée sans hésitation. Johan Museeuw, déjà, était parti avec quatre adversaires avant la fin de la tranchée d'Arenberg. « Je voulais passer ce point critique de la course débarrassé du peloton », explique-t-il laconiquement. Les autres le rejoignent plus tard, ambitieux. Andrei Tchmil, vainqueur du Paris-Roubaix 1994, reste dans la roue. Pas pour longtemps. Victime d'une défaillance et d'un « tout droit » sur les pavés, le Russe capitule.

La course est jouée, les Mapei sont trop nombreux et trop forts, avec trois en tête et une « taupe » malgré elle chez des poursuivants esseulés. « C'est la démonstration d'une équipe, se félicite Patrick Lefèvre. Cette victoire collective

Trois formations en une

Dans une course qui fêlait ses cent ans, sur les pavés du Nord, Mapei-GB a illustré jusqu'à la caricature les nouvelles sentes du cyclisme moderne. L'équipe à capitaux italo-belges, basée à Legnano, près de Milan, n'a pas lésiné sur les moyens pour aller au bout de la logique économique et sportive. La saison dure de février à octobre. Aucun coureur ne peut rester au sommet aussi longtemps. Mais les nécessités du sponsoring exigent une présence de tous les instants. D'où l'idée de faire deux équipes en une. La première entre en scène au moment des classiques printanières. La seconde, bâtie autour du Suisse Tony Rominger et de l'Espagnol Abraham Olano, vise plutôt les courses à étapes. Il est même possible de parler de trois équipes puisqu'un trio de directeurs sportifs, un Belge, un Italien et un Espagnol, se relacent dans la saison pour encadrer les trente coureurs. Mapei-GB aime qu'on parle d'elle mais pas de son budget, qu'il est possible d'estimer entre 60 et 80 millions de francs.

montre comment doit fonctionner une formation. »

« Riche de trente-deux professionnels - dont leur chef de file, le Suisse Tony Rominger - l'équipe Mapei, au fil des années, s'est offerte les meilleurs spécialistes des pavés. Aujourd'hui, rien n'est laissé au hasard, même une victoire sans doute discutée pour la morale sportive. L'issue a été négociée sur les pavés du Paris-Roubaix et à Milan avec Giorgio Squinzi, le patron de cette société de produits de décoration intérieure. « Squinzi voulait qu'ils arrivent tous les trois sur la piste, dit Lefèvre. De ce que les gens disent à propos de cette décision et murmurent sur ce triple, je m'en fous. » Pour le directeur sportif de la Mapei, le pire n'a pas été de désigner le vainqueur : « Il a fallu choisir le deuxième. Je savais qu'Andrea devait être papa aujourd'hui, mais Gianluca se remet à peine d'une mononuclease, alors j'ai opté pour lui. A tous les deux, j'ai dit : « Votre tour viendra. » Mais je ne suis pas sûr que leur tour viendra : c'est quand même le Paris-Roubaix. »

Bénédicte Mathieu

Nick Faldo rempo
sur Greg Norman au

RESULTATS

BASKET-BALL

CYCLISME

FOOTBALL

CENTRE LEXUS
GS 300
LS 400

RENAULT MEGANE
RENAULT CLIO
OMEGA
AVIS CENTRE
227, boulevard

NEUBAUER
vend les derniers

Nick Faldo remporte la guerre des nerfs sur Greg Norman au Masters de golf d'Augusta

Le numéro un mondial a perdu un titre qui lui semblait assuré

La quatrième et dernière journée du 60^e Masters de golf, à Augusta (Géorgie), a été marquée par un coup de théâtre, dimanche 14 avril. Large-

ment en tête de la compétition, l'australien Greg Norman s'est complètement effondré sur le dernier parcours. Cette défaillance a permis à

l'Anglais Nick Faldo de remporter (281-276) pour la troisième fois cette épreuve, la première comptant pour le Grand Chelem.

ATLANTA

correspondance

Le visage de Greg Norman ne sera jamais de ceux où se lisent les épreuves de la vie. L'Australien a pris l'habitude de cacher son regard dans l'ombre que forment les bords relevés de son chapeau. Et il lui plaît de camoufler ses impressions sous un masque immobile et souvent austère.

Dimanche 14 avril, les plus attentifs des spectateurs du 60^e Masters ont pourtant bien cru voir ses traits se durcir et une ombre de dépit gagner son visage. Greg Norman a grimaqué. Certains assurent même l'avoir entendu jurer. Un événement qui se serait produit en fin d'après-midi, sur le green du douzième trou. Jusque-là, l'Australien faisait la course en tête et les experts s'accordaient à voir en lui un vainqueur logique. Au premier jour de la compétition, jeudi, il avait bouclé le parcours en 63 coups et égalé le record du National Golf Club d'Augusta. Au matin du dernier jour, dimanche, il possédait encore six coups d'avance sur l'Anglais Nick Faldo. Une marge qui faisait dire à beaucoup que cette fois, enfin, les Masters allaient se donner à Greg Norman.

Erreur. L'étrange malédiction qui frappe l'Australien dans les grands tournois américains l'a encore repoussé vers le camp

des perdants. Deux fois vainqueur du British Open, Greg Norman n'a jamais pu l'emporter, aux Etats-Unis, dans un tournoi du Grand Chelem. Au Masters, il a été battu sur le dernier trou en 1986 et 1987. L'an passé, la victoire lui a échappé à seulement deux trous du but. « Je vais finir par être plus connu pour mes défaites que pour mes succès », ironisait-il en début de semaine. Une perspective que la journée de dimanche devait transformer en triste certitude.

UN MENTAL INCASSABLE

Paralysé par l'enjeu et par la crainte de l'échec, Greg Norman a vu son bras lui désobéir et les mauvais coups succéder aux erreurs de jugement. Au onzième trou, Nick Faldo l'a rejoint pour partager un temps la tête du classement. Au trou suivant, l'Anglais a pris seul le commandement. Au final, cinq points ont séparé Nick Faldo (-12) de Greg Norman (-7). Le golfier australien a enveloppé cette défaite dans quelques sourires gênés, avant de bafoffier un commentaire élogieux à l'adresse de son vainqueur du jour. Puis il a quitté les lieux d'un pas rapide, en portant sur le dos le poids écrasant d'une humiliation sans doute inoubliable.

Augusta, la défaite de Greg Norman a presque réussi à éclipser la victoire de Nick Fal-

do. L'Australien parti, le public du Masters a enfin osé un regard vers la silhouette familière du golfier britannique. Un rapide coup d'oeil qui a suffi pour lui rappeler de vieux souvenirs.

Par le passé, Nick Faldo avait fait de ce parcours tracé entre les bosquets de fleurs son meilleur terrain de jeu. Il l'avait emporté une première fois en 1989. Puis il avait répété ce succès dès l'année suivante.

Deux victoires arrachées du bout des doigts, en play off, par la grâce d'un mental réputé incassable. Un atout dont l'Anglais a su se servir pour remonter sans peine, dimanche, un écart de six points. « Ce parcours exige de jouer avec beaucoup de précision, expliquait-il, si tôt enfilée la veste verte que se repassent, d'une année sur l'autre, les vainqueurs d'Augusta. Et, surtout, de résister à l'extrême tension qui gagne tous vos mouvements sur les derniers trous du tournoi. »

Pour Nick Faldo, ce succès de prestige ne referme pas seulement une longue parenthèse de déceptions et d'oubli. Il efface aussi les traces encore douloureuses laissées sur lui par un épisode récent de son existence de champion. « J'ai vécu l'enfer », explique-t-il dans un sursourire. En octobre dernier, sa décision de mettre un terme définitif à son mariage l'a précipité bru-

L'Angleterre risque l'exclusion du Tournoi des cinq nations

EN CONFIRMANT, dimanche 14 avril, qu'elle souhaitait négocier seule les droits de retransmission télévisée de ses matches, la fédération anglaise de rugby a accepté le risque d'être exclue du Tournoi des cinq nations. La décision de la fédération anglaise (RFU) a été annoncée à l'issue d'une réunion des fédérations anglaise, écossaise, galloise et irlandaise à Dublin. Tony Hallett, le secrétaire de la RFU, a affirmé que sa fédération souhaitait traiter seule les droits télévisuels des matches du XV de la rose.

« Je pense que cela signifie que l'Angleterre ne fait plus partie du Tournoi des cinq nations », a réagi Vernon Pugh, le président de l'International Board. La BBC détient les droits de tous les matches du tournoi disputés dans les quatre nations anglophones. Ils sont répartis à parts égales entre les quatre fédérations. Les Anglais estiment qu'ils représentent 75 % de l'audience télévisuelle et revendiquent une plus grande part des droits télévisés. (Reuters.)

■ A l'issue de la 18^e et dernière journée des poules préliminaires du championnat de France de rugby, disputée dimanche 14 avril, vingt-quatre clubs joueront les phases finales. Toulon, Narbonne, Castres et Bègles-Bordeaux ont décroché leur qualification directe pour les huitièmes de finale, auxquels quatre équipes étaient déjà assurées de participer : le Stade toulousain et Grenoble en poule 1, Brive et Bourgnon en poule 2, Bayonne et Riom en poule 3, Agen et Castres en poule 4. Le Racing et Montpellier. Le PUC, Biarritz, Béziers et Dijon monteront la saison prochaine en groupe A1. D'ici là, ils disputeront des matches de barrage respectivement face à Pau, Montferrand, Perpignan et Agen, qui se maintiennent dans le groupe A1.

■ TENNIS : Pete Sampras a repris la place de numéro 1 mondial au classement de l'ATP. En battant, dimanche 14 avril, Michael Chang, tenant du titre, en finale du Tournoi de Hongkong, le joueur américain retrouve une place qui était détenue par l'Autrichien Thomas Muster, pourtant vainqueur du Tournoi d'Estoril (Portugal). (AFP)

■ BASKET-BALL : les Bulls de Chicago égalent le record de victoires des Lakers de Los Angeles. Grâce à une victoire 98-72 face aux Cavaliers de Cleveland, dimanche 14 avril, l'équipe de Michael Jordan a remporté leur 69^e succès dans la saison régulière du championnat nord-américain professionnel de basket-ball (NBA). Ce record était détenu depuis la saison 1971-72 par les Lakers de Los Angeles. (AFP)

■ Les deux dernières places de la « Dream Team III » ont été attribuées à l'ailier Charles Barkley (Phoenix Suns) et à l'intérieur Mitch Richmond (Sacramento Kings). L'équipe des Etats-Unis, qui disputera le tournoi olympique aux Jeux d'Atlanta, est ainsi définitivement constituée. (AFP)

■ L'équipe de Villeurbanne envisage d'augmenter son capital et son budget pour la saison prochaine par le biais d'un renforcement du partenariat public et privé. Ce club, troisième du championnat de France (ProA), est en course pour l'Euroleague, la nouvelle formule du championnat d'Europe des clubs. La municipalité de Villeurbanne devrait conserver toutefois une minorité de blocage (33 %) au sein de la société d'économie mixte.

Alain Mercier

RESULTATS

(Autres résultats sur les 3 et 4 p.)

Nimes-Montpellier 1-0

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division (matchs en retard)

Metz-Monaco 0-0

Classé : 1. Auxerre, 64 pts ; 2. Paris SG, 63

3. Metz, 61 ; 4. Monaco et Lens, 58 ; 5. Mon-

pellier, 57 ; 7. Nancy, 52 ; 8. Guingamp, 51 ;

9. Strasbourg, 50 ; 10. Nantes, 47 ; 11. Lyon et

Bastia, 43 ; 13. Le Havre, 42 ; 14. Caennet, 41 ;

15. Bordeaux et Nice, 35 ; 17. Saint-Etienne, 35 ;

18. Gueugnon et Lille, 30 ; 20. Martigues, 25.

Deuxième division (matchs en retard)

Caennet 2-1

Classé : 1. Pau-Orthez, 51 pts ; 2. Limoges

30 ; 3. Vichy, 49 ; 4. Antibes, 45 ; 5. Dijon,

43 ; 6. PSG-Racing, 42 ; 7. Laval, 41 ; 8. Nancy

et Montpellier, 40 ; 10. Evreux, 38 ; 11. Cholet et

Le Mans, 36 ; 13. Besançon et Lyon, 35 ;

15. Strasbourg, 34 ; 16. Gravelines, 33.

Dames (Finale)

Match d'appui

Bourges-VIA Orléans 79-45

CHAMPIONNAT D'ALLEMAGNE

Finale

Munich 1860-Urdening 2-1

Finale

Eintracht Frankfurt-Hansa Rostock 1-3

Finale

VfB Stuttgart-Bayern Munich 0-1

Finale

Borussia Dortmund-Schalke 04 0-0

Finale

Eintracht Frankfurt-Cologne 2-1

Finale

Saint Paul-Werder Brême 1-2

Finale

Eintracht Frankfurt-Hansa Rostock 1-3

Finale

VfB Stuttgart-Bayern Munich 0-1

Finale

Borussia Dortmund-Schalke 04 0-0

Finale

Eintracht Frankfurt-Cologne 2-1

Finale

Saint Paul-Werder Brême 1-2

Finale

Eintracht Frankfurt-Hansa Rostock 1-3

Finale

VfB Stuttgart-Bayern Munich 0-1

Finale

Borussia Dortmund-Schalke 04 0-0

Finale

Eintracht Frankfurt-Cologne 2-1

Finale

Saint Paul-Werder Brême 1-2

Finale

Eintracht Frankfurt-Hansa Rostock 1-3

Finale

VfB Stuttgart-Bayern Munich 0-1

Finale

Borussia Dortmund-Schalke 04 0-0

Finale

Eintracht Frankfurt-Cologne 2-1

Finale

Saint Paul-Werder Brême 1-2

Finale

Eintracht Frankfurt-Hansa Rostock 1-3

Finale

VfB Stuttgart-Bayern Munich 0-1

Finale

Borussia Dortmund-Schalke 04 0-0

Finale

Eintracht Frankfurt-Cologne 2-1

Finale

Saint Paul-Werder Brême 1-2

Finale

Eintracht Frankfurt-Hansa Rostock 1-3

Finale

VfB Stuttgart-Bayern Munich 0-1

Finale

Borussia Dortmund-Schalke 04 0-0

Finale

Eintracht Frankfurt-Cologne 2-1

Finale

Saint Paul-Werder Brême 1-2

Finale

Eintracht Frankfurt-Hansa Rostock 1-3

Finale

VfB Stuttgart-Bayern Munich 0-1

Finale

Borussia Dortmund-Schalke 04 0-0

Finale

Eintracht Frankfurt-Cologne 2-1

Finale

Saint Paul-Werder Brême 1-2

Finale

Eintracht Frankfurt-Hansa Rostock 1-3

Finale

VfB Stuttgart-Bayern Munich 0-1

Finale

Borussia Dortmund-Schalke 04 0-0

Finale

Eintracht Frankfurt-Cologne 2-1

Finale

Saint Paul-Werder Brême 1-2

Finale

Eintracht Frankfurt-Hansa Rostock 1-3

Finale

VfB Stuttgart-Bayern Munich 0-1

Finale

Borussia Dortmund-Schalke 04 0-0

Finale

Eintracht Frankfurt-Cologne 2-1

Finale

Saint Paul-Werder Brême 1-2

Finale

Eintracht Frankfurt-Hansa Rostock 1-3

Finale

VfB Stuttgart-Bayern Munich 0-1

Finale

Borussia Dortmund-Schalke 04 0-0

Finale

Eintracht Frankfurt-Cologne 2-1

Finale

Saint Paul-Werder Brême 1-2

Finale

Eintracht Frankfurt-Hansa Rostock 1-3

Finale

VfB Stuttgart-Bayern Munich 0-1

Finale

Borussia Dortmund-Schalke 04 0-0

Finale

Eintracht Frankfurt-Cologne 2-1

Finale

Saint Paul-Werder Brême 1-2

Finale

Eintracht Frankfurt-Hansa Rostock 1-3

Finale

VfB Stuttgart-Bayern Munich 0-1

Finale

Borussia Dortmund-Schalke 04 0-0

Finale

Eintracht Frankfurt-Cologne 2-1

Finale

Saint Paul-Werder Brême 1-2

Finale

Eintracht Frankfurt-Hansa Rostock 1-3

Finale

VfB Stuttgart-Bayern Munich 0-1

Finale

Borussia Dortmund-Schalke 04 0-0

Finale

Eintracht Frankfurt-Cologne 2-1

Finale

Saint Paul-Werder Brême 1-2

Finale

Eintracht Frankfurt-Hansa Rostock 1-3

Finale

VfB Stuttgart-Bayern Munich 0-1

Finale

Borussia Dortmund-Schalke 04 0-0

Finale

Eintracht Frankfurt-Cologne 2-1

Finale

Saint Paul-Werder Brême 1-2

Finale

Eintracht Frankfurt-Hansa Rostock 1-3

Finale

VfB Stuttgart-Bayern Munich 0-1

Finale

Borussia Dortmund-Schalke 04 0-0

Finale

Eintracht Frankfurt-Cologne 2-1

Finale

Saint Paul-Werder Brême 1-2

Finale

Eintracht Frankfurt-Hansa Rostock 1-3

Finale

VfB Stuttgart-Bayern Munich 0-1

Finale

Borussia Dortmund-Schalke 04 0-0

Finale

Eintracht Frankfurt-Cologne 2-1

Finale

Saint Paul-Werder Brême 1-2

Finale

Eintracht Frankfurt-Hansa Rostock 1-3

Finale

VfB Stuttgart-Bayern Munich 0-1

Finale

Borussia Dortmund-Schalke 04 0-0

Finale

Eintracht Frankfurt-Cologne 2-1

Finale

Saint Paul-Werder Brême 1-2

Finale

Eintracht Frankfurt-Hansa Rostock 1-3

Finale

VfB Stuttgart-Bayern Munich 0-1

Finale

Borussia Dortmund-Schalke 04 0-0

Finale

Eintracht Frankfurt-Cologne 2-1

La météorologie à l'âge de la grande consommation

Les Français se passionnent pour les produits qui les renseignent sur l'évolution prévisible du temps. L'essor de la civilisation des loisirs et l'envie de se rapprocher de la nature expliquent ce phénomène

GRAND BEAU TEMPS persistant, aucun nuage à l'horizon. Le baromètre des activités météorologiques affiche un optimisme à toute épreuve. Et ce n'est pas Météo France qui s'en plaindra. En 1995, ses répondants téléphoniques départementaux ont reçu 45 millions d'appels et le serveur Minitel qui permet de connaître le temps qu'il fait en France comme dans le monde en a recensé 11 millions pour un total de 120 millions de francs de recettes. Six millions de plus qu'en 1994, 42 millions de mieux qu'en 1992.

La concurrence du secteur privé s'organise. Encore modeste (10 millions de francs), le chiffre d'affaires de Météo-Consult, société spécialisée dans les services spécifiques aux entreprises mais qui propose aussi des prévisions par téléphone, a progressé de 15 % en deux ans. Pour sa part, la Chaîne Météo, qui émet quatre heures par jour sur le réseau câblé depuis juin, diffusera vingt-quatre heures sur vingt-quatre dès fin avril sur le « bouquet numérique » de Canal Plus.

Le plus remarquable est que cet engouement n'est pas saisonnier. Si elle explose littéralement à l'approche des départs pour les sports d'hiver ou lors d'un épisode neigeux sur l'ouest de la France, la fréquentation des services météorologiques reste soutenue le reste de l'année. Bien sûr, les agriculteurs, les entreprises du bâtiment et EDF (gros consommateur d'informations climatiques qui lui permettent de programmer l'activité de ses centrales) demeurent des clients importants. Reste que, sur les répondants de Météo France, les trois quarts du trafic sont assurés par des particuliers en quête d'informations locales.

« Nos prévisions à cinq jours sont devenues un objet de consommation grand public. Nous appelons parfois devenu un réflexe », constate Marionne Lyon-Caen, responsable de la communication à Météo France, qui souligne que la durée des appels tend à s'allonger.

Selon les études de clientèle, l'utilisateur-type est majoritairement un homme (53 %), dans la

tranche d'âge 25-49 ans, appartenant à un milieu plutôt aisé et résidant de préférence dans une petite commune (les grandes agglomérations sont sous-représentées parmi les usagers). Environ 8 % de ces météoconsommateurs, qui ne se satisfont pas des bulletins de la presse écrite, de la télévision ou de la radio cherchent tout simplement à choisir leur tenue vestimentaire du jour.

WEEK-ENDS « À FLUX TENDUS »
Dans plus de 60 % des cas, l'information recherchée est directement liée à l'organisation d'une activité de plein air ou, plus rarement, à un voyage à l'étranger. Visiblement, il s'agit-là d'un effet du succès persistant du vélo tout-terrain, de la randonnée et des sports nautiques ou de plaisance (des informations spécifiques sont à la disposition des amateurs méridionaux de planche à voile), autant d'activités qui nécessitent - parfois pour d'évidentes raisons de sécurité - des indications précises sur l'évolution du temps.

Cet engouement reflète aussi une tendance croissante des Français à « gérer » leurs loisirs pour mieux en profiter. De plus en plus fractionnés, les vacances comme les week-ends s'organisent « à flux tendus ». Ainsi, dès qu'il gagne sa résidence du Lot, ce Parisien a pris l'habitude de se renseigner sur l'humidité prévisible du ciel aussitôt que celui-ci se voile. Pour 2,23 francs la minute, il saura s'il est raisonnable d'organiser un barbecue avec des amis ou de partir en ballade.

Pour les interrogations sont trop pressantes pour que l'usager se contente de la voix anonyme d'un message enregistré ou d'un écran télématique. Un service de « consultation météorologique en

direct » (20 000 appels l'an passé) a donc été mis en place par Météo France, pour un coût d'environ 60 francs l'appel. Il permet à ceux qui ont de la famille outre-mer de s'enquérir auprès d'un prévisionniste en chair et en os du trajet d'un cyclone. D'autres n'hésitent pas à questionner avec insistance les experts sur la période la plus propice (juin ou septembre ?) pour fixer la date du mariage de leur fille. Ou à les interpellés avec anxiété sur les risques d'orage.

Jamais en retard d'un anticyclone, Grégoire, vingt-six ans, fait partie des 10 % d'usagers qui sollicitent les services de Météo France sans motif particulier. « Enfant, je n'arrêtais pas de scruter le thermomètre dès qu'il me semblait qu'il pouvait neiger », se souvient ce grand voyageur qui avoue « pouvoir passer des heures devant les cartes mobiles diffusées par Weather Channel, la chaîne météo américaine ». « Cette passion est sûrement le reflet d'un comportement d'angoisse, un

moyen de se dire que l'on a un minimum d'emprise sur les événements puisque l'on sait quel temps il fera », s'interroge-t-il à voix haute.

« Par l'entremise de la science météorologique, certaines personnes cherchent à retrouver une nature mythique, assure de son côté, le sociologue Bernard Slosse. Cela correspond à une demande d'évasion mais aussi au souhait de rejouer le temps social, c'est-à-dire le rythme de vie, avec le temps naturel déterminé par la météo. Cette aspiration n'a pas échappé aux professionnels.

MARGE D'ENFERMEUR

Dès cet été, Météo France pourra rendre publiques des prévisions (à six heures) de pollution de l'air pour la capitale alors que la Chaîne Météo, qui diffuse des informations relatives aux rayons ultraviolets et à la présence de pollens générateurs d'allergies, prévoit de réaliser ses propres indices de qualité de l'air.

Paradoxalement, il semble que les attentes croissantes du public n'ont pas rendu son jugement plus sévère à l'égard d'une information qui, inévitablement, conserve toujours quelque chose d'arbitraire. « Plus les gens sont gavés de météo, plus ils intègrent les incertitudes inhérentes au métier, assure Eric Savant-Ros, PDG de Météo-Consult. Après une période d'apprentissage, ils s'aperçoivent que, neuf fois sur dix, nos indications se révèlent exactes. » A terme, il y a pourtant fort à parier que le développement de la concurrence entre organismes de prévision limitera ce droit à l'erreur.

Jean-Michel Normand

★ Météo France. Prévisions France entière par téléphone : 36-68-01-01 (service audiotel, 2,23 F la minute) ; par Minitel : 3615 METEO.
★ Météo-Consult. Prévisions par téléphone : 36-68-12-34 (service audiotel, 2,23 F la minute) ; par Minitel : 3615 MET.

Les bons comptes des expositions dans les grands magasins

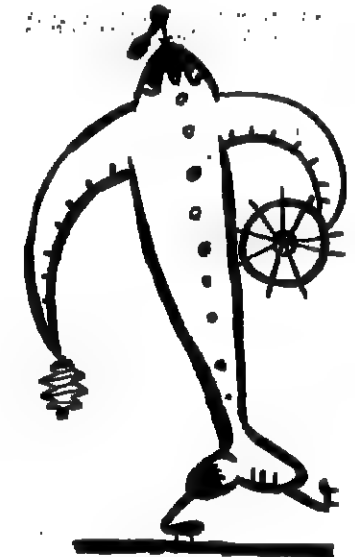
CHINE, VIETNAM, Philippines, Afrique du Sud... Pour attirer le chaland, les grands magasins rivalisent d'expositions « culturelles ». En 1912, le Printemps proposait déjà à ses clients de découvrir les mystères de la Chine. Les Galeries Lafayette ont remis la recette au goût du jour il y a une quinzaine d'années.

Supervisée par un commissaire d'exposition, la présentation d'objets artisanaux, meubles, vêtements, sculptures, bijoux, photos prêtés par des musées et des collectionneurs privés est bien évidemment couplée avec la vente d'une multitude de produits locaux. Le pays du jour doit « avoir une grande force de dépassement, une culture millénaire qui fait rêver, un large éventail de produits artisanaux et une main-d'œuvre bon marché, afin que les produits soient proposés à des prix attractifs », explique Michel Rouleau, directeur des achats aux Galeries Lafayette.

POUR L'IMAGE DE MARQUE

Ces grandes expositions (sur 1 800 mètres carrés aux Galeries Lafayette) coûtent cher, aux alentours de 5 millions de francs, et cela sans compter l'achat des produits qui sont proposés à la vente. Pourtant, ces manifestations sont devenues un passage obligé pour les grands magasins. Les Galeries Lafayette viennent de clore une exposition sur la Chine et s'apprêtent à fêter l'Afrique du Sud, alors que le Printemps met à l'honneur les Philippines depuis le 13 avril.

« Ces opérations ne sont pas directement rentables mais jouent un rôle majeur en termes de construction de notre image de marque, souligne M. Rouleau. Les clients adorent. Ils voyagent par procuration. On leur met gratuitement le monde à portée de yeux. » La fréquence



quantité du magasin s'en trouve « dopée » de 10 à 15 %, et « les produits vendus génèrent un gros chiffre d'affaires », reconnaît-on. « Car l'exposition culturelle leur apporte une valeur symbolique », explique Agnès de la Mure, du Printemps. Un « alibi » culturel susceptible de déculpabiliser le consommateur, que le caractère nécessairement temporaire de l'exposition pousse par ailleurs à l'achat d'impulsion.

Au-delà des produits directement liés à l'exposition, l'ensemble des rayons avoisants gonfle son chiffre d'affaires à cette occasion. Mais c'est l'agence de voyages du grand magasin qui profite le plus de cette énorme publicité faite à une contrée, vers laquelle est évidemment proposé un séjour à tarif préférentiel. Aux Galeries Lafayette, les achats de voyages vers le pays exposé augmentent d'un tiers. Et ce n'est pas un hasard si les expositions majeures se déroulent au moment où se prennent les décisions de vacances.

Enfin, les expositions-ventes permettent de renouveler la communication publicitaire du magasin et « de découvrir d'autres sources d'approvisionnement, avec l'idée de développer ensuite des relations commerciales avec ce pays », explique-t-on au Printemps. D'où la pression insistante de certaines ambassades, qui vont parfois jusqu'à subventionner les grands magasins pour que leur pays soit mis à l'honneur.

Pascale Krémer



DESSIN FRANÇOISE ROUSSET



Commerce au balcon

Puisque, le printemps venu, nos balcons et terrasses les intéressent, les professionnels du jardin ont poussé la curiosité jusqu'à en évaluer le nombre. Il y en aurait 16 millions auxquels s'ajouteraient 58 millions de rebords de fenêtre suffisamment accueillants. Or sur ces 74 millions d'« espaces de fleurissement », seuls 32 millions sont « exploités ». Estimant le marché potentiel à 5 milliards de francs, l'Association Promojardin, qui réunit l'ensemble de la « filière jardin », a

décidé de créer la Fête des balcons dont la deuxième édition se tient du 13 au 21 avril dans la plupart des jardineries. Parrainée par le

ministère de l'Agriculture, cette campagne de sensibilisation consiste donc en une vaste opération de promotion commerciale. Ses organisateurs (bien placés pour savoir que leur activité est l'un des rares secteurs de la consommation en progression soutenue) ne s'en cachent pas et mettent en avant jardiniers (on trouve des supports de balconnière avec système de sécurité intégré), pulvérisateurs, treillages, terreau, engrais, sans compter les systèmes d'arrosage programmables pour terrasse, au succès grandissant. Quant aux végétaux, ils se multiplient mais le pélagonium (autrefois dit le géranium) reste le roi des balcons. Chaque année, quelque cent millions de plants sont produits en France et, selon l'Office national interprofessionnel des fruits, des légumes et de l'horticulture (Oniflor) pas moins de 79 % des possesseurs de surface fleurie en ont planté sur leur rebord de fenêtre. Mis au

point par des pépiniéristes et des horticulteurs, les « nouvelles espèces d'arbustes nains et compacts », confères ou fruitiers adaptés au plus étroit des balcons, rencontrent un succès grandissant. Cette intense activité promotionnelle qui éclôt à l'arrivée des beaux jours est, finalement, assez rafraîchissante. Peut-être trop ? L'une des règles élémentaires du jardinier avisé impose que l'on installe ses pélagoniums non pas mi-avril mais début mai, après les saints de glace. Pour ne pas les livrer en pâture aux dernières gelées...

J.-M. N.

CONCERTS

cité de la musique

Opéra de marionnettes

du 11 au 28 avril

Le Trésor de la nuit

« musique d'Alain Féron »

Places de 14 à 84

1.33.84.14.84

LUNDI 15 AVRIL - 20 h 30

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Freiburger Barockorchester

Dir. : **Gustav Leonhardt**

ZELENKA, TELEMANN, RAMEAU

Places de 40 F à 290 F

Tél. rés. : 49-52-50-50

MARDI 16 AVRIL à 20 h 30

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Ensemble Wien-Berlin

Solistes des Orchestres philharmoniques

de VIENNE et de BERLIN

IBERT, DEBUSSY, MILHAUD, RAVEL, JOLIVET, FRANÇAIS

Places de 40 F à 290 F

Tél. : 49-52-50-50

Salle Pleyel

mer 17, jeu 18 avril - 20 h 30

ORCHESTRE DE PARIS

Kurt Sanderling

direction

Anne Gastinel

violoncelle

HAYDN - SCHUMANN

BRAHMS

60 à 240 F - Tél. : 45.63.07.96

JEUDI 18 AVRIL à 20 h 45

CENTRE CULTUREL PORTUGAIS

51, av. d'Iéna 75116

ELISABETE MATOS, soprano

MIGUEL ZANETTI, piano

FRANCISCO LACERDA

FREITAS BRANCO

DEBUSSY, RAVEL, TURINA

SAMEDI 20 AVRIL - 20 heures

THÉÂTRE DU CHÂTELET

RÉCITAL

Daniel Barenboïm

direction et piano

Laura Aikin, soprano

Peter Schreier, ténor

René Pape, basse

STAATSKAPPEL BERLIN

ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS

SALLE PLEYEL

MARDI 23 AVRIL - 20 h 30

Jean-Jacques KANTOROW, direction

Andras ADORJAN, flûte

Edith WIENS, soprano

W. A. MOZART

J. C. BACH

Tél. : 45-61-53-01

MARDI 23 AVRIL à 21 heures

THÉÂTRE DU CHÂTELET

CONCERT EXCEPTIONNEL DE TANGO

Daniel Barenboïm, piano

Rodolfo Mederos, bandonon

Hector Console, contrebasse

Tél. loc. : 40-28-28-40

JEUDI 2 MAI - 20 h 30

SALLE GAVEAU

Stephen HOUGH

piano

Scarlatti - Schubert - Chopin

Tél. rés. : 49-53-05-07

JEUDI 2 MAI - 21 heures

THÉÂTRE DU CHÂTELET

30^e Anniversaire du C.N.E.A.

Comité national pour l'éducation artistique

Récital

José Van Dam

Maciej Pikulski, piano

BRAHMS, DUFAY, POULENC, IBERT

Places de 70 F à 295 F

Tél. : 40-28-28-40

MOTS CROSES

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

ABONNEMENTS 2016 LE MONDE

Membre à l'adresse :

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Pays : _____

Si vous n'avez pas de compte bancaire, joignez mon règlement postal par l'intermédiaire de :

Service de paiement par chèque

Chèque n° _____

Montant : _____

Signature : _____

Date : _____

DISQUES Celle qui fut l'une des idoles de l'époque yé-yé sort de la dis-création qu'elle a toujours cultivée et publie un nouveau disque, *Le Danger*, près de dix ans après *Love Songs*,

dont elle avait annoncé qu'il serait le dernier. ● **PASSIONNÉE D'ASTROLOGIE**, épouse de Jacques Dutronc, Françoise Hardy n'a jamais cessé de s'intéresser à l'évolution de la musique

populaire contemporaine, notamment anglo-saxonne. Elle a enregistré dernièrement avec l'un des groupes phares de la nouvelle vague anglaise, Blur. ● **ÉMOTIVE ET SPONTANÉE** à la

fois, introvertie et solitaire, Françoise Hardy, à cinquante-deux ans, a enregistré un disque électrique et tendu, alliage léger de chanson et de rock, dont elle a écrit les textes, qui élèvent

le pessimisme au rang d'éthique. Un disque pour lequel elle remercie, sur la pochette, notamment Marguerite Duras, Claude Sautet, Luis Buñuel et Kurt Cobain...

Françoise Hardy chante le pessimisme du temps, rythme rock

Après sa vague poétique et rêveuse, puis la période des « bleus à l'âme », l'auteur de « Message personnel » tourne la page. Son dernier disque, « Le Danger », marque son passage à un rock électrique et tranchant

TRANCHANTE, dit-on. Misanthrope, dit-elle. Introvertie, solitaire, peu au fait des réunions de groupe, des grand-messes et des agapes insouciantes. Françoise Hardy aime le noir, l'éclipse, le noir ascétique et le rouge flamboyant, à l'image de la pochette de *Danger*, album venant infirmer les déclarations qui avaient suivi la parution de *Love Songs* fin 1987 : « Ce sera le dernier. » Huit ans plus tard, l'auteur de *Partir quand même*, sûrement l'une des chansons les plus romantiques des deux dernières décennies (musique de Jacques Dutronc), se remet à l'œuvre. Avec une condition posée à Virgin, sa nouvelle maison de disques : « Pas de promotion. » Ou si peu. Françoise Hardy a déjà donné, dit-elle.

Un chat sur les genoux, Françoise Hardy dit qu'elle vient de « tourner la page », que cet album n'est pas comme les autres. Elle est la reine d'une maison nocturne, repaire parisien d'une star en marge. Sur la cheminée, noire, des photos d'éclipse du soleil. Des plafonds noirs, des fauteuils noirs, quelques touches de blanc. La luminosité vient du jardin intérieur. « Depuis 1962, son personnage n'a guère varié, écrivait en 1981 le très sérieux dictionnaire *Cent ans de chanson française* (Polaris/Accueil). On peut seulement remarquer un passage de l'adolescente mal aimée au mannequin rêveur et hiératique d'aujourd'hui. » Un aveu, une confession : depuis trente-cinq ans, Françoise Hardy ne nous a pas quittés.

Son opposition « aux intolérances de la gauche » lui a valu, en 1988, un « déficit d'image » certain, renforcé par le soupçon d'occultisme entretenu envers les adeptes des ciels astraux. En 1987, Jacques Dutronc, son compagnon, écrit un très cynique *Merde in France*, puis fait danser, comme des bouffons serviles, un facteur et un nain sur la scène du Casino de Paris en 1992, et conserve son étiquette de gauche. Pendant ce temps, Hardy est rangée au rayon de la droite extrême. « Je n'ai jamais fréquenté Le Pen. Je ne vois pas pourquoi on m'a traitée de lepéniste, de poujadiste [notamment, Thierry Séchan dans son livre *Nos amis chanteurs*], je ne sais même pas ce que cela veut dire ! »

La peine de mort pour les assassins d'enfants ? Elle est pour. « J'ai un fils qui est grand maintenant,

Un album rouge et noir

Le Danger porte l'empreinte du guitariste Alain Lubrano, complice de Françoise Hardy depuis *Profil*, une chanson conçue en commun, au Japon, par la Fuji Bank, pour ses besoins publicitaires, et par Rodolphe Burger, pilier de Kat Onuma, groupe de rock strasbourgeois cou-turier des climats distordus et de la noirceur chic. « Rodolphe a toujours composé une musique en boucles mécaniques. Je suis une fan de la première heure », dit la chanteuse. Les partenaires de Françoise Hardy ont écouté Portishead et Blur, Nirvana et Annie Lennox. Pour elle, Lubrano a créé des refrains faciles à écouter (*Les Madeleines*), coté des vibratos épiques sur des rythmes carrés (*Mode d'emploi* ?). Burger a inventé des leitmotifs poignants (*Dix ans en été*). Électrique, tendu, *Le Danger* défile sous les yeux : la belle mélodie (*Regarde-toi*), des accords de guitare librement lâchés (*Ici ou là ?*). « La rythmique abrupte, dit l'auteur, inspire des mots plus noirs ». Trame rêvée pour des textes élevant le pessimisme au rang d'éthique.

mais j'ai toujours pensé à lui. » Le racisme anti-français ? Il existe. « Et en 1988, je trouvais que l'utilisation du racisme était abusive. Elle servait d'argument électorale à la télévision. »

Quand les clips s'appelaient encore des Scopitones, Claude Lelouch avait filmé Françoise l'adolescente sur une balançoire, souriant au milieu d'un groupe de petites filles dont les jupettes se soulevaient au vent. Tous les garçons et les filles de mon âge. Ailleurs, Lelouch avait filmé la jeune liane, dispensée de formes généreuses par la génétique, devant une enseigne lumineuse clignotante : effet esthétique garanti. « J'ai vu ensuite que c'était une publicité pour les soutiens-gorge Rosy, dit Françoise Hardy. C'était l'astuce. » De mauvais goût. « J'ai honte de cette époque. De tous les garçons et les filles, par exemple. La première véritable chanson que j'ai chantée a été *L'Amitié* [en

1968]. Mais, à ce moment-là, je ne pensais qu'à un country-rock américain. Les érudits s'appellent alors Paul Anka, Cliff Richard. Et ils me touchent toujours. En écoutant de la musique, je suis sans cesse à l'affût de transports. Avec Garbage, par exemple, je retrouve mon adolescence. »

de leur manager français : un des souhaits les plus chers du groupe est d'enregistrer un titre avec elle. « Le batteur avait tous mes disques ». Le résultat ? Violoncelle. « Je préfère les cordes en nappes, pas les figures. La chanson, To The End, est un peu gâchée à la crème, je préfère les tartes aux pommes. »

« C'est la fin d'une période de ma vie : il me faut passer de la passion au détachement sans sombrer dans l'indifférence. C'est un cheminement naturel de l'être humain »

Garbage (album chez BMG/RCA), trio américain mené par Butch Vig, artisan de Nevermind, l'album glorieux de Nirvana, cultive le contraste, les distorsions noires. « Écoutez Only Happy When It Rains, c'est une chanson formidable, dit-elle », et la légèreté du refrain. Fondamental. « L'essence même de la chanson est d'être facile à écouter. C'est évidemment le plus difficile à obtenir. » A la chanson française, Hardy aura apporté le plaisir de la légèreté intelligente, la distance esthétisante, qu'admira Étienne Daho. Très au fait des nouvelles productions, Françoise Hardy parle du rock, le critique (Pulp est « ringard ») et déclare ses « bouleversements » récents : « Portishead, Radiohead. Ou encore Sur un pré-lude de Bach, de Maurice. Elle a la voix, le timbre, le rythme et l'émotion. » Elle admire, elle à qui la scène « est interdite : j'ai une petite voix, la respiration coupée depuis l'enfance. Je voudrais bien, mais je ne peux pas. »

Née le 17 janvier 1944, Françoise Hardy est le côté pile de Jane Birkin. Tandis que Jane l'Anglaise, femme de Serge, part en croisade, Françoise la Parisienne, femme de Jacques, se replie. Ce sont deux émotions convergentes et contraires. Par coïncidence, les deux sylphides de la chanson française regardent vers l'Angleterre. Tandis que Jane Birkin magnanime son *Tribute To Serge*, début 1995, Françoise Hardy regarde la télévision « seule à la maison ». Elle découvre, fascinée, le chanteur du groupe anglais Blur, Damon Albarn. « Je le trouvais très attrayant, inhabituel. Le lendemain, elle reçoit par un superbe concours de circonstances un fax

(chez EMI, l'album s'appelle *The Great Escape*). Jane Birkin (Sagittaire, jupitérienne) adore les comédies musicales, étale la violence des sentiments. Françoise Hardy (taureau) le signe de Saturne, planète

froide, le plomb des alchimistes] calcule l'équilibre des jours et des nuits, se penche sur les vertus des équinoxes et des solstices. « J'ai simplement l'isolement de l'introvertie, je suis une Capricorne déconditionnée du monde. Sergio Leone (Capricorne), en comparant son œuvre avec celle de John Ford (Verseau), disait : « Dans ses films, on ouvre les fenêtres. Dans les miens, on ferme la porte, et si on l'ouvre, on risque de prendre une balle entre les deux yeux. » Rouge, le feu, et noir, la mort, les cendres. J'ai toujours vécu dans les tourments de la passion que je me suis moi-même créée. Étant misanthrope, quand je m'attache à quelqu'un, cela prend une énorme importance. Quand j'étais enfant, j'éprouvais des sentiments démesurés pour ma mère. Je suis étonnée d'avoir vécu une telle violence, si longtemps, et d'être encore vivante. »

Cet album parle de la mort ; la chanson *Le Danger* s'adresse d'ailleurs à quelqu'un qui va mourir. « Tu te croyais à l'abri du danger, tu avais fermé la porte, tout rangé ». Pour moi, c'est un deuil psychologique que j'ai fait avec ce disque. C'est la fin d'une période de ma vie : il me faut passer de la passion au détachement sans sombrer dans l'indifférence. C'est un cheminement naturel de l'être humain. »

Cet album, dit-elle, a la fibre saturnienne, lente et constante. Sur la pochette, d'étranges remerciements, face à ces treize titres, tous minutieusement datés : à Marguerite Duras, « pour dix heures en été, une chanson d'une mélancolie déchirante, écrite un jour de chaleur lourde, avant l'orage, des souvenirs lourds et douloureux. J'ai repris dix heures et demie du soir en été dans ma bibliothèque juste après. C'était exactement le même climat. Ce devait être une réminiscence. » A Claude Sautet, « dans une chanson, j'ai cité un cœur en hiver. Claude Sautet a dit que ses films tournent souvent autour d'hommes misogynes qui tombent sur des femmes non prévues dans leur programmation ». A Buñuel, « pour l'obscur objet du désir, qui m'a marqué ». Et un regard pour Kurt Cobain, leader suicidé de Nirvana (*La Beauté du diable*) : « Sa beauté du diable entraîne qui la voit de trop près vers la folie à jamais. Vous démolit par son absence... »

Véronique Mortaigne

Trois périodes

● **Les années Vogue**. C'est la vague twist, les longs cheveux, la boum de *J'suis d'accord*. « La chanson, en soi, est toujours un reflet de la société. En 1960, les yéyés n'étaient ni rebelles ni révoltés. Ignorants. En 1990, les rappeurs ont introduit un regard critique, de l'humour. Cette maturité était impensable auparavant. » Pour inviter les Anglo-Saxons à goûter la « special freshness » de M^{me} Hardy, Vogue a publié une compilation en 1970 : *The Yeh Yeh Girl of Paris* (rééditée).

● **Les années autoprogrammées** (Asparagus, puis Hypopotam, distribution Sonopress). C'est la vague de la collaboration avec Francis Lai et Pierre Barouh (*Des ronds dans l'eau*), avec Guy Bontempelli (*Ma jeunesse fait le camp*) ou Serge Gainsbourg (*Comment te dire adieu*). On y trouvera aussi des reprises de Leonard Cohen (*Suzanne*) et de Georges Brassens (*Il n'y a pas d'amour heureux*). Cinq albums viennent d'être réédités chez Virgin, dont Françoise Hardy possédait les droits, et qui détaillent les méandres d'un désir musical allant de la souplesse bossa-nova - *La Question*, réalisé avec un musicien brésilien, Toca - au rock anglo-saxon : *Et si je m'en vais avant toi*, enregistré à Londres en 1972 sous la houlette de Tony Cox, et dont *Le Danger* est l'héritier direct. On y trouvera un superbe *Café*, signé Hardy-Dutronc. Cinq autres casquettes et chapas, dites avec le cinéma par Valérie Lantier.

● **Les années Warner**, *Pathé-Marcovici* et *Flamenco*. C'est la période « bleus à l'âme », la plus intelligemment menée. Françoise Hardy se forge une réputation d'auteur : « Là, j'ai suivi les musiciens avec qui je travaillais : Michel Berger chez Warner [*Message personnel* en 1975], puis Gabriel Yared chez Pathé [*J'écoute la musique sautée*, de Jonasz] et chez Flamenco. » Cheveux courts, passée chez Virgin pour *Le Danger*, Françoise Hardy tourne la page, passe du détachement au rock tranchant. Entre-temps, elle a beaucoup travaillé avec Étienne Daho, flirté avec la nouvelle vague anglaise (Blur) et apporté sa contribution au Paris, Paris de l'ex-punk Malcolm McLaren, aux côtés de Catherine Deneuve.

Ray Lema revient à la musique noire-américaine

RAY LEMA, au New Morning, le 11 avril. Le 27 avril au Vingtième Théâtre, 7, rue des Filles-du-Caval, 75020 Paris. Tél. : 43-66-01-13. Le Ménilmontant. Album : *Green Light* (Buda Records/Adès).

Avec deux choristes et un percussionniste d'une légèreté de faune, Ray Lema reproduit en scène la magie de son dernier album, *Green Light*, peut-être le plus beau de sa carrière. Sa musique explore le continent de ses amours musicales. « J'en ai tellement que je me demande si c'est normal », déclare ce pionnier de la world-music, combattant de l'égalité des races et des continents, militant convaincu de la francophonie, à l'instar du saxophoniste et compositeur Mann Dibango.

En six langues (du douala au kikongo), Ray Lema dresse une carte de l'Afrique moderne, se débarrasse des oripeaux de l'exotisme ou de l'électrécité, qui avaient encombré *Nangadeef* et *Gala*, albums réalisés en 1989 et 1990 pour la multinationale Island. L'Afrique a touché les côtes américaines avec le trafic d'esclaves. Les marins, puis la radio et le disque, ont transporté en retour la musique cubaine, mais aussi le

blues vers leurs terres d'origine. Dans les années 50 et 60, le Zaïre, par exemple, s'approprie la rumba, pour en faire par la suite le *soukous*, la musique actuellement la plus dansée en Afrique. Aujourd'hui, les musiciens africains s'approprient le blues, le gospel, le jazz avec une bouillie toute neuve. Le Malien Ali Farka Touré en a gagné l'étiquette de « John Lee Hooker africain », Mann Dibango vient de sortir un très bel album entièrement voué au gospel (*Lambastani*, chez Méloxic), avec la Chorale de Sarcelles. Pour appuyer la démonstration, en première partie de Ray Lema, le Zaïrois So Kalmey s'est livré à un rigoureux exercice de blues, voix accrocheuse et guitare déchirante.

Équilibre

Ray Lema transmue le negro-spiritual en berceuse lingala, manie le style en volutes du pianiste Bill Evans comme une trame polyphonique, entraîne le calypso de Harry Belafonte, autre militant inconditionnel de l'égalité raciale, vers le *high life* ghanéen. L'équilibre, entretenu au seul triangle, cristallin et précis, par le percussionniste Serge Binango, est remarquable. Les deux choristes, Cathy Renoit et Isabel Gonzalez, ont appris à libérer leur voix vers

le haut au contact des femmes bulgares de l'ensemble Phin, avec qui Ray Lema avait inventé en 1992 une musique pure norme, mélange d'africanité pure et de polyphonies d'Europe centrale.

Il a quitté le Zaïre pour les États-Unis en 1979, profitant d'une bourse de la fondation Rockefeller pour laisser derrière lui « un pays encombré par un certain monsieur [le général Mobutu] depuis trente et un ans. Et l'encombrement finit par générer beaucoup de frustrations ». Ce musicien élégant, doté d'une solide formation classique, a ensuite fait escale en Belgique avant de s'installer en 1983 à Paris, invité par Jean-François Bino, patron du journal *Actuel*. Il a trouvé ici ses amis - dont Mann Dibango qui lui a donné un titre, *Soma Loba*, pour *Green Light* - et ses forums, les instances de défense de la francophonie. La boucle est bouclée. Qu'il joue du piano comme de la kora (la harpe africaine), ou qu'il chante en anglais sur des mélodies proches de l'Espagne méditerranéenne, Ray Lema opère un retour à la limpidité des mots étonnés du delta du Mississippi, ou de celles qui peuplent l'imagination des pygmées Batwas.

V.M.

Exposition **Les Années romantiques**
du 19 avril au 15 juillet 1996
aux Galeries nationales du Grand Palais

réservez
votre visite dès à présent.

VISITES AVEC RÉSERVATION : uniquement du 19 avril au 15 juillet 1996
COMMENT RÉSERVER : dans les tribunes du Grand Palais
- par téléphone : 01 47 53 97 50 (3)
- par courrier au 33-15 France, 75015 Paris
- à l'Office du Tourisme de Paris
127, avenue des Champs-Élysées, 75009 Paris
vous pouvez réserver jusqu'à 60 jours avant la date de votre visite
VISITES SANS RÉSERVATION : à partir du 12 août

BAILET CULBERG
CAROL CARSON
MARTIN
Tout le cinéma
3515 LEMONCE

Un loup hante la scène des Bouffes du Nord

L'animal est la vedette d'« Une saison au Moyen Âge ». Symbole des peurs qui sont aussi les nôtres

UNE SAISON AU MOYEN ÂGE, texte et mise en scène de Michel Pascal. Avec Jean-François Balmer, et le loup Blizzard conduit par sa compagne Karen Le Portier. BOUFFES DU NORD, 37 bis, boulevard de la Chapelle, 75010 Paris. Métro La Chapelle. Tél. : 46-07-34-50. Mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 16 heures. 70 F à 130 F.

Un coin de campagne, une petite butte de terre blanche sur fond de ciel d'incendie. Apparaît un homme vêtu de bure grise, c'est un costume d'autrefois, du temps des croisades. Il parle seul :

En mon pays suis en terre lointaine
Nu comme un ver, vêtu en
Président
Rien ne m'est sûr que la chose
Incertaine
Je gagne tout et demeure
Périssant...

C'est une ballade de Villon. L'homme s'est assis sur une grosse pierre. Passe un loup, un vrai, conduit par un enfant. Nous sommes au théâtre des Bouffes du Nord, aussi ne sommes-nous pas trop étonnés, tant Peter Brook nous en a fait voir dans cette grotte enchantée. Mais tout de même, un loup qui se promène au nez des spectateurs, il n'était pas allé jusque-là.

Au Moyen Âge, ils faisaient peur, les loups. « Sa morsure est vénéneuse parce qu'il se nourrit de crapauds. L'herbe ne repousse plus là où il est passé », disait-on. Même plus tard, au XVIII^e siècle, ils avaient la réputation de manger de l'homme. Dans son livre passionnant, *La Peur du loup* (Découvertes/Gallimard), Geneviève Carbone nous raconte que Louis XIV, un jour d'anglophobie aiguë, se vit proposer par un as de l'état-major un plan de conquête de l'Angleterre : « Un loup mange un homme en deux jours, débarquez dix mille loups outre-Manche, et en quelque temps il n'y aura plus un seul Anglais ».

La Fontaine, zoologue éminent accrédité à Versailles, avait heureusement expliqué au roi que les loups ne mangeaient pas l'homme, qu'ils parlaient un français correct, comme les agneaux, et que, s'ils entraînaient de temps en temps à Paris, c'est qu'il ne restait pas un poulet, un canard, dans les campagnes de famine, alors que les bouchers parisiens en détenaient dans leurs boutiques ; ils tuaient même des veaux, des moutons, dans la rue,

juste devant chez eux. Le pèlerin regarde donc passer ce loup, sans quand même lui toucher le museau, puis il se lève et respire : décidément, il ne reconnaît pas son Paris. Les jolies avenues de sable blond ont été pavées. Voilà qu'ils construisent une église avec des tours géantes, ça ne restera pas debout vingt ans. Une vraie maladie. Et puis il est venu, ce pèlerin, à Paris pour y trouver un travail, mais il n'y a pas d'embauche, rien que du chômage partout, les seules places sont occupées par des immigrés, des types tout bronzés, ils arrivent de Bretagne, des Landes...

NE PAS S'Y FROTTER

L'auteur de ce spectacle s'appelle Michel Pascal ; d'habitude il écrit des chansons mais il est aussi un spécialiste des feux d'artifice, et c'est en lançant des fusées dans des paysages historiques qu'il a pris le goût des ruines du Moyen Âge, et de leurs squatters, les loups. Nouveau passage du loup, il saute au cou de la jeune fille, pour l'embrasser, puis il pose la tête sur ses genoux, elle dit qu'il s'appelle Blizzard, qu'il est sage comme une image, mais autant ne pas s'y frotter.

Le pèlerin dit qu'il est acteur ambulancier, nous l'avions reconnu, lui s'appelle Balmer, Jean-François, il est célèbre à Paris, en Bretagne, et dans les Landes, partout, c'est un acteur merveilleux parce qu'il a plusieurs loups sauvages parmi ses ancêtres, alors quand il dit ou fait quelque chose, sur les théâtres, c'est plus mystérieux, plus prenant, que les acteurs ordinaires, il a l'air de rouler dans sa tête une mer d'histoires, d'histoires tragiques ou presque heureuses, et c'est étrangement contagieux, l'auditoire croit voir et entendre tous ces contes, lui aussi. C'est ce qui se passe là, Jean-François Balmer raconte à présent des batailles de croisés, et le loup Blizzard l'écoute, médusé, et il tend l'oreille plus encore parce qu'il aime la poésie et Balmer est revenu à Villon :

La pluie nous a tous lavés, lavés
Et le soleil desséchés et noircis...
Mais la nuit est tombée d'un coup,
dans la salle des Bouffes du Nord. C'est déjà fini. Juste quelques feux de Bengale, pour ne pas tomber en partant. C'est si beau qu'il faudrait que ça dure encore. Blizzard, Balmer, et l'homme des feux d'artifice, vont sûrement s'y mettre à trois pour rallonger un peu cette séance magique de rêve éveillé.

Michel Cournot

Toute la force de Claire Lasne dans « Platonov » de Tchekhov

Pour sa troisième mise en scène, elle réussit un coup de maître

Claire Lasne s'était dit qu'elle monterait Platonov, de Tchekhov - l'histoire d'un homme usé d'avoir beaucoup voulu et renoncé - avant d'atteindre trente ans.

Agée de vingt-neuf ans, sa troisième mise en scène est un spectacle magnifique de plus de quatre heures mené par treize comédiens ravis.

ÊTRE SANS PÈRE (PLATONOV), de Tchekhov. Mise en scène : Claire Lasne. Avec Anne Alvaro, Patrice Bormand, Yann-Joël Collin, Silvia Cordonnier, Alain Enjary, Nicolas Fleury, Dominique Guilhaud, Gérard Hardy, Anne Klippstiel, Fabien Orcier, Patrick Pineau, Richard Sammut et Anne Sée. PARIS-VILLETTE, 211, avenue Jean-Jaurès, 19^e. M^o Porte-de-Pantin. Tél. : 42-02-02-68. Du mardi au samedi à 20 heures. 135 F. Jusqu'au 20 avril.

La première chose qui surprend, c'est la galette des comédiens. Ils sont assis sur des chaises, à l'avant de la scène, et ils regardent les spectateurs en souriant, comme s'ils allaient leur jouer un bon tour. Puis ils s'en vont. Ainsi commence Platonov, de Tchekhov, mis en scène par Claire Lasne. Quelques instants plus tard, une femme revient sur la scène. Grande, brune, belle. Impériale. C'est Anna Petrovna. Elle attend Platonov et ses amis, qu'elle a réunis pour une nuit de fête. Elle semble calme, un peu pensive. Elle s'approche d'un piano minuscule, s'assied devant. Elle regarde les touches, mais c'est son front qui, sans qu'elle paraisse le maîtriser, tombe avec une violence sourde sur le clavier. Juste après, quand arrivent ses amis, Anna sourit.

Tout cela a duré le temps d'un souflet, dans une représentation qui court sur plus de

quatre heures. Mais les spectateurs ont été saisis par une émotion qui ne les lâchera pas : humaine, jamais trop humaine. Ils vont sentir, presque respirer, ce que vivent les comédiens : l'histoire d'un homme de vingt-sept ans, Platonov, usé d'avoir beaucoup voulu et renoncé - un soleil noir, qui sert de miroir à son entourage. Qu'as-tu fait de ta vie ? demande sans le dire Platonov, l'homme, et Platonov, le spectacle. Treize comédiens, treize personnes, parlent dans le public à chaque spectateur. Il faudrait tous les citer. Nommons Platonov (Patrick Pineau), emblématique d'un spectacle magnifique.

D'où Claire Lasne, qui a mis en scène la pièce, tient-elle une telle force ? A la ville, c'est une jeune femme châtain, au regard bleu. Frêle et déterminée. Elle s'était dit qu'elle monterait Platonov avant d'avoir trente ans. Elle l'a fait, à l'âge de vingt-neuf ans.

« En travaillant beaucoup les mots, on peut arriver à transformer le réel »

Pour une troisième mise en scène, c'est un exploit. Jusqu'ici, Claire Lasne avait signé des spectacles courts - deux pièces de Mohamed Rouabhi, *Les Fragments de Kaposi* et *Les Acharnés* -, avec, de-

jà, ce talent de donner corps aux mots. Ce goût lui vient de l'enfance. Son père était éditeur, elle voulait être imprimeur. Un jour, alors qu'elle était adolescente, sa sœur l'a emmenée voir *L'Amante anglaise*, de Marguerite Duras, avec Michael Lonsdale et Madeleine Renaud. Claire Lasne ignorait que, dans cette pièce, Madeleine Renaud jouait une femme appelée... Claire Lasne. « Madeleine Renaud était sur le plateau, Michael Lonsdale dans la salle, pas loin de moi. Régulièrement, il tapait sur son bureau et disait : Claire Lasne ! J'entendais mon nom et je sursautais. Ce fut mon premier choc ».

Jolie intronisation ! Encore fallait-il lui donner suite. Claire Lasne a travaillé, beaucoup : six années de cours, dont le Conservatoire. C'est là qu'elle s'est lancée dans la mise en scène, avec un spectacle où elle dirigeait ses camarades, sur les textes du film de Claude Lanzmann, *Shoah*. Un an de travail, à usage interne. Puis Claire Lasne a joué, avec Gilberte Tsai, Stuart Seide, Anne Torres. Depuis trois ans, elle alterne, comédienne et metteuse en scène. Avec, toujours, ce qu'elle appelle de ses vœux : « La foi dans le partage. En travaillant beaucoup les mots, on peut arriver à transformer le réel. Je sais que c'est utopique, mais j'y crois. Il y a quelque chose de mystique dans le théâtre, qui lie les morts aux vivants, et à ceux qui naîtront. » Claire Lasne est une sage femme.

Brigitte Salino

DÉPÊCHES

■ CINÉMA : le gouvernement chinois a fait arrêter le tournage de trois films au motif qu'ils ne sont « pas conformes à la morale et aux mœurs traditionnelles chinoises », selon une note du ministère, du film, de la radio et de la télévision. Il a notamment exigé l'arrêt du tournage de *Relations hommes-femmes*, réalisé par le romancier à succès Wang Shuo avec le célèbre acteur Ge You, prix d'interprétation masculine à Cannes en 1994 pour son rôle dans *Vivre*, de Zhang Yimou. « Ce film va à l'encontre de l'édification d'une civilisation spirituelle socialiste », a indiqué le ministère à son reproche de montrer trop de scènes d'amour. Le ministère a aussi décidé d'interdire la projection de quatre films et téléfilms, notamment *Comment l'acier est produit*, du jeune réalisateur Lu Xuechang, qui évoque le phénomène de la toxicomanie. Les trois autres ont été censurés parce qu'ils contenaient trop d'images de nudité. - (AFP)

■ CHANSON : le premier colloque international de cantologie aura lieu du 24 au 27 avril, à la faculté des lettres et sciences humaines de l'université de Valenciennes (Nord). Intitulé « La Chanson en lumière », il est destiné à abolir les frontières entre les différentes approches universitaires de la chanson et ambitionne de « semer les premiers grains » d'une esthétique générale de la chanson française, explique son organisateur, Stéphane Hirschi, chercheur au Centre d'analyse du message littéraire et artistique.

■ JUSTICE : le conseil des prud'hommes de Bobigny rendra son jugement, jeudi 9 mai, dans le conflit opposant la chanteuse Sheila à son ancien producteur, le groupe Carrière, à qui elle réclame plus de 9 millions de francs au titre du préjudice moral et matériel subi pour licenciement abusif. Le tribunal de grande instance de Paris doit par ailleurs expédier le manque à gagner subi par l'artiste tout au long de son contrat avec Carrière.

THEATRE MONTPARNASSE

BRIGITTE FOSSEY PIERRE MEYRAND

LA DÉLIBÉRATION

de PIERRE BELFOND

Une pièce où l'on rit,
sur le thème "tous pourris !"
A ne pas manquer !

Jusqu'au 27 avril pour les lecteurs du journal :
Une place achetée, une place offerte

Michel Cournot

Christian Dietrich Grabbe

NAPOLÉON OU LES CENT-JOURS

Théâtre de Gennevilliers 41 32 26 26

derniers jours...

THE ORIGINALS

LA MÉMOIRE DE DEUTSCHE GRAMMOPHON

DES ORIGINAUX POUR "L'HONNÊTE MÉLOMANE"

Deutsche Grammophon réédite, dans un son admirable, des enregistrements qui ont fait la gloire de son catalogue.

LA BOUTIQUE - juin 1996

DÉCOUVREZ LA LÉGENDE DE DEUTSCHE GRAMMOPHON À TRAVERS UN CD COLLECTOR "THE ORIGINALS' OFFERT" POUR L'ACHAT DE 2 CD DE LA COLLECTION

INCLUS

1 Extra en 2000-REPRODUCTION À MONTRE À L'ANTIQUE

2 Extra en 2000-REPRODUCTION À MONTRE À L'ANTIQUE

45 ANS D'HISTOIRE MUSICALE DISPONIBLES SUR DISQUE CONDUIENT À DE NOUVELLES PARUTIONS

NOSTALGIE

C'est pour toujours

Julia ROBERTS John MALKOVICH

Après "Les Liaisons Dangereuses"
le nouveau film
de STEPHEN FREARS

"UNE HISTOIRE D'AMOUR, BELLE ET ÉTRANGE."
POSITIF

"UNE SENSUALITÉ PRIMAIRE ET ANIMALE, DONT L'ÉROTISME SURPREND."
STUDIO : ★★

"FÉROCE ET ROMANESQUE."
PREMIÈRE : ★★

"FASCINANT."
LE POINT

"STEPHEN FREARS PARVIENT À NOUS MARQUER AU PLUS PROFOND."
LES CAHIERS DU CINÉMA

Mary Reilly

LE 17 AVRIL

RFM

DANSE

THEATRE DE LA VILLE PARIS

BALLET CULLBERG

DU 23 AU 27 AVRIL 20H30

SUB ROSA création

chor. CAROLYN CARLSON

DU 29 AVRIL AU 4 MAI 20H30

3 CRÉATIONS

chor. MATS EK

2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

Tout le cinéma

36 15 LEMONDE

A Montpellier, l'art lyrique ouvre ses portes aux jeunes

Opéra junior met sur scène le public de demain

Initier enfants et adolescents à l'art lyrique en les intégrant dès le départ à des productions scéniques : tel est l'objectif de l'atelier Opéra junior, dirigé à Mont-

pellier par le chef d'orchestre et compositeur Vladimir Kojouharov. Six ans après sa création, cet atelier attire aujourd'hui près d'un millier de jeunes.

MONTPELLIER
de notre correspondant

Lorsqu'il a commencé à diriger l'atelier Opéra junior à Montpellier, le chef d'orchestre et compositeur Vladimir Kojouharov ne se doutait pas de l'engouement que sa formule allait rencontrer auprès des enfants et adolescents de la ville. Il parlait d'un principe simple : initier les jeunes néophytes à l'art lyrique en les intégrant dès le départ à des productions scéniques.

Depuis 1990, les créations se sont succédées, incluant aussi bien des tout petits que des adolescents. *Republica-Republica*, *Esther*, *Cendrillon*, *Un sourire dans la lune*... Un répertoire qui, sans renier le classique, frotte avec le jazz ou le rock. Les jeunes s'approprient des œuvres qui leur correspondent et qu'ils façonnent tout au long de leur travail. En six ans, le nombre des inscrits est passé d'une trentaine à neuf cent quatre-vingt-dix-huit. Une explosion qui a contraint Opéra junior à créer un « club » pour permettre aux jeunes de conserver un lien avec l'art lyrique, une fois les spectacles terminés. On leur propose d'assister à des répétitions dans les théâtres de la région. Ils discutent à cette occasion avec des chefs d'orchestre ou des metteurs en scène. L'association programme aussi des rencontres autour de films musicaux, en collaboration avec la médiathèque Féliu de Montpellier.

Deuxième innovation : un « groupe vocal » s'adresse désormais à une vingtaine de jeunes qui ont envie de faire du chant leur métier. « L'idée, c'est de leur dispenser une formation pré-professionnelle qui leur permette de véri-

fier la solidité de leur vocation », explique Jean-Philippe Durand, l'administrateur d'Opéra junior. A raison de deux week-ends par mois, les adolescents travaillent sur des projets de concerts à partir du répertoire classique.

GRANDIR NATURE

Vladimir Kojouharov cherche à se démarquer d'approches plus classiques. « Au Conservatoire national supérieur de musique de Paris, un instrumentiste obtient un prix après concours, précise-t-il. A la Juilliard School de New York, l'élève doit faire ses preuves lors d'un récital en public, en présence de la critique. » Ici aussi, tout travail doit s'intégrer dans une pratique grandeur nature. Opéra junior n'en a pas pour autant abandonné ce qui fait sa colonne vertébrale : la production de spectacles vient de

commencer un travail qui devrait durer deux ans.

En liaison avec l'éducation nationale, Vladimir Kojouharov projette de créer *Le Vent et la Petite Fille*, une ballade qu'il a composée et dont la première partie serait conçue avec des élèves des quartiers difficiles de La Paillade et du Petit-Bard. La seconde partie serait montée avec un autre groupe d'enfants recrutés dans le même quartier, mais hors du contexte scolaire. L'association envisage enfin de reprendre l'opéra-rock *Republica-Republica*, à condition d'en avoir les moyens financiers. Or, pour réaliser ses ambitions, Opéra junior, dont le budget actuel est de 3,5 millions de francs, est aujourd'hui à la recherche de 800 000 francs supplémentaires.

Jacques Monin

Le compositeur Alain Féron ressuscite l'opéra de marionnettes

« Le Trésor de la nuit », présenté à la Cité de la musique, confirme le regain d'intérêt pour un genre longtemps oublié

LE TRÉSOR DE LA NUIT, opéra de marionnettes, d'Alain Féron (musique) et Claude-Henry du Bord (livret), avec Sandrine Rondot (soprano), Jérôme Corréas (baryton), Adrian Brand (ténor). Ensemble Denojuans, Christophe Vella (direction), Claudio Cinelli (mise en scène, décors et costumes). CITÉ DE LA MUSIQUE, amphithéâtre du musée, 221, avenue Jean-Jaurès Paris-19^e. Prochaines représentations les 16, 17, 18, 21, 23, 24, 25 et 28 avril à 15 heures. Les 19 et 26 avril à 20 heures, les 20 et 27 avril à 16 h 30. Téléphone : 44-44-44-75F.

Oublié depuis les opéras perdus de Haydn pour théâtre de marionnettes, le genre a connu au XX^e siècle un regain d'intérêt et, dans le cas du *Trésor de la nuit*

d'Alain Féron, on a l'impression qu'il se situe entre l'opéra de chambre et le théâtre musical. Trois chanteurs, quatre musiciens (violin, violoncelle, clarinette et piano), et cinq marionnettistes, placés sur le même plan, évoluent en contrepoint et se croisent au point qu'on ne sait plus très bien parfois qui chante, qui bouge, qui joue.

Ce serait plus simple si les chanteurs et les instrumentistes étaient dissimulés derrière un castelet, ne laissant voir que les marionnettes. Celles-ci sont d'ailleurs de trois espèces : à fils, à tringles, et de type burlesque. Le metteur en scène, en brouillant les pistes, a sans doute voulu accentuer dans le conte de Claude-Henry du Bord la dimension onirique. Car le *Trésor de la nuit* est le rêve d'un luthier. Amantino, confronté successivement à

un alchimiste, à une danseuse et à une petite fille triste. Sommé de trouver trois secrets, il sortira vainqueur de l'épreuve.

On suit le fil à force d'attention soutenue. Mais l'expression du livret a quelque chose de pesant. Surtout dans le prologue didactique sur l'histoire de l'opéra et la théorie du spectacle.

La partition d'Alain Féron retient l'attention par une qualité constante : elle est lyrique au plein sens du mot. Bien écrite pour les voix et pour les instruments – bien servie aussi par une équipe d'excellents jeunes interprètes – elle semble couler de source avec finesse, avec tendresse, avec chaleur. On comprend tout ce qui se chante et chaque instrument traité en soliste trouve l'occasion de s'exprimer.

Gérard Conzé

La Fondation Cyril Collard perpétue le combat de l'auteur des « Nuits fauves »

SUR LA PHOTO, on le voit de dos devant la mer qu'il chérissait, au cap Espichel, au Portugal, dernier plan des *Nuits fauves*, dernier plan de Cyril Collard, puisque c'est là, au point le plus occidental de l'Europe, que furent dispersées ses cendres. C'est ce cliché qui a été choisi comme symbole de la Fondation Cyril Collard que ses parents viennent de créer afin de « continuer à faire passer le message » de leur fils, mort du sida le 3 mars 1993 : « Battez-vous ! »

« Cyril n'avait qu'un but : terminer son film *envers et contre tout*. Cette volonté l'a tenu en vie plus longtemps sans doute qu'on ne pouvait l'espérer, explique son père, Claude Collard. Le jour, peut-être, n'est pas très éloigné où l'on pourra guérir le sida. Pour un malade, un sursis de quelques mois,

de quelques années, peut se révéler décisif. Voilà pourquoi nous avons pensé qu'il serait bon d'aider des malades à réaliser leurs rêves dans les domaines chers à Cyril : les arts et le sport. C'est pour donner aux séropositifs les moyens matériels et le goût de se battre que nous avons créé cette Fondation. »

PREMIER LAURÉAT

Alimentée à la fois par les droits des livres et des films de Cyril Collard et par des dons privés, la Fondation est placée sous l'égide de la Fondation de France, qui en contrôle la gestion financière « pour garantir la transparence ». Le premier lauréat vient d'être récompensé. Il s'agit d'un jeune homme qui veut être maquilleur au théâtre ou au cinéma, mais qui n'avait pas

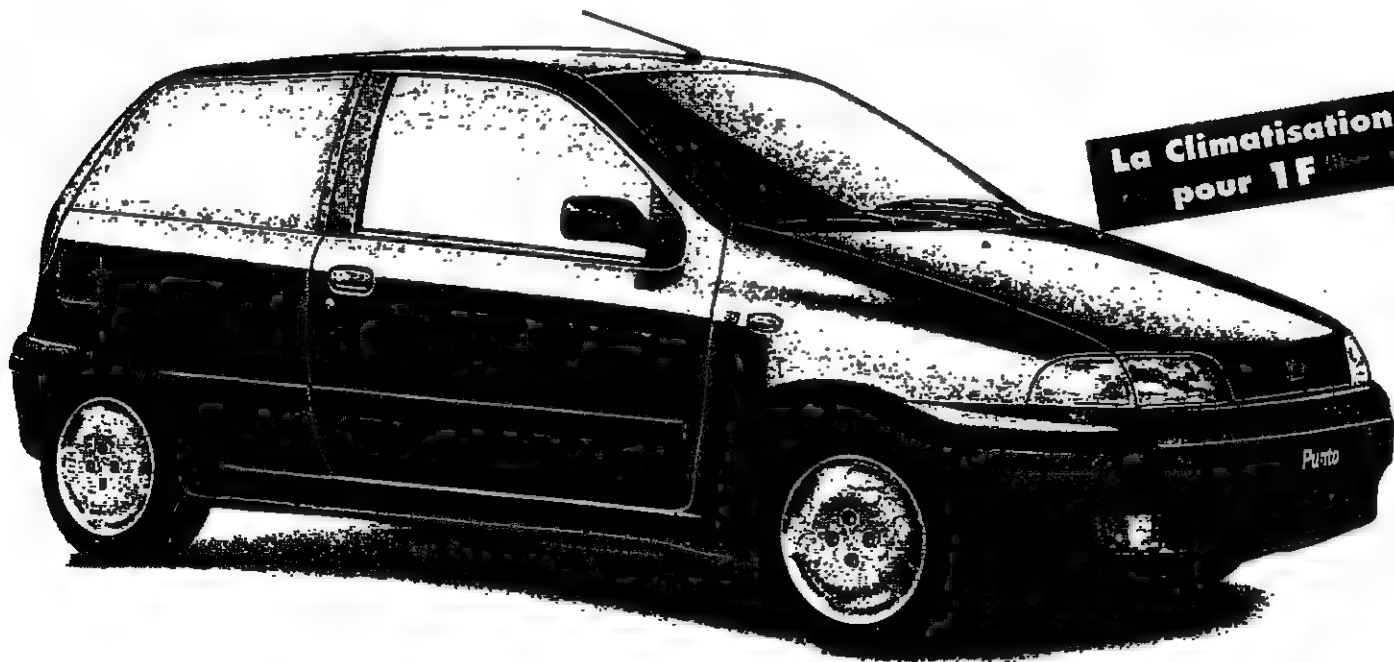
les moyens de s'offrir son matériel. D'autres suivront, passionnés de cinéma, de théâtre mais aussi de littérature, d'arts, de sport. Pourquoi le sport ? « Parce que, dit son père, lui-même ancien président du Comité olympique français, Cyril était un grand sportif, un skieur et un skipper hors pair. » Les lauréats seront désignés par le comité de la Fondation parmi lesquels, outre Claude et Janine Collard, figurent Claude Davy, qui fit faire ses premiers pas à Cyril Collard dans le cinéma, le docteur De Truchis, qui fut son médecin à Garches, le journaliste Gilles Médioni, le musicien René-Marc Bini et la comédienne Laura Favali – qui furent ses amis. Les associations de lutte contre le sida prêteront leur concours pour aider à recenser les candidatures.

Le souvenir de Cyril Collard, dans lequel s'est reconnue – et se reconnaît encore – toute une génération, est toujours vivant. Cette Fondation est la deuxième institution qui porte son nom. Le Prix Cyril Collard-Arte existe depuis trois ans. Il récompense l'auteur d'un premier film et l'aide à écrire le suivant par l'attribution d'une somme de 200 000 francs. Pierre Salvadori (*Cible émue*) et Fereira Barbosa (*Les gens normaux n'ont rien d'exceptionnel*) en 1993, Christine Carrière (*Rosine*) en 1994, et Jean-François Richet (*Etat des lieux*) en 1995 ont été les premiers lauréats.

Jacques Buob

* Renseignements à la Fondation Cyril Collard. BP 244. 78002 Versailles Cedex.

JUSQU'AU 30 AVRIL LAISSEZ-VOUS ALLER AUX JOURNÉES DE LA PASSION.



12 000F DE REPRISE SOIT LA FIAT PUNTO A PARTIR DE 46 900F.*

OFFRES CREDIT PASSION

5,97%
SUR 14 MOIS
ET COMMENCEZ À PAYER
DANS 3 MOIS

Les Journées de la Passion d'avril vous permettent de profiter d'offres exceptionnelles pour tout achat d'une Fiat Punto. Et comme les beaux jours se préparent, Fiat pense à vous en proposant la climatisation pour 1F de plus sur les versions pouvant la recevoir en option. Si vous préférez, vous pouvez bénéfi-

cier des 12 000F de reprise (5 000F aide gouvernementale + 7 000F offre Fiat). Une bonne nouvelle n'arrivant jamais seule, Fiat vous propose un crédit à 5,97 %. Exemple de crédit pour 10 000F empruntés : TEG à 5,97 %, durée 14 mois avec 1^{re} échéance à 90 jours, 12 mensualités, hors assurances facultatives, de

869,11F. Coût total : 429,32F. Sous réserve d'acceptation par Fiat Crédit France. *Offre Climatisation et offre Reprise non cumulables. *Prix au 12.02.96 AM.96. de la Punto 55 S 3p., version présentée Punto 75 ELX DA 3p. 59 600F (Offre Fiat et aide gouvernementale déduites).

FIAT

La CLT participera bien au second bouquet numérique

Patrick Le Lay, PDG de TF 1, devrait présider la société Télévision par satellite, Cyrille du Peloux, président de Lyonnaise Communications, en sera le directeur général

L'ANNONCE, jeudi 11 avril, au micro de Radio-Monte-Carlo, de la constitution d'un deuxième bouquet numérique autour de France Télévision, TF 1, la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), M 6 et la Lyonnaise des eaux était-elle prématurée ? Pour être le premier à communiquer la nouvelle, Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, avait « brulé la politesse » et pris de court les cinq nouveaux partenaires. De fait, « sur instruction formelle d'Albert Frère et Michel Delloye » - respectivement actionnaire principal et administrateur délégué de l'opérateur luxembourgeois - la CLT n'a pas encore apposé sa signature au bas de l'accord créant Télévision par satellite (TPS), société commune chargée d'exploiter un bouquet de programmes numériques diffusé par satellite sur l'Europe francophone. Toutefois, Albert Frère va peser chaque terme du contrat pour éviter un contentieux juridique avec le groupe Havas, actionnaire à 40 % de la Compagnie luxembourgeoise de multimédia (CLMM), holding de contrôle de la CLT. Les statuts

de la CLMM, détenue par Albert Frère (50 %) et Havas (40 %) « font obligation au financier belge de consulter Havas avant toute opération importante », commente un proche du dossier.

NÉGOCIATION EUROPÉENNE

« Tout n'est pas fini », avait prévenu Pierre Dauterive (Le Monde daté 14-15 avril). Selon le PDG d'Havas, une vaste négociation est en cours à l'échelle européenne autour des alliances dans la télévision numérique. Ces discussions, qui mettent aux prises Havas, Canal Plus, le groupe Bruxelles Lambert (GBL), dirigé par Albert Frère, Audiofina, holding de tête de la CLT, et Bertelsmann, pourraient redessiner les contours des bouquets numériques annoncés en France comme en Allemagne.

Convaincus d'obtenir le paraphe de la CLT, les partenaires de TPS s'organisent et se répartissent les rôles. La présidence de la société devrait revenir à Patrick Le Lay, PDG de TF 1, et la direction générale confiée à Cyrille du Peloux, président de Lyonnaise Communications, premier câble-opérateur français. Un responsable nommé par France Télévision devrait diriger le comité des programmes. Cette instance aura pour tâche de mettre au point la composition du futur bouquet.

Avec la confirmation de la CLT, le tour de table de TPS semble bouclé. Selon Nicolas de Tavernost, tous les actionnaires « sont des diffuseurs pour préserver l'efficacité sociétale ». Toutefois, d'autres

partenaires devraient rejoindre le bouquet : UGC, par exemple, dont le catalogue de films pourrait alimenter des programmes de paiement à la séance. Mais aussi MTV et VH1, télévisions musicales du groupe américain Viacom, « à condition que ces chaînes soient très friandises pour respecter les quotas européens de diffusion ». Selon M 6, TPS tient « à présenter une offre de programmes qui soit au moins aussi concurrentielle que celle de CanalSatellite ».

D'après M 6, le deuxième bouquet numérique sera diffusé dès septembre 1996. La véritable commercialisation débutera à Noël, période pendant laquelle CanalSatellite, ensemble concurrent, enregistre l'essentiel de ses abonnements.

LE CHOIX DU DÉCODEUR

L'offre de TPS sera uniquement retransmise via Eutelsat, où TF 1 a joué plus de cinq répères sur les satellites Hot Bird. Les canaux réservés par la CLT sur Astra devraient être réservés au marché allemand. Le choix d'Eutelsat par TPS pourrait sonner le glas de la filiale satellitaire Télécom. Déjà, France Télécom avait réservé des canaux pour des clients français sur les satellites Hot Bird 3 et 4 qui seront lancés fin 1996 et à la mi 1997.

Selon les actionnaires de TPS, le choix du décodeur numérique n'aurait pas encore été tranché. Selon Nicolas de Tavernost, « la concurrence avec Canal Plus peut

être intelligente et ne pas se placer au niveau du décodeur ». Sous la pression du public comme du gouvernement, Canal Plus pourrait ouvrir son système de contrôle d'accès. En cas de refus de la chaîne cryptée, TPS devrait choisir « un système de contrôle d'accès compatibles avec tous les autres ». Une manière d'éviter l'empilement des boîtiers numériques chez les abonnés.

Guy Duthell

■ **TÉLÉVISION ALLEMANDE** : selon Der Spiegel, Leo Kirch, patron du puissant groupe audiovisuel allemand Kirch, et son fils Thomas, veulent se désengager partiellement de la chaîne de télévision privée Pro Sieben. Détentrice de 24,5 % du capital, la famille Kirch devrait réduire sa participation à 15 % des télé-spectateurs allemands. Le groupe Kirch dispose d'une part d'audience estimée à plus de 28 %. La vente des titres pourrait avoir lieu lors de l'entrée en Bourse de Pro Sieben, dont le capital se répartit actuellement comme suit : 40 % à REWE, le géant allemand de la distribution, 24,5 % à Thomas Kirch, et 35,5 % à deux banques muni-chiennes, la BHF Bank et la Bayerische Hypothek-Wechselbank, qui ont signalé leur intention de vendre leurs parts.

Europe 1 repasse sous la barre des 10 % d'audience

depuis six mois sa remontée - 9,6 % en avril-juin 1995, mais 10,1 % en novembre-décembre 1995 -, obtient 9,5 % d'audience cumulée et retombe ainsi sous la barre symbolique des 10 %. « Le groupe Europe Communication n'est pourtant pas mal loti, explique Jacques Lehn, président d'Europe 1, puisque ses radios musicales augmentent leur audience : quant à Europe 1, elle subit comme les autres généralistes une baisse. Nous ne sommes donc pas inquiets. » L'audience de RMC n'a pas « tremblé » : 3,6 %, contre 3,7 % lors de la précédente vague.

Quant à France-Info, qui avait réalisé 11,6 % d'audience en novembre-décembre 1995 - elle avait notamment bénéficié des mouvements de grève, du 24 novembre au 16 décembre -, elle perd pratiquement un point, avec 10,5 %, au premier trimestre 1996. La station d'informations en continu repasse derrière RTL, France-Inter et NRI. Ce sont les réseaux musicaux qui profitent de cette vague de début d'année : NRI réalise 10,9 % (contre 10,6 %), Europe 2 obtient 5,5 % (5,2 % en novembre-décembre 1995), Skyrock réalise 5,3 % (contre 4,8 %) et Fun Radio, 7,1 % (contre 6,4 % dans la précédente vague).

V. Ca.

★ **Enquête « 75 000 radios »** réalisée en janvier, février, mars 1996 pour la période lundi-vendredi après les 15 ans et plus. Un point d'audience cumulée : 464 500 auditeurs.

TF 1

12.30 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal, Météo.
13.35 Femmes. Magazine.
13.40 Les Feux de l'amour. Série.
14.30 Dailies. La deuxième fois. Feuilleton.
15.25 Hawaii police d'Etat. L'ours en peluche. Série.
16.30 Une famille en or. Jeu.
17.05 Rick Hunter. Inspecteur choc. Série.
18.00 Sydney. Série.
18.05 L'Or à l'appel. Série.
19.00 L'Or à l'appel. Série.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal. La Minute hippique.

20.50

TEMOIN N° 1
Une femme en rupture : Julie et Méliès : Le meurtre d'un adolescent ; Hôpital. 025 min. 89108087
Chaque mois, avec l'aide des témoins, Jacques Prod'el et Patrick Meny cherchent à élucider des affaires criminelles.

22.55

COMME UN LUNDI
Magazine présenté par Christophe Dechavanne. Nous fait-on manger irimpo qui ? (95 min). 760860
Deux équipes défendent des positions adverses dans un débat divisant les Français.
0.30 Football. Présentation des demi-finales retour de la Ligue des Champions.
1.05 Journal, Météo.
1.35 7 rue 7. Invités : Jacques Delors, Nos Rabins (podcast), 2.05 et 3.10, 4.10, 4.50 TF1 min. 2.15 Équipes à l'épreuve. 3.30 Histoire de la vie. 5.00 Musique. 5.10 Histoire naturelle.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Thalassa (France 3 du 12/4/96)
21.00 Enjeux - Le Point.
21.55 Météo.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Le monde est à vous. Invités : Michelle Mathieu (France 2 du 14/4/96)
0.00 On aura tout vu.
0.30 Sol 3 (France 3).

Planète

20.35 La Route de Boliviar. [1/2] Profil d'un continent.
21.30 Le Pays des sœurs.
23.50 Les Animaux de la Méditerranée. [4/27] Comédie dans un miroir.

France 2

12.55 et 13.40 Météo.
12.59 Journal.
13.45 INC. Magazine.
13.55 Derrick. Série.
14.50 Le Renard. Série.
15.50 et 5.30 La Chance aux châteaux. Les copains d'abord, avec Renaud.
16.25 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.00 Quoi de neuf, docteur ? Le camion de tomates.
17.45 C'est cool. Série.
18.05 et 2.55 Les Bons Génies. Jeu.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.15 Bonne nuit, les petits. Refus de deuil.
19.20 et 1.10 Studio Gabriel. Invités : Catherine Lemaire.
19.59 Journal, Météo.

20.55

L'AMOUR EN PRIME
Téléfilm de Patrick Volson, avec Stéphane Freiss, Florence Pernel (105 min). 8948115
Une jeune femme gagne un week-end en Amérique latine en compagnie de son ex-copain de série télévisée préféré.

22.40

POUR RELATIONS SINCÈRES ET DURABLES...
Documentaire (54 min). 8923200
23.34 Journal, Bourse, Météo.
23.55 Le Cercle de minuit. (Psychanalyse à l'épreuve du réel). Pr. J. Bernard (Le Sang des péchés) ; M.-A. Herminet (Le Sang et le droit (75 min) Pr. J. Ruffié (La Transfusion sanguine). 4142581
1.40 Hartley coupe à vif. 2.25 D'un soleil à l'autre (podcast). 3.30 24 heures d'infos. 4.40 Les Grands Dossiers du monde. Les eaux fertiles. 6.00 Dossiers minés.

Paris Première

20.00 20 h Paris Première. Invités : Raymond Devos.
21.00 Un week-end sur deux. Film de Nicole Garcia (1989, 100 min). 87873080
22.40 Paris déco.
23.05 Concert : Iggy Pop. Enregistré au Festival de Phoenix (Etats-Unis), en 1994. (55 min). 22791825
0.00 Paris dernière.
0.05 Aux arts et caetera.
1.25 Eco, éco et quoi ? (25 min).

France 3

12.35 Journal.
13.05 Keno.
13.10 La Boîte à mémoire. 13.40 Beau Fleuve. Avec Jean-Marie Proulx.
14.30 La croisière s'arrête. La vedette. Série.
15.20 Les Échiquiers de Remington Steele.
16.10 Doug. Dessin animé.
16.40 Les Mille et une.
17.45 La passe à la télé.
18.30 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour. La Poule : un travail nommé Délir, de Noël Simola.
18.55 Le 19-20 de l'information.
19.08 Journal régional.
20.05 Fa si la chance.
20.35 Tout le sport.

20.30

LES RISQUES DU MÉTIER
Film français d'André Cayatte (1967, 105 min). 794488
Un homme apprend que l'hôtel de ses grands-parents, dans les Alpes suisses, va être démolit. Il y revient une dernière fois. Inspiré des propres souvenirs du réalisateur, un beau film sur les jours de la mémoire, de l'imaginaire et de la nostalgie.

23.00

BOULEVARD DES HIRONDELLES
Film français de Jean YVES (1991, 90 min). 508047
En 1943, un couple d'enseignants lyonnais est engagé dans la Résistance. Le mari est arrêté à Caluire où Jean Moulin est pris. Scrupuleuse adaptation du livre autobiographique de Lucie Aubert, qui, pour délivrer son mari, parvient à dupier les hommes de Klaus Barbie.
0.30 Livre court. Comme un dimanche, d'Olivier Jahan. 0.35 Dossiers. Les derniers vivants. Feuilleton. 1.40 Musique. Credits. Jazz à Nice : l'hommage par Marcus Miller et ses musiciens (13 min).

Ciné Cinéma

20.30 Les Visiteurs. Film de Jean-Marie Poiré (1992, 100 min). 18052134
22.10 Cassiopée.
23.10 Couillasse.
23.40 L'Été des grands créateurs.
0.10 Les Grands Courants de l'Art italien. Raphaël.
0.55 Jet Star.
1.50 Raid (35 min).
Ciné Cinéma
20.30 La Tia Tula. Film de Miguel Picazo (1963, N., v.o., 90 min). 5028009
22.00 La Tour des ambassadeurs. Film de Robert Wise (1954, N., v.o., 105 min). 3850450
23.45 Le Monocle noir. Film de Georges Luitner (1981, N., 95 min). 82231883

La Cinquième

14.00 Le Mépris. Film français de Jean-Luc Godard avec Brigitte Bardot, Michel Piccoli (1963, 105 min). 898834
16.00 Pénètre sur court. 16.30 Le Réseau des médias. 16.35 Rhythmic. 17.30 Les Enfants de jolies. 18.00 Aventuriers et dévotions. Michel Lelerc. 18.15 L'Œuf de Colomb. L'Éclipse. 18.30 Le Monde des animaux.

Arte

19.00 Le Petit Vampire. Série (3/13). Le carrousel fait partie du voyage, de Christian Göttsche (30 min). 8973
19.30 17 1/2. Magazine présenté par Dominique Barthès. La sécurité nucléaire après Tchernobyl (30 min). 8944
20.00 La Légende du sport. Documentaire. La fascination du hockey sur glace (30 min). 5707
20.30 6 1/2 Journal.

20.45

HORS SAISON
Film germano-franco-italien de Daniel Schmid avec Sami Frey, Carlos Derosa (1992, 90 min). 898373
Un homme apprend que l'hôtel de ses grands-parents, dans les Alpes suisses, va être démolit. Il y revient une dernière fois. Inspiré des propres souvenirs du réalisateur, un beau film sur les jours de la mémoire, de l'imaginaire et de la nostalgie.

22.15

RACKET
Film britannique de John McLaughlin avec Bob Hoskins, Helen Mirren (1981, V.O., 108 min). 508047
Un gangster qui règne sur Londres est soudain victime, ainsi que ses hommes, d'une série d'attentats dont il ne sait à qui attribuer la responsabilité.
0.05 Court-circuit. National Achievement Day. Court métrage britannique de Ben Hopkins (1995, N., 30 min). 57888
Le National Achievement Day, journée de la réussite nationale, est un jour où tout le monde est censé agir dans l'intérêt commun... Un court métrage plusieurs fois primé en 1995 et 1996.
0.35 Ragging Bull. Film américain de Martin Scorsese (1980, v.o., 129 min). 8918825

Ciné Jimmy

20.30 Les mois d'avril. Histoires merveilleuses. Film de Laurent Heynemann (1988, 85 min). 80713554
21.55 Rio Bravo. Film de Howard Hawks (1958, v.o., 140 min). 18102389
0.15 La Nuit de San Lorenzo. Film de San Lorenzo (1982, 105 min). 37543516
Série Club
20.45 (et 23.45) La Loi selon Mac. Film de Robert Wise (1954, N., v.o., 105 min). 3850450
22.30 Le Club. Film de Robert Wise (1954, N., v.o., 105 min). 3850450
23.00 Mission impossible. Le faux témoin.
0.30 Janique aimée (90 min).

M 6

19.25 La Mort douce. Téléfilm de Gilbert Gens, avec Patsy Duke, Tom Conti (88 min). 3088118
Une infirmière, toute dévouée à sa tâche, est accusée d'avoir provoqué la mort d'une malade atteinte d'un cancer incurable. Elle est inculpée de meurtre.
15.00 Deux films à Miami. 16.30 Hit Machine. Variétés. 17.00 Filles à papa. Série. 17.30 L'Éclair noir. Série. 18.00 Models Inc. Série. 19.00 Code Quantum. Série. 19.10 Les Harvey Oswald. 19.54 Six minutes d'information.
20.00 Notre belle famille. 20.35 Ciné 6. Magazine.

20.45

L'ÉVADÉ
Film américain de Tom Gries (1973, 91 min). 893770
Un homme est injustement accusé de meurtre et incarcéré dans une prison médicale. Routines du film d'aventures, mise en scène tape-à-l'œil. Bronson réduit à son physique.

22.35

L'ARBALÈTE
Film français de Sergio Gobbi avec Daniel Auteuil, Maria Beneroni (1994, 87 min). 3225496
De bons acteurs égarés dans un drame de « milieu » accumulent les poncifs.
0.10 Highlander. Prête au piège. Série.
1.00 Jazz 6. Magazine présenté par Philippe Adler. Canonball Adderley Sextet (Ce parti) (90 min). 4881088
1.50 Best of Jean-Jacques Goldman. Musique.
3.20 Culture rock. Magazine. 4.35 La fête de l'espérance. Magazine. 4.45 Turbo. Magazine (30 min).

Canal Jimmy

20.25 Boulevard en liberté. 21.35 New York Police Blues. Épisode n° 44.
22.20 Chronique de la combine.
22.25 Road Games. Film de Richard Franklin (1981, 90 min). 13781467
23.55 Concert : Woodstock 25th Anniversary (70 min). 18895978
Eurosport
18.00 Marathon. En direct 100 marathons de Boston (150 min). 7692221
20.30 Speedworld. 22.00 Catch. 23.00 Eurogoals. 0.00 Eurogolf (60 min).

Canal +

10.45 Sans aucune défense. Film américain de Martin Campbell (1991, 104 min). 3408841
► En clair jusqu'à 13.45. 12.30 La Grande Famille. 13.45 Visions de meurtre. Téléfilm de Sam Pillsbury (90 min). 8751573
15.15 Télé fleur bleue. Documentaire (22 min). 8781757
15.40 Les Vestiges du jour. Film de James Ivory (1995, 134 min). 8841115
18.00 Le Destin intime. ► En clair jusqu'à 20.35. 18.24 Help ! Série. 18.35 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma.

20.35

LES COMPLICES
Film américain de Charles Siver (1994, 118 min). 400757
Il est journaliste au Chicago Chronicle et cavalier. Elle travaille au Globe et lui fait concurrence. Ensemble, ils tombent sur un fait-divers cachant une affaire grave.
22.30 Flash d'information.

22.40

VEILLÉES D'ARMES
Films français de Marcel Camus. 22.40 Premier voyage. 0.10 Deuxième voyage. 0.10 Troisième voyage. 0.10 Quatrième voyage. 2.30 Les Allumés... Yvon Achard, l'Amoureux de abelles (24 min). 8417738
2.55 Surprises (5 min.).

Les films sur les chaînes européennes

RTBF1
19.30 Journal. 20.10 La Condamnation de Elvyr Dredd. Téléfilm de Michael Tischer (1993) avec Veronica Hamel. 21.30 Débat. 22.15 Journal. 22.40 Infos. 23.50 24 heures sur les marchés. 24.25 La Paix et les Hommes (10 min).
RTL 9
19.30 Charles s'en change. 19.55 La Vie de famille. 20.30 Jeu. 20.30 L'Amour dans des beaux draps. Film de Carl Reher (1990, 90 min). Avec Kizette Alley. Comédie dramatique. 22.00 Londres. 22.05 Double Jeu. Film de Rick Rosenthal (1984, 115 min). Avec Joseph Williams. Aventure.
TMC
19.35 Disque de tot. 20.00 Marc et Sophie. 20.25 Dossiers d'histoire. 20.35 Pique d'oselle. Film de Georges Lautner (1967, 110 min). Avec Mireille Darc. Comédie policière. 22.25 Météo-veille. Film de Paul Bouleau (1989, 81 min). Avec Michel Bouillon. Comédie. 23.45 H2O. 0.15 Les Brigades du Tigre (30 min).
TSR
19.30 Journal. 20.05 La Disparue. Film de George Shuster (1992, 115 min). Avec Jeff Bridges. Drame. 22.40 Titres. 22.55 Aux frontières du réel. Option presse-papier. 23.35 Sortie film. 23.55 Flash. 0.05 American Gladiators. 0.30 Têtaface (5 min).

Radio

France-Culture
20.30 Le Grand Débat. Du coq à l'âne. Une émission de Jacques Pélissier.
21.30 Fiction. Du coq à l'âne (1). 22.40 Accidents. Christian de Portzamparc.
0.05 Du jour au lendemain. Philippe Serey (podcast). 0.30 Coda. Jean-Pierre Coudé (podcast) formes données au temps qui passe (1). 1.00 Les Nuits de France-Culture. (podcast). Pier Paolo Pasolini (2). 1.57 Sarah Kofman (podcast) Oresteia, rue Labord. 2.16. Les yeux de la médianité. 3.32. Du jour au lendemain. Sarah Kofman.

France-Musique

20.00 Concert. Donné le 21 mars à la Chapelle Saint-Denis à Paris. Par le Concert Symphonique, dir. Pierre Rostin : Trois liçons de ténors pour soprano et basse continue (exécution mondiale), de Corelli, Isabelle Poulenard, soprano, Princesse Johanna, harpe, Einar Buckley, orgue positif, Philippe Poulon, violon de gambe.
22.00 Solistes. Robert Casadesu.
22.30 Musique pluriel. Interférences pour violon électronique en temps réel, de Barroso, par l'Orchestre Espir, dir. Alex Paul. La Voie du ciel, de Tanguy Thibaut-Réel.
23.07 Actual la nuit. Chœurs d'Arenberg. Moussemberg, Méditerranée.
0.00 La Bourse des notes. Festival d'Arc. Sacré. Concert donné le 28 mars, en l'église Saint-Germain-de-Charonne. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.00 Les Soirées de Radio-Classique. Concert enregistré le 29 novembre 1995, à la salle Pleyel, par l'Orchestre de Paris, dir. Gidon Kremer. Equestre Kisein, piano ; Concerto n° 1, de Chabrier ; Symphonie n° 4, de Liszt.
22.30 Les Soirées... (Suite). Préludes op. 103 n° 1 à 4, de Fauré, Jean Hubeau, piano ; Concerto pour violoncelle op. 57, de Ravel, par l'Orchestre de Paris, dir. Jean-Pierre Jacquelin. Albert Roussel, violoncelle ; La Traviata de Salomè, de Schmitt, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski. Jacques Prey, violon ; Ballade pour piano et orchestre, de Kocian, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Alexandre Meyer. Bruno Bonte, piano. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles :
► Signale dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Un pavé dans l'Enfer

par Pierre Georges

LE FAIT EST ÉTABLI : l'enfer, c'est les autres. L'Enfer et les autres, parlons-en justement. Cela s'est passé dans le fameux Paris-Roubaix, course pavée de mauvaises intentions. L'épreuve était dimanche son centième anniversaire. C'est dire si Jeanne Calment était jeune lorsque fut inventé ce supplice cycliste engendrant volontiers la dystrophie et le surpoids.

Paris-Roubaix, légende du siècle, a connu un anniversaire étrange. D'abord la course se déroula par grand beau temps. Ce qui nuit nettement à l'aspect épique de la chose. Imaginez-vous une transatlantique par mer d'hulie et brise clemente ? Ce fut un peu cela. Un Paris-Roubaix dans un fauteuil, droit devant, tranquille comme baptême, devant les pique-niqueurs saucissonnant dans les tranchées printanières.

Ensuite il arriva à l'arrivée une chose étrange. Paris-Roubaix, la plus belle course, celle qui, pour les coureurs, « ne s'achève pas », s'est gagnée à la courte-paille. Ou presque. Il se trouve en effet qu'à 90 kilomètres de l'arrivée, trois coureurs de la même équipe italienne prirent la poudre d'escampette. Il y avait là un Belge, Museeuw, présumé patron, et deux autres, Bortolami et Tafi, supposés ses serviteurs. L'affaire fit son chemin et chacun son devoir. Si bien qu'en vue du port, la question, la seule, la vraie se posa pour les trois compères. Du genre, bon c'est pas le tout, Roubaix est en vue, la course est gagnée, mais qui la gagne ? Tempête sous les casques !

Voilà bien l'enfer préché. Trois postulant pour la gloire. Et aucun ne voulant renoncer. On eût pu imaginer que les trois échappés évacuèrent la question préalable et se laissèrent à un sprint le soir

de trancher. Cela aurait été trop simple, et assurément, trop sportif. Au lieu de quoi on entra en de rudes et longues négociations.

Une fois, deux fois, dix fois la voiture du directeur sportif de l'équipe se porta à hauteur des coureurs. Pour tenter, on le suppose, d'imposer la paix dans ce ménage à trois. Au prétexte logique que puisqu'il fallait bien un vainqueur, autant se mettre d'accord tout de suite. Cette logique patronale n'entraîna manifestement pas l'adhésion enthousiaste des postulants. Museeuw ne s'imaginait que vainqueur. Bortolami et Tafi ne se résignaient pas aux obscures utilités.

Bref, on fit appel aux hautes autorités. Le téléphone cellulaire n'ayant pas été inventé pour les chiens, même de course, le directeur sportif appela Rome. Là, le patron de l'équipe, le bon docteur Squinzi, fit savoir qu'il se moquait éperdument de savoir qui gagnerait. Pourvu que l'on gagnât ! La position était sage, mais le problème restait entier. Et les trois coureurs commençaient à ne plus s'aimer comme avant.

Il fallait trancher. Le directeur sportif trancha. Museeuw, premier, Bartolami deuxième, Tafi troisième. C'était un ordre ! Agrémenté de quelques douceurs, la gloire pour le premier, l'argent-beurre pour les deux autres. Ainsi fut-il dit et fait. Et l'arrivée en V des trois hommes eut toute la convivialité d'apparence des victoires par consentement mutuel. Un peu comme ces cérémonies religieuses de divorce à l'amiable que des pasteurs anglicans organisent désormais. Avec bénédiction des séparés et remise solennelle des alliances à l'officiant. A charge pour lui de les vendre aux enchères, au profit d'œuvres de charité. Type Paris-Roubaix.

Hausse à Paris

LA BOURSE DE PARIS était en hausse, lundi 15 avril, en fin de matinée. A 12 heures, l'indice CAC 40 gagnait 0,70 % pour s'établir à 2 089,28 points.

Les actions françaises étaient soutenues par la vigueur du dollar et par la progression du marché obligataire. Le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, était en hausse de 20 centimes à 122,14 points. Le dollar s'inscrivait à 5,1231 francs, 108,50 yens et 1,5110 mark, son cours le plus élevé depuis quatorze mois face à la monnaie allemande. Le franc était lui aussi bien orienté, à 3,3910 francs pour un mark.

La monnaie allemande était affaiblie par les anticipations de baisses des taux directeurs de la Bundesbank, laquelle réduirait la rémunération des placements libellés en

marks. La réunion du conseil de la banque centrale allemande, jeudi 18 avril, constituera le principal événement de la semaine sur les marchés financiers.

La Bourse de Tokyo a terminé la séance du lundi 15 avril en hausse de 1,03 %. L'indice Nikkei s'est inscrit en clôture à 21 883,04 points, son niveau le plus élevé depuis le 7 février 1992.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

| SEANCE, 12h 30 | 1504 titres | Capitulation |
|----------------|-------------|--------------|
| échanges | en % | en % |
| SAFARI | 580187 | 22616075,20 |
| Schneider SA | 649883 | 15356753,30 |
| Comptoir Mod. | 23847 | 44234790 |
| Total | 117324 | 41968897 |
| Sodeho | 20774 | 40529871 |
| Lyonnais Eau | 82514 | 40424269 |
| Carrefour | 10705 | 39856226 |
| L'Oréal | 23890 | 36757371 |
| Eaux (Gie des) | 70354 | 36250589 |
| Paribas | 96977 | 31977340,40 |

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 L'ÉCONOMIE

Cours relevés le lundi 15 avril, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 21 883,04 - 0,13 + 10,14

Hong Kong Hang Seng 10 649,30 - 0,39 + 8,51

Tokyo, Nikkei sur 3 mois



MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

| DEVISES | cours BDF 1204 | % 1104 | Achat | Vente |
|---------------------|----------------|--------|---------|---------|
| Allemagne (100 dm) | 339,6600 | -0,04 | 329 | 353 |
| Ecu | 6,3510 | -0,01 | — | — |
| Etats-Unis (100 \$) | 5,1000 | -0,07 | 4,8000 | 5,4000 |
| Belgique (100 F) | 16,3385 | -0,03 | 16,0100 | 17,1700 |
| Pay-Bas (100 fl) | 303,8800 | -0,02 | — | — |
| Italie (1000 li) | 3,2510 | -0,05 | 2,9900 | 3,4900 |
| Danemark (100 kr) | 87,9900 | -0,05 | 82 | 92 |
| Irlande (100 p) | 7,9745 | -0,13 | 7,6200 | 8,3700 |
| Cde-Bretagne (1 £) | 7,7240 | -0,07 | 7,3300 | 8,1800 |
| Grèce (100 drach.) | 2,1070 | -0,08 | 1,8500 | 2,3500 |
| Suède (100 kr) | 76,0800 | -0,05 | 68,5000 | 78,5000 |
| Suisse (100 F) | 417,5600 | -0,27 | 407 | 431 |
| Norvège (100 kr) | 78,6000 | -0,04 | 72,7000 | 81,7000 |
| Autriche (100 sch) | 48,3000 | -0,04 | 46,9000 | 50 |
| Espagne (100 pes.) | 4,0610 | +0,01 | 3,7800 | 4,3800 |
| Portugal (100 esc) | 3,3050 | -0,01 | 2,9500 | 3,6500 |
| Canada 1 dollar ca | 3,7616 | -0,09 | 3,4500 | 4,0500 |
| Japon (100 yens) | 4,8983 | -0,08 | 4,4700 | 5,4200 |

PARITES DU DOLLAR

FRANCKFURT : USD/DM 1,5085

TOKYO : USD/YEN 166,5500

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 1204 Taux en %

France 3,90 5,61

Allemagne 3,31 6,50

Grande-Bretagne 5,81 8,16

Italie 10,25 10,51

Japon 0,47 3,24

Etats-Unis 5,25 6,84

MATIF

Echéances 12/04 volume

NOTIONNEL 10 %

juin 96 167,95 121,76

sept. 96 447

oct. 96 2

nov. 96 2

déc. 96 2

janv. 97 2

fév. 97 2

mars 97 2

avril 97 2

mai 97 2

juin 97 2

juil. 97 2

août 97 2

sept. 97 2

oct. 97 2

nov. 97 2

déc. 97 2

janv. 98 2

fév. 98 2

mars 98 2

avril 98 2

mai 98 2

juin 98 2

juil. 98 2

août 98 2

sept. 98 2

oct. 98 2

La Bulgarie accueille l'assemblée annuelle de la BERD alors qu'elle fait face à une crise bancaire majeure

Plusieurs pays de l'Est ont rattrapé les « derniers » membres de l'Union européenne

SOFIA

de notre envoyée spéciale

L'assemblée annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) qui doit durer deux jours s'est ouverte, lundi 15 avril, à Sofia. Au moment où la BERD fête son cinquantième anniversaire, il est clair que la transition est loin d'avoir touché son terme. La Bulgarie, pour ne prendre que cet exemple, cumule nombre de problèmes communs à toute la région.

D'un côté, les disparités ne cessent de s'accroître au sein de l'ex-bloc communiste. De l'autre, certains pays, comme la Pologne ou la République tchèque, enregistrent des taux de croissance à faire rougir les membres de l'Union européenne (UE). La Slovaquie est à peine plus pauvre que la Grèce, l'Etat le moins prospère de l'UE, alors que l'Asie centrale peut prétendre recevoir les crédits internationaux au taux préférentiel réservé aux pays les plus pauvres du monde. La transition économique, le grand chantier ouvert avant même la chute du mur de Berlin, s'achèverait déjà en Europe centrale alors qu'elle ne fait que

commencer dans certains Etats issus de l'ex-URSS. Le premier problème de ces pays, et le plus important d'entre eux en ce début d'année 1996, touche la sphère politique. Les nouvelles démocraties sont souvent encore loin d'être solidement implantées. Et en dehors des inquiétudes suscitées par les prochaines élections présidentielles en Russie, ce sont moins les résultats directs des récents scrutins qui inquiètent les économistes que leurs conséquences sur l'évolution des structures.

DES RÉFORMES LENTES

La Roumanie, où des élections doivent avoir lieu à la fin de l'année, vient de réduire considérablement la libéralisation de son marché des changes. La Bulgarie fait face actuellement à une crise bancaire majeure. Comme le souligne un observateur, « les autorités de Sofia décident de fermer les établissements et de les maintenir à flot selon leur bon vouloir ». Plus généralement, Nicholas Stern, l'économiste en chef de la BERD, se demande si le choix de réformes lentes fait par certains pays n'est pas un « symptôme du désir de la

bureaucratie de rester aux commandes ».

Le deuxième problème est celui de la sécurité, aussi bien « physique que législative », selon l'expression d'un représentant des rares investisseurs étrangers en Bulgarie. Autant les rues de Sofia sont aujourd'hui réputées dangereuses, autant le peu de fiabilité des textes de loi, votés puis modifiés du jour au lendemain, décourage les investisseurs. Toute la région s'affaire, bien sûr, à la privatisation des moyens de production. En Bulgarie, la privatisation de masse incluant des distributions de titres de participation (*vouchers*) vient à peine de commencer.

L'idéal serait que le pays candidat à des transformations industrielles d'une telle ampleur puissent s'appuyer sur un modèle dont le succès serait assuré. Mais ils trouvent en face d'eux des pays occidentaux divisés sur le rôle optimal de l'Etat dans l'économie (la conception française est par exemple éloignée de celle de la Grande-Bretagne) et des spécialistes dont les conseils divergent souvent. La question de savoir s'il vaut mieux privatiser d'abord et

restructurer ensuite, ou l'inverse, reste ouverte.

La République tchèque a largement privilégié la première option mais ses entreprises, dont l'actionariat est souvent très diffus, sont lentes à se remettre à niveau. En Pologne, elles ont choisi un système plus lent, avec la création de fonds nationaux d'investissement. Mais les résultats de cette méthode apparaissent prometteurs aux yeux de l'économiste Olivier Blanchard. Les préoccupations communes touchent des secteurs aussi variés que l'avenir de la protection sociale — les grèves répétées des médecins tchèques en témoignent — ou l'approvisionnement énergétique.

Si elle n'a toujours pas trouvé son équilibre économique, l'Europe de l'Est reste encore à la recherche de son identité politique. Les conflits qui opposent la Pologne et la Russie au sujet de l'élargissement de l'OTAN, les propositions de rapprochement récemment lancées par Moscou à la Bulgarie, mais rejetées immédiatement, sont autant de signes de la fragilité des relations.

Françoise Lazare

Le doublement du capital

Les cinquante-neuf gouvernements des pays et institutions membres de la BERD devaient, lundi 15 avril, entériner le doublement du capital de l'institution. Le capital social sera porté de 10 milliards d'euros à 20 milliards d'euros (127 milliards de francs). La fraction immédiatement versée par les membres sera égale à 22,5 % de leur participation (contre 30 % lors de la première opération), payable en huit annuités à partir de 1996.

La France détient 8,5 % du capital de la banque, comme les autres pays européens et le Japon. Les Etats-Unis sont le premier actionnaire de la BERD avec 10 % du capital.

Les inédits de l'écrivain Mishima

TOKYO

de notre correspondant

Plusieurs textes inédits du romancier Yukio Mishima ont été découverts à son domicile, a annoncé en premier page, dimanche 14 avril, le quotidien *Asahi*. Ces documents, dont une préface à *La Confession d'un masque*, roman de 1949 qui le fit connaître, pourraient jeter une lumière nouvelle sur l'œuvre et la vie à bien des égards mystérieuses d'un homme qui se suicida par étonnement (*seppuku*), dans la tradition des guerriers, au siège de l'état-major des forces terrestres à Tokyo, le 25 novembre 1970.

C'est au cours de rangements, à la suite de la mort, en juillet 1995, de la veuve de l'écrivain, qu'ont été découverts des cartons contenant des carnets de Mishima enfant, une dizaine de courts romans d'adolescence, une cinquantaine de copies de lettres adressées à l'écrivain Yasunari Kawabata, prix Nobel en 1968, et une vingtaine de cahiers de notes sur la rédaction de la dernière œuvre du romancier, *La Mer de la fertilité*. Selon les spécialistes de l'écrivain, l'authenticité de ces manuscrits comptant huit mille

feuilles ne fait aucun doute. Bien que certains textes aient été annotés par la femme de Mishima, ses deux enfants ignoraient leur existence. Ils ont décidé de les publier bien que les courts romans comportent la mention de la main de leur père « inutile de publier ». Parmi ceux-ci figurent un conte psychologique intitulé *La Maladie du bal* et un texte écrit lorsque l'écrivain avait une quinzaine d'années : *L'Eclat du cœur*. Un autre court roman a été écrit à l'époque de la publication de *La Confession d'un masque*.

Les carnets de Mishima enfant et la préface à *La Confession d'un masque* pourraient éclairer les tourments de l'adolescence de l'écrivain. La préface commence par ces mots : « Ceci est la confession d'un réaliste à l'égard du sexe. On voit mauvais être et il m'a fallu douze ans pour arriver à où un écolier ordinaire parvient en quatre ans ». Les cahiers contiennent en outre des esquisses de romans et d'opérettes que Mishima n'a jamais terminées.

Philippe Pons

Hongkong : la consultation de « dissidents » par la Chine tourne au fiasco

PÉKIN

de notre correspondant

Le *South China Morning Post*, principal quotidien de langue anglaise à Hongkong, annonçait, dimanche 14 avril, une nouveauté en gros titre à sa « une » : « La Chine écoute la dissidence ». Le principal représentant de Pékin dans le processus de transition, Lu Ping, avait en effet entamé un « week-end de consultations » avec des représentants de divers milieux professionnels, dont l'Association du barreau, dominée par des personnalités dédiées à faire comprendre au continent les inquiétudes suscitées par ses dernières décisions fermant la porte au dialogue avec les milieux libéraux. Le journal se félicitait de ce « remarquable changement d'attitude ».

Dimanche après-midi, la situation était clarifiée. Deux délégués de la Fédération des étudiants avaient été expulsés physiquement du forum pour avoir condamné la décision de Pékin de dissoudre les instances élues sous le règne britannique. Un millier de manifestants, comprenant une dizaine de membres du Conseil législatif, organisaient une marche de protestation dans la ville. Une vingtaine d'entre eux mettaient le feu à des cartons et à un peu devant l'un des hôtels les plus luxueux du Territoire, où se tenait la réunion. « Les pourparlers avec la Chine sont affectés par la colère au sujet du Conseil législatif », titrait, lundi, le *South China Morning Post*.

Les manifestants de Hongkong — pour la plupart des militants du Parti des démocrates de l'avocat Martin Lee — protestaient non seulement contre le fait que les principaux interlocuteurs que privilégient les envoyés de Pékin sont le plus souvent leurs amis politiques, mais aussi contre la décision de

dissoudre le Conseil législatif (Legco). L'un des représentants de Pékin, Chen Zuo'er, se félicita de l'action de la police pour faire disparaître de l'Hôtel Grand Hyatt, où se tenait la « consultation », les banderoles et cartons que les manifestants y avaient introduits subrepticement. L'hôtel se trouve à côté du bâtiment officiel dans lequel, fin mars, cent trente mille résidents de Hongkong se sont fait

enregistrer afin d'obtenir un passeport de « citoyen britannique d'outre-mer », qui ne leur donne pas le droit de s'installer en Grande-Bretagne, mais au moins celui de voyager en tant que sujet de Londres.

Revenant de Londres dimanche, le gouverneur Chris Patten, que chacun s'attendait à considérer comme largement marginalisé, a estimé que la « leçon » à tirer de la

crise diplomatique provoquée par les réformes démocratiques est que, « dans une société libre et ouverte, on tolère l'expression de toutes sortes d'opinion ». Le représentant de Pékin, pour sa part, a jugé que le déploiement de banderoles n'entraînait pas dans la catégorie des modes d'expression « raisonnables ».

Francis Daven

Une annonce erronée a aggravé le bilan de l'incendie de Dusseldorf

UN MESSAGE D'ÉVACUATION ERRONÉ, diffusé durant l'incendie qui a ravagé, jeudi 11 avril, l'un des terminaux de l'aéroport international de Dusseldorf, a ajouté à la confusion qui régnait et aurait été à l'origine de la mort de plusieurs personnes. Les survivants du sinistre, qui a fait seize morts et cent cinquante blessés, ont raconté comment quelque deux mille cinq cents personnes s'étaient bousculées pour trouver les issues de secours. L'aéroport a alors diffusé un message demandant aux passagers de se rendre à l'étagée des arrivées, soit au cœur du sinistre. « Pour des raisons inexplicables le texte erroné a été diffusé pendant un certain temps », a déclaré le président du Conseil de surveillance de l'aéroport, Jörg Bickenbach. — (Reuters.)

■ **RUSSE** : le gouverneur de la banque centrale a indiqué, dimanche 14 avril, qu'il poursuivrait sa politique de « contrôle strict » de la masse monétaire et a évalué le taux d'inflation annuel entre 20 et 25 % pour 1996 contre 131 % en 1995. — (AFP)

■ **INDONÉSIE** : quinze personnes ont été tuées et quatorze blessées, lundi 15 avril, à l'aéroport de Tjimika dans la province d'Irian Jaya (extrême est de l'Indonésie), dans un massacre provoqué par un militaire pris de démence. — (AFP)

■ **SOCIAL** : la grève aux aéroports de Roissy et d'Orly, commencée, le 11 avril, par quelques dizaines de salariés d'escorte pour protester contre des mesures de temps partiel annualisé et l'emploi d'un « trop grand nombre » a eu « peu d'impact » sur les vols au départ des aéroports de Roissy et d'Orly, a indiqué, dimanche 14 avril, la direction d'Aéroports de Paris.

■ **CONSUMMATION** : la société Moulinex demande aux détenteurs de fours classiques AP5, fabriqués avant le 15 mars 1996, de ne pas les utiliser et de les rapporter dans les centres agréés en raison d'un défaut d'isolation électrique.

Vient de paraître

LE MONDE DES AFFAIRES EUROPÉENNES

L'EUROPE MONÉTAIRE

LGDJ

Sous la direction de Christian de Boissieu

Philippe LAGAILLETTE

Alexandre LAMFALUSSY

Daniel LEBECQUE

Yves Thibault de SILGUY

LGDJ

INCIDENTS GRANDES ÉVALUÉS OU UNIFORMES SCIENTIFIQUES

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

Debut

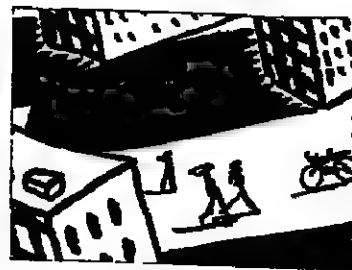
Debut

Debut

صدايها الاصل

Assemblée annuelle de la BR
une crise bancaire majeure
« derniers » membres de l'union européenne

MUTATIONS
Les médecins
expérimentent
le travail
en réseau
page II



Portrait
Bertrand Schwartz,
pourfendeur de l'exclusion page III

Le Monde des INITIATIVES

MARDI 16 AVRIL 1996

METIERS



DEMAIN
DANS
INITIATIVES
EMPLOI
L'amour
du métier

ANNONCES CLASSÉES
de la page V à la page X



Les entreprises racontent leur histoire

Les sociétés
veulent renouer
avec leur passé.
Des historiens
se spécialisent
dans cette recherche

1988. « Seuls les survivants nous demandent d'écrire leur histoire : les autres, les « loosers », ne sont plus là pour la raconter », ironise Félix Torres. A ce jour, ClioMédia a réalisé une trentaine de livres ou brochures (histoire des Galeries Lafayette, de L'Alsacienne, d'Elf

D'une agence à l'autre, les méthodes de travail sont sensiblement les mêmes : « On cherche à connaître le substrat culturel de l'entreprise », confie Tristan Gaston-Breton, jeune universitaire de trente ans, salarié de ClioMédia, qui soutiendra cette année sa thèse

Ingénieurs de la mémoire

Sanctionner et transmettre l'ensemble des connaissances techniques et des expériences professionnelles, afin d'éviter toute perte de savoir-faire : telle est la vocation de Nemesia (2,2 millions de francs de chiffre d'affaires), société fondée en février 1995 par trois consultants informatiques, qui compte aujourd'hui six salariés. « Nous veillons à préserver la mémoire de l'entreprise, véritable capital où il faut puiser sans cesse pour améliorer la productivité », explique Joëlle Pomian, directrice de Nemesia, docteur en informatique et titulaire d'un DEA d'histoire médiévale.

Alors Nemesia « s'efforce de retranscrire la mémoire d'un agent de Gaz de France sur le point de partir en retraite, ce qui a donné lieu à la rédaction d'un manuel de référence. Sur un créneau très technique par rapport aux historiens d'entreprise classiques, ces ingénieurs de la mémoire ont de solides connaissances scientifiques. « En fait, reconnaît Joëlle Pomian, nous recherchons des profils de moutons à cinq pattes, alliant les cultures d'histoire et d'informatique, méthode de management. »

Aquitaine...) et une dizaine d'expositions ; tandis que Public Histoire peut se prévaloir d'une soixantaine de références, dont vingt-sept ouvrages (histoire d'Alcatel-Alsthom, de Rhône-Poulenc, de Midi libre, de l'autoroute Estrel-Côte d'Azur...) et autant de plaquettes, études internes et autres conceptions d'expositions.

Hors frais d'édition, les tarifs pratiqués par les deux agences se tiennent dans un mouchoir de poche : de 30 000 francs pour une brochure à 500 000 francs, voire plus, pour un bel ouvrage.

Philippe Baverel
lire la suite page III

BESOIN de retrouver ses racines, son identité ? De préserver une mémoire collective ? Ou, tout simplement, de dynamiser les troupes ? Toujours est-il que, depuis une douzaine d'années, les entreprises françaises renouent avec leur passé. « L'histoire est généralement considérée par le personnel comme lui appartenant : l'écrire, c'est reconnaître la contribution précieuse de générations de salariés, dont les destins professionnels, souvent obscurs, s'inscrivent ainsi dans une grande aventure collective », témoigne Pierre Labasse, chargé de la communication interne du groupe Danone. Et de citer en exemple l'ouvrage retraçant l'histoire de Gervais-Danone, *Chronique des années fraîches*, édité chez Olivier Orban.

Récent, l'intérêt pour l'histoire des entreprises nous vient tout droit des États-Unis, où le phénomène remonte à l'entre-deux-guerres ; ainsi la première chaire de *Business History* est-elle née à Harvard en 1927. Président de l'Association pour le développement de l'histoire économique (ADHE) et professeur d'histoire économique et sociale à l'université Paris-I-Sorbonne, Jacques Marseille explique le « retard » des chefs d'entreprise français en la matière par leur souci légendaire de la discrétion, que résume bien le vieil adage, attribué à un patron du Nord : « Le bien ne fait pas de bruit. Le bruit ne fait pas de bien. »

Il n'empêche : à l'heure du « tout-communicant », l'histoire d'entreprise est devenue une véritable niche dont le chiffre d'affaires est évalué bon an mal an à une dizaine de millions de francs, hors

édition. A côté de petites agences qui naissent aussi rapidement qu'elles disparaissent, deux sociétés spécialisées se disputent à présent ce micro-marché : Public Histoire (3,5 millions de francs de chiffre d'affaires, six salariés) et ClioMédia (2,6 millions, six salariés également). Sans oublier les universitaires et tous les historiens free-lance qui gravitent autour, sans toujours vivre de leur plume. Les étudiants en histoire ne doivent donc pas se bercer d'illusions quant aux éventuels débouchés sur ce créneau.

BESOIN PONCTUEL

« Contrairement au marché du journal d'entreprise, estimé à 600 millions de francs annuels, dont le besoin est par définition régulier, celui du livre d'histoire est forcément ponctuel : lorsqu'une entreprise a publié son ouvrage, elle ne va pas re-

commencer avant plusieurs décennies », explique Félix Torres, directeur de Public Histoire, qu'il a fondée en 1983. Conséquence des difficultés économiques du moment ? Ce normalien, agrégé d'histoire, constate depuis un an « une baisse des commandes, un peu comme si les entreprises, qui ont de plus en plus une vision purement comptable de leur activité, hésitent désormais à trop se regarder le nombril. »

« En tant qu'outil de communication, l'histoire peut contribuer à fédérer des identités disparates. Généralement, les entreprises font appel à nous quand ça va bien, qu'il s'agit de fêter un anniversaire ou de faire le point après un événement de première importance (rachat d'une autre société, conquête de nouveaux marchés...) », constate Pierre Dotelon, docteur en histoire et gérant de ClioMédia, qu'il a créée en

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES OU UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES

Débuts ou première expérience en informatique de gestion

Votre carrière
dans un groupe
mondial
qui continue de
grandir

Le groupe CGI est un
des leaders mondiaux
du Conseil et de
l'Ingénierie
Informatique



● 4000 personnes
● C.A. : 2 milliards
de francs
● 50 implantations
en Europe et en
Amérique du Nord

CGI Informatique - 50, rue du Château-des-Rentiers - 75640 Paris Cedex 13

Explorer de grands espaces

en dernière page



FORMATION OUVERTE AUX INGÉNIEURS, DEA, DESS OU ÉQUIVALENT

TELECOM
PARIS

École Nationale Supérieure des Télécommunications

■ CONCEPTION ET ARCHITECTURE DE RÉSEAU

■ CONCEPTION ET ARCHITECTURE DE SYSTÈMES INFORMATIQUES

■ DISPOSITIFS ET TECHNIQUES DE COMMUNICATIONS

■ ÉDI TÉLÉCOMMUNICATIONS ET ORGANISATIONS

■ ÉLECTRONIQUE POUR LES SYSTÈMES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

■ IMAGE ET SYSTÈMES DE TÉLÉVISION

■ INGÉNIERIE DU LOGICIEL

■ MANAGEMENT DES SYSTÈMES D'INFORMATION RÉPARTIS

■ MULTIMÉDIA-HYPERMÉDIA

■ RADIO-MOBILES

■ SÉCURITÉ DES SYSTÈMES INFORMATIQUES ET DES RÉSEAUX

■ SYSTÈMES DE RADIO-COMMUNICATIONS SPATIALES

■ TRAITEMENT DU SIGNAL ET RECONNAISSANCE DES FORMES

La sélection se fait sur
dossier, puis sur entretien.
Date limite de dépôt de
candidature : 1^{er} juin 1996
*voir date limite avec sub-a
Dossier de candidature et
renseignements :

TEL : 45 81 74 93

E. mail : riner@cal.enst.fr

Serveur web : http://www.enst.fr

École Nationale Supérieure des Télécommunications - Direction scientifique
Programme Masters - 46, rue Barrault - 75634 Paris Cedex 13

Des chercheurs étudient l'acte d'apprendre

Sept cassettes pédagogiques pour briser la dualité réussite-échec

C'est une révolution pédagogique. Sept cassettes pédagogiques, conçues par des chercheurs de l'Université de la Sorbonne, ont pour but de briser la dualité réussite-échec. Elles sont destinées à être utilisées en classe, mais aussi à la maison. Elles abordent sept thèmes : la motivation, la gestion du temps, la gestion des émotions, la gestion des apprentissages, la gestion des erreurs, la gestion des relations et la gestion des ressources. Elles sont conçues pour être utilisées de manière flexible, selon les besoins de chaque élève. Elles sont conçues pour être utilisées de manière flexible, selon les besoins de chaque élève.

Les chercheurs de l'Université de la Sorbonne ont conçu sept cassettes pédagogiques pour briser la dualité réussite-échec. Elles sont destinées à être utilisées en classe, mais aussi à la maison. Elles abordent sept thèmes : la motivation, la gestion du temps, la gestion des émotions, la gestion des apprentissages, la gestion des erreurs, la gestion des relations et la gestion des ressources. Elles sont conçues pour être utilisées de manière flexible, selon les besoins de chaque élève.

Les chercheurs de l'Université de la Sorbonne ont conçu sept cassettes pédagogiques pour briser la dualité réussite-échec. Elles sont destinées à être utilisées en classe, mais aussi à la maison. Elles abordent sept thèmes : la motivation, la gestion du temps, la gestion des émotions, la gestion des apprentissages, la gestion des erreurs, la gestion des relations et la gestion des ressources. Elles sont conçues pour être utilisées de manière flexible, selon les besoins de chaque élève.

Les chercheurs de l'Université de la Sorbonne ont conçu sept cassettes pédagogiques pour briser la dualité réussite-échec. Elles sont destinées à être utilisées en classe, mais aussi à la maison. Elles abordent sept thèmes : la motivation, la gestion du temps, la gestion des émotions, la gestion des apprentissages, la gestion des erreurs, la gestion des relations et la gestion des ressources. Elles sont conçues pour être utilisées de manière flexible, selon les besoins de chaque élève.

Créateur des missions locales pour l'insertion des jeunes en difficulté

Bertrand Schwartz, pourfendeur de l'exclusion

Aceux qui le connaissent bien, Bertrand Schwartz, soixante-dix-sept ans, adresse régulièrement la même apostrophe. Sans coquetterie aucune, mais qui se salue d'ordinaire de sourires entendus et de protestations de la part de ses interlocuteurs. « Cette fois, c'est juré, je prends ma retraite. Vous ne pouvez pas savoir comme je suis fatigué », dit-il d'un ton las et condescendant. « Vous ne pouvez pas dire ça, Bertrand », lui réplique-t-on. « D'ailleurs, vous en êtes bien incapable ».

L'œil qui cligne de malice, la mine faussement modeste mais sincère, sans aucun doute, l'éternel jeune homme continue pourtant de s'activer, tout le temps par monts et par vaux, toujours prêt à s'engager pour la dernière théorie, surgie de son imagination débordante. A-t-il le sentiment d'être délaissé en France, bien qu'il ait souvent exaspéré plus d'un notable de gauche à l'époque où celle-ci était au pouvoir ? Il passe des mois en consultation au Québec, où il a été fait docteur honoris causa de l'université de Montréal, comme de celle de Genève, puis se retrouve chargé d'une mission de longue durée sur la formation professionnelle au Mexique. Croit-il en avoir fini avec ses réflexions et le voilà qui renoue avec les accents de la colère. « Je refuse la résignation et je considère que ceux - ils sont nombreux - qui se résignent et pensent que nos sociétés peuvent continuer à vivre comme aujourd'hui, ceux-là sont les véritables irréalistes », écrit-il ainsi en mars 1996, dans le dernier des textes qu'il expédie à ses amis pour discussion éventuelle, « parce que mes propres idées m'inquiètent ».

A priori, rien ne prédestinait Bertrand Schwartz à devenir ce qu'il est. L'homme des expériences pédagogiques, de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté, auteur en 1981 du rapport pour le gouvernement de Pierre Mauroy qui donna naissance aux missions locales dont il assure la mise en place à la tête de la délégation interministérielle de 1983 à 1985. Celui qui lança les actions dites de nouvelles qualifications ou qui, encore, créa en 1989, avec le montant du prix de la fondation Grawemeyer, « Moderniser sans exclure », l'association dont le nom servit ensuite de titre à son dernier livre (Éditions La Découverte, 1994). Un personnage hors du commun, chaleureux et sensible, tout entier dévoué à la cause de l'adaptation - la qualification - de tous aux emplois nouveaux.

Par son parcours et ses origines, il appartient à ce qui se fait de mieux dans la tradition républicaine. Classes à Janson de Sailly, Saint-Louis et Louis-le-Grand, puis polytechnique et école des Mines; famille de médecins et d'hommes de sciences apparentée à la fameuse tribu des Debré. Ce qui lui fournit cette anecdote hautement significative d'une certaine conception de la toute-puissance des élites : voyant passer un corbillard, son frère Laurent Schwartz, futur médaille Fields pour les mathématiques en 1950, assure à sa mère qu'il ne serait rien arrivé au défunt s'il avait confié sa santé « à



oncle Robert », le glorieux professeur Debré, père du premier ministre du général de Gaulle.

Lui-même professeur puis directeur de l'école des Mines de Nancy, jusqu'en 1966, Bertrand Schwartz se singularisera à son tour très vite. Son autorité et sa réputation, certains de ceux qui se flattent aujourd'hui encore d'avoir été ses disciples les datent de la création du Cnuces (Centre universitaire de coopération économique et sociale) en 1960, puis de l'époque de la direction de l'INFP (Institut national de la formation permanente). Car tous revendiquent depuis l'influence de ce pédagogue qui aura su s'extraire des assurances qu'accroissent les trajectoires brillantes, dont il était lui-même issu, pour se préoccuper de la définition de techniques « apprenantes », plus en adéquation avec des publics moins avantagés. Lesquels étaient en outre soumis aux exigences de la modernisation des modes de production.

De là date une forme de reconnaissance filaire qui entoure « Bertrand », avec ce que cela comporte de signes dévots, parfois, de vraies connivences qui fondent les écoles de pensée, surtout, mais aussi les divorces allentés par l'emprise du père fondateur. Pour certains, il a fallu rompre avec lui pour retrouver une autonomie, tout en acceptant ainsi son influence. D'autres se

« L'argent n'a jamais été son problème. Il a toujours été capable de partir avec un sac à dos, d'aller à l'aventure n'importe où »

sont enlignés, qui n'ont pas pu prolonger sa réflexion ou ses actions, se condamnant à l'impuissance. Les plus lucides, qui sont quelquefois aussi les plus proches en complicité, en viennent à prétendre que le poids et le rôle de Bertrand Schwartz interdiraient toute succession. Ce que l'intéressé reconnaît implicitement, qui se persuade d'être obligé de poursuivre son apostolat parce qu'il n'a pas découvert qui pourrait prendre le relais. Mais qui jubile aussi au plaisir de parfaire son œuvre, attentif aux moindres signes d'un intérêt renouvelé, comme en ce moment. « Nous sommes à nouveau débordés », se réjouit Marie Le Gall, qui l'assiste fidèlement.

Mi-critique, mi-ému, l'entourage se plaît à souligner le caractère exemplaire de la position, jusque dans ses excès. « L'économie, ça n'a jamais été le souci de Bertrand, qui pouvait se permettre toutes les expérimentations dans les entreprises ou avec l'appui des pouvoirs publics sur son seul nom », observe l'un des fidèles, qui ajoute, admiratif : « Mais c'est vrai, aussi, que l'argent n'a jamais

plus été son problème. Il a toujours été capable de partir avec un sac à dos, d'aller à l'aventure n'importe où et il a du mal à comprendre que, les temps ayant changé, les jeunes n'en fassent pas autant. » Ce qu'il faut bien appeler de l'indépendance d'esprit, même élargie, l'âge aidant, par une forme irrévérencieuse du pouvoir d'interpellation. Au cours des années 80, Bertrand Schwartz a souvent fait office de poll à gratter, exigeant des politiques publiques qu'elles se soucient davantage de l'insertion des jeunes, par exemple. Ses rares et discrètes participations aux cabinets ministériels ont été homériques, la brouille menaçant chaque matin. « Il surgissait avec la note sur un projet et faisait le siège en attendant une réponse du ministre », se souvient un conseiller de Martine Aubry.

C'est qu'il n'est pas facile d'être un précurseur, par vocation attentif aux autres. Il raconte que, pendant le mouvement lycéen de 1986, il lui en avait coûté de défilier pendant deux heures en se taisant, pour respecter la consigne

des organisateurs. « J'ai compris leur souhait mais j'aurais bien voulu échanger avec eux, leur dire que j'étais d'accord », raconte-t-il au retour, encore heureux de cette communion. Reconnu et célébré partout, il éprouve du mal à passer inaperçu, à ne pas exposer ce qu'il pense. Quoiqu'il le fasse toujours avec modestie et simplement, parfois avec une candeur feinte qui lui attire la sympathie.

Pour faire passer ses idées, Bertrand Schwartz sait en effet se montrer intéressant et charmeur. Il expliquera donc que toute personne non qualifiée, a priori, peut occuper le poste nouveau, issu de l'introduction de technologies ou du changement des processus de production, si l'on sait inventer un parcours approprié. Craignant par-dessus tout que l'on reproduise les schémas sélectifs qui conduisent à l'exclusion, il portera attention à tous les détails. Bien décidé à valoriser la moindre parcelle de connaissance et à mener son expérimentation en s'appuyant sur la motivation des jeunes ou des salariés, il démontrera que ceux-ci sont capables de se surpasser quand les besoins de formation sont formulés avec les tuteurs et qu'ils coïncident avec les situations de travail. Des insuffisances de base ne posent pas problème si, dans le même temps, tel ou tel individu peut, personnellement, faire le pont entre l'iné et l'acquis.

seur à l'université d'Evry, estime par exemple avoir bénéficié de « la liberté la plus totale » tout au long de ses dix ans de recherche, avant de reconnaître que les universitaires spécialisés dans l'histoire des entreprises « doivent se compter sur les doigts des deux mains ». Sur la délicate équation argent/liberté d'écriture, Jacques Marseille émet cependant un avis plus nuancé : « Le fait d'être payé ne retire pas sa crédibilité à l'ouvrage, d'autant qu'aujourd'hui les entreprises jouent le jeu de la transparence. D'ailleurs, trop souvent, si vous n'êtes pas rémunéré, votre travail est considéré comme sans valeur. »

Philippe Baverel

D'où de jolis raccourcis, qui sont autant de paradoxes rassurants, comme aime à les raconter Bertrand Schwartz. Les dysfonctionnements d'une entreprise sont une chance, puisqu'ils sont l'occasion, pour d'humbles travailleurs, d'apporter la preuve de leur capacité à résoudre des difficultés imprévues et, donc, de donner un contenu plus riche à des compétences modestes. Ils peuvent servir à la formation et à la qualification. De même, l'évaluation des nouveaux métiers peut aboutir à une surqualification préjudiciable, voire frustrante, alors que des opérateurs traditionnels peuvent retrouver des perspectives professionnelles. Enfin, et surtout, il ne faut pas croire que les moins formés ne savent rien qui ne puisse servir de point de départ ou qu'ils n'aient pas une intelligence concrète.

Ainsi, les jeunes connaissent précisément la consommation de leur cyclomoteur ou établissent le rapport entre le brut et le net de leur salaire. « Puisqu'ils sont capables de manier les fractions, on doit pouvoir leur apprendre à calculer un pourcentage », s'émotive à chaque fois le vieux professeur. Car, pour lui, rien ne saurait supplanter la science des statistiques, indispensable à la maîtrise des modes de production modernes.

Alain Lebaube

Parcours

● Né le 26 février 1919 à Paris, Bertrand Schwartz accomplit ses études secondaires dans de grandes lycées parisiens (Janson-de-Sailly, Saint-Louis, Louis-le-Grand). Polytechnicien, il intègre l'École des mines. D'abord professeur, à partir de 1948, il deviendra directeur de l'École des mines de Nancy, de 1957 à 1966. Président du Centre universitaire de coopération économique et sociale (CNUCES) de 1960 à 1972, haut lieu d'innovation pédagogique lié à l'observation de terrain, il sera directeur de l'Institut national de la formation permanente de 1963 à 1970, puis professeur à l'université de Paris-Dauphine.

● En 1981, il rédige un rapport sur l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en difficulté à la demande de Pierre Mauroy, premier ministre. Ainsi naîtront les missions locales, organisées au sein d'un réseau qui sera dirigé par une délégation interministérielle à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en difficulté. Bertrand Schwartz en sera le premier délégué, de 1983 à 1985, date à laquelle il sera nommé membre du Conseil économique et social.

● Chargé de lancer un programme expérimental avec la mission « nouvelles qualifications » en 1988, aujourd'hui disparue, il créa l'association Moderniser sans exclure, en 1989, avec le montant du prix de la Fondation américaine Grawemeyer. Avec cette structure, il poursuit ses recherches et ses efforts de mobilisation. Bertrand Schwartz est commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 39-45, et docteur honoris causa des universités de Montréal et de Genève.

Les entreprises racontent leur histoire

Suite de la page 1
« La mémoire des métiers ne se trouve pas forcément dans les conclusions des conseils d'administration », note Véronique Lefebvre, historienne à Public Histoire. Vient ensuite la rédaction de l'ouvrage, dans un style aussi vivant que possible, ultime étape d'un long processus de maturation, qui peut prendre un an. « Tant par

l'écriture que par la mise en page, notre travail s'apparente à du journalisme historique », explique Félix Torres. Sens de la recherche historique, capacité à vérifier l'authenticité des sources et à croiser les informations, esprit de synthèse et aisance rédactionnelle constituent bien sûr les principales qualités des historiens d'entreprise, auxquelles il convient d'ajouter un sens aigu de la diplomatie, indispensable pour gérer correctement les rapports avec le commanditaire.

DISSEMINATION

C'est que le bailleur de fonds, PDG ou directeur de la communication, se montre parfois extrêmement ombrageux sur certains épisodes peu glo-

rieux de la vie de l'entreprise. « Deux périodes posent problème : Vichy à cause de la collaboration et l'époque contemporaine, tant le souci est grand de réécrire les dernières années à la lumière des discours présent, observe Félix Torres. Pour ma part, j'estime que l'historien n'a pas le recul suffisant pour écrire l'histoire du début des années 90. »

« Je crois aux vertus du dialogue, assure Pierre Dettolonde. Il nous appartient d'expliquer aux chefs d'entreprise qu'occultant certains événements risquerait de jeter le discrédit sur l'ensemble de l'ouvrage, ce dont ils finissent généralement par convenir. En fait, les désaccords surgissent bien souvent sur des points de détail : formulation d'une

phrase, sens d'un adjectif... » Dans les agences, les rédacteurs insistent également sur la nécessité de leur indépendance : « Notre déontologie d'historien suppose que nous disposions d'une certaine marge de manœuvre et que nous n'omettions rien. Toutes les expériences de l'entreprise, y compris les échecs, sont source d'enseignement », affirme Véronique Lefebvre. Sur le front de la liberté, les universitaires bénéficient d'une longueur d'avance, surtout lorsqu'ils n'entretiennent aucune relation pécuniaire avec l'entreprise dont ils retracent l'histoire dans le cadre de leur thèse. Auteur de Citroën, Peugeot, Renault et les autres, soixante ans de stratégies (Le Monde Éditions), Jean-Louis Loubet, profes-

seur à l'université d'Evry, estime par exemple avoir bénéficié de « la liberté la plus totale » tout au long de ses dix ans de recherche, avant de reconnaître que les universitaires spécialisés dans l'histoire des entreprises « doivent se compter sur les doigts des deux mains ». Sur la délicate équation argent/liberté d'écriture, Jacques Marseille émet cependant un avis plus nuancé : « Le fait d'être payé ne retire pas sa crédibilité à l'ouvrage, d'autant qu'aujourd'hui les entreprises jouent le jeu de la transparence. D'ailleurs, trop souvent, si vous n'êtes pas rémunéré, votre travail est considéré comme sans valeur. »

LES PUBLICATIONS DU Monde

Un ancien numéro vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

La plupart des salariés européens se défient de leur entreprise

L'étude réalisée par le cabinet ISR montre par ailleurs que la motivation des personnels et la satisfaction de la clientèle sont intimement liées

COMME chaque année depuis dix ans, ISR (International Survey Research), un cabinet-conseil britannique spécialisé dans les sondages, a rendu pour 1995, les conclusions de son enquête concernant « la satisfaction des salariés en Europe » (Employee Satisfaction Tracking European Trends), enquête menée auprès de quatre cents entreprises employant huit millions de salariés dans dix-sept pays européens. (ISR-Londres, tél : (44-171) 287-81-09.)

Les résultats ne sont guère encourageants : Suisses mis à part, les travailleurs européens avaient ainsi de plus en plus leur déconvenue vis-à-vis de l'entreprise. Les auteurs de l'étude analysent cette tendance en rappelant que « dans les années 70 et 80, il existait une réelle corrélation entre les performances économiques d'un pays et la satisfaction des gens au travail », au travers notamment de la redistribution des bénéfices et de la fixa-

tion des salaires. Cette époque est révolue. Les réponses obtenues par ISR mettent, au contraire, en avant le besoin des entreprises « même des plus saines » de restructurer, rendant par conséquent caduque le contrat social qui existait auparavant.

L'exception suisse

Les salariés suisses sont de loin les plus heureux d'Europe. A en croire les résultats de l'étude d'ISR, ils « s'estiment mieux organisés, mieux informés de ce qui se passe dans leur entreprise et mieux gérés ». 69 % d'entre eux se disent satisfaits de leur vie au travail. La seule réserve qu'ils pourraient émettre concerne l'offre de formation et les possibilités de progression de carrière. Mais pour le reste, ils apparaissent comme des optimistes forcés.

Derrière eux, on trouve les Danois, particulièrement contents de leurs conditions de travail, leur salaire et leur formation professionnelle, suivis de peu par les Norvégiens, ex-æquo avec les Autrichiens.

Ces derniers, contrairement à l'ensemble des sentiments exprimés dans le reste de l'Europe, continuent à se dire « rassurés » quant à leur sécurité d'emploi, même s'ils critiquent sévèrement l'organisation du travail dans leurs entreprises.

Deux questionnaires illustrent particulièrement le phénomène. Le premier concerne la sécurité d'emploi pour laquelle les salariés interviewés affirment unanimement leurs doutes : 55 % d'Allemands s'estiment aujourd'hui confiants à ce sujet contre 73 % en 1985, 48 %

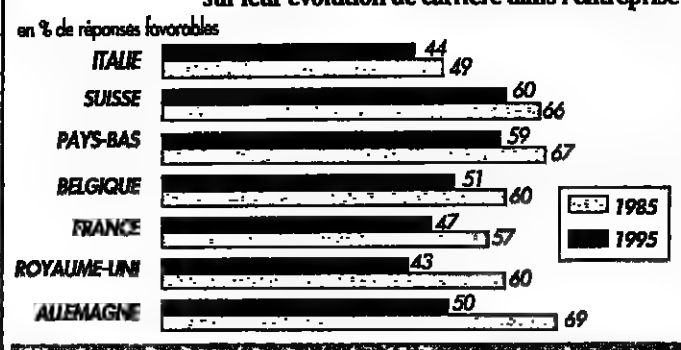
contre 69 % en 1985, italiens (44 % contre 49 %), belges (51 % contre 60 %), britanniques (43 % contre 60 %), ou français (47 % contre 57 %).

LE CAS BRITANNIQUE

Les salariés anglais sont de loin les plus déçus. En dix ans, ils ont revu fortement à la baisse leur jugement sur l'entreprise.

En 1995, ils sont ainsi 52 % à ne plus croire à la sécurité de l'emploi (soit 22 % de plus qu'en 1985) et 57 % à douter largement de possibles développements de carrière

Opinions des employés sur leur évolution de carrière dans l'entreprise



Les salariés estiment que les possibilités de progresser dans leur entreprise ont décliné de manière importante en 10 ans.

(17 % de plus qu'il y a dix ans). ISR, qui s'intéresse tout normalement en priorité à ce qui se passe sur le territoire anglais, a pu également comparer les résultats du sondage de 1995 à ceux obtenus vingt ans plus tôt. Les résultats montrent que les travailleurs britanniques sont aujourd'hui encore plus sur la défensive qu'ils ne l'étaient en 1975, alors que la situation économique et sociale était beaucoup plus difficile, avec des restructurations industrielles importantes. Globalement, le score du Royaume-Uni place celui-ci à l'avant-dernière position (toutes rubriques confondues) pour le niveau de satisfaction de ses employés. Il devance de justesse la Hongrie, seul pays de l'ex-bloc de l'Est sondé.

« Même, comme le note ISR, si l'on voit se développer un discours sur l'autonomie des salariés appelés à gérer eux-mêmes leur cursus professionnel, cela ne doit absolument pas dispenser l'entreprise de ses responsabilités managériales de base. » Or l'enquête de l'organisme britannique montre que, dans la plupart des cas, « les salariés ne disposent pas d'informations stratégiques essentielles et du temps nécessaire pour assurer une réorientation professionnelle, tant la pression du court terme est forte ». Les chances de retrouver un emploi ailleurs s'amenuisent donc.

Face à un bilan aussi négatif, le cabinet-conseil britannique, qui a réalisé par ailleurs de nombreuses autres enquêtes et interviews sur le sujet auprès de patrons et de syndicalistes, met en garde les

entreprises contre la direction engagée.

D'abord, rappelle-t-il, si restructurer permet de corriger les erreurs du passé, en aucun cas cela ne crée les marchés du futur. Première remarque. La deuxième souligne que les salariés qui ont survécu à un ou plusieurs plans sociaux acquièrent fréquemment des attitudes timorées qui se ressentent au travail.

Troisième élément : que penser du discours ambiant sur la nécessité de travailler en équipes de projets si les entreprises se contentent de recruter des salariés de passage ? Comment, dans ces conditions, imaginer obtenir des résultats à la hauteur des espérances affichées ? Enfin, dernier point et sûrement pas le moindre, la satisfaction du client. « Elle est indéniablement liée à celle des employés », retient ISR. « Gagner la première provoque la seconde », insistent les consultants, auteurs de l'étude.

Et de citer, pour renforcer leur argumentaire, une statistique empruntée à une étude américaine réalisée en début d'année par la Harvard Business School : « Aux Etats-Unis, où le discours sur l'employabilité est beaucoup plus développé qu'ailleurs, une entreprise moyenne perd désormais la moitié de ses salariés en quatre ans et la moitié de ses clients en cinq... » Des chiffres qui devraient sensibiliser les sociétés sur les coûts indirects « cachés » des restructurations, plutôt que de s'illusionner sur les résultats prometteurs du court terme.

Marie-Béatrice Baudet

Marie-Béatrice Baudet

Et maintenant, à qui le tour ?

L s'agit juste d'un petit test que Fortune a réalisé pour rendre service à ses lecteurs. Son titre est encourageant : « Etes-vous le prochain ? » Pas prix Nobel, mais licencié... L'hebdomadaire américain a donc imaginé quatorze questions. Certaines donnent des points qui vous emmènent vers l'éden de l'emploi à vie à force de les accumuler. Mais, attention, si jamais vous descendez au-dessous de la barre fatidique des 20 points, le verdict tombe : « Estimez-vous heureux d'avoir tenu aussi longtemps. » De 21 points à 40, le conseil donné est tout aussi pertinent : « Dépoussiérez votre CV et appelez votre chasseur de têtes. »

Et pourtant, à lire les interrogations proposées, on sent que cet exercice n'est pas tout à fait une plaisanterie. Les dents grincent méchamment, mais de trop bien connaître la réalité de l'entreprise, ce qui est indéniablement le cas de Fortune. Morceaux choisis :

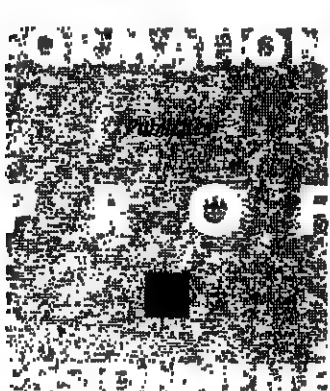
« Vous avez plus de quarante ans ? » : moins 5. « Vous gagnez plus d'argent que ceux qui font le même boulot que vous ? » : moins 5. « Avez-vous eu récemment du mal à accrocher le regard de l'un de vos supérieurs hiérarchiques ? » : moins 10. Car ils ne regardent jamais en face quand il y a une nouvelle désagréable à annoncer. « Un an depuis votre dernier bilan de performances ? » : Ça sent vraiment mauvais : moins 5.

Cela dit, il n'y a pas que des cases pigeon dans ce jeu de l'oie. On peut aussi, là, jouer conquérant. « Vous avez d'autres admirateurs que votre boss ? » Si vous êtes protégé par deux autres chefs (ou plus, bien sûr) : plus 15. « A combien de niveaux êtes-vous du cœur du pouvoir ? » Plus près vous êtes, mieux c'est. Votre boulot n'en sera que plus crédible : plus 5 si vous êtes à deux étages (ou moins, bien sûr) du Roi-Soleil. « Etes-vous dans la course ? », c'est-à-dire êtes-vous invité à autant de réunions que d'habitude, recevez-vous le même nombre de mémos internes qu'il y a six mois ? Si oui, OK : plus 10. « Ajoutez-vous de la valeur ? ». Alors là, aucun souci à se faire. Si le service que vous dirigez a un rapport direct avec le produit ou le client : plus 10.

« Interrogez-vous quelqu'un d'autre que votre patron sur votre travail ? » Souvent, les meilleures critiques viennent des collègues ou des subordonnés. Si ces derniers vous ont fait des remarques constructives depuis moins d'un an, ajoutez 10 points. « Avez-vous réactualisé vos connaissances ? » Si dans les derniers quatre-vingt-dix jours vous avez appris une nouvelle technique comptable, amélioré une langue étrangère ou dominé un nouveau logiciel informatique, c'est tout bon : plus 10. « Avez-vous fait récemment une suggestion qui a permis d'économiser de l'argent à votre entreprise ? » Les grandes idées font les petites rivières de réduction des dépenses. A condition, bien sûr, d'en avoir lancé une il y a moins de trois mois - les délais sont stricts - prenez 5 points. « Etes-vous écouté ? », « L'un de vos chefs est-il venu vous voir tout récemment pour vous demander conseil ? » : plus 5. Si quelqu'un d'autre a fait de vous un gourou au cours de l'année passée, vous avez droit à un petit bonus de 5 points.

On décroche la loterie (plus 20) à condition de répondre un « oui » franc et massif à la dernière question : « Etes-vous occupé ? », traduite par affaré, surchargé. On n'arrête pas de frapper à la porte de votre bureau, votre messagerie électronique est pleine à craquer, vous n'avez d'ailleurs pas le temps de la vider ; dans ces conditions, dormez sur vos deux oreilles, le Père Licencieur n'est pas près de venir vous enlever la nuit. Et puis, franchement ! Cela sert vraiment beaucoup d'être paranoïaque ? Relax ! (Là, c'était une plaisanterie...)

Votre messagerie électronique est pleine à craquer : dormez sur vos deux oreilles, le Père Licencieur n'est pas près de venir vous ennuyer



6èmes Rencontres Nationales de l'Orientale et de l'Insertion Professionnelle

« Travail en tout sens s'employer à tout prix »

Les 28, 29, 30 et 31 mai 1996. Nîmes - Daux-Séviac

- Le travail se réduit-il à l'emploi ? ■ Où est le vrai travail ?
- Quel sera l'avenir du travail ?

Avec 40 intervenants dont : M. K. VALASKAKIS, Ambassadeur du Canada auprès de l'OCDE - G. HYVERNAT, Directeur Général Délégué ANPE - J. COISY, Directeur Central des Ressources Humaines du Groupe BOUYGUES - C. REVUZ, Psychologue A. LIPIETZ, Directeur de Recherche CNRS - R. SUE, Sociologue.

Contact : Ass. ORIENTATION ☎ (16) 49.32.46.30 Yvette FAURE
Tarifs : 450 F TTC association - 1 500 F TTC entreprise.



L'école des métiers de l'information

Centre de Formation
Projet : Députés-Associés
271, rue de Belleville
75019 Paris
Tél. : (1) 42 41 38 39

- Quatre filières de formation intensive de sept. 96 à avril 97 :
- secrétaire de rédaction
- journaliste rédacteur
- journaliste-géographe
- secrétaire d'édition

CFDD, une équipe de journalistes, géographes et de techniciens spécialisés pour transmettre le savoir-faire.

- Public : vive, personnes ayant déjà une expérience dans la presse, l'édition ou un secteur professionnel proche (informatique, etc.)
- Financement possible (Conseils régionaux, ANPE, ANP, DDT, Fongecif, Médias, etc.)

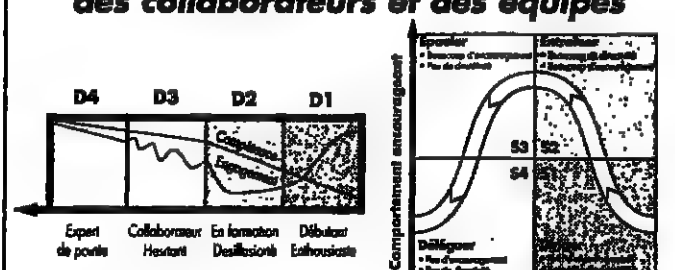
Vous avez un projet de formation ouverte à supports multimédia

EIDOS-Formation

Vous formez et vous accompagnez individuellement dans votre projet

Ingénierie de formation et Nouvelles Technologies de Communication
Tél : (1) 69.05.65.72

Le management situationnel des collaborateurs et des équipes



Vous êtes Manager, Directeur Général, Ressources Humaines, Commercial, Informatique, Financier, Production... Vous souhaitez accroître l'efficacité et les performances de vos équipes. Blanchard Training Development et Opteaman vous proposent de participer à leurs séminaires sur le leadership situationnel® II.

- bien communiquer avec ses collaborateurs : 20 - 21 juin.
- construire des équipes performantes : 10 - 11 avril 20 - 21 mai / 6 - 7 juin / 24 - 25 juin.

Pour tout renseignement appeler ou envoyer votre demande à Pascal DUCHON ou Philippe ZOURA.
Tél. 40 71 28 38 - Fax. 40 71 28 41.
OPTÉAMAN - 114 bis, rue Michel Ange - 75016 Paris.

CSP 1ère ENTREPRISE DE FORMATION CERTIFIÉE ISO 9001

ENCADREMENT ET RELATIONS HIÉRARCHIQUES
Dates : 22 au 26 avril / 10 au 14 juin
1er au 5 juillet
Durée : 5 jours

RÉUNIONS EFFICACES
Dates : 11 au 14 juin / 14 au 17 octobre
Durée : 4 jours

Pour une brochure 1996 gratuite, (70 formations) téléphonez au (1) 42 46 89 99
66 rue La Fayette 75009 PARIS
Fax : (1) 40 22 08 83

CSP
RÉSULTAT GARANTI

LEADERSHIP SITUATIONNEL®
Dates : 20-21-22 mai / 17-18-19 juin
Durée : 3 jours

GÉRER SON TEMPS
Dates : 29-30 avril / 23-24 mai / 24-25 juin
Durée : 2 jours

27 ANS D'EXPERIENCE DE LA FORMATION EN ENTREPRISE

CHACUN SEMAINE RETROUVE NOTRE NOUVEAU RUBRIQUE

FORMATION PROFESSIONNELLE
Projet : vive, personnes ayant déjà une expérience dans la presse, l'édition ou un secteur professionnel proche (informatique, etc.)

Financement possible (Conseils régionaux, ANPE, ANP, DDT, Fongecif, Médias, etc.)

SECTE

DEVELOPPEMENT MANAGER

CG

EUROPE MONI

INGÉNIEUR OU UNIVER

Le groupe est un des...
monde du...
de l'ingénierie...

مركز الدراسات والبحوث

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 16 AVRIL 1996 / V

Et maintenant, à qui le tour ?

SECTEURS DE POINTE

Vous souhaitez valoriser vos compétences d'entrepreneur dans un secteur d'avenir, nous pouvons vous offrir cette opportunité. Filiale multimédia d'un groupe leader au plan mondial recherche pour accompagner son développement international

DEVELOPMENT MANAGERS

Diplômés d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion avec une première expérience réussie, nous vous offrons la possibilité d'acquies rapidement de larges responsabilités et une grande autonomie d'action dans une filiale en forte croissance au sein d'un grand groupe multinational.

Envoyer votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence IAS2-96 à NC Communication, 108, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, qui transmettra.

NC Communication



SITA, filiale du Groupe LYONNAISE DES EAUX figure aux tout premiers rangs européens dans les activités de collecte et de traitement de déchets menagers et industriels. Le développement technologique rapide des métiers liés à l'environnement et notre souci constant de déployer de nouveaux services auprès d'une clientèle d'industriels producteurs de déchets nous conduisent à renforcer les structures de notre Direction Technique & d'Exploitation. Nous sommes à la recherche d'un

Chef de Projet "Industries" h-f Paris

Rattaché au Chef du Service "Assistance aux projets", vous organisez sur le plan technique les offres de service destinées aux industriels. Vous analysez leur besoin en fonction de la réglementation et des process existants et établissez avec les Directions Commerciales et Stratégiques, les priorités en matière de développement de nouveaux outils. Vous centralisez le savoir-faire de SITA vis-à-vis des industriels, notamment en matière de caractérisation des gisements de déchets, de collecte et de tri. Vous assurez la veille technologique et organisez la coordination des projets avec des bureaux d'études extérieurs.

Agé de 28/35 ans, vous êtes impérativement titulaire d'un diplôme d'ingénieur généraliste de type Centrale Paris, assorti d'une expérience réussie d'au moins 5 ans en milieu industriel.

Vous êtes diplomate et avez la capacité de fédérer autour de vous les énergies. Vous parlez l'anglais et souhaitez entrer dans un Groupe de dimension internationale.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à Geoffroy VIELJEUX - Responsable du Recrutement SITA - 84, rue de Provence - 75009 PARIS.



Publicisnet

CGI INFORMATIQUE : UN GROUPE MONDIAL QUI CONTINUE DE GRANDIR

Conseil et Ingénierie, Génie Logiciel, conception, développement et diffusion de progiciels (finances, comptabilité, ressources humaines, gestion de production industrielle...), dans toutes ces activités et dans tous les pays où il est implanté, le Groupe CGI poursuit sa croissance. Nos approches, nos méthodes et nos outils ont fait leurs preuves. Nos stratégies nous permettent chaque jour de renforcer notre position aux premiers rangs mondiaux de notre secteur.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES OU UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES

Débutants ou première expérience en informatique de gestion

Votre formation scientifique ou technique et votre éventuelle première expérience en informatique de gestion vous ont permis de démontrer vos qualités de rigueur et de méthode. Vous aimez apprendre et transmettre. Votre sens de la communication, du service et des responsabilités répondent aux exigences des métiers de Conseil et de mise en œuvre de solutions liées aux stratégies de développement et à l'organisation de grandes entreprises.

Dès votre intégration, vous bénéficierez d'une formation technique et méthodologique qui vous permettra de vous intégrer dans une de nos équipes opérationnelles. Vous évoluerez ensuite régulièrement, en participant à des missions d'importance croissante et en y exerçant des responsabilités de plus en plus larges. A terme, votre carrière sera ouverte sur toutes les activités et sur tous les métiers de notre Groupe.

Merci de nous adresser votre candidature (lettre manuscrite et C.V.) sous la référence MO/496

Le groupe CGI est un des leaders mondiaux du Conseil et de l'Ingénierie Informatique



An IBM Company

- 4000 personnes
- C.A. : 2 milliards de francs
- 50 implantations en Europe et en Amérique du Nord

CGI Informatique - Direction du Recrutement - 30, rue du Château-des-Rentiers - 75640 Paris Cedex 13

INFORMATIQUE / RÉSEAUX / TÉLÉCOMMUNICATIONS

Ingénieurs
de développement
SNA/APPN sous UNIX

Constructeur informatique implanté sur la région Rhône-Alpes, notre entreprise s'affirme comme le leader du monde UNIX. Le centre de Recherche et Développement de notre division Réseaux et Sécurité est au cœur des technologies d'avenir dans le domaine de la communication des données (ATM, X25, ISDN et serveurs de terminaux). Notre forte croissance nous amène à étoffer nos équipes pour développer une famille de produits UNIX de qualité capable de communiquer de manière transparente avec les réseaux SNA de nos clients et maintenir notre famille existante en évoluant vers APPN. Dans ce contexte, notre équipe SNA développera une double expertise : drivers sous UNIX et réseaux SNA. Elle participera également à leurs évolutions.

Diplômé école d'ingénieurs, vous bénéficiez d'une expérience confirmée en développement de produits réseaux et SNA, de drivers sous UNIX. Votre réactivité, votre adaptabilité, votre capacité à prendre des décisions en toute autonomie et votre mobilité vous distinguent. Vous rejoindrez un pôle de compétences international qui nécessite une parfaite maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant sur l'enveloppe la référence 95653, à Euro RSCG Futurs, 7 rue Ilr Mareilly, 75001 Paris, qui transmettra en toute confidentialité.



Canon
Canon Research Centre France

MANAGER R & D
TÉLÉCOM

BILINGUE ANGLAIS
POSTE BASÉ À RENNES

Responsable d'une équipe de chefs de projets et d'ingénieurs R & D, nous vous confierons la définition et l'orientation de la recherche et du développement de nos produits télécoms et réseaux informatiques. Rattaché à notre Directeur de Centre, vous devrez développer de nombreux contacts à l'international.

Vous disposez d'une connaissance des réseaux informatiques software et hardware (topologie LAN - Ethernet et ATM-LAN), ainsi que d'une maîtrise de technologies novatrices dans les nouvelles générations de réseaux informatiques. Votre expérience de ces 10 dernières années vous confère les compétences d'un ingénieur de recherche et d'un manager d'une équipe en recherche et développement.

Poste évolutif.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la référence 44.3833/LM, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

Responsable
informatique

A la tête d'une équipe de 7 personnes, vous veillez à la cohérence et à la fiabilité de notre système d'information. Très impliqué dans notre activité, vous intervenez en véritable conseil.

A 35/40 ans, de formation supérieure en informatique, vous justifiez d'une expérience similaire d'au moins

Nous sommes la filiale française d'un groupe international (240 personnes, 337 millions de francs de CA) numéro 1 mondial dans le domaine de la technologie de filtration. Nous recherchons pour notre siège social dans les Yvelines, un responsable informatique.

5 ans et maîtrisez les domaines suivants : AS400, Réseaux Locaux sous Windows, Notes, Synon. Vous apportez un réel savoir-faire en matière d'animation des hommes. Votre sens de l'écoute, du dialogue et de l'organisation ainsi que vos compétences techniques vous permettent d'assurer le développement de notre information dans un esprit de service aux utilisateurs. Votre ouverture d'esprit et votre capacité d'innovation seront vos atouts majeurs. Votre anglais courant vous permettra de dialoguer, au sein du groupe, avec vos interlocuteurs étrangers.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre, photo et prétentions) sous la référence RULM à Pall France, Direction des ressources humaines, 3 rue des Gaudines, 78104 St-Germain-en-Laye.

PALL

GRANDE BANQUE COMMERCIALE

La Direction des Etudes et Développement Informatiques recherche :

JEUNE ARCHITECTE TECHNIQUE

ATELIER GENIE LOGICIEL

Agé(e) de 28/32 ans, vous êtes diplômé(e) d'une Ecole d'ingénieurs ou possédez une formation universitaire Bac + 5/6.

Votre expérience vécue dans l'univers Grands Systèmes IBM/MVS se double d'une compétence et d'un goût prononcé pour les systèmes conviviaux mini/micro et les systèmes de communication multi-plateformes (MVS, UNIX, WINDOWS). Ayant exercé des responsabilités de Concepteur, Support Technique Projet, Responsable Méthodes..., vous maîtrisez parfaitement la modélisation des données (MERISE) et avez mis en place des dictionnaires de données complexes.

Au sein d'un grand chantier dont l'objectif est de mettre en place un AGL assurant la convivialité des postes de travail utilisateurs, la transparence de l'accès aux données et la communication inter-systèmes, vous serez responsable du projet Base Documentaire (conception et mise en place d'un dictionnaire de données de l'ensemble des composants du système d'informations de la Banque).

Avec le soutien des experts techniques du Groupe, vous assurerez les spécifications du projet, son architecture technique, le choix des outils, la modélisation et la mise en place. Vous prendrez en charge d'autres missions d'architecture, intégrant de nouvelles orientations techniques, dans des domaines variés.

Vos facilités de dialogue et de communication, votre ouverture d'esprit et votre engagement seront les garants de votre réussite et de votre évolution dans cette fonction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence JAT45 à notre conseil, Isabelle de FORCADE, RIB, 140 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

RIB

JEUNES DIPLOMÉS
ET JEUNES CADRES

Avec 900 informaticiens, une maîtrise des techniques bancaires et financières fondée sur une utilisation intensive de l'informatique, la Banque Paribas est probablement la plus informatisée des banques d'affaires. Avec elle, vous pourrez vivre de multiples projets ambitieux comme par exemple l'intégration de systèmes d'information et de définition des architectures et des données. Alors, si l'esprit Banque Paribas correspond à votre idée de l'entreprise, rejoignez-nous dans Le Monde Magazine.

BANQUE PARIBAS

A la Banque
Paribas on ne
vous reprochera
jamais d'avoir
une technologie
d'avance.

Filiales du groupe Holderbank, premier cimentier mondial, (effectif : 37 500, CA : 38 milliards de Frs), les Groupes ORIGNY et OBOURG fabriquent et commercialisent des ciments, bétons et granulats en France et en Belgique.

Dans le cadre de notre nouvelle stratégie informatique Client/Serveur, nous souhaitons recruter un

Responsable Architecture
Informatique et Télécom

Bilingue Anglais

• De formation supérieure (Ecole d'ingénieur ou équivalent), vous avez, à 34/40 ans environ, une expérience de la fonction de 4 à 5 ans minimum exercée de préférence dans le secteur industriel.

• Manager d'une équipe de 25 personnes environ, vous avez la charge de la définition et de la mise en œuvre de la nouvelle architecture informatique Groupe (Hardware, réseaux locaux, micro, serveur) et en assurez l'évolution et le suivi.

• Des compétences Réseau, Télécom et Système sont nécessaires à la réussite de cette mission ainsi que la connaissance d'un SGBD/R.

• Votre imagination, votre sens du service, un intérêt marqué pour les nouvelles technologies et d'excellentes qualités relationnelles sont les garanties de votre évolution au sein de notre groupe.

Pour plus d'information, composez le 36 69 48 08 (2,93 Frs/min) Code *113.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et salaire actuel sous référence POZ à EL Conseil - 67, rue d'Amsterdam 75008 Paris, qui vous garantira toute confidentialité.



ORIGNY

Voyez
Rien
loin,
rejoignez
des
MAIRIE

COMMUNICATIONS

MANAGER R & D

TELECOM

PRINCIPALES FONCTIONS

Vous intervenez auprès des opérateurs de salles de marché de taux en réalisant et en installant des applications de trading (front et middle). Vous vous impliquez fortement dans la promotion de ces applications dès la phase d'avant-vente.

Ingénieur grande école, vous avez une formation complémentaire en finance, possédez une expérience de 2 ans environ dans la réalisation d'applications de trading et des compétences C++, Unix et SGDB-R.

Votre passion pour les techniques et les marchés financiers, votre expertise dans les toutes dernières technologies de l'information (COO, CORBA...), ainsi que la maîtrise de l'anglais sont vos meilleurs atouts pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence IF/LM, à Axime Intégration de Systèmes, Direction des Ressources Humaines, Martine Tillmann, 137 bd Voltaire, 75011 Paris.

MercuriUna

ACTE COMMERCIALE

ECTE TECHNIQUE

ENNE LOGICIEL

Responsable Architecture Informatique et Telecom

Langue Anglaise

Vous intervenez auprès des opérateurs de salles de marché de taux en réalisant et en installant des applications de trading (front et middle). Vous vous impliquez fortement dans la promotion de ces applications dès la phase d'avant-vente.

Ingénieur grande école, vous avez une formation complémentaire en finance, possédez une expérience de 2 ans environ dans la réalisation d'applications de trading et des compétences C++, Unix et SGDB-R.

Votre passion pour les techniques et les marchés financiers, votre expertise dans les toutes dernières technologies de l'information (COO, CORBA...), ainsi que la maîtrise de l'anglais sont vos meilleurs atouts pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence IF/LM, à Axime Intégration de Systèmes, Direction des Ressources Humaines, Martine Tillmann, 137 bd Voltaire, 75011 Paris.

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

LE MONDE / MARDI 16 AVRIL 1996 / VII

Ingénieur et financier

Vos passions : Les techniques financières et les technologies de l'information

AXIME INTÉGRATION DE SYSTÈMES

Avec 2 000 personnes, plus de 2 mds de francs de CA, Axime, quatrième SSI française, fonde ses ambitions sur la synergie de ses trois métiers complémentaires : traitement et intégration de systèmes, ingénierie et intégration de systèmes, communication directe.

Axime Intégration de Systèmes, filiale d'Axime, conçoit, installe et maintient des solutions informatiques intégrant des composants logiciels et matériels dont elle a l'expertise, et ce dans 4 domaines : la monétique, les salles de marché, la banque, la gestion des flux (middleware).

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence IF/LM, à Axime Intégration de Systèmes, Direction des Ressources Humaines, Martine Tillmann, 137 bd Voltaire, 75011 Paris.

AXIME



Du virtuel au réel.

DASSAULT SYSTEMES PARIS - TOKYO - LOS ANGELES

CATIA/CADAM SOLUTIONS

Le développement de produits automobiles est un processus complexe et long. Avec CATIA/CADAM, vous pouvez accélérer ce processus et réduire les coûts. CATIA/CADAM est une solution intégrée qui permet de concevoir, simuler et fabriquer des pièces automobiles. Elle est utilisée par les grands constructeurs automobiles du monde entier.

Pour en savoir plus sur les processus de développement de produits automobiles, contactez-nous. Nous vous proposerons une démonstration de CATIA/CADAM et vous expliquerons comment cette solution peut vous aider à améliorer votre processus de développement de produits.

- les techniques orientées objet, les réseaux neuronaux, les mathématiques avancées, le multimedia et la distribution (Internet, Corba...);
- les applications métiers : mécanique, ingénierie, analyse, simulation, fabrication, design industriel...

Vous êtes ingénieur de grande école, vous avez une expérience de 2 ans environ dans la réalisation d'applications de trading et des compétences C++, Unix et SGDB-R. Vous maîtrisez l'anglais. Vous êtes passionné par les techniques financières et les technologies de l'information. Vous souhaitez rejoindre une entreprise leader dans son secteur d'activité. Alors contactez-nous. Nous vous proposerons une démonstration de CATIA/CADAM et vous expliquerons comment cette solution peut vous aider à améliorer votre processus de développement de produits.

Responsable technique infogérance

AXIME

Axime est leader en France dans la gestion des grands flux de données et l'infogérance. Avec 2 000 personnes, plus de 2 milliards de francs de CA, Axime, quatrième SSI française, fonde ses ambitions sur la synergie de ses trois métiers complémentaires : traitement et intégration de systèmes, ingénierie et intégration de systèmes, communication directe.

Spécialiste de l'infogérance depuis plus de dix ans, Axime, fort de ses succès commerciaux, continue son développement dans les domaines d'infogérance d'exploitation et d'infogérance globale.

Nous recherchons ainsi, pour l'un de nos comptes dont l'activité est en très forte croissance, un responsable technique dont la mission consistera à encadrer et animer, tant sur le plan technique qu'humain, une équipe d'experts système, télécom et réseaux.

Interlocuteur privilégié du client, vous conseillerez ce dernier dans ses choix en matière d'architectures et serez garant, dans le cadre de la mise en œuvre du plan qualité, de la bonne intégration des évolutions techniques en production.

Ingénieur de formation, âgé d'environ 35 ans, vous possédez impérativement une expérience similaire de management d'une équipe technique en environnement hétérogène IBM grands systèmes (MVS, CICS, DB2...) et Unix, TCP/IP.

Rigoureux, disponible et surtout réactif, vous apprécierez les challenges et avez déjà fait la preuve de votre capacité à gérer une forte évolution technique dans un contexte de Service au client.

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. RT/LM, à Xavier Bas Consell, 21 rue de Naples, 75008 Paris.

AXIME



60 millions d'automobilistes sauront reconnaître vos qualités.

MAGNET MARELLI

Équipementier automobile, nous travaillons avec l'ensemble des constructeurs automobiles mondiaux. Afin de renforcer nos équipes R&D, nous recherchons :

INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUE

Ingénieur avec une spécialisation en électronique, vous connaissez la simulation analogique et les problèmes de compatibilité électromagnétique. Vous maîtrisez les outils CADICAE.

En fonction de votre expérience, acquise dans le domaine de la conception de cartes électroniques avec microcontrôleurs, vous serez responsable ou participerez à la conception hardware de nos cartes électroniques embarquées (contrôle moteur, électronique habillée, ...).

Réf. HW/LM

INGÉNIEURS CONCEPTEURS SOFTWARE

Ingénieur avec une spécialisation en informatique et/ou en électronique, vous avez acquis une expérience dans les domaines de développement de logiciels temps réel embarqués (Methodologie SA/RT), des microcontrôleurs et du langage C et de la qualité logiciel. En fonction de celle-ci, vous serez responsable ou participerez à la conception de nos logiciels temps réel embarqués (contrôle moteur, électronique habillée, ...).

Réf. SW/LM

INGÉNIEUR PACKAGING ÉLECTRONIQUE

Ingénieur généraliste, votre expérience d'au moins 5 ans dans les produits de grandes séries vous confère de solides compétences sur les problèmes mécaniques de l'électronique. Au sein du team Développement, vous assurerez l'ingénierie de nos cartes électroniques embarquées (contrôle moteur, électronique habillée, ...) avec le souci de leur future industrialisation.

Réf. PACK/LM

Pour tous ces postes basés à Nanterre, l'anglais est impératif.

Merci d'adresser, sous référence chotie, votre dossier à Monsieur Jean-Philippe PLASSARD - Magnet Marelli - 19, rue Lavoisier - 92002 Nanterre cedex.

SYSTEMES AUTOMOBILES

Division d'un groupe multinational fabricant de composants microélectroniques basée à Grenoble, recherche un

Responsable de Groupe de Conception Mixte

Ingénieur possédant une importante expérience en conception de circuits intégrés mixtes, vous prenez la responsabilité hiérarchique d'une équipe de 6 à 8 personnes dont vous assurez également le support technique.

Après avoir évalué leur faisabilité, vous assurez le suivi des différents projets de conception mixte.

Au niveau de la division et pour l'ensemble des projets, vous planifiez les phases de conception dans le cadre des procédures ISO 9001 que vous prenez en charge et dont vous assurez le déploiement.

Vos qualités relationnelles et votre maîtrise de l'anglais vous permettent de maintenir un excellent contact avec nos clients.

Merci d'adresser votre candidature à Thierry CAPPELLE sous référence 603630

MENWAY Consultants
25, rue Pierre Sémard - 38000 GRENOBLE
email : mc004@diai.oleane.com

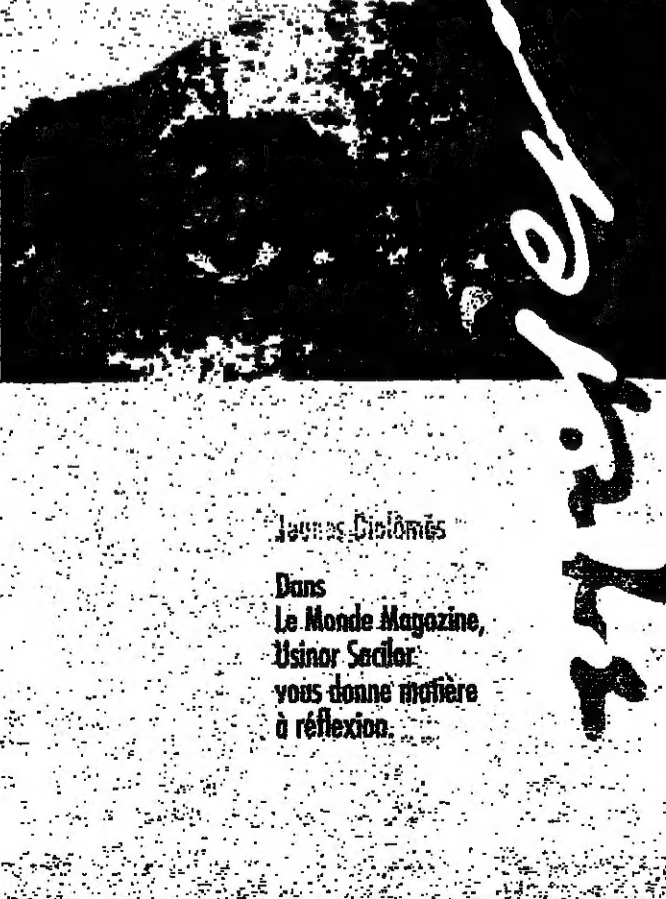
MENWAY CONSULTANTS

Le cabinet de la microélectronique

Voyez plus loin, reprenez les experts des systèmes en réseau.

Découvrez nos opportunités dans Le Monde « Campus ».

MARBEN



Jeunes Distomés

Dans Le Monde Magazine, Usinor Sector vous donne matière à réflexion.

SECTEURS DE POINTE

Consultants Juniors

**Société d'Ingénierie,
secteur Informatique et Télécom**

Diplômés d'une école d'ingénieurs, vous bénéficiez d'une première expérience ou de stages de longue durée dans votre spécialité.

Nous vous proposons d'intégrer dès votre arrivée des projets où vous mettrez en œuvre très vite vos acquis.

Outre vos connaissances techniques, votre réactivité et votre capacité d'adaptation sont les éléments déterminants de votre réussite dans un contexte évolutif.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence **CJ96 à NC Communication**, 108, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, qui transmettra.

Ingénieur process mécanique

CORNING

Notre groupe est l'un des leaders mondiaux dans le domaine des verres spéciaux. Dans notre usine à feu continu (500 personnes) nous produisons des verres optiques de haute technologie. Pour cette activité fortement tournée vers l'exportation, nous recherchons un jeune ingénieur mécanique.

Intégré aux Services Techniques et Développement, vous jouerez un rôle moteur dans l'amélioration et le développement de notre processus de production. Après vous être initié au formage des verres optiques, vous prendrez en charge l'ensemble des problèmes électromécaniques concernant nos équipements presses. Jeune ingénieur généraliste (Centrale, Arts et métiers, ENSI...), vous souhaitez vivre votre passion de la mécanique sur le terrain dans

un environnement industriel performant et fortement international. A 28-30 ans, vous possédez une expérience de 3 à 5 ans, si possible dans un site de production à feu continu. Créatif et concret, excellent animateur, votre conviction vous permettra de réussir dans ce poste évolutif. La pratique de l'anglais est nécessaire. Localisation à 100 km au sud de Paris. Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre manuscrite) sous référence **25645**, à Media system, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRESTATIONS DE SERVICES DANS LE DOMAINE DE L'ASSISTANCE AUX MAÎTRES D'OUVRAGE RECHERCHE, POUR PLUSIEURS DE SES IMPLANTATIONS, DES

Directeurs de projets

Interlocuteur du Maître d'Ouvrage, il sera chargé de missions de conduite d'opérations et d'assistance à maîtrise d'ouvrage exercées sur tous types d'équipements d'envergure (notamment hôpitaux) et sur toutes les phases de la mission.

De formation Ingénieur âgé de 30/40 ans, il a une expérience réussie comme Directeur de Projets d'équipements dans un BET, ou dans le réseau des différents intervenants dans l'acte de construire. Une bonne expérience du milieu hospitalier serait un atout.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (CV + lettre manuscrite) sous référence **95387** à EURO RSCG Futurs - 2 rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



FORCE COMPUTERS développe, fabrique et commercialise des calculateurs destinés à être intégrés par les grands-comptes OEM des marchés Telecom, Industriel et Militaire dans leurs propres systèmes.

FORCE est aujourd'hui un des leaders mondiaux de ce secteur d'activité en pleine expansion. Afin d'accroître et de consolider sa croissance, la filiale française, en charge de l'Europe du sud, renforce sa structure commerciale. Nous recherchons un :

INGÉNIEUR COMMERCIAL GRANDS-COMPTES

Il aura pour mission principale :

- de réaliser les objectifs de ventes annuels fixés sur sa base clients
- d'identifier les nouveaux projets clients puis d'y implanter notre technologie
- de sécuriser et de développer les affaires existantes

Il sera supporté dans sa mission par les équipes locales de support technique et marketing

Le candidat recherché,

- aura connu une expérience significative (3 ans) de la vente directe à une clientèle de grands-comptes OEM dans une société internationale des secteurs de l'électronique ou de l'informatique
- devra faire preuve d'un caractère dynamique, créatif, rigoureux et autonome
- sera âgé d'environ 30 ans
- aura une formation d'ingénieur (ou équivalent) en électronique / informatique
- devra posséder un bon niveau d'anglais parlé et écrit
- sera un utilisateur averti de la micro-informatique

Fourchette de salaire : 240 KF+ / voiture de fonction

Les conditions de travail sont motivantes et les perspectives de croissance de l'entreprise très prometteuses.

Merci d'adresser un courrier indiquant vos conditions salariales actuelles, vos motivations ainsi qu'un CV accompagné d'une photo à l'attention de :

FORCE COMPUTERS FRANCE

Madame Aline AUREL

17-19 rue Jeanne Braconnier, 92386 Meudon la Forêt Cedex

Responsable achats



18 000 personnes,
7 divisions,

55 filiales étrangères,
exerce ses activités dans les
secteurs Automobile et
Aéronautique.

Sa Division **SYLEA**
se situe au premier rang
européen dans son domaine,
recherche pour le Département
Equipementiers -
Equipements Spéciaux
de sa branche CABLINAL, un :

Rattaché au Directeur du département, vous serez en liaison permanente avec les Etudes, l'Industrialisation et les différents sites basés en France ou dans le sud de l'Europe.

Votre objectif : gagner environ 5 points par an sur les achats et garantir la cohérence de la politique du département en la matière en coordonnant des négociations souvent complexes.

Vos missions : • animer une équipe d'acheteurs et de correspondants achats sur les sites en les initiant à une démarche marketing • procéder aux achats prioritaires et liés aux investissements • apporter un support amont auprès des Etudes et de l'Industrialisation.

Agé d'au moins 30 ans, de formation supérieure, vous apporterez la preuve de résultats significatifs dans la fonction acquise en milieu automobile et dans un contexte PME. Sens de la négociation, réactivité, capacité pour apporter des solutions innovantes et pratique courante de l'anglais sont autant d'atouts qui vous incitent à nous rejoindre.

Le poste est basé à Saint-Quentin-en-Yvelines et implique de nombreux déplacements sur les sites.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature en mentionnant votre niveau actuel de rémunération, sous référence **9613**, au 7 rue de Monceau 75008 Paris.



Gilbert Raynaud & Partners

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES



CONSEIL EN ORGANISATION ET SYSTEMES D'INFORMATION

Conduire des missions de conseil en organisation et en systèmes d'information, réaliser des études stratégiques sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication, c'est ce que nous proposons à des :

Consultants en Organisation et Systèmes d'Information

(X, Mines, Sup Aéro, INSA, HEC, ESSEC...)

- **Senior Manager**, 30/35 ans, pouvant justifier d'au moins cinq années d'expérience de conseil en organisation et systèmes d'information au cours desquelles il aura dirigé des équipes de consultants de haut niveau et développé une activité commerciale avec succès (réf. M0396-SM)
- **Senior Consultants**, ayant une première expérience réussie de deux à trois années en cabinet de conseil ou en entreprise dans le domaine des systèmes d'information et de l'organisation (réf. M0396-SC)
- **Junior Consultants**, avec ou sans première expérience, faisant preuve d'une réelle motivation pour le métier de conseil et pouvant faire état d'une formation de base dans le domaine des systèmes d'information (réf. M0396-JC)

Partenaire privilégié des organisations internationales et du secteur public, les missions qui nous sont confiées sont à forte valeur ajoutée (études stratégiques, audits, schémas directeurs, assistance à maîtrise d'ouvrage...)

Pour faire face à une croissance rapide de notre activité en France et à l'étranger (Russie, pays de l'Est, Chine, Inde...) nous devons renforcer nos équipes par des Consultants à fort potentiel et aptes à prendre rapidement des responsabilités au sein de notre cabinet.

Impérativement diplômés d'une grande école (d'ingénieurs ou de commerce), les candidats devront **parfaitement maîtriser l'anglais**.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo et CV) en précisant la référence correspondante à Claudine BEAU **CESIA - 6, rue du Général de Larminat 75015 PARIS**

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DU SECTEUR DE L'AGRO-FOURNITURE

recrute son

RESPONSABLE DE LA PROMOTION AGRONOMIQUE INTERNATIONALE

Profil recherché :

- Ingénieur agronome ou horticulteur connaissant bien les productions végétales, les sciences du sol, la nutrition végétale
- Si possible, spécialisé en agronomie tropicale - Un doctorat ou DEA serait apprécié.
- Agé d'environ 30/40 ans - Ayant une première expérience professionnelle en recherche appliquée, en agro-fourniture ou développement agricole.
- Maîtrise de l'anglais impérative.
- Disponibilité pour se déplacer à l'étranger.
- Sens promotionnel (voire commercial) développé.

Le poste est basé au Siège de la Société, dans l'Est de la France.

Merci d'adresser le dossier de candidature complet, avec photo et rémunération actuelle, (sous référence **9001**) à :

Le Monde Publicité

133, avenue des Champs Elysées - 75409 Paris cedex 08

INGÉNIEURS

INGÉNIEUR COMMERCIAL

INGÉNIEUR COMMERCIAL

INGÉNIEURS CONSEIL

Consultants

صكرا بن المرحل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 16 AVRIL 1996 / 13

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

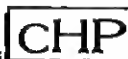
Seii Ingénieur Commercial Informatique Industrielle

Cette société d'informatique industrielle, 23 personnes, filiale d'un puissant groupe de services, est le partenaire d'entreprises industrielles diversifiées à travers son rôle d'architecte-bâisseur de prestations de haut niveau.

Auprès d'une clientèle industrielle France et Europe, vous piloterez toutes les actions et négociations permettant d'entretenir et de développer un courant d'affaires.

Ingénieur, 33 ans environ, maîtrisant bien l'anglais, vous apportez une expérience commerciale confirmée des prestations de systèmes d'information industriels (gestion d'ateliers, conduite de process, logistique...). Vous recherchez une équipe de professionnels, des projets novateurs, de l'implication partagée et... le soleil du sud-ouest (Bayonne).

Merci d'adresser votre candidature sous réf. M/2294/E (sur lettre et enveloppe) à notre Conseil qui vous garantira toute confidentialité.



Cabinet Henri PHILIPPE - 2 bis, rue Michelet - 92441 ISSY-les-MOULINEAUX CEDEX

Membre du Syndicat Conseil

Rejoignez une équipe pour l'excellence

Grâce à sa passion pour l'excellence, GENERAL ELECTRIC est un des groupes les plus performants au monde (240 000 salariés, 70 milliards de dollars). Son objectif est d'être le leader dans chacune de ses branches d'activités, de l'éclairage aux moteurs d'avions, de l'imagerie médicale aux équipements électriques.

Sa division GE POWER CONTROLS (5 500 personnes, CA de 730 millions de dollars) recherche :

Ingénieurs Commerciaux

Vous serez responsable, pour un secteur géographique donné (Nord ou Région Parisienne) du développement et de la prospection d'une clientèle directe (industries, bureaux d'études, installateurs) ainsi que l'animation de distributeurs.

Vous interviendrez sur l'ensemble d'une gamme d'équipements électriques de basse tension (distribution et automatisme) et bénéficierez d'un support marketing et technique efficace.

Ingénieur électromécanicien ou équivalent, vous jouirez d'au moins 5 ans d'expérience réussie dans la vente auprès de notre clientèle.

Anglais fortement souhaité.



Si l'opportunité de rejoindre une entreprise d'envergure mondiale, offrant des perspectives de développement importantes vous motive, adressez dès aujourd'hui votre candidature à nos consultants qui traiteront votre dossier avec la plus grande discrétion. THE OPTIMAL GROUP, 8 rue Jean Gonjon, 75008 Paris - Tél. (1) 30 20 20 20



GE Power Controls

Observer les changements, esprit d'équipe, rapidité, énergie, respect des engagements, sont les valeurs de notre entreprise.

INGÉNIEURS CONSEILS

SCIENCES ET SANTÉ

Afin de conforter son développement dans la Transformation des Systèmes d'Information, CAP SESA recherche pour

LYON, GRENOBLE, NANCY et STRASBOURG

Consultants Junior ou Senior

Vous travaillerez sur des aspects très variés :

- conseil en organisation
- conduite du changement et accompagnement des utilisateurs
- études d'adéquation et recherche de solutions, souvent à base de progiciels intégrés SAP R/3, Oracle Applications et BPCS,
- conseil auprès des utilisateurs pour le paramétrage du progiciel concerné
- mise en place et démarrage opérationnel

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion, vous avez une réelle connaissance des organisations et du fonctionnement des entreprises acquise pendant une période de 2 à 10 ans, si possible dans un contexte international. Vous maîtrisez l'un des progiciels mentionnés ou l'un des domaines suivants :

- gestion de production
- administration des ventes et logistique
- finance et contrôle de gestion
- maintenance industrielle

La maîtrise de l'anglais est indispensable et celle de l'allemand représente un avantage significatif.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo, lettre de motivation et rémunération souhaitée) sous réf. M/03 à Gilles Henri Leroux, CAP SESA RÉGIONS, 4/5 place Charles Herou - BP 2122 69603 Villeurbanne Cedex



CURRICULUM

Groupe pharmaceutique de dimension internationale, occupant l'une des toutes premières places du marché français, consolide sa forte implantation et recrute pour son siège parisien :

Médecin produit cardiologie

Votre profil : médecin spécialiste titulaire d'un DES de cardiologie, votre première expérience du marketing ou du développement clinique, vous a permis d'appréhender et de maîtriser les enjeux majeurs de la communication médicale en milieu fortement concurrentiel.

Votre fonction : en étroite collaboration avec le chef de produit d'un médicament fortement implanté sur le marché de l'hypertension artérielle et de l'insuffisance cardiaque, vous valorisez la communication scientifique par votre expertise médicale et vos recommandations médico-marketing. Vous prenez en charge toute la conception et le suivi des travaux médicaux et participez également à l'élaboration de stratégies de notoriété originales et porteuses.

Rémunération attractive.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 25306 à notre conseil VOG, 26, rue Salomon de Rothschild, 92150 Suresnes, qui nous transmettra votre dossier en toute confidentialité.

Chef de produit oncologie

Votre profil : docteur en médecine, spécialisé de préférence en cancérologie, immunologie ou dermatologie, vous avez acquis une première expérience significative de la fonction. Parfaitement rompu à la mise en œuvre et au suivi de plans marketing, vous disposez en outre d'une excellente connaissance de la promotion de produits éthiques à l'hôpital.

Votre fonction : rattaché au directeur marketing, vous élaborez et mettez en œuvre sur un plan opérationnel, la stratégie de communication médicale d'une spécialité de tout premier plan dans le domaine de l'oncologie. Assisté dans vos missions par un conseiller scientifique, vous travaillez en étroite collaboration avec un réseau de délégués hospitaliers. Déplacements internationaux à prévoir.

MEDIA SYSTEM

Jeune 1996

REPRODUCTION INTERDITE

Indépendants, nous le sommes depuis notre création en 1968.
 Parmi les toutes premières SSII françaises, nous réalisons, avec 1 750 collaborateurs
 un chiffre d'affaires de 870 millions de francs.
 Vos espaces de réussite avec SOPRA, à vous de les découvrir.
 Ils dépendent de votre sens de l'initiative. Notre métier est l'ingénierie des systèmes
 d'information complexes et les progiciels haut de gamme. Nous sommes présents dans tous
 les secteurs d'activité avec une expertise reconnue, une méthodologie
 éprouvée, un large choix d'outils et de produits.

100 jeunes ingénieurs

Nous recrutons des jeunes diplômés pour accompagner notre croissance,
 parce que nous avons confiance en l'avenir, le vôtre, le nôtre.
 Cette politique rigoureuse d'encadrement est un gage de qualité pour nos clients,
 un gage de réussite pour la réalisation de vos objectifs.
 Pour les accompagner, nous avons mis en place un observatoire des jeunes
 embauchés. Pendant leurs dix-huit premiers mois dans l'entreprise,
 quatre entretiens leur permettant de faire le point
 sur leur projet professionnel. Réf. : JING.

20 leaders technologiques

Nous recrutons des leaders technologiques parce que
 nous sommes à la pointe des nouvelles approches.
 Ingénieur informaticien, vous avez 4 à 8 ans d'expérience
 dont une expérience réussie dans une architecture client-serveur
 (IHM, OLE, SGBDR, programmation objet, réseaux...),
 soit dans un domaine de fabrication industrielle
 de progiciels techniques ou thématiques, soit d'intégration
 de grands projets. Réf. : LD.

Si vous êtes curieux d'innovation et passionné de nouvelles technologies
 (client-serveur, programmation objet...), si vous avez le sens du contact
 et l'esprit de service, ensemble, explorons de nouveaux espaces
 de développement. Par notre important programme de recrutement
 et notre présence sur les moments forts de l'emploi,
 nous vous donnons également rendez-vous tout au long
 de l'année pour d'autres perspectives professionnelles.
 Ecrivez à SOPRA, DRH, Jérôme Bruyas,
 3 rue Lauriston, 75116 Paris.

Explorer de grands espaces

est dans notre nature

SOPRA.

Washington
pour un cesse

Banques : il son
D